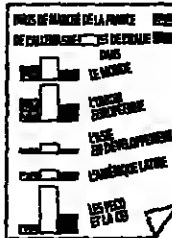




Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Grands marchés
et petites entreprises
■ 10 pages d'annonces
classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 15218 - 7 F

MARDI 18 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La solitude de l'Albanie

L'Union européenne a exclu, dimanche 16 mars, une intervention militaire. Le président Sali Berisha estime que le risque de guerre civile est écarté. p. 4

Internes : la grève continue à Paris

Les deux syndicats des internes et chefs de clinique ont voté la fin de la grève, sauf à Paris. p. 8

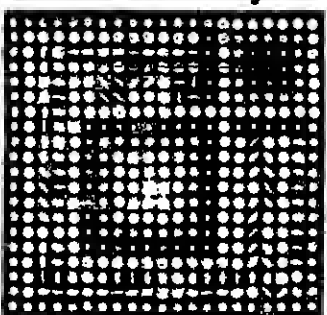
Attentat contre une mosquée

Un blessé léger et d'importants dégâts matériels dans l'attentat de la mosquée de la rue de Tancarville, à Paris, dans le XIX^e arrondissement. p. 10

Renault : la marche de Bruxelles

La marche pour l'emploi a rassemblé, dimanche 16 mars à Bruxelles, 70 000 à 100 000 manifestants belges et français. La grève continue à l'usine Renault-Vilvorde. p. 18

La mort de Victor Vasarely



« Orion, 1961 » (collage architectonique).

Le peintre français d'origine hongroise Victor Vasarely, inventeur du chrétisme, est mort, samedi 15 mars, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. p. 26

Visite en France du président Ben Ali

Alors que les attentats aux droits de l'homme ternissent les succès économiques de la Tunisie, le président Zine El Abidine Ben Ali est attendu en France les 5 et 6 mai. p. 6

L'aéroport lointain

Le projet de construction d'un nouvel aéroport dans la Beauce, à 90 kilomètres de Paris, est contesté. p. 12

Télé « offensive »

Hervé de Charette a installé, lundi 17 mars, le Comité stratégique de l'action télévisuelle extérieure. Il défend dans un entretien au Monde « une conception offensive de la diffusion de la culture française ». p. 29

Allemagne, 3 DM; Autriche, 13 S; Belgique, 35 F; Canada, 2,36 \$; Danemark, 16 D; Espagne, 166 Ptas; France, 10 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,36 Ir£; Italie, 2000 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 10 Kr; Suisse, 1,90 Frs; Taiwan, 1,2 Dts; USA, 1 \$; USA (Hawaii), 2,30 \$.

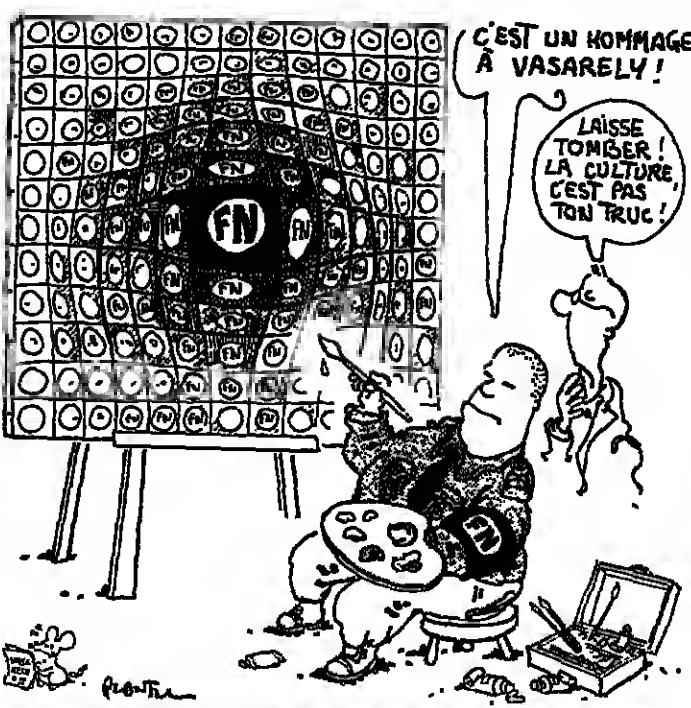
M 0147 - 318 - 7,00 F

La droite face au piège de l'extrême droite

- François Léotard renvoie dos à dos le Front national et la gauche « Front populaire »
- Premier volet de l'enquête du « Monde » sur les terres du FN
- Un entretien avec Marceau Long, président du Haut Comité à l'intégration

LA STRATÉGIE du RPR, consistant à combattre à égalité la gauche et le Front national, a été réaffirmée, samedi 15 mars, devant les élus locaux de la majorité, par Alain Juppé, premier ministre et président du parti néogaulliste.

Cette stratégie est approuvée par François Léotard, mais le président de l'UDF s'est exprimé dans des termes qui reflètent les réticences d'une partie de la « base » de droite à l'idée de traiter le Front national comme un ennemi : le député du Var a appelé la majorité, en effet, à n'avoir « aucune complaisance ni pour le Front populaire, ni pour le Front national », ce qui est une manière de récuser tout éventuel « front républicain » consistant à voter pour la gauche, dans un second tour, afin de barrer la route à l'extrême droite. L'électorat de la majorité se montre d'ailleurs, dans les sondages, peu enclin à obéir à un tel mot d'ordre. François Bayrou, président de la Force démocrate et numéro deux de l'UDF, cherche à tourner la difficulté en expliquant



qu'il ne faut pas laisser le débat politique s'organiser autour du Front national. Par ailleurs, le Haut Conseil à l'intégration, dans une étude remise au gouvernement et rendue publique lundi 17 mars, s'inscrit d'une « crispation idéologique » entre Français et immigrés. Il met en garde contre la politique de « regroupement ethnique » suivie dans les prisons par l'administration. Dans un entretien au Monde, son président, Marceau Long, estime que « les succès du Front national ont alourdi un climat déjà rendu oppressant par la montée du chômage ». « Le climat changerait », ajoute-t-il, si les responsables politiques tenaient un discours d'intégration.

Sous le titre « La France du Front », nous commençons aujourd'hui la publication d'une enquête en quatre épisodes de Dominique Le Gualadoux sur les terres du vote d'extrême droite.

Lire pages 7, 9, 13 et notre éditorial page 15

Faut-il construire des prisons au fond des mines sud-africaines ?

JOHANNESBURG de notre correspondant

Transformer les puits de mines désaffectées en prisons de haute sécurité pour les criminels les plus dangereux, telle est l'étonnante proposition formulée par le chef des services correctionnels sud-africains. Unanimentement condamnée par les milieux humanitaires et politiques, elle a le soutien d'une très large majorité de la population. Selon les résultats d'un sondage effectué à l'occasion d'une émission de télévision consacrée à ce sujet, 94 % des personnes interrogées se sont déclarées favorables au confinement des prisonniers dans des galeries souterraines. Les Sud-Africains manifestent ainsi leur mécontentement face à la montée de la criminalité et à l'impuissance du système policier et judiciaire.

L'emprisonnement souterrain permettrait de faire face à la surpopulation carcérale et de réduire les possibilités d'évasion, avait affirmé le responsable des services pénitentiaires. Selon lui, il s'agirait d'un dispositif au caractère punitif exemplaire. « Il y a des criminels qui ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se conformer aux règles de notre société. Ce sont des animaux qui ne devraient pas avoir le droit de vivre », a déclaré Khulekani Sithole.

Ces propos, accompagnant une proposition aux relents concentrationnaires, avaient déclenché un tollé parmi les associations de défense des droits de l'homme, qui ont dénoncé le caractère « inhumain » et « barbare » de la mesure envisagée.

Les journaux, eux aussi, s'étaient déchaînés contre une « proposition de dérangé mental », tandis que les partis politiques réclamaient la démission du fonctionnaire. Pour calmer les esprits, le ministre de tutelle a cru bon de préciser qu'il s'agissait de transformer les mines en « installations pénitentiaires modernes ». Malgré les avis sceptiques d'experts miniers patageant devant les caméras de la télévision dans des boyaux humides et sombres, il a confirmé qu'une étude de faisabilité était en cours.

La proposition en dit long sur le désarroi et l'impuissance des autorités pénitentiaires. Comme beaucoup d'administrations, le sys-

tème carcéral, hérité du régime de ségrégation raciale, est inadapté à la société post-apartheid. Les prisons sud-africaines, prévues pour 97 000 détenus, en abritent 124 000, soit 27 000 de trop. L'insuffisance du personnel de surveillance et sa corruption expliquent le taux record d'évasions - une centaine par mois. La situation de l'appareil judiciaire n'est guère plus brillante : une vingtaine de milliers de prisonniers sont en attente de passer en jugement devant des tribunaux encombrés qui manquent de moyens.

Le soutien populaire dont bénéficie l'idée des prisons minières est révélateur de la radicalisation de l'opinion publique face à la criminalité. Ce sentiment est amplifié par l'inefficacité de la police, qui conduit à la multiplication des milices d'autodéfense. Le gouvernement a beau annoncer une baisse ou une stagnation de la plupart des délits, beaucoup de Sud-Africains ont perdu confiance dans leur système policier, judiciaire et carcéral.

Frédéric Chambon

SPORTS

Le printemps triomphant du ski et du rugby français

DOUBLE triomphe pour le sport français ce week-end. Samedi 15 mars au Parc des Princes, le XV de France a réalisé le grand chelem, son cinquième, du Tournoi des cinq nations en battant l'Ecosse par 47 points à 20, dont 4 essais contre 2 à leurs adversaires. Dimanche, à Vail (Colorado), Luc Alphand a été sacré meilleur skieur de la saison.

Privée de nombreux titulaires, l'équipe de France de rugby a développé, au cours des quatre matches du Tournoi 1997, un jeu de mouvement de plus en plus allégre. Son précédent grand chelem remontait à 1987. Quant à Luc Alphand, il succède, au palmarès de la Coupe du monde, à Jean-Claude Killy, vainqueur en 1968.

Lire pages 21 et 23

Zaïre : Kabila jusqu'à Kinshasa

APRÈS s'être emparé de Kisangani, samedi 15 mars, les rebelles de Laurent-Désiré Kabila veulent poursuivre leur offensive vers Lubumbashi, et, au-delà, jusqu'à la capitale Kinshasa. Le chef rebelle, dont nous faisons le portrait, refuse pour le moment tout cessez-le-feu et estime que le Zaïre vit la « fin » du pouvoir de Mobutu.

A Goma, si les habitants sont satisfaits du départ de l'armée zaïroise, certains estiment subit une occupation étrangère. Kinshasa bruit de rumeurs de coup d'Etat et redoute les pillages de l'armée en déroute. Le régime de Mobutu dresse le bilan d'un régime qui a transformé le géant africain en un pays ensanglanté, miné par la corruption.

Lire pages 2 et 3

La revanche des féministes



MAYA SURDUTS

QUATRE jours après le débat décevant, à l'Assemblée nationale, sur la parité, Maya Surduts a réuni 2 000 personnes, samedi 15 et dimanche 16 mars, aux assises nationales des droits des femmes. Cette féministe engagée, qui a passé de longues années à Cuba, parvient à faire coexister dans le collectif national des droits des femmes 170 organisations, partis politiques, syndicats et associations. L'exercice requiert des talents d'équilibriste.

Lire pages 10 et 15

International	2	Aujourd'hui	21
France	7	Jeune	22
Société	9	Météorologie	24
Cronique	11	Culture	26
Régions	13	Communication	28
Horaires	15	Alimentation	30
Enquêtes	18	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	20	Néologie	34

Lire la suite page 17

Régis Debray est docteur en philosophie.

POINT DE VUE

Savants contre docteurs par Régis Debray

ON a donc grugé des lecteurs postmodernes avec des idioties d'homme de lettres. Ce qui compte n'est pas le contenu d'une idée mais son origine (pour parler comme M. Sokal) ? Un auteur habillé peut faire passer une sottise, car il suffit d'une signature réputée pour l'accréditer. Corol-

laire : des propositions consistantes émises par une voix non autorisée n'auront pas droit de cité ; ces énoncés de seconde zone ne feront pas croire. L'indexation sur le nom propre, c'était justement le statut des énoncés religieux et politiques, dont les « sciences hu-

maines » ont tant fait pour conjurer le spectre. Leurs champions se veulent des chercheurs et non des docteurs ; leurs propositions s'y donnent pour des résultats et non pour des thèses. Ils visent à produire des effets de vérité, et non d'autorité. La mésaventure de Social Text ramène ces ambitions à des vœux pieux : si on peut leur dire aussi facilement une revue « savante », où tracer la frontière entre « l'idéologique » et le « scientifique » ?

Sagaces épistémologues de l'irréductible, nos physiciens farceurs ont pour louable intention d'appliquer aux « sciences humaines » les critères et procédures valables dans les sciences tout court (sans adjectif), parce que « les sciences exactes et les sciences souples sont dans le même bateau ». Une différence de degré (entre « souple » et « dur ») ne servirait-elle pas d'euphémisme à une différence de nature ? Car ce qui est paresse et imposture chez un physicien (ou un mathématicien, un chimiste) ne l'est pas et ne peut l'être, chez un sociologue (ou un étiologue, ou un psychanalyste, etc.).

Prix des libraires 1997

Philippe Delerm

SUNDERBORN OU LES JOURS DE LUMIÈRE

Roman

ÉDITIONS DU ROCHER

Prix des Libraires 1997

مكتبة الشامل

OFFENSIVE Les rebelles zairois, forts de leur nouveau succès avec la prise de Kisangani, samedi 15 mars, ont fait savoir, dimanche, qu'ils faisaient désormais de Lubumbashi, la

capitale de la riche province minière du Shaba, leur objectif prioritaire. Le maréchal Mobutu, qui séjourne de nouveau dans sa résidence du sud de la France, a été

hospitalisé à Monaco, dimanche, pour des « soins complémentaires ». A KINSHASA, où la population redoute un retour de l'armée en déroute, le pouvoir, assommé par la

défaite de Kisangani, n'a fait aucune déclaration. Mais des rumeurs de coups d'Etat circulent. ENTASSÉS sur la rive droite du fleuve Zaïre, les dizaines de milliers de réfugiés

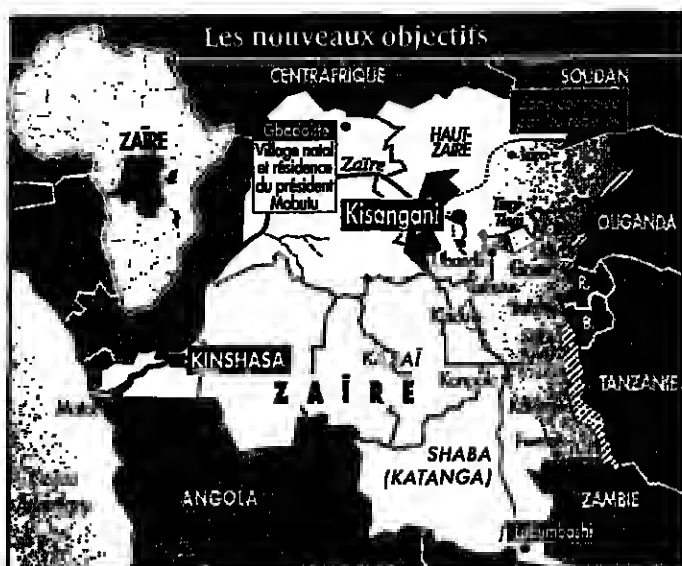
craignent l'arrivée des rebelles tutsis de Laurent-Désiré Kabila et les organisations humanitaires attendent le feu vert des rebelles pour reprendre leur assistance.

Les rebelles zairois marchent maintenant sur le Shaba

Après la prise de Kisangani, samedi 15 mars, Laurent-Désiré Kabila refuse toujours un cessez-le-feu immédiat. Il a fait savoir, dimanche, son intention de s'emparer de Lubumbashi, capitale de l'ex-Katanga, la plus riche région minière du pays

LES REBELLES zairois qui s'étaient emparés, samedi 15 mars, de Kisangani, la troisième ville du Zaïre, ont déclaré, dimanche, que leur prochain objectif était Lubumbashi, chef-lieu de la province du Shaba et deuxième ville du pays. « Nous progressons au-delà de Kisangani dans toutes les directions où l'ennemi a battu en retraite », a dit le responsable de l'information de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), Raphaël Gbenda, à Goma, où est installé le quartier général des rebelles.

« Lubumbashi est le prochain grand objectif », a déclaré M. Gbenda. Mais toutes les villes de la République sont des objectifs, y compris Kinshasa. Lubumbashi est depuis longtemps un fief de l'opposition au président Mobutu Sese Seko. Le cuivre et le cobalt extraits au Shaba (ex-Katanga), comme les diamants de la province voisine du Kasai, sont d'une importance vitale pour le gouvernement de Kinshasa s'il veut garder un quelconque contrôle de l'économie du pays. M. Gbenda a confirmé une information de la radio des rebelles qui avait annoncé la prise de Pweto, à 400 kilomètres au nord-est de Lu-



bumbashi. « Pweto est tombé il y a deux jours et nos forces ont avancé encore plus loin, au-delà de Pweto », a-t-il dit.

A Kisangani, le calme semblait régner en ville, dimanche. « L'atmosphère est détendue, tout le monde respire », a affirmé un employé d'une société forestière qui a

préféré garder l'anonymat bien que les rebelles ne lui aient adressé aucune menace. Selon ce témoin, depuis samedi après-midi, la population a recommencé à circuler en ville et le couvre-feu n'est plus en vigueur. Des bandes en uniformes et armées patrouillent mais ne procèdent à aucun contrôle. Le

témoin indique que la situation alimentaire paraît normale. Tous les entrepôts de nourriture destinée aux réfugiés, mis en place par les organisations humanitaires, n'ont été pillés ainsi que plusieurs magasins, mais aucune maison n'a été touchée. Les pillages n'ont duré que quelques heures entre le départ des militaires zairois et l'arrivée des premiers rebelles.

Joseph Kabila, vingt-cinq ans, fils du président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), Laurent-Désiré Kabila, commande les opérations à Kisangani. A l'agence Reuters, il a déclaré que les mines laissées par l'armée gouvernementale sur chaque route menant à Kisangani sont le principal problème des rebelles. Selon lui, le bilan de la prise de la ville est de deux victimes seulement côté rebelle ; 260 soldats du gouvernement se sont rendus, ajoute-t-il. Il précise que les rebelles ont pris l'aéroport international de la ville, samedi à l'aube. « Nous avons découvert qu'ils avaient fait sauter l'immeuble qu'ils utilisaient comme quartier général, l'armurerie et pratiquement toutes les pièces d'artillerie », ajoute le jeune commandant. Il souligne

que les rebelles n'ont trouvé aucun avion ou hélicoptère et supposent que les militaires et les mercenaires ont utilisé les quelques appareils dont ils disposaient pour s'enfuir. A la question de savoir quand les combats prendront fin, Joseph Kabila répond : « La fin de la guerre doit être la fin de la dictature. »

Le gouvernement de l'ancienne puissance coloniale belge a estimé, dimanche, qu'il ne peut y avoir de solution au Zaïre sans tenir compte de Laurent-Désiré Kabila. Pour le ministre des Affaires étrangères, Erik Dierckx, « l'époque de Mobutu est, depuis un moment déjà, révolue ».

Washington a appelé à nouveau, dimanche, les rebelles à cesser les combats, tout en estimant qu'il était « très difficile de [les] convaincre d'accepter de discuter » avec Kinshasa. Toujours réfractaire au cessez-le-feu, en dépit de la visite, samedi, à Goma, de l'ambassadeur des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Mohamed Sahnoun, le chef de la rébellion a rappelé qu'il continue de réclamer en préalable l'ouverture de négociations avec Kinshasa. (AFP, Reuters)

M. Mobutu hospitalisé à Monaco

Le président Mobutu Sese Seko a été admis, dimanche 16 mars, à l'hôpital Princesse-Grace de Monaco pour y subir des « soins complémentaires ». Un porte-parole de la présidence a précisé qu'il s'agit d'un « traitement de soins », qu'il ne s'agit pas d'un « traitement de soins ». Opéré à Lausanne, en août 1996, pour un cancer de la prostate, le président séjourne une nouvelle fois dans sa villa de Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), depuis le 21 février.

Après son opération, il avait déjà effectué deux autres séjours en France, à la fin de 1996 puis en janvier, au cours desquels il s'était déjà rendu à Monaco pour des « visites de routine ».

Dans son entourage, on affirmait de nouveau, dimanche, que son état de santé « n'inspire aucune inquiétude », mais qu'il ne parlait plus du moment de son retour au Zaïre, alors qu'on le disait imminente quelques jours auparavant.

La fin de Mobutu Sese Seko, lâché par les Occidentaux après avoir ruiné son pays

KINSHASA

de notre envoyé spécial
C'est avec le feu vert des Etats-Unis que le colonel Joseph-Désiré Mobutu, chef d'Etat-major de l'armée zairoise, s'empara du pouvoir le 24 novembre 1965. La guerre froide bat son plein, et les Américains

ANALYSE

Le président zairois a commis l'erreur de croire qu'il restait indispensable à ses alliés de toujours

craignent d'autant plus que le Congo ne tombe dans l'orbite soviétique (par le biais du mouvement des non-alignés) que, durant la seconde guerre mondiale, ils ont déjà pu évaluer l'importance stratégique du pays. L'uranium de la province du Katanga leur a en effet permis de fabriquer une bombe nucléaire. Dès l'indépendance (30 juin 1960), les menaces se multiplient. Le premier ministre de l'époque, Patrice Lumumba, aux discours nationalistes enflammés, est vite catalogué par les Occidentaux comme un agent de Moscou. Il sera arrêté puis assassiné en janvier 1961, peut-être sur

ordre du colonel Mobutu. Trois ans plus tard éclate la rébellion de Pierre Mulele, qui aura passé quelque temps en Chine populaire. En août 1964, ce dernier est contrôlé puis d'un quart du Congo et proclamé à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani) un gouvernement révolutionnaire. Le régime zairois en viendra à bout grâce à une intervention étrangère, en l'occurrence des mercenaires qui, en septembre 1964, reprennent Stanleyville.

L'Amérique a donc trouvé en M. Mobutu l'homme idéal pour faire du Congo (rebaptisé bientôt Zaïre) un rempart contre le communisme sur le continent noir. Il servira ainsi fidèlement les intérêts américains en Afrique pour tout ce qui touche à la lutte anticommuniste, notamment en soutenant les rebelles angolais de Jonas Savimbi. « Dans ce domaine, c'était le meilleur », insiste aujourd'hui un ministre proche du président. Pourquoi lui reproche-t-on de n'avoir rien fait pour son peuple sans tenir compte de tout ce qu'il a fait pour l'Occident ?

Pour maintenir l'ordre dans son pays, M. Mobutu a dû à chaque fois faire appel à ses alliés, son armée se révélant incapable de mater quelque rébellion que ce soit. En 1977-78, notamment, les deux invasions des « gardiens katangais » dans le Shaba

furent respectivement repoussées par des soldats mozambicains et la Légion étrangère de l'armée française à Kolwezi.

UNE CORRUPTION INIMAGINABLE

Le maréchal avait sans doute pris l'habitude de compter sur une intervention étrangère, et il semble qu'il attendait une aide militaire de la France pour repousser les rebelles de Laurent-Désiré Kabila. Mais Paris n'a plus les moyens de protéger son pré carré africain et, de plus, la France est entrée en compétition directe, depuis la fin de la guerre froide, avec les Etats-Unis, qui poussent leurs pions dans certaines zones stratégiques. « De plus, remarque un diplomate occidental à Kinshasa, Washington a l'avantage d'avoir des alliés efficaces et intelligents. »

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, un nouvel ordre mondial se met en place. Si Mobutu Sese Seko comprend vite qu'il faut se présenter comme un démocrate pour être bien vu à Paris ou Washington, il ne réalise pas qu'une seconde condition est nécessaire pour conserver les faveurs des Occidentaux, à savoir un assainissement économique.

De ce côté-là, son régime a depuis longtemps sombré dans une corruption inima-

ginable. Selon un économiste, l'évasion fiscale a réduit le budget de l'Etat de 15 milliards de dollars, dans les années 80, à 300 millions de dollars aujourd'hui, un montant dérisoire par rapport aux 40 millions d'habitants du Zaïre. Pour fonctionner, l'Etat imprime massivement des billets de banque (auxquels s'ajoute, dit-on, de la fausse monnaie) depuis 1990, les taux d'inflation annuels se situant entre 350 et 2 000 %.

M. Mobutu a pu penser que, tant qu'il se serait aux commandes de ce pays stratégique, il resterait indispensable au monde occidental. Il a aussi pu avoir la naïveté de croire que, pour les services rendus, il bénéficierait de leur reconnaissance. Or le monde de l'après-guerre froide évolue vite et parfois de manière surprenante : les Etats-Unis se rapprochent ainsi du régime socialiste angolais au détriment de Jonas Savimbi.

Quant à la politique intérieure, M. Mobutu a systématiquement saboté la démocratisation, au point que les jeunes conseillers diplomatiques de l'équipe Clinton arrivés à la Maison Blanche en 1992 ne croyaient plus à la réussite de la transition démocratique annoncée par le maréchal en avril 1990. Ils songaient peut-être déjà à le rem-

placer tout en admettant, de concert avec Paris, qu'il restait le seul Zaïrois capable de garantir la stabilité de son pays.

La rébellion, en août 1996, de son cancer de la prostate, qui a provoqué une absence prolongée de la scène politique et une anarchie accrue dans les sphères dirigeantes, aurait convaincu les Américains qu'il devenait un élément déstabilisant pour le Zaïre. D'autant que Washington avait trouvé dans la région un nouvel allié en la personne du président ougandais, Yoweri Museveni.

Bien qu'il ait ruiné son pays et son peuple en trente-sept ans de dictature, le maréchal Mobutu a été tout de même acclamé par des centaines de milliers de Kinois dans les rues de la capitale lors de son retour, en décembre 1996, après avoir subi une opération en Suisse. Dans un sursaut nationaliste, tous imaginaient qu'il allait reprendre l'armée en main et bouter les rebelles hors du territoire. La rébellion, soutenue par les armées ougandaise et rwandaise, progressait toutefois irrésistiblement. Lorsque, en février, il repartit pour la Côte d'Azur en convalescence, son cortège a été sifflé par la population, qui ne lui a pas pardonné son échec.

Jean Héline

Les réfugiés hutus sont plus isolés que jamais

LE HAUT-COMMISSAIRE des Nations unies pour les réfugiés, Sadak Oigata, a exhorté, dimanche 16 mars, les belligérants à garantir un accès « humanitaire » libre dans l'est du Zaïre, après la chute de Kisangani. « Le HCR est prêt à envoyer des équipes d'urgence à Kisangani et dans d'autres régions du Zaïre aussitôt que la si-

tuation militaire s'améliorera », a précisé, dans un communiqué publié à Genève, M. Oigata, en exprimant l'espoir que les dirigeants de la rébellion tiendront leur promesse de ne pas attaquer la région d'Uvundu où près de 100 000 réfugiés se sont regroupés.

Le HCR redoute que d'éventuels combats ne sèment la panique parmi les réfugiés qui se sont entassés sur la rive droite du fleuve Zaïre et ne les incitent à rejoindre, « dans des conditions périlleuses », la rive gauche. Là, dit-on au HCR, leur vie serait encore davantage en danger et ils risqueraient, pour des raisons logistiques, de se priver de toute assistance. « Les réfugiés doivent rester là où ils se trouvent actuellement, car c'est le dernier endroit où nous pouvons les localiser et les aider », précise le communiqué. Uvundu, au sud de Kisangani, était approvisionnée depuis cette ville par bateau ou par voie ferrée.

Sur place, les organisations humanitaires attendaient, dimanche, le feu vert des rebelles zairois pour reprendre leur assistance et notamment leurs vols vers Kisangani. Selon Brenda Barton, porte-parole à Nairobi du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), les réfugiés qui se trouvent dans le secteur d'Uvundu ont besoin de

60 tonnes de nourriture par jour. Le PAM avait repris ses vols pour Kisangani, jeudi, mais avait dû les interrompre, samedi, à l'approche des rebelles. Le PAM envisage d'envoyer un avion gros porteur deux fois par jour à Kisangani à partir de Mbandaka, en Tanzanie. Chaque vol peut acheminer 40 tonnes de nourriture. « C'est le moment pour un cessez-le-feu, pour un vrai couloir humanitaire, qui nous permettrait d'avoir accès aux réfugiés », a estimé Paul Strimberg, porte-parole du HCR à Goma.

Depuis une semaine, le HCR a organisé, depuis Goma, un système d'assistance à quelque 2 000 réfugiés à Tingi-Tingi et Amisi, deux camps tombés sous le contrôle des rebelles au début du mois. Treize personnes sont mortes de malnutrition ou de maladie, samedi, à Tingi-Tingi. Des réfugiés du camp avaient indiqué, mercredi, que 21 cadavres venaient d'être enterrés, en trois jours ; d'autres avaient fixé ce nombre à 35. Des milliers de réfugiés en fuite restent cachés dans les forêts alentour. « Leur épuisante odyssee doit maintenant prendre fin, sinon il faut craindre de nouvelles importations de vies humaines », a affirmé M. Oigata. (AFP)

Kinshasa, assommée, bruit de rumeurs de coup d'Etat

KINSHASA

de notre envoyé spécial
Il est difficile de savoir si le calme extraordinaire qui a régné en fin de semaine à Kinshasa après la chute de Kisangani, samedi 15 mars, aux mains de la rébellion, traduisait une accalmie avant la tempête ou bien l'absence de réaction d'un pouvoir assommé par le coup de cette défaite militaire majeure.

De bonne source, on sait que l'Etat-major zairois était en réunion dès samedi matin, et des rumeurs couraient déjà sur un éventuel coup d'Etat. On évoquait d'autre part la possible destitution par le Parlement du premier ministre, Kengo Wa Dondo, à qui ses adversaires voudraient faire porter la responsabilité de l'échec de la contre-offensive des Forces armées zairoises.

Sur ce plan, le revers de Kisangani risque de déclencher des règlements de comptes, verbaux tout au moins, entre dirigeants civils et militaires, mais les observateurs sont unanimes à affirmer que, d'un côté comme de l'autre, il y a eu des détournements de fonds et d'armes destinés à l'effort de guerre.

Comme la plupart des habitants de la capitale, M. Nsele a en mémoire les pillages généralisés de Kinsha-

sa par les soldats, en 1991 et 1993, et semble terrorisé à l'idée que cela puisse se reproduire. Quant à l'opposition, elle est étrangement silencieuse, peut-être de crainte d'irriter les militaires, déjà suffisamment nerveux, ou bien parce qu'elle n'a pas son mot à dire dans cette guerre. Elle a appelé à des négociations et n'aurait peut-être pas réussi à établir de contacts positifs avec les dirigeants de la rébellion, qui viennent de refuser toute idée de cessez-le-feu à l'envoyé spécial des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Mohamed Sahnoun.

ASPHYXIE FINANCIERE

Leur chef, Laurent-Désiré Kabila, a déjà annoncé son intention de marcher sur le palais présidentiel de Ghadidjé, symbole du régime, édifié dans le village natal du président Mobutu dans la province de l'Equateur, sur la frontière de la République centrafricaine. Ses troupes progressent également dans le sud en direction de Lubumbashi, la capitale de la province du Shaba (et des mines de cuivre de la région). Plus à l'ouest, les maquisards se rapprochent rapidement, grâce à la voie ferrée, de Kamina, à 300 kilomètres au nord de la ville minière de Kolwezi. Dans la province voi-

sine du Kasai-Oriental, la population redoute l'arrivée des soldats zairois en débâcle qui refoulent vers Mbuji Mayi, la capitale diamantifère, en pillant les localités sur leur passage. Et ceux qui n'ont fuit Kisangani arrivent également par le nord à travers la forêt équatoriale.

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) est en passe de contrôler toutes les compagnies minières qui rapportaient encore un peu d'argent à l'Etat, à savoir la Gécamines (cuivre, à Lubumbashi), la Sominké (or, à Kindu), l'Oikimo (or, à Bunia) et la Miba (diamant, à Mbuji Mayi), et le régime pourrait ainsi rapidement se retrouver asphyxié financièrement, même si Kinshasa contrôle encore, grâce au barrage d'Inga, toute l'alimentation en électricité du Shaba.

Dans les milieux expatriés de la capitale, on tente de prévoir l'issue de cette « guerre civile » où il n'y a pratiquement aucun combat, en projetant différents scénarios possibles, qui vont de la négociation pour un partage du pouvoir à l'entrée victorieuse des rebelles dans la capitale, en passant par un coup d'Etat des militaires, modérés ou bien jusqu'au-boutistes.

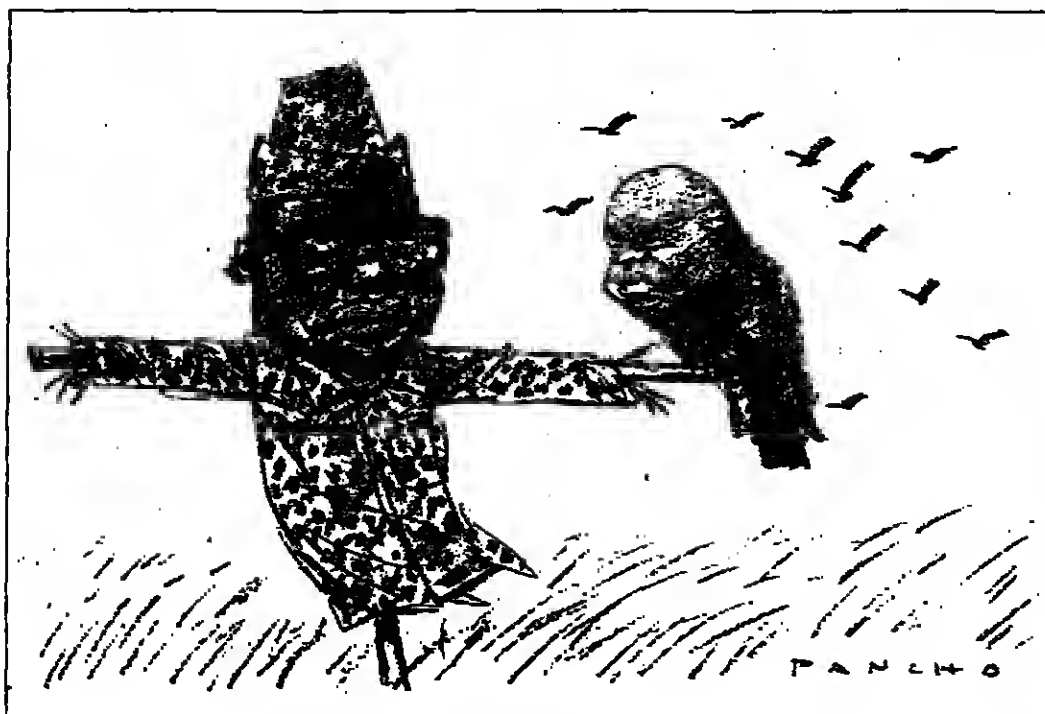
J. H.

OISE
L'anglais ou l'allemand à Paques
Anglais et Allemand
Cours de 10 heures de 10h à 12h
Cours de 10 heures de 14h à 16h
Cours de 10 heures de 18h à 20h
Cours de 10 heures de 20h à 22h
Cours de 10 heures de 22h à 24h
Cours de 10 heures de 24h à 26h
Cours de 10 heures de 26h à 28h
Cours de 10 heures de 28h à 30h
Cours de 10 heures de 30h à 32h
Cours de 10 heures de 32h à 34h
Cours de 10 heures de 34h à 36h
Cours de 10 heures de 36h à 38h
Cours de 10 heures de 38h à 40h
Cours de 10 heures de 40h à 42h
Cours de 10 heures de 42h à 44h
Cours de 10 heures de 44h à 46h
Cours de 10 heures de 46h à 48h
Cours de 10 heures de 48h à 50h
Cours de 10 heures de 50h à 52h
Cours de 10 heures de 52h à 54h
Cours de 10 heures de 54h à 56h
Cours de 10 heures de 56h à 58h
Cours de 10 heures de 58h à 60h
Cours de 10 heures de 60h à 62h
Cours de 10 heures de 62h à 64h
Cours de 10 heures de 64h à 66h
Cours de 10 heures de 66h à 68h
Cours de 10 heures de 68h à 70h
Cours de 10 heures de 70h à 72h
Cours de 10 heures de 72h à 74h
Cours de 10 heures de 74h à 76h
Cours de 10 heures de 76h à 78h
Cours de 10 heures de 78h à 80h
Cours de 10 heures de 80h à 82h
Cours de 10 heures de 82h à 84h
Cours de 10 heures de 84h à 86h
Cours de 10 heures de 86h à 88h
Cours de 10 heures de 88h à 90h
Cours de 10 heures de 90h à 92h
Cours de 10 heures de 92h à 94h
Cours de 10 heures de 94h à 96h
Cours de 10 heures de 96h à 98h
Cours de 10 heures de 98h à 100h

سكان النجف

NAL

Itenerat



La deuxième vie de Laurent-Désiré Kabila

Volant de victoire en victoire, le leader rebelle doit maintenant prouver son indépendance vis-à-vis de ses « parrains » de Kampala et de Kigali

GOMA

Il est petit et rondouillard. Le crâne rasé et le visage glabre donnent à son regard un air malicieux. Laurent-Désiré Kabila, le chef des rebelles zairois, a la mise

PORTRAIT

Sorti de l'anonymat fin 96, le chef de maquis rêve aujourd'hui d'un destin national

modeste. Il affectionne les chemises à manches courtes et les pantalons légers. Il porte volontiers des sandales de cuir ou des chaussures de sport. A cinquante-six ans, il entame une deuxième carrière politique. Les Banyamulenges, littéralement « ceux de Mulenge », des Tutsis vivant sur les collines et les plateaux proches d'Uvira, dans le sud Kivu, l'ont tiré de sa semi-retraite politique.

Soutenus par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, les Banyamulenges, qui résistaient aux tentatives de l'armée zairoise de les refouler au Rwanda, lancent en septembre 1996 un mouvement de révolte armée. Le 25 octobre, les rebelles tutsis affirment avoir été rejoints par des opposants zairois voulant renverser le régime du président Mobutu Sese Seko. Plusieurs nébuleuses politiques, implantées dans le Kivu et proches du pouvoir ougandais, s'unissent au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dont le coordinateur - et futur président - est autre que Laurent-Désiré Kabila.

Laurent-Désiré Kabila est né à Moba, un port sur le lac Tanganyika, dans la province du Shaba (l'ex-Katanga), et n'a rien d'un Tutsi. Il apparaît publiquement pour la première fois le 31 octobre à Uvira, tout juste conquise par les Banyamulenges, où il harangue la population. « L'Alliance est votre mouvement contre la tyrannie et la corruption, un mouvement pour la liberté et la vie, dit-il. Nous devons renverser Mobutu et le jeter dans la poubelle de l'histoire. »

TRAFFICS VARIÉS

Chef du Parti révolutionnaire du peuple (PRP), fondé en 1967, il vit de longues années dans les maquis du Shaba et du Kivu, luttant contre le pouvoir central avec ses Forces armées populaires (FAP), qui comptent jusqu'à trois mille combattants, impliqués dans des actions sur le territoire zairois ou stationnés dans des sanctuaires zambiens et tanzaniens. La guerre froide bat son plein et il reçoit le soutien déclaré de la Chine populaire et de la Tanzanie de Julius Nyerere, alors engagée dans une expérience socialiste à l'africaine.

Le PRP et sa branche armée s'autofinancent sans problème. Leur « territoire » est d'une richesse exceptionnelle : or, diamants, ivoire, café. Ils entretenaient des trafics variés et juteux avec le reste du monde, via

la Zambie et la Tanzanie. C'est la belle époque. En novembre 1984, les hommes du PRP s'emparent de Moba, la ville natale du chef, qu'ils tiennent un moment. Ironie de l'histoire, c'est l'actuel chef d'état-major des Forces armées zairoises (FAZ), le général Mabele, qui rétablit la situation et reprend la ville.

Ce coup d'éclat n'est pas du goût de Kinshasa, et, en 1985, le gouvernement négocie, en échange d'une amnistie, la reddition des forces de Laurent-Désiré Kabila. Le PRP perd une partie de ses hommes, mais aussi ses appuis extérieurs. La roue tourne. Le déclin s'amorce.

La Tanzanie et l'Ouganda où, dit-on, il possède des biens, sont alors des havres pour celui qui se réclame toujours de Patrie Lumumba, le nationaliste congolais et premier ministre de l'indépendance, du 30 juin 1960, à sa mort, le 17 janvier 1961. Assassiné, Lumumba devient un martyr, un mythe révolutionnaire. L'Union soviétique donne son nom à l'université de Moscou où viennent se former les étudiants du tiers monde.

Laurent-Désiré Kabila est encore partie prenante de l'insurrection, déclenchée en janvier 1964 dans le Kivu, partie méridionale de l'actuelle province du Bandundu, par Pierre Mulele, disciple et collaborateur de Patrice Lumumba. L'insurrection, soutenue par les Soviétiques, fait quelque cent mille morts.

CONJONCTION D'INTÉRÊTS

Laurent-Désiré Kabila, lumumbiste de la première heure, reçoit, dans son maquis du Kivu, d'avril à décembre 1965, Ernesto « Che » Guevara, qui envisage un moment de créer dans cette région un foyer de « déstabilisation anti-impérialiste », avec quelque deux cents *boribudos* cubains. Il ne semble pas que le « Che » ait gardé un souvenir ému de sa rencontre avec Kabila, qu'il prend pour un occux, un révolutionnaire peu sérieux. Le futur président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo reste discret sur cet épisode et prend bien soin de ne pas reveodiquer le parrainage du « Che ».

En septembre 1982, Laurent-Désiré Kabila apparaît subitement aux Pays-Bas, où il participe à une session du Tribunal permanent des peuples, en compagnie d'Antoine Gizenga, le fondateur du Parti lumumbiste unifié (Palu), principal héritier de la mouvance lumumbiste. Mais il s'abstient bizarrement de participer aux travaux de la conférence nationale souveraine, qui planche au début des années 90 sur l'avenir d'un nouveau Zaïre démocratique.

Il resurgit à point nommé, fin 1996, alors que le président Mobutu, opéré le 22 août d'un cancer de la prostate, poursuit une longue convalescence en Europe. L'insurrection tutsie est en plein essor, portée à bout de bras par les armées rwandaise, burundaise et

ougandaise. Elle a besoin d'un second souffle et d'une caution zairoise. Laurent-Désiré Kabila est propulsé sur le devant de la scène par ses amis de Kampala et de Kigali, sur une suggestion américaine.

La conjonction d'intérêts est évidente. Les dirigeants rwandais veulent extirper du Zaïre le reliquat des ex-Forces armées rwandaises et des milices extrémistes hutues. Les Ougandais, au-delà du soutien indéfectible qu'ils apportent au Rwanda, veulent un Zaïre oriental tranquille, débarrassé de tous les embryons de rébellions hostiles qu'entretenait le régime Mobutu.

Le pari est gagné. La rébellion tutsie, devenue au fil des mois la rébellion zairoise, a coquis quasiment un tiers du Zaïre. Elle continue sa progression vers le Kasai et Lubumbashi, la capitale du Shaba. Elle avance sans rencontrer d'obstacle. Un peu trop, même, au gré de ses « sponsors » étrangers.

Laurent-Désiré Kabila n'est pas décidé à s'arrêter où chemin. Il veut aller à Kinshasa et se prend à rêver d'un destin national. Mais les Zairois ne sont pas dupes. Dans les territoires conquis, une fois passée la période d'euphorie, les populations constatent que cette rébellion n'est pas à proprement parler zairoise.

L'entourage de Kabila est tutsi. Sa garde rapprochée, les sept officiers de l'état-major de l'Armée de libération du Congo (ALC), les meilleures unités de ses troupes et ses principaux conseillers sont tutsis. Les Zairois commencent à douter de son pouvoir de décision et s'interrogent sur sa marge de manœuvre réelle.

Laurent-Désiré Kabila sait maintenant qu'il doit « zairianiser » son mouvement.

Frédéric Fritscher

A Goma, territoire « libéré » et ville « occupée »

GOMA

de notre envoyé spécial
La route de la corniche serpente à la sortie de Gisenyi entre la rive du lac Kivu et les villas, anciennes résidences de la bourgeoisie coloniale belge. Les barrières rouges et blanc marquant la frontière entre le Rwanda et le Zaïre battent l'air au rythme du passage des voitures et des camions qui alimentent Goma, la capitale du Nord-Kivu, devenue le fief de Laurent-Désiré Kabila et de son mouvement, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL).

Face au bureau des services de l'immigration, l'emblème de la République du Zaïre, peint sur un large panneau métallique, est barbouillé d'une couche de couleur neutre. Flottant dans un treillis de combat verdâtre, un jeune soldat de l'Armée de libération du Congo (ALC) frappe nerveusement le métal d'une longue badine de bois. Ses bottes de caoutchouc noir, trop grandes, elles aussi, rendent pataud la démarche qu'il voudrait martiale. Il sort de l'adolescence et multiplie postures et mimiques viriles pour discipliner une cohorte bigarrée de « mamas » zairoises en route pour Gisenyi. Ces dames ont vu d'autres. Les fanfaronnades du jeune rebelle ne les impressionnent pas et les ooms d'oiseau fusent dans un swahili fleuri, ponctué de larges éclats de rire.

Les fonctionnaires de la nouvelle administration tamponnent à tour de bras les laissez-passer des Rwandais et des Zairois. Ils retiennent les passeports des ressortissants étrangers à la région des Grands Lacs et leur délivrent, en échange, des visas à 60 dollars la semaine avec cachets et reçus en bonne et due forme. Quelques chefs ont été remplacés. Les « sans-grade » sont toujours là, fidèles au poste, mais pas à leurs manières d'antan. La rébellion affiche des principes. Et au nom de ceux-ci, on ne triche plus avec le régime. On ne rackette plus. « Sans distinction de sexe ni de race, prévient une affiche manuscrite, chacun doit prendre son tour dans la file d'attente. » Plus de passe-droits, plus de *matibiche* (le bak-chich), l'institution zairoise.

« Co o chongé, tu ne trouves pas ? », interroge l'agent de l'immigration ; aujourd'hui, je ne vais même pas boire un Fanta ! », clin d'œil de connivence et allusion au bon vieux temps où le fonctionnaire, non payé, réclamait sans trop de pudeur « quelque chose pour la bière ». L'état, en totale débilité, assurait plus les salaires de ses employés. D'un bout à l'autre du Zaïre, chacun avait appris à se débrouiller pour assurer la pitance d'une famille qui, bico souvent, ne mangeait qu'une fois par jour, voire un jour sur deux.

Le changement a du bon. Les habitants de Goma se réjouissent de n'être plus maltraités par les soldats des Forces armées zairoises (FAZ), qui ne patronnaient que pour mieux racketter. Les militaires non plus n'étaient pas payés. Quand elle était, leur solde mensuelle ne leur garantissait pas une canette de bière... Ils se payaient donc eux-mêmes, utilisant leur arme comme un carnet de

chèques. Ils ne se sont pas battus contre les rebelles. Ils n'en avaient pas envie. Leurs chefs, d'ailleurs, avaient fui les premiers. « Ils n'ont pas mourir pour rien et, en tout cas, c'est trop difficile, vraiment, de combattre avec un poste de télévision sur la tête et le fusil dans une main », explique un petit commerçant dont le magasin a pâti du pillage des FAZ. Devenus les « dé-FAZ-és », les soldats-fuyards de Kinshasa ont semé la terreur et la désolation partout sur leur passage, sauf dans les rangs ennemis.

Si les habitants de Goma sont heureux d'avoir « plus de sécurité », ils déplorent néanmoins de toujours travailler sans être payés. « C'est plus difficile qu'avant, explique-t-il, car on ne peut plus se débrouiller. L'article-15 [référéce burundaise à l'instauration du système-D] est aboli, mais rien ne le remplace ! » Ils vivent paradoxalement plus mal qu'avant l'entrée des rebelles dans la ville et s'espèrent aucune amélioration rapide de leur situation. « Les organisations non gouvernementales et les agences de l'ONU sont parties ou elles ont réduit leur personnel. Elles payaient très bien et cet argent rentrait à la cité [les quartiers périphériques], tout le monde en profitait », constate un ancien chauffeur des Nations unies.

« Il y a trop d'Ougandais et de Rwandais. C'est eux qui commandent. Ils nous méprisent »

Le million de réfugiés butus qui vivaient dans le Kivu depuis juillet 1994 ne sont plus là. Un grand nombre d'entre-eux sont rentrés au Rwanda, les autres sont morts ou dispersés dans une nature hostile. Ils étaient un poids considérable pour la région. Ils avaient engendré l'effondrement de l'économie traditionnelle, basée sur l'agriculture et l'élevage. Ils vendaient leurs compétences et leur force de travail à bas prix au détriment de la main-d'œuvre zairoise. Mais de nouvelles activités étaient apparues, une économie parallèle s'était peu à peu installée, et les habitants de Goma allaient faire leur marché dans les camps où les produits coûtaient moitié moins cher qu'en ville.

Quatre mois et demi après l'entrée des rebelles dans Goma, le 1^{er} novembre 1996, l'état de grâce qui était apparu s'est effrité peu à peu. La sécurité est certes meilleure, mais les disparitions continuent. Des soldats en uniforme se pressentent la nuit au domicile de personnes qui sont emmenées et ne reparaitront jamais. Dénoctations, règlements de comptes vont bon train, et les rebelles ne font pas dans le détail. Plus une porte se s'ouvre la nuit.

La contribution forcée à l'effort de guerre, les réquisitions de véhicules et de domiciles exaspèrent la population. « J'ai l'honneur de vous

informer que votre immeuble est réquisitionné par la province du Nord-Kivu pour y loger provisoirement une autorité de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. » C'est en ces termes, dans une lettre officielle qui se conclut sur les « sentiments révolutionnaires » du vice-gouverneur de la province, qu'un malchanceux a appris son infortune. Mais c'est oralement qu'on lui a ordonné de laisser son domicile en l'état, avec meubles, linge et vaisselle. Il était inquiet depuis plusieurs jours : « Des soldats tutsis sont passés plusieurs fois pour me dire que je devais partir. Maintenant j'y suis forcé, dit-il en exhibant le document, la rage au cœur, et malgré leurs promesses, je sais que je ne récupérerai jamais ma maison. »

Plus que tout, ceux qui osent parler dénoctent l'occupation étrangère. « Kibila parle de territoires libérés, mais nous, les gens d'ici, nous vivons en territoire occupé », murmure un habitant. « L'armée de Kabila est majoritairement tutsie. Il y a bien sûr des Tutsis qui sont nés au Zaïre, comme les Banyamulenges, les Banyavira ou les Banyamwenda, mais il y a trop d'Ougandais et de Rwandais. C'est eux qui commandent. Ils nous méprisent. Leur arrogance est une véritable humiliation », explique-t-il.

Goma vit une vraie présence militaire. Des hommes en uniforme quadrillent la ville et ne sortent que l'arme à la main. Minces et élancés, parfois très grands, les traits fins, ils s'expriment spontanément en kinyarwanda. Un grand nombre d'entre eux ne parlent, du reste, ni le swahili ni le français (les langues les plus parlées dans le Kivu), mais l'anglais et le kinyarwanda. Aucun signe distinctif ne permet, à coup sûr, de désigner celui qui vient du Rwanda ou de l'Ouganda. Mais le grand gaillard qui nous autorise, un matin, à entrer dans l'enceinte de l'aéroport était à Kigali en juin 1994, dans les rangs du Front patriotique rwandais (FPR). Venu d'Ouganda, il se battait à l'époque pour conquérir la ville. Celui qui passe, au volant d'un pick-up blanc, en provenance du Nord, est sans conteste un soldat de l'Armée patriotique rwandaise (APR). Il était, il y a peu de temps encore, affecté au dépôt de carburant situé dans le bas de Kigali.

Les deux jeunes soldats en treillis « tache-tache », bottes de caoutchouc noir, béret rouge, fusil AK-47 en main, pris en stop à la sortie de Saké, ont bien l'intention d'aller respirer l'air de Goma. Ils ont combattu dans les collines du Masisi. « On il y a beaucoup de soldats des ex-Forces armées rwandaises [FAR]. Ils ont des uniformes neufs et sont bien armés. Leur chef est le major Garaba, expliquent-ils, celui qui était avant la guerre au camp de Kanombe, à Kigali ». Ils n'ont pas vingt ans et sont tous deux des Bagowés otatis de Gisenyi, des Tutsis de l'ouest rwandais. Ils ont fait leurs classes à Kigali, où ils sont restés cantonnés quelque temps. Les parents de l'un d'entre eux vivent toujours dans la capitale rwandaise, et il nous charge de passer les saluer...

F. R.

ALAIN ETCHEGOYEN



Comment vivre en homme libre aujourd'hui ?

Editions du Seuil

مكتبة الشامل

Plusieurs pays occidentaux estiment que le président albanais doit démissionner

Le nouveau gouvernement ne souhaite cependant pas le départ de Sali Berisha, qui estime-t-il, ne favoriserait pas le rétablissement de l'ordre. Les Européens ne sont prêts à envoyer que des conseillers civils et militaires

Les Européens n'ont pas répondu aux appels lancés la semaine dernière à la fois par le président albanais Sali Berisha et par le nouveau gouvernement d'union nationale de Tirana en faveur d'une intervention mili-

taire extérieure. Écartant une telle éventualité, de même que l'envoi d'une force de police internationale, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ne se sont entendus que sur l'envoi d'une

mission d'évaluation des besoins. Certains pays membres se sont dits prêts à envoyer des conseillers militaires et policiers auprès des autorités albanaises. Plusieurs pays occidentaux, au premier rang desquels les

Etats-Unis, se prononcent pour la démission du président albanais. Les insurgés du sud du pays réclament ce départ, mais pas le gouvernement d'union nationale. M. Berisha a estimé, lundi, que le danger d'une

guerre civile s'était éloigné mais que le calme demeurait fragile. Il a dénoncé « des services secrets » et « des groupes qui visent à arriver au pouvoir par les armes ». (Lire aussi notre analyse en page 15.)

L'UNION EUROPÉENNE a donné une réponse minimaliste aux appels lancés la semaine dernière par les autorités albanaises, qui demandaient une aide d'urgence pour rétablir le calme dans le pays. Les ministres des affaires étrangères des Quinze, réunis à Apeldoorn, aux Pays-Bas, samedi 15 et dimanche 16 mars, ont écarté l'idée d'une intervention militaire et ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'envoi d'une force de police internationale en Albanie.

« La tendance lourde est l'attentisme, la prudence », a dit le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Jacques Rummelhardt, à l'issue de cette réunion des chefs de la diplomatie euro-

péenne. Le ministre français, Hervé de Charette, a expliqué qu'il était « hors de question d'aller rétablir l'ordre dans les villes et les villages d'Albanie ». Partant de ce postulat, la France, l'Italie et la Grèce s'étaient repliées sur la proposition d'envoyer une force de police qui aurait pu notamment « sécuriser » l'aéroport, les ambassades et les bâtiments publics dans la capitale. L'opposant de certains pays, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, a eu raison de cette idée, et les Quinze se sont repliés vers une position représentant le plus petit dénominateur. « Nous ne pouvons pas nous engager dans une aventure », a résumé le ministre allemand, Klaus Kinkel. « Dans une

situation comme celle-ci, on ne peut pas envoyer une force de police. »

ÉVALUER LES BESOINS

Un consensus ne s'est dégagé que pour envoyer une mission d'évaluation dirigée par le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Ansembourg, afin d'évaluer les besoins. Cette mission devait se réunir lundi à Rome, avant de gagner Brindisi, où elle devait embarquer à bord d'hélicoptères militaires italiens à destination de Tirana.

Les Quinze font par ailleurs état, dans leur communiqué, d'une « disponibilité parmi les Etats membres pour envoyer une mission d'assistance civile, ainsi que dans les

domaines de la police et de l'armée », autrement dit des conseillers, en consultation avec l'ONU. Ils déclarent que l'Union européenne est disposée à reprendre son aide financière et humanitaire à l'Albanie « dès que les conditions de sécurité seront assurées ». L'idée d'installer à Tirana un « administrateur » de l'Union européenne, comme cela s'est fait dans la ville croato-musulmane de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, a été écartée.

La réponse de l'Europe est donc loin de répondre aux attentes de Tirana, qui avaient été relayées par l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky, à l'issue de la mission qu'il avait effectuée la semaine dernière auprès des diri-

geants albanais pour le compte de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Les représentants permanents des cinquante-quatre pays membres de l'OSCE - parmi lesquels les quinze européens - réunis samedi à Vienne se sont prononcés en faveur d'une opération militaire occidentale en Albanie, sans cependant qu'aucun d'entre eux n'engage explicitement la participation de son pays.

Les Européens paraissent aussi divisés sur le soutien à apporter ou non au président Sali Berisha, que les Américains, pour leur part, ont « lâché ». Le représentant américain à l'OSCE s'est déclaré favorable au « départ » de M. Berisha,

lors de la réunion de Vienne. Sans être aussi explicite, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déclaré à Apeldoorn : « Le président Berisha devrait réfléchir sérieusement à la façon dont il peut personnellement contribuer à résoudre l'anarchie qui règne dans son pays. » Et le secrétaire d'Etat grec aux affaires européennes Yannis Kramidiotis a estimé, samedi, que sa démission serait « positive » pour un règlement de la crise. Dans les milieux diplomatiques français, on soulignait en revanche que le président albanais avait jusqu'ici suivi toutes les recommandations qui lui avaient été faites par les Européens. - (AFP, Reuters.)

Le calme de Tirana tranche avec les troubles qui secouent le Sud

TIRANA

La journée de deuil pour les victimes des troubles s'est transformée en une journée pour l'ordre public. Au centre de Tirana, sur la place Skanderbeg, des milliers d'Albanais ont fraternisé, dimanche 16 mars, avec les forces de l'ordre. La foule, qui brandissait des fleurs, a acclamé la police gouvernementale. « Paix ! Paix ! Vive l'Albanie ! », hurlaient les Tiranais. Les hommes grimpaient sur les capots et les toits des fourgonnettes des forces de l'ordre, les femmes affraient des fleurs aux policiers, qui agitaient leurs kalachnikovs sans tirer et l'air.

Une pancarte portait le prénom du premier ministre socialiste, « Bashkim ! » (Finio), qui tente ces derniers jours de ramener l'ordre à Tirana grâce à de nouvelles unités de police. Le rassemblement n'était pas très spontané et s'inscrivait dans la volonté gouvernementale de détendre l'atmosphère. Des badauds ont cependant rejoint les manifestants en frappant dans leurs mains, et en clamant leur refus de l'anarchie. Puis les Tiranais sont calmement retournés chez eux ou se sont parfois attardés aux terrasses des cafés, où ce di-

manche ensoleillé. L'atmosphère à Tirana offre un étonnant contraste avec les troubles qui continuent de secouer l'Albanie. A Durrës, sur la côte adriatique, la police a ouvert le feu au-dessus des têtes de désespérés qui avaient envahi, comme chaque jour, le port de la ville, à la recherche d'un bateau en partance pour l'Italie. Le Nord, où la situation semble moins tragique que les jours précédents, est toujours en proie à la violence et à l'anarchie, et des bandes armées règnent en maîtres sur les routes. Dans le Sud, si le degré de violence a considérablement diminué, les insurgés réclament toujours la démission du président Sali Berisha avant d'envisager de déposer les armes.

DES SIGNES DE BONNE VOLONTÉ

Le premier ministre Bashkim Fino s'est mis au travail, avec pour priorité absolue de restaurer l'ordre constitutionnel dans le pays. Il a donc appelé ces nouvelles forces de police à Tirana, à engager tous les fonctionnaires à reprendre le travail, et il souhaite entamer un dialogue avec les insurgés sudistes. Il compte utiliser à cet effet les comités populaires qui ont émergé dans les villes du Sud, et qui sont souvent

dirigés par d'anciens officiers de l'armée albanaise.

M. Fino a apparemment obtenu le soutien du président Berisha pour accomplir sa tâche. Ce dernier a donné ces derniers jours des signes de bonne volonté. Il a d'abord annoncé la démission du chef de sa police secrète (SHIK), le général Gazidede, qui était l'administrateur de l'état d'urgence. Et il a amnistié dimanche le président du Parti socialiste, Fatos Nano, emprisonné depuis 1993 pour corruption. L'apposition et les organisations internationales avalent toujours estimé que Fatos Nano était un prisonnier politique, et sa libération va largement contribuer à détendre le climat entre les différents partis.

« Le limogeage de Gazidede et l'amnistié de Nano sont des signes concrets de la volonté du président Sali Berisha de respecter le pacte de réconciliation nationale conclu entre les mouvements politiques », se satisfait un diplomate européen. Les « belles paroles » occidentales restent encore sur l'attitude à adopter face à la démission de Sali Berisha de rester à la présidence du pays jusqu'aux élections parlementaires anticipées, qui doivent avoir lieu avant le mois de juin. « M. Berisha dé-

missionnera si l'apposition emporte les élections, qui seront cette fois contrôlées par la communauté internationale, estime ce diplomate. Aucun parti politique ne veut voir partir le président avant les élections, car ce serait tuer le pacte d'union nationale. Ce serait le chaos. »

La réalité albanaise est que les meilleurs alliés de Sali Berisha sont peut-être ses opposants politiques à Tirana. Le Sud réclame son départ inconditionnel pour le Nord, la région dont il est pourtant originaire. La question est de savoir si le premier ministre va parvenir à imposer son autorité sur le pays, auquel cas il pourra également imposer la présence de M. Berisha à la présidence. Cette attitude est à double tranchant, puisque c'est précisément à cause du « pacte d'union nationale » que les insurgés se méfient du gouvernement de M. Fino.

Sali Berisha est certainement très seul, retranché dans son palais présidentiel, entouré des derniers fidèles agents du SHIK. Il a des réunions quotidiennes avec l'opposition et des diplomates étrangers, mais il ne paraît plus coordonner l'évolution de la situation. Un diplomate, qui l'a rencontré

très récemment, a trouvé le président albanais « à la fois extrêmement meurtri, amer, et à la fois très courageux, déterminé, certainement pas brisé ». Le président perd, chaque jour, des parcelles de pouvoir. Certains pays occidentaux, Etats-Unis en tête, se prononcent ouvertement en faveur de son retrait de la scène politique. « Les Américains focalisent leur politique albanaise sur cet homme, ce qui est très maladroit, pense un diplomate. Notamment parce qu'une démission de Berisha générerait considérablement l'action du premier ministre en privant son gouvernement de son caractère multipartite. »

L'homme fort du pays devient Bashkim Fino, qui doit encore rétablir l'ordre s'il veut offrir une espérance de vie à son gouvernement. Dans un pays où chaque habitant possède désormais un fusil d'assaut, où la population a peur de l'avenir et cherche souvent à fuir à l'étranger, sa tâche ne sera pas aisée. Les Albanais sont tellement écœurés de leur classe politique qu'ils se méfient terriblement des promesses d'union nationale pour un avenir meilleur.

Rémy Ourdan

Face au chaos, de nombreux Albanais organisent leur exil

KATAVIA

(frontière gréco-albanaise)

de notre envoyé spécial

« Plus rien ne fonctionne de l'autre côté », commente désabusé le chef du bureau des douanes. Le poste-frontière albanais a été brûlé et presque entièrement saisi. Aux alentours, quelques poignées de jeunes, arborent, fières, leur kalachnikov sans l'œil inquiet de policiers grecs. Un simple cadeau de femme désormais le portail grillagé qui marque la frontière gréco-albanaise de Katavia, à moins de 100 kilomètres des « villes rebelles » de Gjirokastrë et de Saranda.

« Voici quelques jours, un Albanais a été tué presque sans motif par des insurgés qui voulaient, sans doute, le rançonner avant qu'il ne passe la grille », assure un policier en expliquant que la frontière « reste cependant ouverte pour ceux qui disposent d'un visa ». Ils sont ainsi plusieurs dizaines à passer chaque jour, parfois à pied, mais le plus souvent en voiture. Comme ce père de famille accompagné de sa femme et de ses deux enfants qui assure « avoir tout plaqué pour rejoindre des parents à Athènes, en attendant que les choses se calment ». « Le plus souvent, assure le davanier, ce sont des familles visiblement aisées qui partent. Les autres n'ont pas les moyens de perdre le peu qu'ils ont. »

Maria, qui habite en Grèce, explique que c'est le cas de son amie albanaise qu'elle accompagne pour un rendez-vous frontalier avec son mari et l'un de ses deux fils. Les deux jeunes femmes tentent de convaincre les hommes de venir les rejoindre. Sans succès. « Je suis bien obligée de garder la maison avec les garçons, sinon tout sera détruit ou volé », dit-elle. L'assurance se relaye avec ses fils pour « monter la garde et faire comprendre aux pillards que nous ne nous laisserons pas faire ». Maria et son amie ne parviennent qu'à leur laisser « de la nourriture pour trois jours ». En descendant vers le village, les deux femmes échangent quelques mots avec les routiers stationnés le long de la route. Des dizaines de camions sont ici volontairement bloqués par leurs propriétaires, qui préfèrent les garder en toute sécurité et ne pas les lancer sur des routes incertaines », selon un policier.

EMBOUTILLAGE A LA FRONTIÈRE

A quelque 200 kilomètres au nord, près du village de Kristalopoli, le deuxième poste-frontière gréco-albanais est lui aussi embouteillé par une longue file de camions arrêtés. Ici encore, les chauffeurs attendent. Comme Michel, à qui son patron « répète depuis cinq jours qu'il doit patienter tant que la route ne sera pas sûre pour repartir ». Dans un petit café,

Michel et ses collègues tuent le temps. Ils commentent les nouvelles de leurs familles qu'ils appellent au téléphone à tour de rôle. « Nous habitons tous les quatre à Tirana, mais il est impossible pour nous de nous y rendre, ne serait-ce que pour quelques heures. »

Les bus n'assurent plus de liaison entre la frontière et la capitale albanaise. « Les rares taxis demandent des prix exorbitants, 1 dollar du kilomètre. Soit l'équivalent de quelque 2 500 francs pour un aller-retour. Alors qu'ils campent dans leurs camions et se nourrissent de quelques fruits et parfois d'un repas chaud dans la gargote du coin, les chauffeurs tiennent des paris sur la durée de vie possible de leurs cargaisons. Les quelques tonnes de bière de Michel « peuvent tenir des mois ». Les poulets réfrigérés de son ami, « pas plus de quatre semaines ». Et le troisième, avec son matériel de construction, « peut s'installer pour la vie ».

Les militaires qui surveillent le poste-frontière trouvent, eux aussi, le temps long. A la différence des policiers de Katavia, ils montent la garde nuit et jour, fusil à l'épaule, casque et gilet pare-balles. « Un abus de martrier est tombé pas loin il y a quelques jours, explique un des policiers. Il s'agissait à l'évidence d'un acte isolé, voire d'un accident. De toute manière, dit-il, les gens qui habitent de l'autre côté ont trop peur de s'aventurer sur les routes pour rejoindre le poste-frontière. Il n'y a donc ici que très peu de mouvement, même si certains s'aventurent sans doute à pied à travers la montagne. »

Le seul événement de ce dimanche sera le passage d'un convoi funéraire. Un jeune Albanais victime d'un accident de la route en Grèce dont le corps est ramené à sa famille. « Triste ironie du sort tout de même », commente l'officier.

Denis Hautin-Guiraut

L'Italie a déjà accueilli près de cinq mille boat people

BRINDISI

de notre envoyé spécial

Le remorqueur de la marine italienne réduit les moteurs. La mer est grosse à la sortie du port. Un fort vent provoque des creux de plus de 2 mètres. Aujourd'hui, dimanche 16 mars, peu nombreux seront les bateaux de réfugiés albanais à oser tenter de franchir le détroit d'Otrante. Ils se sentent quelques-uns : des bateaux de pêche rouillés, surchargés, dont les passagers font le signe de la victoire en entrant, sous escorte des garde-côtes italiens, dans le port de Brindisi. La traversée n'a pas été facile pour les boat people albanais, parmi lesquels de nombreux bébés enroulés dans des couvertures.

La nuit précédente, les deux cents occupants d'un patrouilleur de la marine albanaise, le F 324, n'ont pas eu la même chance. Le navire, plutôt en mauvais état, grouillant de réfugiés, s'est ensablé à l'entrée du port. Vers 3 heures, il a fallu procéder au sauvetage de ces rescapés de Viora, parmi lesquels plusieurs blessés. L'opération s'est déroulée néanmoins sans problème, malgré le gros temps. Le long de l'immense jetée qui pénètre loin dans la mer Adriatique, les badauds sont nombreux à contempler le ballet des navires de surveillance qui contrôlent l'entrée de la rade. Aujourd'hui tout est tranquille comme tout au long de la côte des Pouilles. En revanche, en face, dans le port de Durrës, la police albanaise a tiré pour disperser la foule massée dans l'attente de l'arrivée d'une embarcation. Des milliers de personnes, nerveuses, se pressent tous les jours sur les quais dans l'espoir de pouvoir partir, de pouvoir fuir un pays en décomposition. Ce n'est pas encore la panique du printemps 1991, au cours duquel, 25 000 Albanais s'étaient précipités de l'autre côté de l'Adriatique pour trouver un monde meilleur. Une « sorte d'Amérique », comme l'a si bien montré le film italien Lamerica.



Aujourd'hui, c'est la peur qui les fait fuir. Ils sont déjà près de cinq mille à avoir entrepris le voyage qu'ils espèrent être celui d'une vie plus facile. Aucun de ceux qui ont été interrogés ne veut retourner dans sa patrie. Pourtant, Romano Prodi, ex ministre à Brindisi dimanche, a averti qu'il s'agissait d'un accueil humanitaire et que les réfugiés devront tôt ou tard rentrer chez eux. Le président du conseil a lancé un appel demandant aux Albanais de refuser « la fuite et d'attendre la reconstruction du pays » avec le soutien de l'Union européenne. Le pape a également prié pour que cesse la violence et a exhorté les insurgés à « déposer les armes ».

EN CAS D'EXODE MASSIF

Pour le moment, les autorités italiennes, bien préparées à cet afflux, font face à la situation. Les effectifs des forces de sécurité ont de nouveau été renforcés, ainsi que les capacités d'accueil. Mais les structures sont déjà saturées comme à Lecce ou à Brindisi. Il a fallu ouvrir les portes des églises et des séminaires pour pouvoir loger tout le monde. Plus de huit cents réfugiés ont déjà été transportés en autobus vers le Nord, dans les Abruzzes, les Marches et la Molise afin de désengorger les Pouilles. Comme l'a dit le préfet de Brindisi, Andrea Gentile : « le problème n'est

plus celui des Pouilles, mais celui de toute l'Italie. » Et puis, il faut prévoir des places libres en cas d'exode massif - ce qui est toujours possible. En dépit de l'importance des moyens de surveillance mis en place, il est humainement exclu de refouler ces bateaux du désespoir. Samedi, le premier bébé albanais est né dans une clinique de Maglie.

Dans un grand parking couvert de la police municipale de Brindisi, les autorités sanitaires et policières procèdent à l'enregistrement et aux premiers soins. La vie s'est organisée sous le hangar et à l'extérieur. Les enfants s'amuse, les hommes jouent aux cartes et les femmes récupèrent de nouveaux vêtements. La plupart sont arrivés les mains vides, sans même une veste, quelquefois juste avec un sac de plastique dans lequel se trouve toute leur fortune.

La grande crainte des autorités est que figurent parmi ces exilés d'anciens criminels échappés des prisons ou des chefs de gang, déjà nombreux sur le sol italien dans l'organisation de la prostitution et du trafic de drogue. La plupart n'ont aucun document d'identité en poche. Il faut donc procéder au relevé des empreintes et établir des permis de séjour provisoires sur les seules déclarations des intéressés.

Michel Bôle-Richard

STAGES INTENSIFS IPECOM
le spécialiste de l'accompagnement universitaire

n° Vert : 0 800 89 30 50

REUSSISSEZ VOTRE ADMISSION EN IUP
ET PRÉPAREZ VOTRE ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE

IPECOM Institut d'Enseignement privé
39, rue du Ranelagh 75016 PARIS
Stand P26 - Salon de l'Etudiant

هكنا من الأصل

La Bolivie a reçu en héros Jacques Chirac ... et Michel Platini

L'Argentine, dernière étape en Amérique du Sud

LA PAZ
de nos envoyés spéciaux
Le président Jacques Chirac est arrivé, dimanche 16 mars, dans la soirée, à Buenos Aires, en Argentine, dernière étape de son voyage en Amérique latine. La veille, il avait fait halte au Paraguay, où il a eu plusieurs entretiens avec le président Juan Carlos Wasmosy, premier président civil élu démocratiquement après quarante-cinq ans de dictature du général Alfredo Stroessner, renversé en 1989. Mais c'est, sans conteste, à La Paz, en Bolivie, où il était arrivé le 14 mars dans la soirée, que le président français a jusqu'ici eu droit à l'accueil le plus chaleureux. On ne peut rêver meilleurs parrainages que ceux du général de Gaulle et du foot réunis pour arriver à La Paz. Les mânes du premier et la compagnie de Michel Platini ont fait à Jacques Chirac un triomphe. Le jour de son arrivée, les journaux consacraient tous leur une à sa visite. L'un d'eux avait pris soin de rafraîchir les mémoires en publiant un supplément illustré de photos sur la tournée du général de Gaulle en 1964. Les temps ont changé. Les hiérarchies en pâtissent. Si Jacques Chirac, dans le discours prononcé devant le Congrès bolivien, n'a pas manqué de faire part de sa grande émotion, en s'asseyant, à Cochabamba, sur le canapé Napoléon I^{er} qui avait accueilli, trente-trois ans plus tôt, le séant du général, la référence à Michel Platini a devancé de quelques lignes l'évocation du glorieux prédécesseur. C'est au président du pays qui accueillera, en 1998, la Coupe du monde de football que les par-

mentaires boliviens ont rendu hommage, avec une médaille pour « tout ce qu'il a fait pour le football ». Et c'est pour le remercier de son intervention auprès de la FIFA qui a permis à la Bolivie d'organiser chez elle des matches éliminatoires pour la Coupe du monde que Jacques Chirac a été décoré de la plus haute distinction bolivienne.

Samedi après-midi, cinquante mille personnes attendaient dans les tribunes du stade de La Paz Jacques Chirac et Michel Platini, qui devaient donner le coup d'envoi d'un match France-Bolivie entre équipes juniors. « Je savais qu'un jour sur un stade je serais meilleur que Platini. Ce jour est arrivé. C'est moi qui ai la décoration et pas lui ! », s'est exclamé M. Chirac. La délégation officielle française - ministres et chefs d'entreprise - n'a pas ménagé son souffle, pourtant précieux à cette altitude, pour reprendre à tue-tête l'hymne national joué par la fanfare. Tout enthousiaste, le ministre du commerce extérieur, Yves Galland, déguisé comme ses homologues avec toute la panoplie du parfait supporter de football, s'est exclamé : « Ce voyage est décidément très gai. Il n'y a que Jacques Chirac pour faire ça ! ». A l'intention ironique des deux anciens partisans d'Edouard Balladur dans la campagne présidentielle - MM. Barnier et Douste-Blazy - un fidèle chiracien a alors répliqué à la cantonade : « C'est sûr, ce n'est pas avec d'autres qu'on aurait pu s'amuser autant ! ».

Alain Abellard
et Pascale Robert-Diard

La France défend la vocation de la Turquie à adhérer à l'Union

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

En rappelant, samedi 15 mars, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze à Apeldoorn, que la Turquie avait vocation d'adhérer à l'Union européenne, la France a pris une initiative qui aurait connu sans doute plus de retentissement si, en raison de l'actualité, l'attention lors de cette réunion n'avait pas essentiellement porté sur les événements d'Albanie. La position exprimée avec beaucoup de netteté par Hervé de Charette, le chef de la diplomatie française étrangère, a apparemment été bien accueillie ; Théodore Pangalos, son collègue grec, a rappelé les griefs d'Athènes à l'égard des autorités turques, mais il s'est exprimé avec modération, ce qui permet peut-être d'espérer des résultats constructifs lors de la prochaine session du Conseil d'association de l'UE avec la Turquie le 29 avril prochain. Tel serait le cas si la

Grèce levait son veto à la reprise de la coopération financière avec Ankara.

Tançuk Ciller, le ministre turc des affaires étrangères, a adressé ces derniers temps plusieurs lettres à la présidence de l'Union, qui apparaissent comme autant de mises en garde qu'il appelle à la solidarité. La Turquie n'en peut plus de se sentir négligée, rejetée par l'Union, alors qu'elle est associée à la Communauté depuis 1964, qu'elle est supposée être en union douanière avec elle depuis le 1^{er} janvier 1996. Inquietant les États-Unis, les Turcs sont allés jusqu'à menacer de mettre leur veto à l'élargissement de l'OTAN, si la porte de l'Europe leur restait fermée. C'est cette situation de blocage psychologique que l'intervention de M. de Charette tend à dépasser : « La Turquie a bien vocation à l'adhésion ; ce qui a été indiqué en 1964 doit être confirmé avec force dans l'intérêt de l'Union, de la Turquie, de la stabilité internationale et de celle de cette région. La France pense que le moment est venu de confirmer cette vocation. »

Comment procéder ? Fin 1997 ou début 1998 seront lancées les négociations d'élargissement avec les pays d'Europe centrale, ainsi qu'avec Chypre. Tous ne feront pas partie de la première vague d'adhérents. Mais la Turquie souhaite au moins figurer sur la ligne de départ. « Nous trouvons légitime que la Turquie souhaite y être incluse », a déclaré M. de Charette, en soulignant que l'adhésion ne devra pas se décider « sur des critères ethniques et religieux ».

L'Union attend cependant des gestes d'Ankara, notamment une réponse à sa déclaration de juillet 1996, où elle suggérait que le litige opposant la Turquie à la Grèce à propos des îlots contestés de la mer Égée soit soumis à la Cour internationale de justice de La Haye ; ou davantage de souplesse pour faire progresser une solution politique à Chypre. Il est souhaitable que les premiers signaux positifs arrivent d'ici à la réunion du Conseil d'association du 29 avril.

Philippe Lemaître

Les élections législatives et municipales sont favorables à l'ancienne guérilla salvadorienne

Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale remporte la mairie de la capitale

Les anciens guérilleros du FMLN se sont placés en bonne position pour l'élection présidentielle de 1999 en augmentant sensiblement le nombre

de leurs élus. Ils profitent des difficultés économiques qui frappent un pays longtemps ravagé par une guerre civile particulièrement sanglante.

Les Salvadoriens étaient appelés à élire 84 députés et 262 conseils municipaux au cours d'élections marquées par une forte abstention.

SAN SALVADOR

de notre envoyé spécial

Huit ans après avoir vainement tenté de s'emparer par les armes, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a conquis la capitale salvadorienne par les urnes, dimanche 16 mars, au cours des élections législatives et municipales. Malgré l'absence de résultats officiels, la victoire électorale du candidat de la gauche, Hector Silva, ne fait plus aucun doute, et le président de la République, Armando Calderón, a déjà félicité le nouveau maire de San Salvador, pourtant l'un des adversaires de son parti.

Prendant date pour l'élection présidentielle, qui aura lieu en 1999, le FMLN a remporté les plus importantes municipalités du pays, et tout indique qu'il a aussi consolidé ses positions à l'Assemblée législative, où il disposait de 21 sièges sur 84 dans la législature précédente (7 députés l'ont quitté pour former le Parti démocratique).

Le succès de la formation créée par l'ancienne guérilla, après les

accords de paix de janvier 1992, était attendu, mais son ampleur a surpris l'Alliance républicaine nationale (Arena, droite), au pouvoir depuis 1989 et autrefois associée aux redoutables Escadrons de la mort.

DIX ANS DE RÉCESSION

« Si j'étais millionnaire j'aurais toutes les raisons d'être préoccupé », s'est exclamé, quelques jours plus tôt, un partisan du FMLN qui assistait au dernier meeting de son organisation. Réunis face à la cathédrale qui fut l'épicentre des luttes populaires au début des années 80, après l'assassinat par les Escadrons de la mort de l'évêque de San Salvador, Oscar Romero, les militants du FMLN étaient convaincus que l'heure de la revanche électorale cette fois - était proche.

La gauche a atteint l'objectif qu'elle s'était fixé : augmenter son groupe parlementaire pour freiner une politique « néolibérale » et, si possible, bloquer certaines privatisations, en particulier celle des télécommunications. « L'Arena

veut résoudre les problèmes du grand capital, et le FMLN, ceux de la majorité de la population », affirme le plus vieux dirigeant de la guérilla, Scalfik Handal. La foule applaudit longuement son intervention. Outre les ex-guérilleros, le front cent d'un bandeau rouge ou arborant une casquette de la même couleur, on note la présence de recrues fraîches, membres de cette véritable armée de déçus et de nouveaux pauvres surgis au cours des dernières années, victimes de licenciements massifs dans la footlo public et de l'« insensibilité » du gouvernement à l'égard des secteurs sociaux les plus fragiles.

Après dix ans de récession provoquée par la guerre civile, l'économie avait enregistré une croissance annuelle de 6 % en 1992, mais elle est retombée à 4 % en 1996. Malgré l'inflation ramenée à moins de 10 %, le coût des produits alimentaires de base a considérablement augmenté, et l'énorme déficit commercial doit être compensé par les transferts des quelque un million de Salva-

doriens installés, souvent illégalement, aux États-Unis. L'augmentation de 10 % à 13 % de l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA) a contribué à aggraver le mécontentement, y compris chez les commerçants pésoalisés par une baisse substantielle de la consommation.

La formation au pouvoir a tout fait pour éviter le débat économique, préférant concentrer ses attaques sur le passé violent du FMLN, accusé d'avoir gravement endommagé l'infrastructure du pays et d'être par conséquent responsable des difficultés actuelles. Les médias liés au pouvoir se sont chargés de sortir quelques vieilles photos de leurs archives montrant Scalfik Handal donnant des cours d'instruction militaire à des enfants. Mais, selon l'un des dirigeants du FMLN, « les gens ne veulent plus porter du passé. Ils veulent des solutions à leurs problèmes actuels ». Du moins ceux qui votent, car l'abstention pourrait avoir dépassé 60 %.

Bertrand de la Grange

Partout En France, Clovis Location Est Toujours à Deux Pas.



Parmi les 160 membres du réseau Clovis Location, il y en a un tout près de chez vous. C'est un interlocuteur connu et installé depuis longtemps dans votre région, en qui vous pouvez avoir une confiance totale. Plutôt que d'investir dans un parc de véhicules, gardez vos capacités financières intactes pour le développement de votre entreprise. Louez vos camions chez Clovis Location, un vrai professionnel vous accompagnera, 24h/24, quoi qu'il arrive !

clovis
LOCATION

Avec 160 établissements répartis sur toute la France et un parc de 6 000 camions à votre disposition, Clovis Location est désormais le loueur incontournable du marché. Conseils, compétence technique, qualité d'accueil et proximité vont très vite devenir les atouts de votre réussite. Quand vous saurez que Clovis Location est la société de location de véhicules industriels du réseau Renault VI en France, vous saurez tout compris !

La force d'un réseau.

Clovis Location : Centre d'Affaires La Boursière - BP 161 - 92357 Le Plessis Robinson - Tél. 01 46 30 32 59 - Fax 01 46 30 68 30

Pour vous aider à réussir
STAGES INTENSIFS & SEMESTRIELS
ISTH · 1997

- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
après BAC, DEUG, DUT ou BTS
et LICENCE - CONCOURS SESAME
- SCIENCES PO PARIS / PROVINCE
après BAC ou LICENCE
- GRANDES CONCOURS JURIDIQUES
et ADMINISTRATIFS : en MAÎTRISE
- DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION
Soutien méthodologique universitaire
- ENTRÉE en IUT / DUT - DECF
de l'Expérience Comptable

ISTH LA CONFIANCE
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
1015 ISTH - ES - 223 F. min

مكتبة الشامل

La visite en France du chef de l'Etat tunisien aura lieu les 5 et 6 mai

Les atteintes aux droits de l'homme ternissent l'image du régime

Le chef de l'Etat tunisien, le président Zine El Abidine Ben Ali, effectuera une visite officielle en France le lundi 5 et le mardi 6 mai. Le numéro

un tunisien, qui fêtera en novembre le 10^e anniversaire de son accession au pouvoir, souhaite s'adresser aux députés du haut de la tribune du

Palais Bourbon. Mais, comme pour le roi Hassan II du Maroc, il y a un an, ce projet se heurte à la dérive policière du régime.

IRONIE DU CALENDRIER, le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali va effectuer une visite officielle en France au jour pour jour après celle du roi Hassan II du Maroc. Sauf changement de dernière minute, c'est en effet le lundi 5 et le mardi 6 mai que le chef de l'Etat tunisien sera reçu à Paris. Une journée de « rencontre avec la communauté tunisienne en France » viendra sans doute compléter la visite.

Dix ans après son accession au pouvoir, M. Ben Ali peut se targuer d'un bilan économique positif. La Tunisie affiche le revenu par tête le plus élevé de tous les pays du Maghreb (l'équivalent de 25 000 francs, si l'on calcule en parité de pouvoir d'achat). La grande pauvreté est en voie de disparition. Et la croissance qui a frisé les 7 % en 1996 devrait approcher les 6 % cette année. Le principal défi auquel est confrontée la Tunisie est la mise en œuvre de l'accord d'association conclu avec l'Union européenne. D'ici douze ans, le pays (dont la France est le principal partenaire commercial) va devoir s'intégrer progressivement à la zone de libre échange euro-méditerranéenne. Nombre d'entreprises tunisiennes n'y survivront pas.

A ces succès économiques, il est difficile de ne pas opposer les contre-performances du régime en matière de droits de l'homme. C'est d'ailleurs à cause de leur dégradation que le déplacement du président Ben Ali en France, initialement prévu pour septembre 1996, avait été annulé à la demande de Tunis.

Il est vrai qu'aujourd'hui le chef de l'Etat tunisien a moins à redouter. Condamné pour trahison, au

printemps 1996, à onze ans d'emprisonnement à partir d'accusations « fabriquées de toutes pièces », selon le rapport de l'organisation Human Rights Watch, Mohamed Mouda, le président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le principal parti de l'opposition légale, a bénéficié en décembre 1996 d'une

conduite, loin s'en faut. Libéré, Mohamed Mouda - tout comme M. Chamari - fait l'objet d'une surveillance policière assidue. Son téléphone est coupé. Deux diplomates américains qui souhaitaient le rencontrer à son domicile ont été empêchés le 7 mars par les forces de l'ordre. Le lendemain, c'est le

avoir tenté de fuir son pays muni d'un faux passeport (faute de pouvoir s'en faire délivrer par les autorités). Assurant que son frère, Noureddine, son fiancé, Ahmed El Amri, réfugiés politiques l'un en Grande-Bretagne, l'autre en France, sont membres du mouvement islamiste (interdit) Ennahda, les autorités tunisiennes ont donné à l'affaire une tournure nauséabonde. L'hebdomadaire « Indépendant » a publié un long article - inspiré du dossier d'instruction en principe secret - qui fait craindre que la jeune femme a été violée par les policiers. « Elle a été violée », se contente de dire son avocat, M^e Radhia Nasraoui (elle-même en butte aux tracasseries du pouvoir).

L'accumulation de ces affaires ternit singulièrement l'image du président Ben Ali à l'étranger. En France, elle pourrait menacer le projet du chef de l'Etat tunisien de s'adresser aux députés du haut de la tribune du Palais Bourbon, au cours de sa visite officielle. Pour ne pas se voir reprocher d'accueillir dans l'hémicycle un homme peu regardant sur les droits de l'homme, l'entourage du président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin (naïf de Tunisie), évoque une possible solution de rechange : proposer au président Ben Ali de rencontrer les députés dans les salons de l'Assemblée... Le souverain marocain, et avant lui le roi d'Espagne et Bill Clinton, avaient eu le privilège de prononcer une allocution devant les parlementaires. Il est peu probable que le chef de l'Etat tunisien se contente d'une réception au rabais, et en catimini.

Jean-Pierre Duquoy

Un réfugié politique agressé dans l'Essonne

Refugié politique en France, l'opposant Ahmed Manai a été agressé par deux hommes, vendredi 14 mars, en rentrant à son domicile à Courcouronnes, dans l'Essonne. « J'ai reconnu des Tunisiens aux insulter spécifiques qu'ils ont proférées », explique-t-il. En 1996, M. Manai avait déjà été brutalisé au lendemain de la sortie de son livre *Supplique tunisienne, le jardin secret du général Ben Ali*, dans lequel il raconte son arrestation en Tunisie en 1991 et les quatorze jours de torture qu'il y a vécus. Cette fois, atteint plus gravement, il passera plusieurs jours à l'hôpital d'Evry où il a subi douze points de suture au front. Si la police privilégie la piste d'une agression crapuleuse, M. Manai est persuadé d'avoir été victime d'un attentat politique.

« Ils ont pris mon agenda et mon carnet d'adresses mais ni mon chèque ni mon portefeuille, qui contenait de l'argent. » Coïncidence troublante, le local du Comité pour la défense des libertés en Tunisie, situé à Evreux, dans l'Eure, a été saqué dans la nuit du 14 au 15 mars.

« libération conditionnelle » - sous la pression de Paris et de l'Union européenne (UE).

MESURES D'APAISEMENT D'autres figures de l'opposition tunisienne ont été également profilées, dont l'avocat Khelil Chamari - par ailleurs membre du bureau politique du MDS - condamné lui aussi à une lourde peine pour avoir diffusé à l'étranger « le secret de l'instruction » dans l'affaire Mouda.

Ces mesures d'apaisement ont ouvert la voie à la visite du président Ben Ali en France. Elles ne valent pas, brevets, de bonne

président de section tunisienne d'Amnesty International, Hechmi Jeggam, un avocat, qui était interpellé à son domicile, sans mandat d'arrêt. Relâché quelques heures plus tard, il allait connaître le lendemain la même mésaventure. L'arrestation de M. Jeggam, a commenté Amnesty International, « est un exemple de plus du harcèlement et de l'intimidation systématiques dont continuent d'être victimes [...] les défenseurs et avocats des droits de l'homme en Tunisie ».

Ce ne sont pas les seuls à être inquiétés. Ainsi, une jeune Tunisienne, Radhia Aoudidi, est en prison, depuis le 8 novembre pour

Les Emirats arabes unis tentés par le F-16 américain plus que par le Rafale

EN ROUTE vers la Malaisie, le ministre français de la défense, Charles Millon, s'est arrêté, le 8 mars, dans les Emirats arabes unis (EAU). Il a remis un message personnel, demeuré confidentiel, de Jacques Chirac au président émirati, cheikh Zayed ben Sultan al-Nahyane. Les 16 et 17 mars, M. Millon a représenté la France au Salon international de l'armement que les EAU organisent à Abu Dhabi et où exposent soixante-dix-sept groupes français.

Cette assidue soudaine s'explique : les relations entre les EAU - qui ont acheté des chars Leclerc, des blindés des Mirage 2000, des hélicoptères, des missiles antichars, antiaériens et antinavires - et la France n'ont jamais paru autant menacées par les Etats-Unis. Au point que les EAU semblent avoir retenu la perspective de commander quarante F-16 à Lockheed Martin, face au Rafale français. Si les EAU se tournent ainsi vers Washington pour moderniser leur armée de l'air, c'est sans nul doute un coup dur pour les Français, qui, sans en avoir l'exclusivité, avaient accaparé en quelque sorte, depuis plusieurs années, le gros de l'équipement de l'aviation émirati. La fourniture de quarante F-16, avec le dernier cri des missiles air-air pour les armées, sera ressentie, quand elle sera officialisée, comme un soufflet adressé aux industriels français, et en particulier aux constructeurs du Rafale après leur tout récent échec au Norvège face au même avion américain.

Pourtant, lors d'un précédent séjour, en décembre 1996, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la création des EAU, M. Millon avait souligné l'importance stratégique de la

signature, en janvier 1995, d'un accord de défense censé favoriser « l'interopérabilité » entre les deux armées, une collaboration dans le renseignement et « la stabilité » régionale, au besoin par l'engagement de troupes françaises en cas d'une agression contre les EAU. La France a vu dans cet accord de partenariat - après un accord du même type avec le Koweït et le Qatar - le moyen de maintenir son influence militaire et commerciale dans le Golfe. Les EAU ont acquis une soixantaine de Mirage 2000 dans les années 80. Leur intention est d'en acquérir une dizaine d'autres - de quoi compléter leur flotte - et de demander aux Français de moderniser les Mirage 2000 qui restent.

ARROGANCE Mais ces commandes sont indépendantes de la volonté exprimée par les EAU de renforcer, d'autre part, leur défense sur la base de contrats qui prévoient, outre la livraison des équipements les plus modernes, des compensations, ce qu'on appelle des *offsets* directs et indirects, et des transferts de technologie civile ou militaire. Grâce à de tels *offsets*, l'industrie locale du client bénéficie - en échange - d'un retour sur investissement, l'équivalent de 60 % du montant initial, pendant une période de sept ans. Sur ce terrain-là, les Français ne sont pas, en dépit de leurs efforts, nécessairement les mieux placés pour gagner.

Après avoir écarté le F-15 de McDonnell Douglas, les EAU, qui exigent des transactions d'Etat à Etat, se sont intéressés au F-16 et au Rafale. Entre les EAU et les Etats-Unis, aujourd'hui, les discussions en sont à la rédaction

d'une LOA (*letter of acceptance*), étape dans un processus par lequel Washington s'engage à fournir quarante F-16 dans un premier temps. Les besoins globaux des EAU sont évalués à quatre-vingt avions.

Cette option dont on croit la France a provoqué un certain émoi en France, un émoi que la remise aux autorités émiratis du message de M. Chirac a traduit à sa manière. D'autant que les positions commerciales de la France ont tendance à s'effriter, comme en témoigne le fait que ses exportations vers les EAU ont chuté de 15 % en 1996. Les constructeurs du Rafale escomptent encore que les EAU vont partager le marché, en leur attribuant ultérieurement la seconde tranche du contrat. Rien n'est moins sûr. Une fois acquise, la commande des F-16 sera le premier indice que l'armée de l'air émirati a cessé d'être - hormis la vente de quelques avions d'entraînement Hawk britanniques - la chasse gardée de l'aéronautique française. Mais, surtout, elle pourrait signifier que l'accord de défense de 1995 n'a pas suffi à permettre à des industriels français - dont des Emiratis dénoncent parfois l'arrogance ou les carences du service après-vente - d'occuper le terrain commercial. M. Millon a probablement voulu limiter les risques encourus en prononçant « la mise en place de sociétés à capitaux mixtes » franco-émiratis et en promettant, au nom de la France, que « toutes améliorations qu'une armée ferait sur les matériels communs seraient appliquées à ceux de l'autre ».

Jacques Isnard

Fragile reprise de dialogue entre M. Nétanyahou et M. Arafat

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le début des travaux israéliens pour la construction de Har Homa, une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est, est pour cette semaine. « J'ai dit que les travaux commencent cette semaine, ils commencent », a déclaré, dimanche 16 mars, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, lors d'une conférence de presse commune avec le roi Hussein de Jordanie. Cette décision, qui a provoqué la plus grave crise que le processus de paix ait jamais connue, avait poussé les Palestiniens à organiser, samedi à Gaza, une conférence diplomatique qui n'a, semble-t-il, servi qu'à exposer la faiblesse de leur position. Les participants européens, américain, russe et arabes se sont contentés de réaf-

firmer leur foi dans le processus de paix.

Yasser Arafat, qui a refusé à deux reprises la semaine dernière de prendre M. Nétanyahou au téléphone, a accepté dimanche, après que le roi Hussein eut plaidé en ce sens, de dialoguer avec le premier ministre israélien. On ignore ce que les deux hommes se sont dit, mais M. Nétanyahou a annoncé qu'en gage de bonne volonté Israël a accepté de négocier les conditions dans lesquelles M. Arafat pourrait utiliser son aéroport à Gaza. L'idée, en attendant que les deux parties se mettent d'accord sur le fonctionnement régulier de cet aéroport, est de fixer un protocole transitoire, valable seulement pour l'appareil personnel du dirigeant palestinien.

En principe, la visite du roi Hus-

sein en Israël était exclusivement destinée à permettre au monarque de présenter à une personne ses condoléances aux familles des sept adolescents assassinés jeudi par l'un de ses soldats. Mais, dans une région où les symboles sont parfois aussi importants que les actes, elle a été perçue par M. Nétanyahou comme une véritable « mission de paix ». La lettre envoyée la semaine dernière et dans laquelle le monarque accusait le premier ministre israélien de « mener la région dans un abîme de sang » a été temporairement oubliée. « Il s'agit pour moi de faire part de mes réelles préoccupations pour le processus de paix dans une lettre personnelle qui n'était pas destinée à publication », a dit le roi, qui est allé de maison en maison présenter ses condoléances

attraits aux familles des sept jeunes filles.

Selon le *Yediot Aharonot*, plusieurs personnalités jordaniennes, notant qu'on n'avait « jamais vu un dirigeant israélien effectuer la même démarche lorsque des Arabes meurent sans des balles israéliennes », ont tenté de dissuader le monarque d'accomplir son geste de paix, lequel a également provoqué une remarque acide du président libanais, Elias Hraoui. Après avoir lui-même déploré la mort des sept adolescentes, M. Hraoui a souligné que « ni les Israéliens ni le roi Hussein » n'avaient effectué une démarche similaire lorsque cent quatre civils libanais de Cana avaient été tués en avril 1996 par des obus israéliens.

Patrice Claude

Le sommet Clinton-Eltsine est retardé d'une journée

HELSINKI. Prévu initialement pour mercredi 19 mars, le début du sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine à Helsinki sera retardé d'une journée, en raison de l'intervention chirurgicale subie au genou par le président américain, a déclaré dimanche 16 mars la Maison Blanche. La décision du report a été prise « d'un commun accord ». M. Clinton, qui s'est déchiré un tendon en trébuchant sur une marche d'escalier, participera au sommet avec des béquilles, ou dans un fauteuil roulant, a indiqué le porte-parole de la présidence américaine. Le sommet de Helsinki, consacré à l'élargissement de l'OTAN, sera la première rencontre entre les chefs d'Etat russe et américain depuis que Boris Eltsine a subi un multiple pontage coronarien en novembre 1996. - (AFP, Reuters.)

20 000 personnes ont défilé contre la « dictature » en Biélorussie

MINSK. Environ 20 000 manifestants ont défilé dans le calme, samedi 15 mars dans la capitale biélorusse, en scandant des slogans hostiles au président Alexandre Loukachenko, qui s'est octroyé les pleins pouvoirs en novembre 1996. Le défilé, à l'appel de l'opposition, était destiné à marquer le « jour de la Constitution » indépendantiste de 1994. Vendredi, une centaine de personnes ont été interpellées à Minsk au cours d'un rassemblement interdit. Les Etats-Unis ont demandé le même jour au gouvernement biélorusse de « respecter les droits de l'homme ». Par ailleurs, le représentant de la fondation Soros à Minsk, Peter Burn, s'est vu refuser, lundi 17 mars, l'entrée en territoire biélorusse, au motif qu'il « participait à des meetings ». - (AFP, AP)

Le ministre colombien de la défense a démissionné

BOGOTA. Mis en cause pour avoir reçu de l'argent des narcotraficants, le ministre colombien de la défense, Guillermo Alberto Gonzalez Mosquera, a dû démissionner de son poste, dimanche 16 mars, sous la pression de l'opposition et des militaires. Nommé il y a tout juste un mois et demi, M. Gonzalez est « tombé » pour un chèque de 3 millions de pesos (environ 15 000 francs) qu'il avait reçu en 1989, alors qu'il était candidat au Sénat. Le chèque était signé par un des trafiquants de drogue les plus recherchés aujourd'hui en Colombie, Justo Pastor Páez. M. Gonzalez est le deuxième ministre de la défense du président colombien, Ernesto Samper, à être contraint à la démission en raison de ses relations avec la mafia. - (Corresp.)

Nouvelle défaite pour l'opposition aux Bahamas

SAINT-DOMINGUE. Le premier ministre des Bahamas, Hubert Ingraham, devrait conserver le pouvoir pour un deuxième mandat de cinq ans, à la suite de la victoire de son parti, le Mouvement libre national (FNM) aux élections générales du vendredi 14 mars. Le FNM a remporté 34 des 40 circonscriptions. Le Parti libéral progressiste (PLP), dirigé par le leader de l'opposition, l'ancien premier ministre Sir Lynden Pindling, n'a obtenu que six sièges à l'Assemblée nationale. Cette nouvelle défaite devrait sonner le glas de la longue carrière politique de Sir Lynden, considéré comme le père de l'indépendance de cette ancienne colonie britannique. Sir Lynden avait récemment été impliqué dans une affaire de pots-de-vin. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ ALGÉRIE : quarante-trois islamistes armés ont été tués, samedi 15 mars, par les forces de sécurité dans la région de Relizane, dans l'ouest du pays, a rapporté dimanche le quotidien *Le Soir d'Algérie*. Le groupe a été localisé à la suite d'informations fournies par des habitants et des « recoupements d'indices », précise le journal, ajoutant que les forces de sécurité ont déployé de « gros moyens » pendant près de vingt heures pour venir à bout des quarante-trois hommes. Samedi, au moins quatre islamistes armés ont été tués à la casbah d'Alger lors d'une opération des forces de sécurité menée à la suite d'un attentat contre trois membres des services de sécurité, selon des journaux d'Alger. - (AFP)

■ Des intellectuels français viennent de lancer un appel « pour la paix civile en Algérie » où ils invitent « les partenaires politiques et économiques de l'Algérie, en premier lieu la France [...] à user de leur influence sur le régime algérien en vue [...] d'une ouverture démocratique favorable à la paix ». Réclamant l'examen d'une « procédure d'asile politique pour les Algériens », les signataires demandent « à la France » qu'elle mette fin « à une politique de visas absurde et restrictive [...] qui isole les Algériens ». L'ancien ambassadeur de France à Alger, Jean Audibert, l'universitaire François Burgat, Bernard Kouchner, Pierre Rosanvallon, Abraham Serfati, Joëlle Kaufmann, Roland Castro et Jean-Claude Guillebaud, figurent parmi les premiers signataires.

■ NIGÉRIA : le camp du général Sani Abacha, l'homme fort du Nigéria, semble en passe de s'imposer aux élections municipales organisées samedi 15 mars dans le pays, selon les résultats provisoires publiés dimanche. Le Parti unifié du Congrès et le Parti démocratique du Nigéria, qui ont tous deux assuré qu'ils soutiendraient la candidature d'Abacha à la présidentielle prévue en septembre 1998, devançant nettement les trois autres partis en lice pour les municipales. - (Reuters)

ASIE

■ BIRMANIE : au moins trente-cinq personnes ont péri dans le naufrage d'un ferry-boat sur le fleuve Irrawaddy, dans le nord de la Birmanie, samedi soir 15 mars, à cause d'un violent orage. Cinq cent deux personnes ont pu être secourues, selon les journaux. - (Reuters)

■ PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE : le commandant des forces de défense, le général Jerry Singirok, et le commandant de la police, Robert Nenta ont appelé, lundi 17 mars, au renvoi du gouvernement, pour protester contre sa décision d'engager des mercenaires dans le cadre du conflit de Bougainville, a rapporté la télévision australienne. Le général Singirok a cependant démenti avoir voulu organiser un coup d'Etat, ajoutant qu'il refuserait de conduire des troupes à Bougainville. - (AFP)

EUROPE

■ HONGRIE : quelque 50 000 personnes ont manifesté, samedi 15 mars à Budapest, à l'appel du parti de la Vie et de la Justice hongroise (MIEP, extrême-droite), contre la politique jugée « anti-hongroise » du gouvernement dirigé par le socialiste Gyula Horn, et contre les projets d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. - (AFP)

■ ESTONIE : le président estonien Lennart Meri a approuvé, samedi 15 mars, la composition du nouveau gouvernement proposée par le premier ministre, Mart Siimann, désigné à ce poste mercredi. M. Siimann a promis de poursuivre la politique économique libérale de son prédécesseur, Tii Vahi. - (AFP)

هكذا من الضمير

MAJORITÉ Devant le Mouvement national des élus locaux, Alain Juppé a assuré, samedi 15 mars, que la majorité pouvait gagner les élections législatives. Charles Pasqua a

demandé que la droite se réapproprie les mots de « nation », de « patrie », de « vertu », de « morale ». François Léotard a condamné dans une même phrase le Front national

et le « Front populaire ». ● FRANÇOIS BAYROU refuse de donner trop d'importance au FN et à ses thèmes. Le président de Force démocrate estime que le danger d'extrême droite

ne doit pas être exagéré et que le lepnisme doit être combattu par des propositions plutôt que par des anathèmes. ● L'ÉLECTORAT de la majorité se révèle, dans les sondages, as-

sez peu réceptif au « front républicain » consistant pour lui, en cas de duel électoral, à préférer la gauche à l'extrême droite. (Lire aussi notre éditorial, p.15)

M. Léotard récuse d'un même mouvement le FN et le « Front populaire »

Alain Juppé assure que la droite va gagner les législatives, mais sa stratégie d'une double bataille contre la gauche et l'extrême droite est de plus en plus contestée au sein de sa majorité. Charles Pasqua exige une rupture avec « le socialisme rampant »

ALAIN JUPPÉ se vent confiant. « Le bon sens sera ou rendez-vous de 1998 », a-t-il affirmé, samedi 15 mars, devant un millier de représentants du Mouvement national des élus locaux (MNEEL), réunis à l'Hôtel de Ville de Paris. Son programme d'action, pour l'année à venir, se résume à deux certitudes et « deux grands rêves ». La majorité sera jugée, aux élections législatives, sur les résultats de sa politique pour l'emploi, particulièrement celui des jeunes.

Seconde certitude, il lui faudra tenir sur deux fronts : « En 1998, nous aurons à combattre à la fois l'extrémisme des uns et l'irresponsabilité des autres. Entre le discours de haine des uns et le discours démagogique des autres, nous sommes les seuls à incarner une vraie politique de changement réaliste, équilibrée et humaniste ». Quant au projet pour la prochaine législature, il suffit de le nourrir de ces deux vastes ambitions : « faire vivre ensemble la France et l'Europe » et « bâtir une nouvelle forme de démocratie plus participative ».

Le secrétaire général du RPR,

Jean-François Mancel, a explicité, peu après, le contenu de la « ligne Juppé » vis-à-vis du Parti socialiste et du Front national, que l'électorat de droite a bien du mal à accepter.

Le PS, « démagogue et opportuniste » et « trop occupé à prendre des trains en marche », est le « premier ennemi ». « Nous osons le combattre et le battre. Comme nous osons combattre et battre le Front national », a assuré M. Mancel. Devenu le « complice objectif » de la gauche, le FN a « choisi de tirer ses dernières cortinauchas en essayant de faire battre nos candidats ». « Il ne propose aux Français que de mauvaises ou de fausses solutions », a ajouté le député de l'Oise.

Trop occupé par la suite de sa journée (lire page 8), le premier ministre n'a pas pu entendre la série d'interventions, plus droitnières que la sienne, des principaux animateurs de la majorité qui se sont succédés à la tribune du MNEEL. Prenant la mesure de l'auditoire, des élus locaux représentants de la France « profonde », membres du

RPR, de l'UDF ou « peut-être plus à droite », Charles Pasqua, a constaté : « Nous sommes beaucoup plus représentatifs de la majorité présidentielle que la majorité parlementaire ». « L'ambition de [celle-ci] ne devrait pas être de se reproduire à l'identique, mais de se rapprocher le plus possible de la majorité présidentielle », a-t-il ajouté.

« C'EST LA DÉCADENCE »

Fustigeant pêle-mêle les pédophiles, les juges « qui désobéissent » et les intégristes islamistes, l'ancien ministre a déclaré : « La République, c'est un régime d'outorité, ce n'est pas le laxisme, pas la pagaille, pas l'anarchie ». Le sénateur des Hauts-de-Seine a ainsi repris avec véhémence, et avec succès, son discours sur les « voleurs républicains ». « Ne donnons pas le sentiment que deux équipes s'affrontent pour se partager les postes », a-t-il conseillé. Il faut, a expliqué l'ancien ministre, se réapproprier les mots « nation », « patrie », « morale », « vertu ».

« Tout ce qui se passe autour de nous se résume en un mot. Il est fort, très fort... C'est la décadence », a affirmé M. Pasqua, avant d'ajouter qu'il était temps de « rompre avec le socialisme rampant ».

Cette « rupture avec le socialisme », deux ans après l'élection présidentielle, quatre ans après le retour de la droite au pouvoir, fait désormais recette sur les deux ailes de la majorité, l'aile libérale, à l'UDF aussi bien que chez les balladuriers, et l'aile autoritaire. Alain Madelin, président d'Idees-Action, a ainsi expliqué : « Il ne suffit pas de se débarrasser des socialistes. Il faut se débarrasser des idées dirigistes, étatistes, que nous leur avons empruntées et que nous ne leur avons pas encore rendues ».

Pour lutter contre « l'étatisation croissante » de la société, le président de l'UDF, François Léotard, avance deux engagements : celui de « ne proposer aucune mesure qui se traduirait par une augmentation de la dépense publique » et celui de « rendre des pouvoirs aux Français ». C'est ainsi que l'UDF cherchera, lors de l'élaboration du projet de la majorité pour la prochaine législature, à relancer l'idée du quinquennat présidentiel, à approfondir la décentralisation, à réactiver le recours au référendum, à recentrer l'Etat sur ses fonctions régaliennes et à accroître les pouvoirs du Parlement.

Au travers d'un « contrat de législature », M. Léotard a invité le RPR à mieux respecter ses partenaires de la majorité, en propo-

sant d'« admettre la discipline là où elle est nécessaire, pour le budget et les votes de confiance, et la liberté là où elle est utile ».

Le maire de Fréjus a surtout sonné la charge contre les socialistes accusés, à propos du projet de loi Debré sur l'immigration, de « prendre le parti de la xénophobie contre le couple nécessaire du bon sens et de la générosité ». « Je passe

national, car nous savons trop où l'un et l'autre nous ont conduits », a ajouté M. Léotard.

En accord en cela avec la stratégie développée par le mouvement néogaulliste, le président de l'UDF considère comme une « chance », pour la prochaine campagne électorale, d'avoir deux adversaires, le Parti socialiste et le Front national, dont « l'identité et le pro-

Bernard Pons distingue le FN de ses électeurs

Le Front national « fait sa cuisine électorale avec les peurs, les angoisses et les inquiétudes des Français », a déclaré Bernard Pons, dimanche 16 mars, au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Le ministre de l'équipement, qui estime qu'il faut « sanctionner » le discours du parti lepéniste sur « l'inégalité des races », établit « une différence totale entre les dirigeants du Front national, qui véhiculent ces thèmes dangereux, racistes, xénophobes, inacceptables, et les électeurs et électrices du Front national ».

Convaincu que « la majorité gagnera » les élections législatives, car le bilan de la politique du gouvernement sera « positif » en 1998, M. Pons s'est déclaré « atterré » par les propositions économiques du PS. « J'ai trouvé pratiquement 1981, avec Mitterrand en moins », a-t-il dit. A propos de Jean Tiberi, M. Pons estime qu'il « est toujours le mieux placé » pour être maître de Paris, malgré une mise en examen qui « ne repose sur rien ». Il s'est déclaré « indigné » par « les campagnes dirigées » contre M. Tiberi.

sur ce refuge dans le passé qui évoque le maréchal Pétain, en oubliant de dire que c'est une Chambre de Front populaire qui nous y a amenés. (...) Il faut que MM. Jospin et Le Pen, politiquement adversaires mais électoralement associés, sachent que nous n'aurons aucune complaisance ni pour le Front populaire, ni pour le Front

gramme apparaissent peu à peu de plus en plus clairement ». Le PS est condamné au titre de son programme économique et de ses « 700 000 emplois artificiels », le Front national au nom d'un « message » qui s'oppose aux valeurs libérales.

Jean-Louis Saux

François Bayrou veut mettre le Front national hors jeu

LE FRONT NATIONAL ne semble pas rendre François Bayrou nerveux. Il refuse de faire de l'extrême droite un enjeu central du combat politique et électoral. Pourquoi le président de Force démocrate s'affolerait-il, en effet, puisque, selon son pronostic, il y aura moins de cinq élus lepénistes aux élections législatives de mars 1998 ? C'est du moins ce qu'il confiait, samedi 15 mars, en marge de la réunion du conseil national de son parti dans un grand hôtel parisien.

M. Bayrou a affirmé qu'il « n'est ni sain ni utile pour la démocratie d'aller chercher constamment les thèmes de l'extrême droite pour en faire des thèmes de notre discours, de faire du Front national le sujet unique de nos prises de position ». De la même manière, M. Bayrou craint que les manifestations qui se multiplient contre le Front national « ne donnent à ceux qui sont tentés par ce genre de vote l'impression que c'est le seul vote de désabilitation ou de transgression d'un monde politique qu'ils refusent ».

C'est un point sur lequel le président de Force démocrate avoue, en privé, ne pas approuver l'action de son secrétaire général, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, très actif dans la défense du Festival de Châteauneuf contre la mairie Front national de Toulon. Dans le même temps, le dirigeant centriste insiste sur « l'in-

transigeance absolue » dont il faut faire preuve « sur le fond », vis-à-vis du « risque » que comporte « le discours sur l'inégalité des races », qui est à l'origine du « plus grand malheur que l'histoire du monde ait connu ». Il condamne-également « l'exploitation minière de tous les thèmes qui peuvent provoquer la haine et le mépris de l'autre et qui ne peuvent d'ailleurs que des fruits dramatiques pour l'avenir de notre pays ».

DÉMARCHE POSITIVE

Comment, alors, barrer la route au parti de Jean-Marie Le Pen ? En proposant « un projet plus cohérent, plus courageux, plus solide et plus attrayant que le sien », affirme M. Bayrou, qui voit dans cette démarche positive une méthode plus efficace que « d'aller chercher les électeurs de Le Pen sur son terrain, où il sera toujours le meilleur ». Conscient de se « démarquer » d'un certain « conformisme » ambiant, M. Bayrou ne partage pas davantage l'« obsession » de ceux qui estiment urgent de « sortir du socialisme ». Il s'agit à ses yeux « d'un faux débat, dépassé depuis longtemps ».

« La majorité peut difficilement disposer de plus de pouvoir qu'elle n'en détient aujourd'hui. (...) Si nous n'avons pas compris que la France est sortie du socialisme, c'est que nous avons un problème politique », affirme-t-il. Quand on lui

fait observer que le président de l'UDF, François Léotard, exploite, lui, le thème de la « sortie du socialisme », M. Bayrou réplique qu'« en faisant élire François Léotard » à la présidence de l'UDF il n'a pas, pour autant, « choisi de disparaître ».

Pour Force démocrate, les socialistes font si peu figure d'épouvantail que Pierre Méhaignerie n'a plus provoqué la moindre protestation dans la salle en imaginant que des responsables de la majorité puissent « franchir les frontières et aller discuter avec les sociaux-démocrates de quelques sujets qui pourraient faire l'objet de consensus, par exemple de la nécessité de faire baisser les charges sur les salaires ».

Le tournant libéral affiché par le PR et par Edouard Balladur ne convainc pas M. Bayrou, qui préfère insister sur « l'incapacité où nous sommes (...) de proposer comme horizon aux Français un projet de solidarité et de générosité fondé sur l'économie de marché ».

Citant l'exemple de Bill Clinton, qui, selon lui, a gagné les élections parce qu'il avait compris avant les autres que les Américains avaient « repris confiance en la vie », M. Bayrou est persuadé que « quelque chose de cet ordre est en train de se passer en France » et veut être le premier à en tirer parti.

Fabien Roland-Lévy

L'électorat de droite est rétif au « front républicain »

LES SONDAGES ont été trop déprimants pour la majorité depuis l'automne 1995 pour qu'elle ne trouve des raisons d'espérer dans le moindre frémissement en sa faveur. Le président de la République et le premier ministre sont parvenus, depuis décembre, à remobiliser leur électorat et à retrouver quelque faveur dans l'opinion publique. De surcroît, comme le relevait Lionel Jospin il y a quelques jours, la gauche connaît, aujourd'hui, « une phase moins facile ».

Le premier secrétaire du PS paie en effet au prix fort ses hésitations lors du débat sur le projet de loi Debré. Selon la dernière enquête d'opinion, réalisée les 7 et 8 mars, son action est tant que responsable de l'opposition est jugée de façon négative par 57 % des personnes interrogées, contre 30 % seulement d'avis positifs (en baisse de 6 points en un mois et de 11 points parmi les seuls sympathisants socialistes). De même, l'enquête récente de la Sofres sur l'image des formations politiques montre que celle du PS s'est dégradée en un an. 42 % des

Français se sentent aujourd'hui « proches » du PS, contre 49 % en mars 1996, tandis que 50 % s'en disent « éloignés » (contre 45 % il y a un an), soit un recul global de 12 points.

REGAIN DE CONFIANCE

Ce frémissement en sa faveur ainsi que l'effritement de la gauche sont de nature à redonner confiance à la majorité. La dernière enquête de l'Institut Louis-Harris (Le Monde du 15 mars) le confirme. Certes, 49 % des personnes interrogées pensent que la gauche reviendra au pouvoir l'an prochain, contre 40 % qui écartent cette hypothèse, mais la proportion s'inverse quand on demande aux Français s'ils souhaitent une telle victoire : 41 % y sont favorables, 50 % opposés.

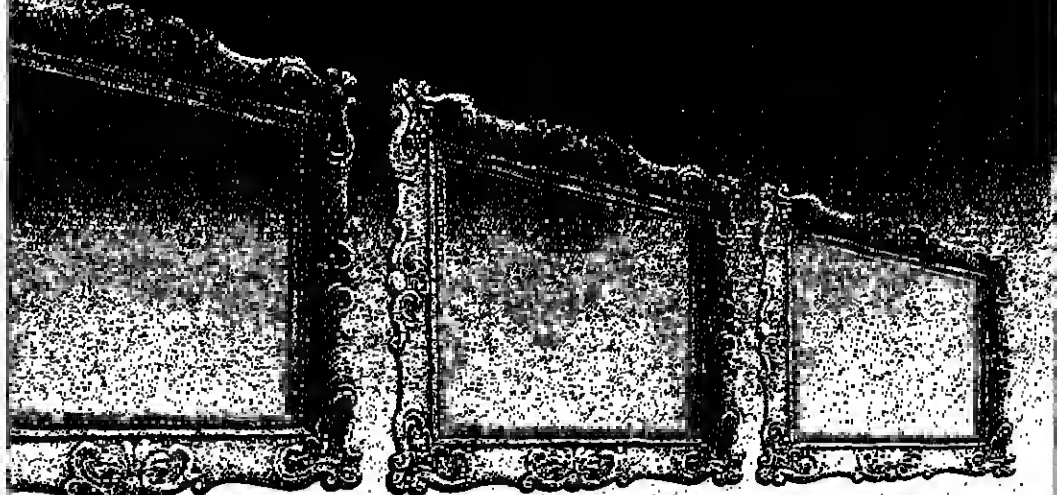
L'enquête de Louis-Harris éclaire la façon dont les Français envisagent les législatives. Là encore, les perspectives ne sont pas rassurantes pour la gauche. En cas de duel, au second tour, entre la gauche et le Front national, 57 %

seulement des électeurs RPR-UDF du premier tour voteraient pour la gauche contre l'extrême droite. Dans ce cas, 53 % des électeurs de la majorité considèrent que leur candidat éliminé ne devrait pas donner de consigne de vote, contre 39 % qui jugent qu'il devrait appeler à voter pour la gauche. Le « front républicain » ne fait guère recette chez les électeurs de la majorité.

Ao contraire, en cas de duel majorité-Front national au second tour, 77 % des électeurs de gauche du premier tour voteraient pour le candidat de la majorité, et les deux tiers d'entre eux estiment que leur candidat, éliminé au premier tour, devrait appeler à voter pour le RPR ou l'UDF. De même, en cas de triangulaires (gauche-majorité-Front national) au second tour, 68 % des électeurs de gauche (contre 57 % de ceux du RPR ou de l'UDF) préconisent le retrait du candidat de la majorité ou de gauche le moins bien placé pour faire barrage à l'extrême droite.

Gérard Courtois

1h58 avec Thalys :
l'art et la manière d'aller
à Bruxelles.



Exposition Paul Delvaux

L'art, c'est à Bruxelles. Du 21 mars au 27 juillet 1997, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique proposent une rétrospective unique de l'œuvre de Paul Delvaux, grand maître de la peinture du 20^e siècle. Alors bien sûr, la manière, c'est Thalys. 1h58 depuis Paris, 14 fois par jour, en toute tranquillité. Sans oublier l'offre spéciale « Delvaux ». A l'achat de votre ticket d'entrée à l'exposition (58 F), vous recevez un bon à valoir Thalys*. Sur remise de ce bon dans les gares et les boutiques SNCB, le trajet Paris-Bruxelles ne vous coûte que 300 F** aller-retour en Confort 2 et 500 F** en Confort 1.



* Disponible dans les mairies Thalys de Paris, La Défense, Val-de-Marne, Paris 2, Bordeaux, La Marse, Lyon Part-Dieu, Nantes, Orléans, Rennes, Rouen et Tours, au 01 49 87-54 54 ou page 3615 BILLET (23 F la minute)
** Non échangeable, non remboursable. Offre valable dans la limite des disponibilités pour les voyages effectués entre le 21/03/97 et le 27/07/97 et non cumulable avec d'autres réductions Thalys.



Les internes des hôpitaux sont très divisés sur la poursuite de la grève des soins

Les grévistes ont obtenu gain de cause sur leur principale revendication

L'intersyndicat des internes a décidé, dimanche 16 mars, d'arrêter la grève illimitée des soins et des urgences. En revanche, les internes et les chefs de clinique parisiens poursuivaient leur mouvement, lundi 17. Le gouvernement a satisfait leur principale revendication : l'exonération

de toute pénalité financière, en cas de dépassement de l'objectif de dépenses, pendant les sept premières années de leur installation.

LA SITUATION restait confuse, lundi 17 mars, dans les vingt-six centres hospitalo-universitaires (CHU) où les internes sont en « grève illimitée des soins et des urgences », depuis mardi 11 en province, et depuis vendredi 14 à Paris. Après avoir obtenu satisfaction sur sa principale revendication, samedi, leur intersyndicat a décidé, dimanche, lors de son assemblée générale, de « lever » leur mouvement. Quelques heures auparavant, l'intersyndicat des chefs de clinique-assistants avait déjà annoncé sa décision d'« annuler » son mot d'ordre de grève illimitée à partir du 19 mars.

Au terme d'un accord avec la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), internes et chefs de clinique avaient obtenu gain de cause, samedi soir, sur leur principale revendication : l'exonération de toute sanction financière durant les sept premières années de leur installation en libéral, même s'ils dépassent l'objectif des dépenses médicales fixé chaque année par le gouvernement, puis voté par le Parlement.

MG-France, signataire de la nouvelle convention pour les généralistes, et l'UCCSF-chirurgiens, qui a approuvé la convention pour les

spécialistes, avaient donné leur accord pour porter le moratoire de sept ans à sept ans.

Cet accord n'a pas apaisé les esprits, les internes et les chefs de clinique restant très divisés après un accord qui les a pris de court. L'assemblée générale très houleuse de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH), réunie dimanche pendant près de huit heures, a révélé de profondes divergences de vues entre deux courants.

Les uns estiment avoir obtenu satisfaction sur le moratoire de sept ans ; c'est, notamment, le cas du président de l'intersyndicat, Didier Leguiss, qui est allé jusqu'à mettre sa démission dans la balance pour obtenir un vote en faveur d'une reprise du travail pour lundi soir dans les vingt-six CHU.

INSATISFACTIONS. Les autres, en revanche, réclament maintenant une renégociation de la convention régissant les relations entre les cinquante mille médecins spécialistes et la Sécurité sociale, comme les internes des onze CHU parisiens, qui ont voté, dimanche soir, la poursuite de la grève, et les chefs de clinique-assistants de la capitale, qui ont maintenu leur appel à la grève à partir du

19 mars. Dans les CHU de province, où de nombreuses « blouses blanches » souhaitent aussi continuer le mouvement, les « AG » devaient se prononcer lundi.

Au-delà du mécanisme de reversement d'honoraires prévu dans les nouvelles conventions médicales, ils redoutent les conséquences de l'encadrement des dépenses - inscrit dans le plan Juppé de réforme de l'assurance-maladie - sur leur activité de futurs praticiens libéraux. C'était d'ailleurs le leitmotiv des slogans de la manifestation qui a réuni, dimanche, à Paris, environ 3 000 praticiens libéraux. Près de 2 500 internes s'étaient joints à ce défilé organisé par la Fédération des médecins de France (FMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML), deux organisations minoritaires dans la profession, et par la Coordination nationale des médecins, qui s'est constituée en 1996 pour combattre la réforme de la « Sécu ».

Venus de province (Lille, Lyon, Saint-Etienne, Marseille, Nice, Montpellier...), et entrecoupant leurs slogans revendicatifs de chansons paillardes puisées dans le folklore des carabins, les internes et les chefs de clinique ont sauté, par leur renfort et leur bonne humeur, une manifestation de médecins li-

béraux vouée à l'échec. La mobilisation de dimanche n'avait, en effet, rien de comparable avec des défilés de 1991 et 1992, quand les syndicats médicaux bénéficiaient du soutien sans faille du RPR et de l'UDF.

Le gouvernement n'a pas pris, dès le début de la semaine dernière, la pleine mesure du mécontentement des internes. Surpris par l'ampleur du mouvement, il a fait jouer à la Caisse nationale d'assurance-maladie le rôle de pompier volant. Il a fallu que les internes parisiens se décident à entrer dans le mouvement pour qu'Alain Juppé s'inquiète de la tournure des événements et demande au ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, de recevoir très rapidement les représentants des internes.

M. Barrot estime, aujourd'hui, que l'heure est venue de reprendre le travail. Lundi matin, sur RMC, il a « mis en garde » les internes contre l'« immobilisme », jugeant que ceux qui poursuivent la grève sont « en train de travailler contre leur véritable intérêt », le redressement des comptes de l'assurance-maladie étant, selon lui, le meilleur moyen d'assurer la stabilité de l'exercice de la médecine libérale.

Jean-Michel Bezat

Edouard Balladur propose un référendum sur la justice

SOUCIEUX d'apporter sa contribution au débat lancé par Jacques Chirac sur la réforme de la justice, Edouard Balladur a organisé, samedi 15 mars, à Paris, un colloque réunissant magistrats, avocats et élus de la majorité. Estimant « une réforme du système judiciaire indispensable », l'ancien premier ministre s'est prononcé en faveur de l'organisation d'un débat national cooculé par un référendum « afin que les Français soient appelés à dire s'ils approuvent les grandes lignes d'une organisation judiciaire adaptée à notre temps, mais fidèle à nos principes républicains ».

Sur l'indépendance du parquet et le respect de la présomption d'innocence, les deux thèmes soumis à la commission de réflexion présidée par Pierre Truche, M. Balladur a livré quelques « pistes ». Favorable au maintien du lien de soumission unissant les magistrats du parquet au garde des sceaux, il a déclaré qu'il ne pouvait admettre « que le corps judiciaire se contrôle lui-même, détermine seul la politique pénale et s'isole dans un tête-à-tête avec lui-même ».

Il s'est dit opposé à une extension des pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en matière de nominations des magistrats du parquet. Afin d'assurer le « souci légitime d'égalité devant la loi », M. Balladur se prononce en faveur d'une simple interdiction des classements sans suite sur instruction du garde des sceaux, ce qui est déjà prévu implicitement

par le code de procédure pénale. Estimant que les juges d'instruction font un usage abusif de la détention provisoire, M. Balladur propose de la réserver aux seuls crimes, ce qui exclurait de facto toute incarcération en matière de délinquance économique et financière. Enfin, il souhaite que les mesures coercitives, « la détention », « la police judiciaire relèvera du minis-

trère de l'intérieur, et non du ministère de la justice. Le sénateur RPR du Haut-Rhin, a ainsi défendu l'idée d'un garde des sceaux dégagé des attributs partisanes liés à son étiquette politique. Coauteur, avec Jean Arthuis, en 1991, d'un rapport sénatorial sur la justice, M. Haenel estime que son indépendance ne pourra pas être assurée tant que la police judiciaire relèvera du minis-

trère de l'intérieur, et non du ministère de la justice. Le sénateur RPR du Haut-Rhin, a ainsi défendu l'idée d'un garde des sceaux dégagé des attributs partisanes liés à son étiquette politique. Coauteur, avec Jean Arthuis, en 1991, d'un rapport sénatorial sur la justice, M. Haenel estime que son indépendance ne pourra pas être assurée tant que la police judiciaire relèvera du minis-

trère de l'intérieur, et non du ministère de la justice. Le sénateur RPR du Haut-Rhin, a ainsi défendu l'idée d'un garde des sceaux dégagé des attributs partisanes liés à son étiquette politique. Coauteur, avec Jean Arthuis, en 1991, d'un rapport sénatorial sur la justice, M. Haenel estime que son indépendance ne pourra pas être assurée tant que la police judiciaire relèvera du minis-

Cécile Prieur

Alain Juppé, les jeunes, les amis et les livres

EXCEPTIONNELLEMENT, le maire de Bordeaux a passé son samedi à Paris. Le premier ministre avait ce 15 mars, il est vrai, un emploi du temps chargé. La politique et les sports, la culture et les jeunes, les amis et « l'image » étaient au rendez-vous. Un discours devant les membres du Mouvement national des élus locaux pour assurer à sa majorité qu'elle resterait la majorité au lendemain des législatives de 1998, pour se mettre en bouche. Puis, une bonne heure de dialogue avec des jeunes devant les micros et les caméras de Canal Plus, au cours de l'émission « L'Hebdo » de Michel Field.

Avec un tel public, Alain Juppé est fort à son aise. Il s'amuse du reportage sur la désormais célèbre passante de Bordeaux qui lui a crié « Mart aux cons ! », lui donnant ainsi le prétexte de son livre *Entre nous*. Il assure que la « coupure » entre ceux qui gouvernent et les autres n'est pas « aussi forte qu'on le dit » : « C'est vrai que je vis dans les palais nationaux et que j'y travaille. Mais je ne viens pas de Saturne ou de Jupiter, je suis né dans une famille française comme les autres. (...) Je connais autour de moi des tas de gens qui ont des châteaux dans leur famille et j'en reçois beaucoup. C'est d'ailleurs pour éviter cette « coupure » qu'intervient « complètement » le cumul des mandats, « comme on le fera peut-être d'ailleurs, parce que c'est dans l'air du temps », ne lui paraît pas « un progrès formidable ».

Le premier ministre était surtout là pour continuer la tâche entreprise par le président de la République. Face à des jeunes divisés, il a défendu l'utilité de l'informatique dans les écoles : « Il ne faut pas remplacer les profs par les ordinateurs, cela va de soi ! Mais apporter en soutien aux enseignants les techniques nouvelles qui peuvent ouvrir sur le monde. » Devant des étudiants dubitatifs, il a insisté sur l'importance des stages, reconnaissant que « les entreprises n'en font pas assez », mais que justement le gouvernement s'efforçait de « les convaincre d'ouvrir leurs portes ».

Après ce face-à-face parfois tendu, Alain Juppé est allé assister à un bel affrontement physique. Homme du Sud-Ouest, il ne pouvait boudier la « finale » du Tournoi des cinq nations. Il avait même convié à y assister avec lui ses anciens condisciples du lycée de Mont-de-Marsan. Il les a aussi invités à dîner à l'hôtel Matignon. Mais avant de les retrouver il est allé faire un tour au Salon du livre. Pendant une heure il est passé d'un stand à l'autre, se voyant offrir par Abacabar Diop, le porte-parole des sans-papiers, son livre. Il a acheté plusieurs ouvrages, notamment la BD de Tardi et Léo Malet, *Casse-pipe à la Nation*, tandis qu'Isabelle Juppé acquiesçait *Le Scaphandre* et *le Papillon*, de Jean-Dominique Bauby.

Thierry Bréhier

La droite conserve un canton à Bourges

Jacques Fleury (app. RPR) a devancé son adversaire communiste, Michel Berthot, de 38 suffrages seulement au second tour de l'élection cantonale partielle de Bourges-2, dans le Cher. En rassemblant 214 voix de plus sur son omm - il y a eu 268 suffrages exprimés supplémentaires par rapport au premier tour -, M. Berthot a mobilisé davantage son électorat que son adversaire le sien. Le Front national (13,7 % au premier tour) n'avait pas donné de consigne de vote. M. Fleury, conseiller municipal, succède dans ce canton à Frank Thomas-Richard, député (UDF-PR), qui avait obtenu 58,3 % en octobre 1995, avant d'être invalidé pour retard dans la présentation de ses comptes de campagne.

L. 8 058 ; V. 3 628 ; A. 54,97 % ; E. 3 434
Jacques Fleury, app. RPR, c. m., 1 756 (50,55 %)... ELU
Michel Berthot, PCF, 1 698 (49,44 %)
9 mars 1997 : L. 8 060 ; V. 3 292 ; A. 59,15 % ; E. 3 166 ; Michel Berthot, PCF, 943 (29,78 %) ; Jacques Fleury, app. RPR, c. m., 701 (22,14 %) ; Yvon Mautret, UDF, adj. m., 547 (17,27 %) ; Bernadette Gimonet, PS, 447 (14,11 %) ; Jean d'Ogny, FN, c. n., 434 (13,70 %) ; Jean Signaret, MDC, 94 (2,96 %)
4 octobre 1995 : L. 8 138 ; V. 3 035 ; A. 62,70 % ; E. 2 935 ; Frank Thomas-Richard, UDF-PR, 1 711 (58,29 %) ; Michel Berthot, PCF, 1 224 (41,70 %)
27 mars 1994 : L. 8 077 ; V. 4 431 ; A. 45,14 % ; E. 4 214 ; Serge Lepeltier, RPR, d., 2 303 (54,65 %) ; Michel Berthot, PC, 1 911 (45,34 %).

Une élection cantonale partielle

HAUTE-GARONNE

Canton de Toulouse-1 (premier tour)

L. 15 107 ; V. 4 366 ; A. 71,09 % ; E. 4 285
Michèle Claux, div., 2 337 (54,53 %) ; Bernard Maylié, PS, 664 (15,49 %) ; Michèle Pellizon, FN, 606 (14,14 %) ; Yvette Grenet, PCF, 288 (6,72 %) ; Nathalie Fuentes, MPF, 135 (3,15 %) ; Jean-Pierre Castelnau, div. d., 68 (1,58 %) ; Pierre Cabaré, div., 66 (1,54 %) ; Jacques Daborge, div., 63 (1,47 %) ; Christian Dancale, div., 47 (1,09 %) ; Bernard Guégan, div., 11 (0,25 %)... BALLETTAGE

[Bil] quelle ait obtenu la majorité absolue au premier tour, Michèle Claux (div.) devra attendre le second pour succéder à Pierre Baudis, décédé le 7 janvier, dans le canton de Toulouse-1, car la participation n'a pas atteint 50 % des électeurs inscrits. Proche du maire de la ville, Dominique Baudis (UDF-FD), elle a très largement devancé le candidat socialiste, Bernard Maylié, qui sera seul à pouvoir se maintenir. Il obtient un résultat bien inférieur à celui de la candidate présentée par le PS en 1992 et se trouve talonné par le représentant du Front national.

21 mars 1992 : L. 15 178 ; V. 9 063 ; A. 40,28 % ; E. 8 804 ; Pierre Baudis, UDF, 3 964 (45,02 %) ; Yvette Benayoun-Nakache, PS, 1 415 (16,07 %) ; Denis Corpet, div. g., 1 048 (11,90 %) ; Lucien Bezoles, FN, 878 (9,97 %) ; François Rure, UDF-PSD, 648 (7,36 %) ; Alain Chere, PC, 379 (4,30 %) ; Pierre Cabaré, div. d., 276 (3,13 %) ; Christian Dancale, div., 104 (1,18 %) ; Jacques Daborge, div. g., 92 (1,04 %).

Deux élections municipales partielles

AIN

Bellegarde-sur-Valserine (second tour)
L. 5 975 ; V. 4 176 ; A. 30,11 % ; E. 3 141
Uo. d. (Gérard Armand, RPR, m. s.), 2 198 (53,08 %) ; 26 ELUS ; un g. (Claude Tournier, PS, c. m.), 1 137 (27,46 %) ; 4 ELUS ; div. (Jean-Claude Fillion, div. g., c. m.), 474 (11,45 %) ; 2 ELUS ; FN (Georges Rousseau), 332 (8,02 %)... 1 ELU

[Contre] au second tour des élections de juin 1995 qui avait donné le même nombre de voix aux listes de Claude Tournier (PS) et de Gérard Armand (RPR), celui-ci l'emportant au bénéfice de l'âge, cette revanche tourne à l'avantage de la liste de droite, qui améliore de 332 suffrages son résultat du premier tour et de plus de 700 voix son score du second tour de 1995, franchissant ainsi la barre de la majorité absolue. En revanche, la liste de gauche ne retrouve pas son résultat du premier tour et perd plus de 300 suffrages par rapport à 1995. La liste de Jean-Claude Fillion (div. g.) divise par deux son score antérieur, tandis que celle du Front national subit une érosion, mais son chef de file entre au conseil municipal.

9 mars 1995 : L. 5 975 ; V. 4 200 ; A. 29,70 % ; E. 4 145 ; un d. (Armand, RPR, d.), 1 866 (45,01 %) ; un g. (Tournier, PS, c. m.), 1 160 (27,98 %) ; FN (Rousseau), 599 (14,45 %) ; div. (Fillion, div. g.), 520 (12,54 %).

18 juin 1995 : L. 5 968 ; V. 3 843 ; A. 34,93 % ; E. 3 819 ; un d. (Armand, RPR, d.), 1 462 (38,28 %) ; un g. (Tournier, PS, c. m.), 1 462 (38,28 %) ; div. (Fillion, div. g.), 895 (23,45 %).

LA RÉUNION

Saint-Paul (second tour)

L. 44 026 ; V. 32 619 ; A. 25,91 % ; E. 31 006
Un d., (Joseph Sinimalé, RPR, m.), 16 842 (54,31 %) ; 38 ELUS ; PCR (Paul Vergès, sén.), 14 164 (45,68 %)... 11 ELUS

[Mis en ballottage] difficile au premier tour par le sénateur communiste Paul Vergès, le maire sortant, Joseph Sinimalé (RPR), a finalement pu l'emporter au second grâce à une large alliance avec ses trois concurrents de droite et surtout Jean-François Bosviel (ex-RPR), qui avait obtenu plus de 17 % des voix. M. Sinimalé a sacrifié certains de ses proches et les élus issus de sa première liste sont en minorité dans la nouvelle équipe municipale : ses alliés de droite disposent de 21 sièges sur les 31 remportés par sa liste. Le second tour a confirmé l'effacement de l'électorat de droite à Saint-Paul au profit du PCR. Entre 1995 et 1997, la majorité présidentielle a perdu plus de 4 000 suffrages.

9 mars 1997 : L. 44 026 ; V. 28 667 ; A. 34,38 % ; E. 26 998 ; PCR (Vergès, sén.), 9 699 (35,92 %) ; Un d. (Sinimalé, RPR, m.), 8 486 (31,43 %) ; div. d. (Bosviel, ex-RPR, c. m.), 4 794 (17,53 %) ; div. d. (Kichenin, div. d.), 1 717 (6,36 %) ; div. g. (Bellon, div. g.), 1 425 (5,27 %) ; div. d. (Law-Wal, div. d.), 937 (3,47 %).

18 juin 1995 : L. 43 042 ; V. 31 421 ; A. 26,99 % ; E. 30 603 ; un d. (Sinimalé, RPR, m.), 17 624 (57,58 %) ; PCR (Vergès, d.), 9 761 (31,09 %) ; div. d. (Bosviel, RPR, diss.), 3 218 (10,51 %).

DÉPÊCHES

WALLIS-ET-FUTUNA : aux élections territoriales, dimanche 16 mars, la droite a gagné cinq sièges par rapport au précédent scrutin de 1992. Alors que, sur 7 645 électeurs inscrits, la participation a été de 87,21 %, la majorité présidentielle (RPR et non-inscrits) a emporté 14 des 20 sièges à pourvoir, les socialistes et divers gauche 6 sièges. Parmi les conseillers sortants, trois personnalités ont été battues : le député (apparenté PS) Kamilo Gata, le président (RPR) de l'Assemblée territoriale, Keleto Lakalaka, et le président (non inscrit) de la commission permanente, Pitelo Manufoa. (Corresp.)

FINANCEMENT : Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a déposé, vendredi 14 mars, deux propositions de loi concernant le financement des campagnes électorales et les dispositions relatives à « l'indépendance des candidats à l'élection des députés ». Ces deux textes devraient être examinés, jeudi 27 mars, par la commission des lois et, jeudi 17 avril, en séance publique.

Concours d'AVOCAT
CRFPA
Expertise comptable
DEC
Préparations intensives août-sept.
IPESUP
22, rue de Clémence Not-Dame 75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ (R.M. 1994)

IMMIGRATION

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

Le Haut Conseil à l'intégration

IMMIGRATION Le Haut Conseil à l'intégration, dans un rapport remis au gouvernement et rendu public lundi 17 mars, s'inquiète d'une dégradation des relations

entre Français et immigrés. L'organisme appelle à multiplier les conseils de quartier et encourage les recours à la médiation. ● PRÉSIDENT du Haut Conseil, Marceau Long es-

time que « les débats incessants sur l'immigration ne facilitent pas l'intégration » et s'inquiète des nombreuses discriminations. « S'il n'est commode pour personne d'obtenir

un emploi ou un logement, c'est terriblement plus difficile quand on a la peau mate », dit-il. ● EN BELGIQUE, la mort de la petite Loubna Benaïssa, victime d'un pédophile criminel, a in-

directement relancé le débat sur la place des immigrés dans la société. Plusieurs partis se déclarent désormais favorables au droit de vote des étrangers lors des élections locales.

Le Haut Conseil à l'intégration note une « crispation » entre Français et immigrés

Dans un rapport remis au gouvernement, les neuf membres du HCL s'inquiètent de la dégradation du lien social et de dérives communautaristes. Ils mettent en garde contre les regroupements « ethniques » effectués dans les prisons par l'administration

COMMENT va le creuset français ? Pas fort. Mais il peut redémarrer si l'on redonne vigueur aux valeurs républicaines, répond en substance le Haut Conseil à l'intégration (HCL), au terme de trois ans d'investigations aux confins des fractures sociales et ethniques. Perte des repères moraux, affaiblissement du lien social, défaillance des familles, délinquance des adolescents, enfermement dans les particularismes... Le diagnostic des neuf « sages » du HCL ne porte guère à l'optimisme.

Leur dernier rapport, rendu public le 17 mars, constate une « crispation réciproque » entre les Français et les populations issues de l'immigration. Les « nouveaux venus » sont d'autant plus mal perçus qu'ils arrivent « au sein d'une population qui peut se sentir elle-même « en morge » ». Même ceux qui, immigrés ou descendants d'immigrés, sont devenus Français « peuvent se heurter à la même intolérance que les nouveaux venus et souffrent alors d'être regardés, par amalgame, comme « étrangers » dans leur pays ».

Ainsi, aux incivilités et à la délinquance montante de jeunes répond la multiplication des discriminations pour l'accès aux emplois et aux logements. Celles-ci nourrissent à leur tour les rancœurs et les réflexes communautaristes. Les mêmes méca-

nismes sont à l'œuvre dans quatre domaines (cité, école, sport et prison) étudiés dans ce rapport. « L'affaiblissement du lien social, qui est à l'origine du sentiment d'insécurité, traduit la recherche, par des personnes appartenant à des couches sociales de plus en plus fragmentées, d'une identité collective qu'elles ne trouvent plus dans la nation », analyse le HCL.

D'un côté, des Français privés de leur utilité sociale par le chômage s'identifient à une nation « ethnique ». De l'autre, certains jeunes s'enferment « dans leur propre particularisme », religieux par exemple. Pour jeter des ponts, le HCL appelle à multiplier les conseils de quartier et encourage les recours à la médiation. Il met cependant en garde contre le risque de transformer les médiateurs en représentants des communautés et en substituts des administrations, s'ils venaient à être institutionnalisés.

« POLITIQUE DE PEUPLEMENT »

Cette « communautarisation » des rapports sociaux, officiellement tant redoutée, est pourtant pratiquée par l'État dans le domaine de la gestion des prisons. Les oeufs « sages » ne s'attardent pas sur les taux spectaculaires de détenus étrangers dans les prisons qu'ils ont visités (plus de 50 % à Villefranche-

sur-Saône, Fleury-Mérogis et à la Santé ; près de 30 % à Loos-les-Lille). Ils précisent néanmoins que leur proportion dans l'ensemble de la population carcérale est passée de 20 % en 1980 à 29 % en 1996 (contre 6,4 % dans l'ensemble de la population).

Cette réalité qu'expliquent en partie les spécificités de la population étrangère (plus jeune et plus masculine, plus répérée et seule à pouvoir être incarcérée pour séjour irrégulier) donne lieu à une « politique de peuplement » spécifique, « consistant à regrouper les détenus selon des critères d'origine nationale ou ethnique, ou de religion ». Ce choix de l'administration pénitentiaire, dicté par « des considérations pratiques liées aux interdits alimentaires (...) ne peut que renforcer les particularismes et hypothéquer les convergences possibles entre individus différents », et favoriser le prosélytisme musulman radical, regrette le HCL. Ainsi, loin d'être un lieu de resocialisation, la prison « peut exposer les jeunes délinquants à encore plus de marginalisation » et se révèle d'autant moins dissuasive que « la conscience de la faute commise est souvent inexistant ».

Cette méconnaissance des règles élémentaires de la vie en société et le refus de l'autorité dans un contexte de déliquescence familiale compro-

mettent les effets intégrateurs de la pratique sportive et déstabilisent l'institution scolaire. Le HCL constate que nombre de jeunes se cantonnent dans la pratique épidémique et informelle des sports « de rue » qui les confinent dans leurs clivés, par crainte d'affroter les

le HCL s'alarme d'« une augmentation du nombre d'enfants en « souffrance psychologique grave » », incapables de vivre en groupe. L'école, unique bastion de la République dans certains quartiers, est aux prises avec des « processus d'enfermement » : pressions islamistes d'un

bilisation des équipes et des programmes, la participation des parents et le renforcement des liens école-collège.

Face au développement de la délinquance des mineurs, le Haut Conseil appelle de ses vœux « une révision du cadre législatif » afin de combattre le « sentiment de quasi impunité ». L'affectation dans des structures spécifiques des élèves en échec scolaire ou « dont le comportement perturbe gravement l'établissement » est prônée, à condition qu'il soit temporaire.

Cette chronique assez déprimante d'intégration ne fait pas perdre espoir aux neuf « sages » : « Nous ne pensons pas que notre creuset ait entièrement fondu ! Il a simplement beaucoup changé. » Ils estiment que les associations et les médias, en multipliant les formes de brassage social et culturel, se sont imposés comme les « piliers » d'un nouveau creuset, dont l'école, avec son langage républicain basé sur le « savoir-vivre ensemble », reste « l'âme ».

Ph. B.

★ Affaiblissement du lien social, enfermement dans les particularismes et intégration dans la cité. Haut Conseil à l'intégration, 56, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

Marceau Long, président du Haut Conseil à l'intégration

« Les succès du FN ont alourdi un climat déjà rendu oppressant par la montée du chômage »

« Le Haut Conseil à l'intégration (HCL), que vous présidez, a été créé en 1990 par Michel Rocard pour « dissiper les fantasmes » sur l'immigration et élargir la politique d'intégration du gouvernement. Quel bilan tirez-vous de ces sept années ?

« Évidemment, nous n'avons pas dissipé tous les fantasmes sur l'immigration. Ils resurgissent à l'occasion de chaque changement législatif. Pourtant, notre travail n'a pas été inutile. En réunissant en toute indépendance des experts variés, nous avons pu apporter une vision sereine de problèmes aussi passionnels que le travail illégal ou les statistiques de l'immigration. Nos rapports ont une valeur pédagogique sur le long terme. En dépassionnant, on aboutit souvent à des attitudes plus sereines, comme les événements récents l'ont montré à propos des certificats d'hébergement.

« La création du HCL visait à répondre au discours de l'extrême droite sur l'« inassimilabilité ». A quoi a servi le HCL, alors que M. Le Pen ne cesse d'engranger les succès électoraux tandis que se multiplient les signes de désintégration sociale ?

« En 1990, quand nous avons commencé nos travaux, il y avait le désir de trouver une solution générale aux problèmes de l'immigration à travers un dialogue majorité-opposition. Ces dernières années, les succès du FN ont alourdi un climat déjà rendu oppressant par la montée du chômage. Mais la France a déjà surmonté de

telles situations. La crise économique de la fin du XIX^e siècle a produit de sévères violences xénophobes ; dans les années 30, on a revoyé beaucoup de Polonais et d'Italiens au nom de la « préférence nationale ». L'atmosphère actuelle ne sera pas éternelle. A condition que nous fassions des efforts considérables pour éviter de transformer les immigrés en boucs émissaires. Mais aussi à condition que les nouveaux arrivants et leurs enfants acceptent de vivre dans notre culture et selon nos lois. Le comportement de certains, minoritaires, ne facilite pas les choses.

« La focalisation du débat politique sur l'immigration clandestine, avec les lois Pasqua, puis le projet Debré, ne signifie-t-elle pas l'abandon d'une politique d'intégration volontariste ?

« Il est évident que les débats incessants sur l'immigration ne facilitent pas l'intégration. La situation est complexe, car les immigrés qui se sont battus avec succès pour s'intégrer sont souvent les plus sévères à l'égard des nouveaux venus. Ils ont tendance à vouloir fermer la porte derrière eux et redoutent d'être confondus avec des clandestins.

« Dans le rapport du HCL, le Père Christian Delorme demande aux politiques d'adresser une parole d'accueil aux im-



MARCEAU LONG

migrés. L'approuvez-vous ?

« Il est sûr que le climat changerait si un tel discours était tenu. C'est une démarche nécessaire mais qui n'est pas facile à engager.

« En attendant, les étrangers en règle ne sont-ils pas les premières victimes de l'obsession des clandestins ?

« Les ministres prennent toujours soin de dissocier les clandestins des résidents réguliers. Mais personne ne peut distinguer au premier coup d'œil qui est clandestin et qui ne l'est pas. Dès lors, les immigrés perçoivent de l'hostilité partout, tandis que les accueillants ont tendance à voir des clandestins derrière chaque visage. Cette situation rend plus difficile notre travail de persuasion. Elle peut faire peser des soupçons sur des gens parfaitement réguliers et susciter des discriminations qui contrecarrent l'intégration. Nous l'avons constaté : s'il n'est commode pour personne d'obtenir un emploi ou un logement, c'est terriblement plus difficile quand on a la peau mate.

« Que proposez-vous pour lutter contre les discriminations ?

« C'est un domaine où les lois sont difficiles à appliquer, car on n'arrive presque jamais à apporter la preuve des faits discriminatoires. La tradition juridique fran-

çaise ne permet pas de renverser la charge de la preuve, comme c'est le cas dans d'autres pays. Il faut que ceux qui jugent utilisent les fautes d'indices et de présomptions.

« Le HCL ne pourrait-il pas être amené à jouer un rôle d'arbitre de l'égalité raciale à l'image des institutions existant dans les pays anglo-saxons ?

« Il s'agirait d'intervenir de façon moins rigide que le juge, par la médiation. C'est une voie possible qui suppose une révision de la mission et des structures du Haut Conseil.

« Le discours politique actuel oppose systématiquement le modèle républicain d'intégration au communautarisme anglo-saxon, alors que la France multiplie les mécanismes dérogatoires, comme l'enseignement des langues d'origine et les zones franches. La révérence républicaine ne masque-t-elle pas l'acceptation du fait communautaire ?

« L'opposition n'est pas aussi totale qu'on le dit. Etant moi-même issu d'une famille républicaine, je suis outré d'entendre à tout moment réduire la « tradition républicaine » à la stricte assimilation. C'est facile à dire après coup, une fois qu'on a réussi soi-même une assimilation brillante. La réalité n'a jamais été aussi simple. Dans ma jeunesse, j'ai vu arriver dans le Midi les Arméniens qui venaient de la charcuterie sur les marchés, je me rappelle des oisifs dédaigneux qui, en provençal, désignaient les ouvriers italiens et les camps où on a mis les Espagnols. Ces gens-là étaient en-

core loin de l'assimilation, par leur comportement comme, malheureusement, par la façon dont ils étaient traités. Le « modèle » français est beaucoup plus beau une fois reconstruit a posteriori que lorsqu'on le vit. Aujourd'hui, on ne voit plus que l'ascension sociale réussie ou oubliant qu'elle a pris beaucoup de temps. Regardez les monuments aux morts des guerres de 1870, de 1914, de 1939 et comparez l'origine des noms !

« Pour beaucoup de gens, vous êtes, en tant qu'ancien vice-président du Conseil d'État, l'homme qui a permis l'entrée des foulards islamiques dans les établissements scolaires. L'étiquette vous gêne-t-elle ?

« Je ne peux que regretter que le Conseil d'État, alors que je le présidais, ait dit que le droit de la République n'était pas menacé par le foulard islamique porté sans prosélytisme, dès lors que les élèves suivent tous les cours du programme. Cette conception de la liberté de conscience et des opinions « même religieuses » proclamée en 1789 est celle de la vision moderne de la laïcité, celle d'ailleurs de l'Europe qui nous entoure. J'espère que ces jeunes musulmanes sont aussi effrayées que moi du spectacle des femmes murées par les talibans, qu'elles sont horrifiées par cet intégrisme ! Je plains ces jeunes filles exclues et revoyées souvent aux influences les plus éloignées de notre conception de l'intégration. »

Propos recueillis par Philippe Bernard

La Belgique s'interroge sur le droit de vote des étrangers aux élections locales

BRUXELLES

de notre correspondant

Les obsèques de la petite Loubna Benaïssa, victime en 1992 d'un pédophile criminel, ont provoqué en Belgique un moment d'intense émotion populaire, à l'occasion duquel Belges et immigrés marocains se sont retrouvés côte à côte (Le Monde du 11 mars). Pour la première fois, la télévision retransmettait en direct une cérémonie à la grande mosquée de Bruxelles, et la sœur de Loubna, Nabila Benaïssa, devenue porte-parole de la famille, est apparue comme le symbole de ces immigrés musulmans bien intégrés sans pour autant abandonner leur identité.

Cette lycéenne porte le haïk et en est fière. « Mon voile, c'est ma liberté », écrit-elle dans un livre. Au nom de ma sœur, qui vient d'être publiée à Bruxelles. « Les gens confondent immigration et religion,

ajoute-t-elle. Mon voile parce qu'il est visible représente un frein à l'intégration pour les autres. Pour moi, c'est une option personnelle. (...) J'aime les gens qui montrent ce qu'ils sont, même s'ils sont différents, surtout s'ils sont différents. » Certains, comme le sociologue de l'Université libre de Bruxelles, Andrea Rea, comparent le drame vécu par cette famille marocaine à la catastrophe minière de Marcinelle en 1946. Elle avait fait prendre conscience à la population des liens qui s'étaient forgés avec les immigrés italiens, ces derniers étant très nombreux parmi les victimes.

La manifestation de solidarité vis-à-vis de Benaïssa a également permis de soulever plusieurs questions. Elle a fait apparaître qu'il n'était pas possible, pour un musulman de Belgique, de se faire enterrer dans un cimetière conformément aux règles de l'islam. Une

législation, qui date des combats pour la laïcité du début du siècle, interdit toute discrimination dans les cimetières en fonction de l'appartenance religieuse du défunt. Cette loi était destinée, à l'origine, à protéger les libres-penseurs contre l'Eglise catholique, maîtresse de la gestion des cimetières, qui contraignait les familles d'un défunt enterré civilement à ensevelir ce dernier dans la fosse commune.

Les usages musulmans rendent impossible la dispersion des tombes au milieu des autres, car tous les défunts doivent être enterrés la tête dirigée vers La Mecque. La coutume qui veut que le défunt musulman soit enseveli dans un simple linceul se heurte également à la réglementation belge qui exige un cercueil. Le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, a souhaité que les événements de ces der-

nières semaines « fassent avancer les choses » et que les autorités locales, responsables de la gestion des cimetières, prennent plus de compréhension vis-à-vis de demandes des associations islamiques.

SOUTIEN POPULAIRE

Autre sujet revenu à l'ordre du jour : celui du vote des étrangers. « Le débat sur le droit de vote aux élections communales des immigrés pourrait être envisagé », a déclaré M. Dehaene. Au début des années 80, la gauche, alors dans l'opposition, s'était montrée favorable à cette mesure. Revenue au pouvoir en alliance avec les chrétiens-sociaux, elle avait reculé en ne prenant plus position qu'en faveur du vote des ressortissants de l'Union européenne. La montée du parti xénophobe Vlaams Blok en Flandre avait mis en sommeil une

réforme qui n'était plus soutenue que par les écologistes.

Même l'accès des ressortissants de l'Union aux urnes municipales belges est une question épineuse, qui n'a pas été réglée par une nécessaire modification de la Constitution du royaume destinée à la mettre en conformité sur ce point avec le traité de Maastricht. Les partis flamands craignent en effet que le vote des étrangers ne conforte des majorités franco-phones dans les communes de la périphérie de Bruxelles situées sur le territoire de la Flandre. Le vote des ressortissants non européens, notamment à Bruxelles, où il est nombreux, serait aussi de nature à affaiblir le poids des Flamands. Leur intégration s'effectue en effet dans l'orbite francophone beaucoup plus que dans l'orbite flamande.

Aujourd'hui, les partis franco-

phones, y compris les libéraux jusque-là farouchement opposés au vote des immigrés, ne ferment plus totalement la porte à cette hypothèse, sur laquelle les partis flamands gardent un prudent silence. Jeudi 13 mars, le groupe socialiste à la Chambre des députés croyait avoir trouvé la solution-miracle, qui éviterait le périlleux détour par une réforme constitutionnelle : il suffirait d'accorder automatiquement la nationalité belge aux étrangers présents depuis plus de cinq ans sur le territoire national, à moins que ces derniers ne la refusent explicitement. L'éventualité de l'octroi du droit de vote local aux étrangers est plutôt populaire en Belgique, si l'on en croit un sondage publié par le quotidien *Dernière heure* : 50 % des personnes interrogées sont pour, 39 % contre.

Luc Rosenzweig

مكتبة الشامل

L'énigmatique affaire Turquin est examinée par la cour d'assises des Alpes-Maritimes

Charles-Edouard, huit ans, a-t-il été assassiné par son père, comme l'affirme sa mère ?

Un meurtre sans cadavre ; un couple de vétérinaires qui se déchire ; des aveux enregistrés sur cassette ; des témoins qui affirment avoir vu

l'enfant assassiné vivant en Israël : à partir du 17 mars, les jurés vont devoir se forger une conviction sur une véritable énigme judiciaire.

Jacques Peyrat, l'actuel maire de Nice, assurera la défense de Jean-Louis Turquin, le vétérinaire soupçonné du meurtre de son fils.

NICE
de notre envoyé spécial

C'est sur les fragiles indices d'un meurtre sans cadavre que les jurés de la cour d'assises des Alpes-Maritimes, appelés à siéger à Nice une semaine à partir du lundi 17 mars, devront se forger une intime conviction. Le vétérinaire niçois Jean-Louis Turquin, quarante-huit ans, est soupçonné d'avoir assassiné en mars 1991 son fils Charles-Edouard, alors âgé de huit ans, dont le corps n'a jamais été retrouvé.

L'accusation repose essentiellement sur des « aveux » du vétérinaire formulés lors d'une conversation avec sa femme, enregistrée à son insu par celle-ci, un mois et demi plus tard, à son cabinet. Le praticien, qui a effectué neuf mois de détention provisoire en 1991 avant d'être relâché et qui est défendu par M^{re} Jacques Peyrat, le maire (RPR) de Nice, ne nie pas les termes de la conversation - ce qu'il avait fait dans un premier temps - mais explique pour sa défense qu'il a tenu ces propos par provocation. Une thèse à laquelle les relations sombres et psychologiquement confuses des époux pourraient donner du crédit.

L'affaire remonte au 21 mars

1991. A 7 h 15, Jean-Louis Turquin téléphone au commissariat central de Nice pour signaler la disparition de son fils. La veille au soir, l'enfant s'est couché vers 21 heures. Père et fils occupent des lits jumeaux dans la même chambre de l'imposante bâtisse du quartier de Gairaut sur les hauteurs niçoises. Fugue ? Enlèvement ? La police s'interroge. L'enfant n'a rien emporté ; ni objet personnel ni vêtements. Les chiens policiers perdent sa trace à la sortie de la maison.

Les enquêteurs s'orientent rapidement vers la thèse d'un enlèvement familial et tentent de cerner la nature complexe des relations qui unissent les parents de l'enfant disparu. Au terme d'une lente désagrégation du couple, une procédure de divorce a été engagée par Michèle Turquin, elle aussi vétérinaire. Son mari a eu connaissance des liaisons extraconjugales de sa femme, et celle-ci, dès qu'elle a été enceinte en 1982, ne lui a pas caché ses doutes sur la paternité de Charles-Edouard. Elle souhaitait avorter. Il a insisté pour qu'elle garde l'enfant.

Jean-Louis Turquin est décrit comme un homme froid et autoritaire, dominé par l'ambition sociale. Ses discours sont perçus, dit-on, de relents extrémistes. Son

épouse présente les traits d'une personnalité névrotique (...) vivant dans les fantasmes.

Lorsqu'elle quitte le foyer conjugal en février 1991, celle-ci laisse Charles-Edouard à la garde de son père. Mais, malgré les relations adoucies de son épouse, Jean-Louis Turquin s'oppose au divorce et, pour que sa femme réintègre le domicile conjugal, tente d'organiser une curieuse rencontre en présence de ses amants. Il lui envoie également de nombreux courriers, allant jusqu'à fixer un ultimatum au 20 mars à minuit.

JEU DE RÔLE

Ouverte pour enlèvement, l'information judiciaire débouchera sur l'inculpation de Jean-Louis Turquin pour assassinat, après que sa femme ait informé le juge d'instruction François Brisseau que son mari lui avait avoué le meurtre de l'enfant. Saisissant son instance à vouloir la voir revenir au domicile conjugal, Michèle Turquin a interrogé le vétérinaire à plusieurs reprises et enregistré des conversations, notamment après avoir consenti à une nouvelle relation sexuelle avec lui.

Il est question une première fois d'enlèvement au Maroc, puis de

disparition. Charles-Edouard est traité de « parasite » pour le couple, de « bâtard juif, fils d'un marchand de poisson ». Enfin, Jean-Louis Turquin avoue qu'il a volontairement supprimé l'enfant et l'a enterré sur la commune de Lucéram, où habitait l'un des amants de sa femme. Selon les explications de Jean-Louis Turquin, qu'il a toujours maintenues après quatre longues confrontations, il se serait précipité, avec son épouse, à la suite d'un jeu de rôle visant à « lui dire ce qu'elle voulait entendre dans l'espoir de le reconquérir ». En 1991, cent cinquante personnes ont retourné les moindres arpent de Lucéram. En vain.

Prévu en 1994, le procès avait été retardé plusieurs mois après qu'un complément d'information eut été ordonné par le président de la cour d'assises et que des commissions rogatoires internationales eurent été délivrées afin d'interroger des témoins affirmant avoir vu Charles-Edouard en Israël. L'existence de ces témoins, qui n'ont donc pas modifié les termes du renvoi, avait été découverte par un détective privé qui avait été engagé par Jean-Louis Turquin.

Jean-Michel Dumay

La FEN joue la carte du syndicalisme interprofessionnel

EN VOTANT à 74,9 % la motion « Refonder notre syndicalisme », vendredi 14 mars à Rennes, en clôture de son 36^e congrès, la Fédération de l'éducation nationale a changé d'orientation : la FEN se recentre sur les questions d'éducation et affirme sa volonté de développer l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), qu'elle a contribué à créer en 1993, pour occuper le champ du syndicalisme interprofessionnel.

Cette stratégie était défendue par le nouveau secrétaire général, Jean-Paul Roux, un non-enseignant (Le Monde du 15 mars) avec le soutien du principal syndicat de la FEN. La résolution générale de fin de congrès a été votée à 98 %.

DÉPÊCHES

■ **POLICE** : à la suite de l'interdiction du syndicat Front national de la police (FNP), prononcée le 10 mars par le tribunal d'Evry (Le Monde du 12 mars), le ministère de l'Intérieur a adressé le 13 mars un télégramme à tous les services de police. Le FNP « ne peut plus bénéficier de l'application à son égard de l'exercice du droit syndical dans la fonction publique », ordonne ce document d'« application immédiate ». Sont notamment visés la tenue de réunions, l'affichage, les démarches pour activités syndicales, ainsi que l'accès aux écoles de police à l'occasion des journées d'information.

■ **ÉVASION** : un détenu de vingt-deux ans s'est évadé, dimanche 16 mars, à Marseille, du service des consignés de l'hôpital où il recevait des soins pour troubles respiratoires. Incarcéré à la maison d'arrêt des Baumettes pour tentative de meurtre et tentative d'évasion avec violence, le détenu a sauté par la fenêtre de sa chambre, située au 2^e étage, sous les yeux de ses deux gardiens. Les recherches sont restées infructueuses. Par ailleurs deux détenus de la prison de Bédénac (Charente-Maritime) se sont évadés dans la nuit de samedi à dimanche.

■ **EXPULSION** : une cinquantaine de militants de l'association Droit au logement (DAL) ont manifesté, samedi 15 mars, devant l'étude d'un huissier de Savigny-sur-Orge (Essonne), M^{re} Mouly, connu pour ses méthodes expéditives en matière d'expulsion. Durant l'été et l'automne 1996, l'huissier avait délogé manu militari plusieurs familles en situation de dettes locatives.

■ **JUSTICE** : Bernard Tapie a regagné la maison d'arrêt de Lymnes (Bouches-du-Rhône), dimanche 16 mars, peu avant 18 heures, après avoir bénéficié d'une permission exceptionnelle de deux jours afin de se rendre à Marseille auprès de son père. Il s'agissait de sa première permission depuis son incarcération.

■ **SÉISME** : un séisme d'une magnitude de 4,1 sur l'échelle ouverte de Richter a été ressenti samedi 15 mars après-midi en Martinique et en Guadeloupe. L'épicentre de ce séisme était situé entre les îles de Marie-Galante et de La Désirade, à 103 km au nord de la Martinique.

CARNET

DISPARITIONS

■ **VICTOR VASARELY**, peintre français d'origine hongroise, est mort à Paris, samedi 15 mars, des suites d'un cancer de la prostate, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. (Lire p. 26.)

NOMINATIONS

CULTURE
Bruno Racine, énarque et romancier, proche de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, a été nommé, à compter du 15 avril 1997 et pour trois ans, directeur de l'Académie de France à Rome (Villa Médicis), par un décret du président de la République paru au Journal officiel du 15 mars. Il remplace à ce poste le diplomate et écrivain, membre de l'Académie française, Jean-Pierre Angreny, nommé à la présidence de la Bibliothèque de France.

(Né le 17 décembre 1951, fils de Pierre Racine, conseiller d'Etat, Bruno Racine est ancien élève de l'ENA, agrégé de lettres classiques. En 1979, il entre à la Cour des comptes, où il est nommé conseiller référendaire en 1983, puis conseiller-maître en 1986. Il a été détaché pour être, notamment, chargé de mission auprès de Jacques Chirac, premier ministre, en 1986. Il a été également directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris de 1988 à 1993 et est président du conseil d'administration de l'Ensemble orchestral de Paris. En 1995, il devient chargé de mission auprès du premier ministre Alain Juppé, poste qu'il a déjà occupé auprès de ce dernier alors qu'il était ministre des affaires étrangères de 1993 à 1995. Bruno Racine a écrit trois romans, Le Gouverneur de Morée (Prix du premier roman en 1982), Terre de promesse et Au péril de la mer (prix des Deux-Magons en 1992).)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
Annie et Didier NETTRE
laissent à Priacilla
la joie d'annoncer la naissance de

Hadrien,
le 12 février 1997 à Paris.

Décès

— Montbéliard.
Les familles Tuerff, Jaquet,
ont le regret de faire part du décès de

M. Jean CRETIN,
survenu à Montbéliard, le 14 mars 1997,
dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques auront lieu mardi
18 mars, à 10 heures, au temple Saint-
Martin à Montbéliard, suivies de l'in-
humation au cimetière de Montbéliard.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

Aire urbaine Montbéliard,
Tél. : 03-81-94-98-74.

— Henri et Bernadette Barral,
ses enfants,
Antoine Barral, Anne Debaille et
André,
ses petits-enfants et arrière-petits-fils,
Bruno et Pierre Barral,
ses petits-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Marcel BARRAL,
inspecteur d'académie honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques,
médaille de la Jeunesse et des Sports,
officier du Mérite congolais.

survenu à Marseille, le 14 mars 1997, à
l'âge de quatre-vingt-huit ans, après une
maladie longue et une longue carrière en
France, en Egypte et en Afrique franco-
phone.

A cette occasion, ils souhaitent rappeler
le souvenir de

Josephine BOUSQUET,
son épouse, décédée à Montpellier, le
28 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans
l'intimité de la famille.

Venu du soir vers violentes
agonisantes brèves
Ma vie n'est plus que songe
et lointains souvenirs.
Marcel Vala.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
13, rue Monge,
34340 Marseillan.

— M. Jean Gallot, avocat honoraire,
son épouse,
M. et M^{re} Jérôme Monod,
Le professeur et M^{re} Denis Gallot,
M. et M^{re} Patrick Le Lorier,
M. Georges Touzeau
et M^{re} Geneviève Gallot,
ses enfants,
Et son arrière-petite-fille,
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de

M^{re} Jean GALLOT,
née Suzanne QUEUILLE,
survenue le 15 mars 1997, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 19 mars, à 17 h 15, en l'église
Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Tho-
mas-d'Aquin, Paris-7.
L'inhumation aura lieu le jeudi
20 mars, à Neuilly-d'Usses (Cotéz).

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, place du Palais-Bourbon,
75007 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

— M. et M^{re} Robert Mantienne,
M. et M^{re} Georges Dore,
ses enfants,
Éric et Marie-Georges Bousquet,
Frédéric et Chantal Mantienne,
Serge et Thani Mantienne,
Lucia Dore,
ses petits-enfants,
Georges-Henri, Olivier, Guillaume,
Louise, Elise, Éric, Julie,
ses arrière-petits-enfants,
font part du décès, le 10 mars 1997, dans
sa centième année de

M^{re} Henri DORE,
née Angèle-Marie BELLIER.

L'inhumation a eu lieu à Lourdes-Bar-
rouse (Hautes-Pyrénées), où elle a rejoint
son époux.

M. Henri DORE,
décédé le 28 avril 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Charles, Mirene, Patrick, Nicole
Arambourou,
leurs conjoints, leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de
leur mère, belle-mère, grand-mère,

Solange GROS de BELER,
à Pressac (Gironde), le 12 mars 1997.

Cérémonie dans l'intimité le lundi
17 mars.

† He who believes in Me,
even if he dies, shall Live.

M^{re} J.-J. Martin-Duray,
ses enfants,
ses petits-enfants,

font part avec émotion du rappel à Dieu de

M. John MARTIN,
officier britannique 1939-1946,
croix de guerre française avec palmes,
POG durant trente ans,
de Schweppes France,
médaille du Mérite agricole,

né à Weston-Super-Mare (Grande-
Bretagne), le 10 août 1917.

La cérémonie religieuse a été célébrée
dans l'intimité familiale.

Avenue de Fré 269, bte 12,
B-1180 Bruxelles.
Provisionnement :
Avenue Hoover 20,
B-1332 Genval.

CARNET DU MONDE
Enseignements :
01-42-17-29-34
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.
Tous numéros 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Communications diverses 110 F
Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses
sont facturées sur la base de
deux lignes. Les lignes en blanc
sont obligatoires et facturées.
Minimum 10 lignes.

— Nicolas et Martha Mathieu,
Frédérique Mathieu et François Chouet,
Aurore et Jean-Charles Willard,
Dario et Nicola Sterbini,
Sabine et Eric Giacinto,
ses enfants,
Emilie et Camille, Yuna, Stéphane et
Julie, Giulio, Raphaëlle et Emma,
ses petits-enfants,
Aline Corson, sa sœur,
Denise et Jean Haundisier
et leur famille,

ont la tristesse de faire part du décès de
Simonne MATHIEU,
née GONON,

le 15 mars 1997.

Elle s'est éteinte à la suite d'une mala-
die longue et difficile qu'elle a vécue avec
dignité, accompagnée dans tous ces mo-
ments par Jean MATHIEU (†), son mari.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 18 mars, à 14 h 45, en l'église
Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du
Docteur Roux, Paris-19^e, suivie de l'in-
humation au cimetière ancien de Colombes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

192, rue de Vaugrand,
75015 Paris.

— Louis Menard,
son mari,
Philippe et Louise Chaignoux,
Pierre, Marc et Luc,
François Menard,
ses enfants et petits-enfants,
Pierre Boyer,
Jean-Paul Boyer,
ses frères,
Les familles Menard et Boyer,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Jacqueline MENARD,
née BOYER,

survenue subitement à son domicile le
12 mars 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu mardi
18 mars, à 15 heures, au temple de Mar-
ty-le-Roi, 29, chemin des Maigres.

« C'en est la première fois,
qu'elle me fait de la peine. »

Remerciements

— Casablanca, Maroc.

La famille Mjid
remercie tous ceux qui se sont associés à
leur deuil après le décès de leur cher

Karim MJID,
disparu dans la fleur de l'âge le 11 janvier
1997, à Casablanca.

Anniversaires de décès

— In memoriam
Léon CELLIER
18 mars 1976.

— Il y a cinq ans disparaissait
André DUVAL.

Ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

Il y a cinq ans.

Pierre MUSSO
28 mars 1971 - 18 mars 1992.

« Take a ride in the sky,
on our ship fantasy
All your dreams will come true,
right away »
E.W.&F.

Nominations

— Toutes nos félicitations à
S. Exc. M. Mario DE BENEDETTI.

À l'occasion de sa nomination comme pre-
mier ambassadeur extraordinaire et pléni-
potentiaire de la République de Saint-Marin
auprès de l'Etat d'Israël.

Jérusalem, le 18 mars 1997/9 Védar
5757.

Tables rondes

A l'occasion de la Journée mondiale de
la francophonie, l'Aspe (Asso-
ciation des professeurs de l'Enseigne-
ment supérieur et de la recherche) propose :

● 19 mars : « La mondialisation : résis-
ter et inventer », avec Bernard Cassen,
Philippe Engelhard, Elie Cohen, Viviane
Forsner et Michel Guilla, à partir de
14 h 30, suivi de la remise du prix El Fasi,
prix francophone de la recherche, dans le
grand salon de la Sorbonne, 47, rue des
Écoles, Paris-5^e.

● 20 mars : « Informations et intermédi-
ation francophones : médiation uni-
verselle et université virtuelle », de
9 heures à 17 heures, dans le petit auditoi-
rum de la BNF (inscriptions obliga-
toires).

● 20 mars : « Mondialisation, forma-
tion professionnelle, médiation de de-
main », de 9 h 30 à 17 heures, au CNAM,
amphithéâtre A, 292, rue Saint-Martin,
Paris-3^e.

Renseignements : 01-44-41-18-18,
Aspe@Univ, 4, place de la Sorbonne,
Paris-5^e.

Communications diverses

— Mercredi 19 mars 1997, à 20 h 30,
rencontre avec S.E. Mohamed Berrada,
ambassadeur du royaume du Maroc à
Paris, sur le thème « Le défi européen du
Maroc aujourd'hui », PAF, au Centre
communal de Paris, 5, rue de Roche-
chouart, 75009 Paris ; Métro : Cadet. Ré-
servations au 01-49-95-95-92.

Soutenances de thèse

— Université Paris-IV-Sorbonne, UFR
de littérature comparée, samedi 22 mars,
14 h 30, salle 120 bis : « La poésie de
l'extase et le pouvoir chamanique du
langage », par M. Stéphane LABAT, sous
la direction de M. le professeur Pierre
Brunel.

— Philippe Postel soutiendra sa thèse
de doctorat en littérature comparée :
« Victor Segalen et le mouvement
chinois, étude de Chine. La Grande Sta-
tue », le lundi 24 mars 1997, à
14 heures, dans la salle des Actes de l'uni-
versité de la Sorbonne-Paris-IV, devant un
jury composé de M. Brunel, directeur, de
M^{re} Blanchot et Dérive, et de
MM. Bouillier, Cheng et Moura.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL
DE PHILOSOPHIE

● Séminaires
Danielle COHEN-LEVINAS : « De la re-
présentation musicale », 25 mars,
18 heures-20 heures, amph. B, carré des
Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Eric ALLIEZ : « De la philosophie fran-
çaise contemporaine », 25 mars, 18 h 30-
20 h 30, avec la participation de François
EWALD, salle RC3, université Paris-VII,
2, place Jussieu, Paris.

Barbara CASSIN, Jean-François COUR-
TINE, Alain DE LIBERA : « Ce que les
philosophes disent de leur langage »,
dans le cadre de ce séminaire : 20 mars ;
François CREPON : « Deux figures de la
langue maternelle : Fichte et Nietzsche »
et 21 mars ; Jean-François COURTINE :
« Dire-mourir. Du grec à l'allemand, se-
lon Heidegger », 20 heures-22 heures,
amph. B, carré des Sciences, 1, rue Des-
cartes, Paris.

Olivier LECOUR-GRANDMAISON :
« Sur la haine : pouvoirs éthiques et
politiques de la détestation. Avec Spino-
za », 20 mars, 3 avril, 18 h 30-20 h 30,
salle RC3, université Paris-VII, 2, place
Jussieu, Paris.

Bernardo CORRERA, Stéphane
DOUAILLER, Eric LECERF, Georges
NAVET, Etienne TASSIN, Patrick
VERMEEREN : « Les dialogues philoso-
phiques », dans le cadre de ces ren-
contres : Osvaldo GUARIGLIA :
« Éthique et vérité », 24 mars, 18 h 30-
21 heures, Maison de l'Amérique latine,
217, bd Saint-Germain, Paris.

Michèle SINAPI : « Dispositifs institu-
tionnels, « scénarios » récurrents »,
dans le cadre de ce séminaire : François
DUROUX : « Le mauvais objet chez Spi-
noza », 25 mars, 20 heures-22 heures,
amph. A, carré des Sciences, 1, rue Des-
cartes, Paris.

François BALMES : « Du Père à
l'Autre, Dieu dans la psychana-
lyse (II) », 25 mars, 10 h 30-12 h 30, am-
ph. A, carré des Sciences, 1, rue Des-
cartes, Paris.

Sylvie DREYFUS : « Ejaen et limite
d'une lecture spinoziste de la théorie
des pulsions », 25 mars, 22 avril, 20 h 15-
22 heures, salle Jean-XXIII, USC,
18, rue de Varenne, Paris.

François AFFERGAN : « Anthropologie :
Comment refonder ? » Dans le cadre de
ce séminaire, intervention de Bernard
VALADE : « L'événement : entre sens et
non-sens », 28 mars, 18 heures-20 heures,
amph. A, carré des Sciences, 1, rue Des-
cartes, Paris.

● Samedi autour d'un livre
Le jardin, art et lieu de mémoire, de
Philippe NYS et Monique MOSSER,
avec J.-P. Ainoine, M. Collot, F. Ducros,
M. Mosser, P. Nys, 22 mars, 9 h 30-
12 h 30, amph. Stourdzé, carré des
Sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Col-
lège est libre et gratuit dans la limite
des places disponibles. Renseigne-
ments sur salles, répondre : 01-44-41-
46-85. Autres renseignements : 01-44-
41-46-80.

Nos abonnés et nos actionnaires
bénéficient d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
soit pris de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

سكافان الدول

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997

TRANSPORTS Les tout premiers préparatifs ont commencé autour du petit village de Beauvilliers (Eure-et-Loir), au cœur de la Beauce, dans la perspective de

l'éventuelle construction d'un troisième aéroport du Bassin parisien : les 3 450 hectares qui accueilleraient les infrastructures ont été délimités, les quatre pistes de

4 000 mètres, dessinées. La zone de bruit serait de 37 kilomètres sur 6 et toucherait 3 000 habitants. ● LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR a déjà lancé un schéma d'aménagement et

d'urbanisme (SDAU), mais les habitants et de nombreux élus mettent en doute la viabilité de ce projet, situé à plus de 80 kilomètres de Paris. ● A ROISSY-CHARLES-DE-

GAULLE, la perspective de deux nouvelles pistes réservées à l'atterrissage - qui devraient être autorisées dans les jours à venir - suscite à la fois craintes et espoirs.

L'incertitude règne autour du troisième aéroport du Bassin parisien

Comment faire face à l'augmentation du trafic aérien ? Deux nouvelles pistes devraient être construites au nord de Paris, à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Au sud-ouest, à Beauvilliers, les Beaucerons s'interrogent sur la pertinence d'une plate-forme si excentrée

BEAUVILLIERS

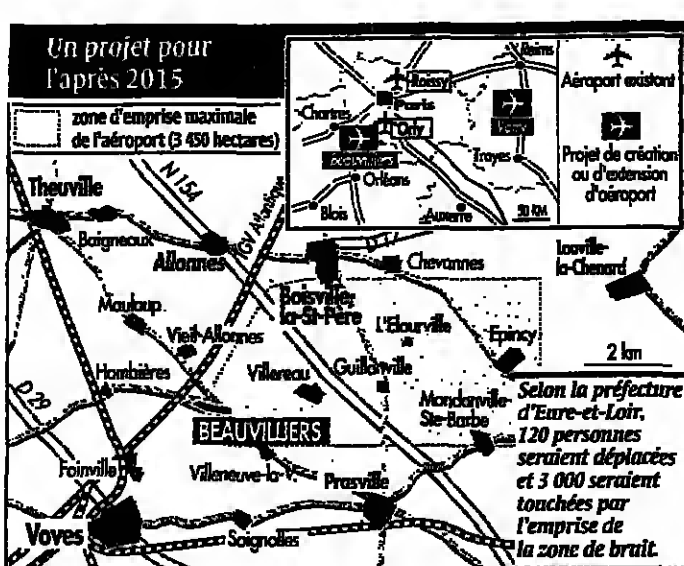
de notre envoyé spécial
Pour l'heure, autour de Beauvilliers, le vol des corbeaux sur les blés en herbe n'est troublé, sporadiquement, que par le grondement des TGV, flèches d'argent laissant dans leur sillage une impression de vide. Dans les rues du village de 214 habitants, aux murs barbouillés de « non » vengeurs et où flottent les chiffons noirs - de deuil ou de révolte ? -, la vie semble déjà s'être retirée. Impression fautive, car, si l'école a été fermée, certains retours au pays, quelques installations de rurbains « rêveurs » des villes nouvelles, ont ramené des familles dont les enfants sont scolarisés à 3 kilomètres, à Voves, le chef-lieu de canton, son supermarché, sa piscine. Pour le cinéma et le supplément d'âme, il faut aller à Chartres, dont les églises, verticales comme des doigts, pointent à 20 kilomètres. Le spectre d'un aéroport plane comme une menace insidieuse au-dessus de ce village de 214 habitants, il faut imaginer, à Beauvilliers, Eure-et-Loir, une voix suave susurrant : « Départ à destination de Los Angeles, embarquement immédiat... »

Le plus troublant dans ce vrai-faux projet d'un troisième aéroport parisien, c'est qu'on ne sait pas si l'on doit en parler au futur ou au conditionnel. L'échéance, en tout état de cause, devrait être postérieure à 2015. En Beauce, on ne vit donc pas avec un projet mais avec une « précau-

tion », selon l'expression du préfet d'Eure-et-Loir, Pierre Mongin, qui applique cette stratégie à long terme en lançant un schéma d'aménagement et d'urbanisme (Sdau), en mettant en place un observatoire foncier et en s'apprêtant à signer un arrêté lui permettant de surseoir à la délivrance de permis de construire litigieux. « Il s'agit d'éviter la spéculation, d'interdire le mitage de la Beauce et la floraison de lotissements », explique-t-il. Ainsi, en délimitant en février les 3 450 hectares qui accueilleraient les infrastructures, a-t-on dessiné les quatre pistes de 4 000 mètres, orientées est-ouest. On sait désormais que la zone de bruit, de 37 kilomètres sur 6, toucherait 3 000 habitants, que 120 devraient être déplacés et trois hameaux - Epigny, Mondoville, Villeveau - rattachés.

UNE CHANCE HISTORIQUE

Le plus impatient à l'égard de cette « précaution » est Maurice Doussset, député (UDF-PR) d'Eure-et-Loir depuis 1973 et président de la région Centre. Pour ce notable discret, le troisième aéroport est le dossier de sa vie. Sans jouer au visionnaire, il se vante d'avoir porté l'idée qui avait « germé dans [sa] petite caboché ». Heureuse coïncidence : parallèlement, la mission d'étude conduite par Jacques Douffiaques, ancien ministre des transports (et ancien maire d'Orléans), a placé l'Eure-et-Loir en tête de ses préférences, devant la Picardie et la Haute-Normandie. Plus



curieusement, en mars 1996, aucun des sept sites présélectionnés ne sera finalement retenu : ce sera un huitième, Beauvilliers, sorti du chapeau trois mois plus tôt et qui offrirait l'avantage d'éviter le survol de Chartres.

Soutenu par un lobby actif depuis la chambre de commerce et d'industrie, M. Doussset ne se cache pas de faire le « forcing » : « L'annonce d'un projet d'aéroport au futur schéma national d'aménagement du territoire - confirmée au Monde par le cabinet

du ministre de l'équipement et des transports ? » « Je suis un du type, rappelle cet ancien agriculteur qui joue contre ses amis cédulaires. Ça va me coûter des voix, car mes électeurs sont plutôt contre... » Le député, qui, en 1998, devrait affronter une candidature des Verts, appuyée par le PS, se flatte d'être soutenu, pour l'aéroport, par Jean-Pierre Sueur et Jack Lang, maires (PS) d'Orléans et de Blois. Selon lui, « l'aéroport est une chance historique pour développer l'économie, rééquilibrer l'aménagement du territoire vers l'ouest et affirmer notre positionnement sur l'arc atlantique ».

Mais il faudrait que le développement profite aussi au sud de la région et ne s'opère pas seulement, comme le craignent les opposants, entre la Beauce et Paris, favorisant du même coup l'extension de la banlieue parisienne (Le Monde du 8 mars).

Si les conseillers généraux ont voté pour le principe de l'implantation d'un aéroport dès octobre 1995, les maires du secteur sont opposés à un projet qui « dénaturerait » leurs communes. La plupart sont pourtant assez pragmatiques, ou opportunistes, pour pratiquer une opposition feutrée. Philippe Goussu, maire de Boisville-la-Saint-Père, 650 habitants, n'est pas de ceux-là, qui s'est exprimé clairement en adhésant au collectif contre l'aéroport. « Bien sûr, la densité de population est ici une des plus faibles de la région, et techniquement, le choix n'est guère critique, même si perdre de la si belle terre est un déchirement, mais on court à l'échec... »

INACCEPTABLE

Dans sa ferme close sur elle-même, où travaillaient naguère une douzaine de personnes, M. Goussu est aujourd'hui seul avec son épouse pour exploiter 120 hectares à l'aide d'une moissonneuse-batteuse à air conditionné, très représentative de la mutation de la région. La commune a cessé de se dépeupler, mais il ne reste plus qu'une boulangerie et le Café des Sports. Pour autant,

M. Goussu ne veut pas se laisser éblouir par le mirage aéroportuaire : « On nous raconte des histoires sur les possibilités de desserte. Par le TGV, avec un décrochement de la ligne existante, il faudrait non pas vingt-cinq minutes, mais au moins trente-cinq depuis la gare Montparnasse. En voiture, même avec une autoroute bissectrice de l'A10 et de l'A11, on mettrait entre une heure et une heure trente depuis la porte de Paris. Quant au taxi, la course coûterait entre 500 et 800 francs ! »

André Renaud, président de Beauvilliers Beauce sans avions (BBSA), principale association d'opposition, mène bravement un combat qu'il sait être celui du pot de terre : « Nous ne sommes pas opposés au progrès : pour le passage du TGV, nous avons accepté un remembrement, mais cette nouvelle ruine de notre cadre de vie est inacceptable parce que inutile. A plus de 90 kilomètres de Paris, Beauvilliers serait l'aéroport le plus éloigné du monde, et quand on voit la faillite de Montréal-Mirabel, situé à 60 kilomètres de la capitale du Québec, on peut craindre le pire... » De fait, comme le note le conseil économique et social de la région, « les compagnies aériennes n'envisagent pas de déplacer leurs activités vers un troisième aéroport, ni la viabilité d'une plate-forme passe par l'existence d'un hub de correspondance », tel que celui d'Air France à Charles-de-Gaulle.

R. B.

Turbulences autour des deux nouvelles pistes de Roissy

LA TENSION autour de l'aéroport de Roissy-CDG remonte, à l'approche de la date prévue, fin mars, pour la déclaration d'utilité publique (DUP) sur la construction de deux nouvelles pistes, redoutées par quelque 350 000 riverains. Cent cinquante associations sont regroupées au sein de deux collectifs, l'Association de défense du Val-d'Oise contre les nuisances aériennes de Roissy (Advar) et Val-d'Oise-Environnement, qui ont déjà annoncé leurs recours devant le Conseil d'Etat contre le futur décret. Ils réclament aussi l'arrêt des vols de nuit et la limitation, voire la réduction, des mouvements d'avions, de l'ordre de 360 000 par an aujourd'hui. « On veut nous faire croire que nous ne subirons pas plus de nuisances sous prétexte que les deux nouvelles pistes seront plus courtes, ne serviront qu'à l'atterrissage et qu'elles seront construites plus à l'est. Or, l'objectif est de passer à 550 000 mouvements d'avions par an : comment imaginer qu'il y aura moins de bruit ? », souligne René Le Mée, président de Val-d'Oise-Environnement.

L'enquête publique avait donné lieu à un rapport favorable, sous réserve de quatre clauses : la réalisation de nouvelles mesures de bruit pour différencier les nuisances diurnes et nocturnes ; la création d'un office indépendant chargé de contrôler l'application des seuils de nuisance et des trajectoires ; la rédaction d'une charte et la conclusion avec le personnel navigant d'un code de bonne conduite. Quatre mois après, aucune de ces clauses n'a encore été satisfaite. Outre ce constat, les riverains font valoir que la concentration de vols à Roissy est incompatible avec la continuation de l'urbanisation du secteur.

NUISANCES

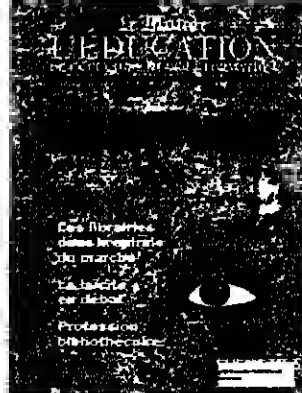
Or, hasard du calendrier, le Syndicat intercommunal d'étude et de programmation de l'est du Val-d'Oise (Sievo), regroupant treize communes méconnaissantes de subir les nuisances de l'aéroport sans en retirer de bénéfice - dont Sarcelles, Goussainville, Gonesse, Villiers-le-Bel - doit se prononcer, le 20 mars, sur le schéma d'aménagement local qui prévoit, d'ici 2015, que la population passe de 139 000

habitants à 237 000 et le nombre d'emplois de 62 200 à 98 000.

La réalité n'est pourtant guère prometteuse. La plate-forme offre 8 000 emplois aux habitants du Sievo et son extension n'est même plus perçue comme une garantie : « On nous a souvent expliqué qu'un million de passagers en plus entraînerait la création de 1 000 emplois directs et 1 000 indirects, explique Jean-Pierre Blazy, maire (PS) de Gonesse. En 1996, il y a eu deux millions de passagers en plus : où sont les 2 000 emplois directs supplémentaires ? » Face à une opinion publique très sensibilisée aux problèmes de cadre de vie, les élus du Sievo ont du mal à faire passer des projets d'urbanisme, datant certains sont situés à l'intérieur du « plan de gênes sonores ».

Frédérique Lombard

● Jean Lacouture, Les signes et le chant ● Clarisse Herrenschnid, Sur le seuil de l'invisible ● Louis-Jean Calvet, Du calame au clavier ● Alain Bentolila, L'illettrisme, antisocial ● Retrouver les traces originelles : rencontre Lacouture-Chaillou ● La syntaxe des arts : Laurent Bayle, Pascal Bonitzer, Laurence Louppe, Yasmina Reza ● Pierre Boncenne, l'écrivain et la société ● Ricardo Mantecón, Un sang d'encre ● Laurent Zecchini, Le rêve américain ● Jean-Luc Clouard, Mission (presque) impossible ● Pierre Georges, Chronique oblique ● Le péché originel, par Nicolas Truong ● Le sabre et le goupillon, par Marc Dupuis ● Le sens et l'initiation d'abord et Cent fois sur le métier, par Fabrice Hervieu ● La « mauvaise » main, par Caroline Helffer ● L'irruption de



l'air dans l'écrit, par Pascal Casanueva ● Écrit vain, par Marc Dupuis ● La liberté au pied de la lettre, par Céline Abdeslam et Marc Dupuis ● Nouveaux droits pour nouveaux auteurs, par Anne Andreu ● Michel Pignatelli, Signe des temps.

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi :

● Michel Serres, Hermès enseignant ● Jean-Michel Gaillard, CAP : le mariage difficile de l'éducation et du travail ● Michel Polac, Pêril en la demeure ● Baptiste-Marrey, Le libraire et l'utopie ● La laïcité en débat, avec Claude Dagens, Dick Howard, Guy Raffi...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Ecrire la décentralisation dans le ciel

« LE MOMENT VENU ». Dans le communiqué du conseil des ministres annonçant, en juin 1996, le choix du site de Beauvilliers (Eure-et-Loir) pour accueillir le troisième

ANALYSE

Il s'agit de redéployer une partie du trafic sur les grands aéroports régionaux

aéroport de la région parisienne, ces trois petits mots font toute la différence, entre un projet et une simple possibilité.

Malgré la croisade menée par Maurice Doussset, le président (UDF-PR) de la région et les membres de l'Association pour l'implantation en région Centre du nouvel aéroport de Paris (Aircap), dans l'ordre des priorités, pour la « mission d'étude de la desserte aéroportuaire du grand Bassin parisien »,

dite mission Douffiaques, et plus encore pour la Datar (délégation à l'aménagement du territoire), la réservation d'un site ne constitue qu'« une mesure de sauvegarde pour un avenir ouvert ». Elle arrive en quatrième position, dans les recommandations destinées à assurer qu'« une desserte satisfaisante » de l'agglomération parisienne - au bord de l'asphyxie avec près de 60 millions de passagers en 1996 (+7,4 % par rapport à 1995) et 600 000 mouvements d'avions (+9 %) - articulée autour de trois priorités.

Le développement « concerté et modéré » de Roissy, selon « la solution du moindre impact sonore » avec doublement et décalage vers l'est des pistes actuelles, arrive nettement en tête de ces priorités. Vient ensuite le desserrement partiel du trafic (court-courrier et affaires) sur d'autres plates-formes franciliennes, mais aussi le « redéploiement dans une perspective intermodale sur les grandes plates-formes de province, et notamment Lyon-Satolas, Lille-Lesquin et, le cas échéant, Nantes-Notre-Dame-des-Landes, d'une partie significative du trafic moyen et long-courrier non contraint par un passage obligé à Paris ».

La première mesure est en cours de réalisation : d'ici à avril, le gouvernement devrait donner le feu vert à l'extension de Roissy - avec deux nouvelles pistes, réservées à l'atterrissage. Cette extension pro-

voque de vives réactions des riverains et des élus. Mais elle était inscrite dans la logique de construction de l'aéroport, censé faire face à la demande jusqu'à l'horizon 2020. La deuxième mesure, moins décisive, doit faire l'objet d'études. Déjà, pour le fret, des potentialités de desserrement sont mises en œuvre, notamment autour de l'Europe de Vauvre-en-Champagne (Mame).

TOUJOURS PLUS

C'est sans doute dans la troisième des recommandations que réside une alternative, audacieuse, à la logique du « toujours plus » qui prévaut dans les esprits franciliens : il s'agit de donner leur chance aux grands aéroports régionaux, et notamment à Lyon-Satolas - qui plane à moins de 5 millions de passagers/an dans l'attente de sa deuxième piste -, en leur permettant de dépasser le seuil critique au-delà duquel un aéroport devient une vraie plate-forme internationale. A défaut d'envisager immédiatement des « hubs » (centres de regroupement et d'éclatement), on pourrait s'efforcer de drainer vers eux les clientèles de l'intérieur : qu'attendent pour donner enfin son sens à la somptueuse et inutile gare TGV de Satolas, qui pourrait irriguer l'aéroport depuis la Bourgogne et la vallée du Rhône, la Franche-Comté, voire les marches de l'Auvergne ? Il est indéniable qu'avec 245 000

mouvements d'avions en 1996, pour 250 000 autorisés, Ory est virtuellement saturé ; et que, sans ses deux pistes supplémentaires, Roissy connaîtrait le même sort d'ici peu. On ne peut contester qu'à eux tous les aéroports « millionnaires » de Nice, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Bâle-Mulhouse, Strasbourg, Montpellier et Nantes totalisent à peine plus de la moitié du trafic passagers des aéroports parisiens. Il faut prendre en considération la délégalisation, la libéralisation imminente de l'espace européen et une politique de l'office qui est aussi celle du gaspillage, aboutissant à des taux d'emport (nombre de passagers par avion) de plus en plus faibles.

Pourtant, tenir compte de la conjoncture (sans la considérer forcément comme une fatalité) ne revient pas à se laisser aller aux effets d'annonce déstabilisants. Gouverner, c'est prévoir, c'est aussi voir loin et ailleurs qu'à sa porte. Avant de construire Beauvilliers, il conviendrait donc de tout mettre en œuvre, sur l'ensemble du territoire aéroportuaire, pour organiser une montée en puissance équilibrée vers la façade atlantique et les autres horizons aériens. C'est la chance, peut-être unique, d'une décentralisation qui s'inscrirait dans les faits et s'écrirait dans le ciel.

Robert Belleret

La fiscalité parisienne devrait augmenter de 4,5 % en 1997

TEL qu'il sera soumis au vote du Conseil de Paris, les 24 et 25 mars, le projet de budget de Jean Tiberi prévoit une augmentation de 4,5 % de la taxe d'habitation dans la capitale. Lors du débat sur les orientations budgétaires, le 20 janvier, le maire (RPR) de Paris avait annoncé une augmentation inférieure à 5 %. En dépit de cette augmentation, le budget de Paris, ville et département confondus, passe en dessous des 33 milliards de francs, alors qu'il avait atteint 33,5 milliards en 1996.

Les services financiers de la ville prévoient en effet un essouffissement des recettes, lié au ralentissement de l'activité économique. Les droits de mutation, liés aux transactions immobilières, ont certes enregistré une reprise fin 1996, mais celle-ci demande à être confirmée. Aussi la

ville n'en attend-elle que 1,5 milliard en 1997, soit 21 % de moins que ce qu'elle avait prévu l'année dernière. Les produits tels que la taxe sur l'énergie électrique, les redevances des sociétés d'économie mixte de construction, devraient, selon les prévisions, régresser de 2,5 %. En revanche, le produit de la taxe professionnelle pourrait progresser, sous réserve de la confirmation d'une légère reprise économique.

Face à cette érosion, M. Tiberi annonce « une maîtrise de la dépense », illustrée par la faible progression (+1,4 %) des dépenses de fonctionnement. « Cette augmentation est d'autant plus modérée qu'elle intègre une progression de 2,75 % des charges de personnel, une croissance de 8 % des charges de la dette et une augmentation de 4,4 %

des dépenses d'aide sociale », précise M. Tiberi.

Un des points-clés du budget de Paris est l'endettement, que l'opposition ne manquera pas de dénoncer. Des choix seront faits dans les investissements, au profit des équipements de proximité (petite enfance, affaires scolaires), afin de limiter les besoins d'emprunt à 3,15 milliards en 1997, contre 3,55 milliards en 1996. Les priorités affichées par le maire restent l'emploi et le développement économique (+18 %), l'environnement, le logement (3 milliards) y sont compris et l'action sociale qui, avec 7,5 milliards, représente plus de 28 % des dépenses de fonctionnement de la ville et du département.

P. S.

سكولان الـ ٢٠٢١

HORIZONS

REPORTAGE

Les silences de Vitrolles

LA FRANCE DU FRONT

Enquête en quatre épisodes sur une résistible ascension

Demain : Vitrolles, les colères en solitaire

FINALEMENT, une femme a dit à sa voisine, en étendant son linge dans le jardin : « Mon mari et moi, nous avons voté Miegret. Voilà, on ne veut pas en parler, on n'en parlera plus. »

La voisine était « scie » : les deux femmes sont amies, elles se rendent service. Les deux couples s'invitent parfois à l'appartement. Les voisines se voient encore, évitent de prononcer certains mots. Elles habitent la zone pavillonnaire des petites classes moyennes, sous la falaise orangée de Vitrolles.

Plus loin, au milieu de la cité des Pins, les adultes entrent et sortent de l'antenne emploi. Au deuxième étage, ils attendent debout, plusieurs heures devant le bureau des conseillers de l'ANPE. Personne ne se parle, personne ne se regarde. Nathalie, vingt-sept ans, finit par lâcher : « Mais pourquoi ils nous donnent tous rendez-vous à la même heure ? » Personne ne répond. La jeune femme vit seule avec sa fille. « Je me prive de tout, rien n'est superflu. Ma voiture me lâche et je suis foutue. » A côté, une grosse dame attend pour un stage-conversion « dans le nettoyage, l'entretien, quelque chose quoi... ». Elle habite tout près du nœud autoroutier et des complexes commerciaux, qui ont fait de Vitrolles le vaste supermarché de la région. « Nous, quand on y va, on ne peut que regarder », dit la dame.

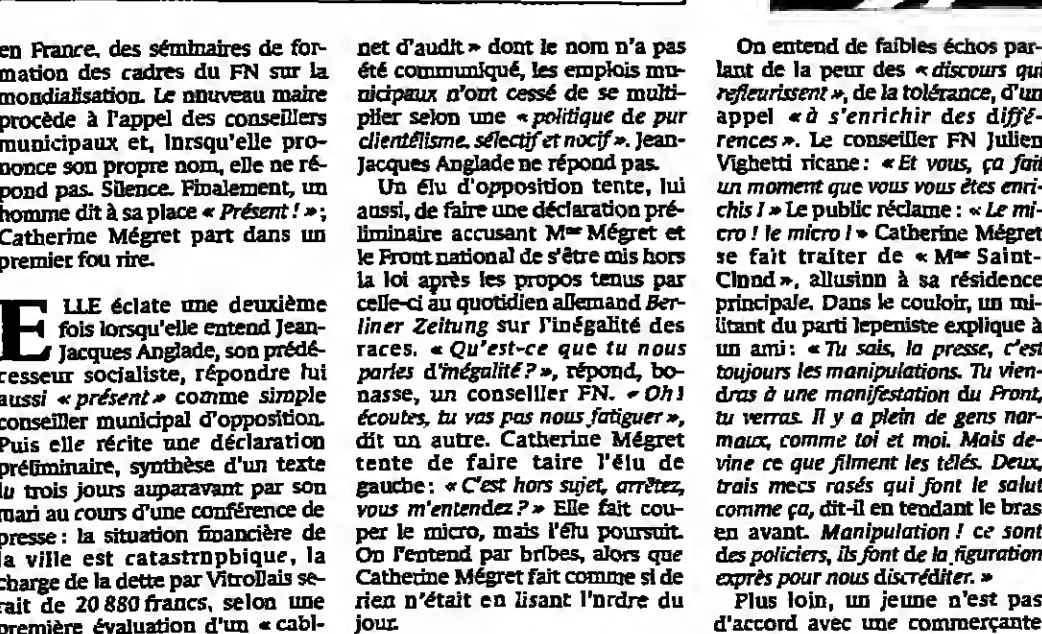
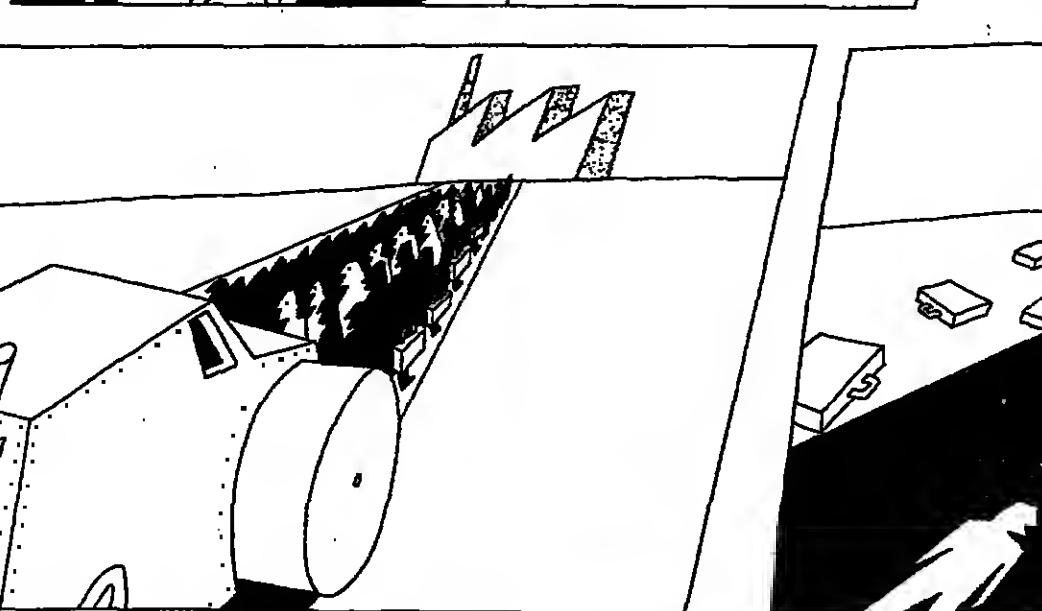
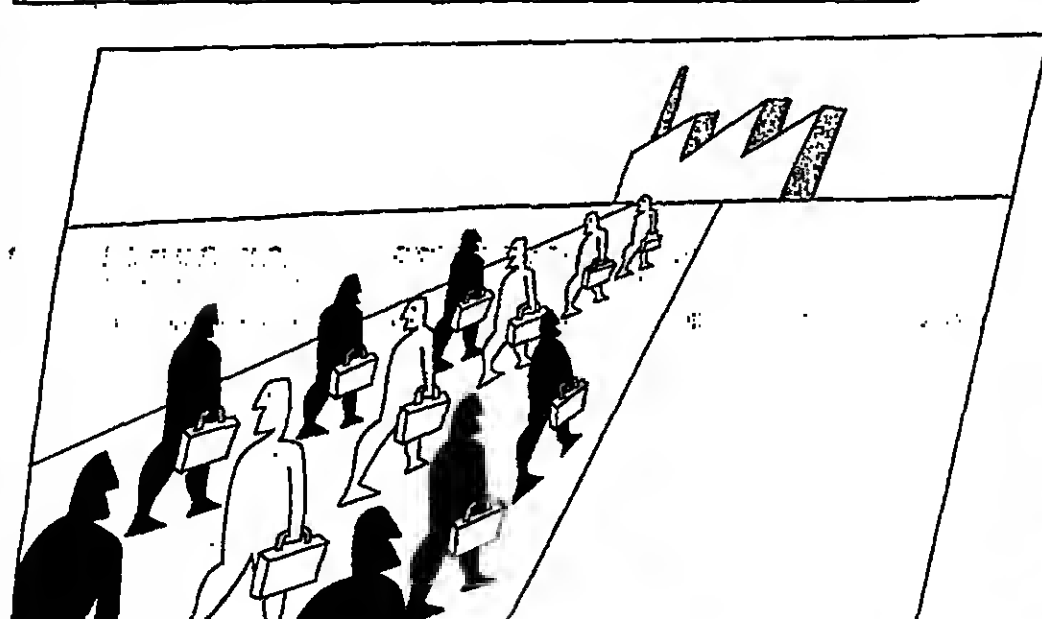
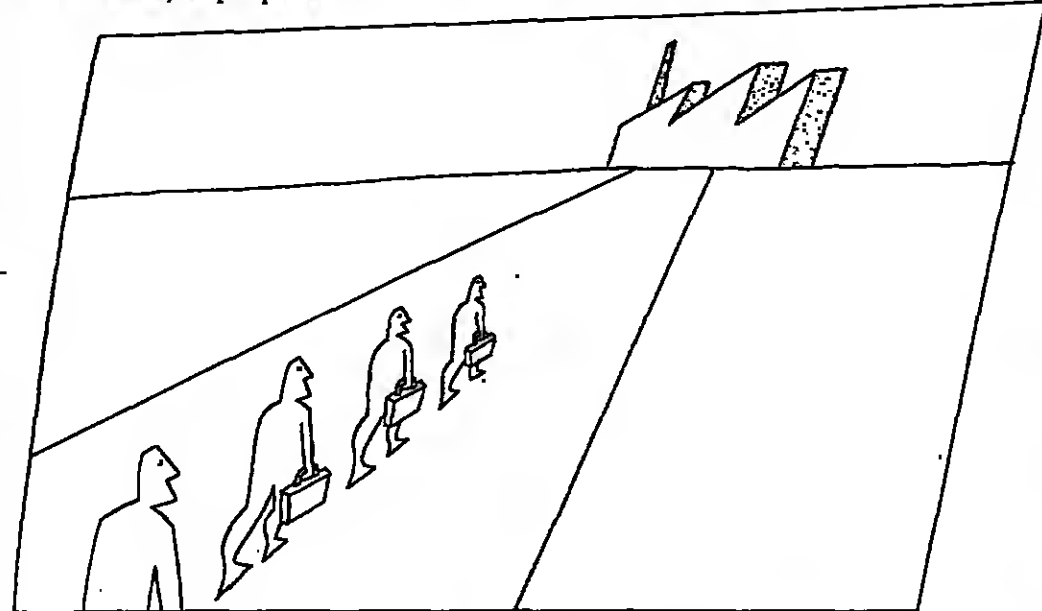
Nathalie, avec son diplôme d'éducateur sportif, enchaine les stages, les formations. « Les hommes politiques, faudrait les mettre un mois dans notre situation pour qu'ils voient. Je suis sûre qu'ils ne tiendraient pas. » Elle regarde par terre en faisant « nou » de la tête comme s'il n'y avait plus rien à attendre. « Quand ils parlent, j'ai envie de les tuer », lâche-t-elle. Elle ne dit pas pour qui elle a voté, les dimanches 2 et 9 février, aux élections municipales de Vitrolles. Elle a voté.

Le même jour, on est plutôt d'humeur guillerette de l'autre côté de la zone industrielle qui sépare Vitrolles de Maignane. La ville, tombée aux mains du Front national en 1995, accueille A. D. G., auteur de romans noirs et un rédacteur en chef du journal *Présent* pour une conférence sur le polar à la bibliothèque municipale. « Nous aussi, nous sommes les fils de la mémoire », clame le journaliste d'extrême droite. « Nous avons des choses à dire sur tout, la BD, la cuisine, une écoute particulière de la musique, sur tout. » Les deux hommes sont d'une grande courtoisie, proposent de donner les livres qu'ils ont apportés avec eux. « Regardez, la Vie durable, un polar écrit par quatre gauchistes, pas intéressant du tout ; une certaine approche de la réalité, des problèmes du petit peuple, c'est bien. » Un hommage est rendu à Jean-Patrick Manchette, « gauchiste, lui aussi, mais un vrai écrivain, il y avait quelque chose de pertinent dans la dénonciation d'une certaine police ». Jean Vautrin, c'est bien, « mais on sent déjà le bourgeois qui n'a pas vécu la vie des HLM de l'intérieur ». Didier Daeninckx, « c'est nul, mal écrit, ses romans se présentent comme des objets de lutte contre le fascisme avec des accents circonflexes, contre le nazisme avec des accents aigus », poursuit le conférencier en insistant sur les adjectifs pour essayer de faire rire la salle.

« Il n'y a pas plus d'intelligence chez un intellectuel à la chemise blanche que chez un ouvrier fraiseur, en bleu de travail », lâchent les deux hommes en dénonçant pêle-mêle la trahison des clercs, la société marchande qui « paupérise », les journaux devenus des « supports publicitaires ». Ils sont chaleureusement applaudis. La conférence n'a pas réuni grand monde : le maire, Daniel Simonpieri et ses conseillers municipaux, quelques retraités et des militants anti-FN qui tentent de croiser le fer. « Leur offensive culturelle est gratinée, mais ici la population s'en fait complètement », raconte l'un

de ces militants, à la fois rassuré et inquiet. Pendant la conférence, on a ironisé sur l'inspecteur Maigret et « l'autre Miegret, né de la fécondation in Vitrolles ». Plus que jamais, Vitrolles et Maignane forment un même ensemble. A elles deux, ces villes abritent l'une des plus grandes zones industrielles d'Europe. Par l'aéroport et le carrefour autoroutier, elles sont au cœur des passages, des échanges. Au bord de la route.

Pour son deuxième conseil municipal, Catherine Miegret entre dans la salle, radieuse, entourée de deux gardes du corps et copieusement huée par un public d'opposants. Quelques militants du Front national ont osé venir, assis au premier rang. Bruno Miegret est absent. Il anime, un peu partout



en France, des séminaires de formation des cadres du FN sur la mondialisation. Le nouveau maire procède à l'appel des conseillers municipaux et, lorsqu'elle prononce son propre nom, elle ne répond pas. Silence. Finalement, un homme dit à sa place « Présent ! » ; Catherine Miegret part dans un premier fou rire.

ELLE éclate une deuxième fois lorsqu'elle entend Jean-Jacques Anglade, son prédécesseur socialiste, répondre lui aussi « présent » comme simple conseiller municipal d'opposition. Puis elle récite une déclaration préliminaire, synthèse d'un texte lu trois jours auparavant par son mari au cours d'une conférence de presse : la situation financière de la ville est catastrophique, la charge de la dette par Vitrollois serait de 20 880 francs, selon une première évaluation d'un « cabi-

net d'audit » dont le nom n'a pas été communiqué, les emplois municipaux n'ont cessé de se multiplier selon une « politique de pur clientélisme, sélectif et nocif ». Jean-Jacques Anglade ne répond pas. Un élu d'opposition tente, lui aussi, de faire une déclaration préliminaire accusant M^{me} Miegret et le Front national de s'être mis hors la loi après les propos tenus par celle-ci au quotidien allemand *Berliner Zeitung* sur l'inégalité des races. « Qu'est-ce que tu nous parles d'inégalité ? », répond, bonasse, un conseiller FN. « Oh ! écoutes, tu vas pas nous fatiguer », dit un autre. Catherine Miegret tente de faire taire l'élu de gauche : « C'est hors sujet, arrêtez, vous m'entendez ? » Elle fait couper le micro, mais l'élu poursuit. On l'entend par bribes, alors que Catherine Miegret fait comme si de rien n'était en lisant l'ordre du jour.

On entend de faibles échos parlant de la peur des « discours qui réveilleraient », de la tolérance, d'un appel « à s'enrichir des différences ». Le conseiller FN Julien Vighetti ricane : « Et vous, ça fait un moment que vous vous êtes enrichis ! » Le public réclame : « Le micro ! le micro ! » Catherine Miegret se fait traiter de « M^{me} Saint-Cloud », allusion à sa résidence principale. Dans le couloir, un militant du parti léniniste explique à un ami : « Tu sais, la presse, c'est toujours les manipulations. Tu viendras à une manifestation du Front, tu verras. Il y a plein de gens normaux, comme toi et moi. Mais devine ce que filment les idées. Deux, trois mecs rasés qui font le salut comme ça, dit-il en tendant le bras en avant. Manipulation ! ce sont des policiers, ils font de la figuration exprès pour nous discréditer. »

Plus loin, un jeune n'est pas d'accord avec une commerçante

ruinée. « Oh, et puis je vous ai vue, vous étiez à un meeting de Le Pen », tente de conclure le jeune. Le visage de la dame s'affole, dit « non, non », puis se rassaisit. « Dites-moi, j'aimerais bien voir vos papiers d'identité, d'abord », lui lance-t-elle. Le jeune homme s'esclaffe. La dame cherche du regard une complicité, s'arrête sur un policier municipal, lui prend le coude : « Monsieur, monsieur, il dit que je suis allée à un meeting de Le Pen, demandez-lui ses papiers. »

A l'intérieur de la salle du conseil municipal, un élu d'opposition s'inquiète de la récente intention de Bruno Miegret de remplacer les éducateurs de rue par des policiers. Catherine Miegret l'interrompt immédiatement, en colère : « Monsieur, il n'est pas là pour vous répondre, je vous prie de ne pas citer mon mari quand il est absent. » Silence gêné de certains adjoints. Le conseiller d'opposition n'a pas de mal à rétorquer « à madame le maire » que, même s'il avait été présent, il n'aurait pas eu le droit à la parole puisque seuls les élus peuvent s'exprimer lors d'un conseil municipal.

Pendant la séance, un petit vieux, conseiller FN, lance des boulettes en papier à son collègue d'en face — on lui suggère d'arrêter. Un autre dit, à voix basse : « Prends ça dans le cul », à un élu de l'opposition. Un adjoint FN réplique à dix reprises, « supplément » au lieu de « suppléant » en dépliant les bulletins de vote qui désignent les membres des commissions. Un autre, enfin, soupire en sortant du conseil municipal : « C'est long. Ça deviendra intéressant quand on aura l'audimat définitif », confie-t-il en voulant parler de l'« audit ». Catherine Miegret, elle, reste, la plupart du temps, silencieuse.

Quand une question lui est posée, elle se tourne vers ses adjoints et « laisse la parole à un spécialiste ». La salle se moque. L'ancien maire aussi. Hubert Fayard a la réplique facile pour calmer l'opposition. « Dites donc, monsieur Anglade, votre Espace de fonction, à en croire les factures de mairie, elle était glorieuse. 230 livres aux cent. Pas mal ! » Jean-Jacques Anglade ne répond pas. Celui-ci garde le silence « jusqu'au 31 mars », déclare-t-il lacuniquement à la presse. Le silence, c'est ce qui caractérise Vitrolles aujourd'hui. Le silence, et les regards qui fuient.

Ce qui est frappant quand on visite Vitrolles, c'est l'accumulation des murs, des allées, des culs-de-sac. « Même quand on y habite, on

s'y perd. Tu vas dans un quartier, tu ne retrouves jamais ta voiture, tout se ressemble, il n'y a pas de repères », raconte une habitante. La population a triplé en vingt ans, passant de 12 000 à 39 000 habitants. La ville s'est étirée sur une dizaine de kilomètres le long d'une quatre voies. Les cités ont grandi comme des champignons à la queue leu leu et l'on bascule d'une seconde à l'autre d'architecture en architecture comme dans une foire-exposition.

On a bâti, c'est sûr. Des lycées, des collèges, des maisons de quartier, des salles omnisports, des piscines et même des antennes « de proximité » — dont l'une d'elles s'appelle « l'antenne François-Mitterrand » — quand on a réalisé après l'élection municipale de 1995 et une percée du FN à 42 % qu'il existait effectivement un « problème humain ». On a bâti, toujours. Même si le mirage vitrollois s'éloignait et la crise rattrapait ceux qui croyaient y échapper, on a fait comme avant. Une salle de spectacle, le « stadium », étonnant cube de béton fraîchement construit, s'élève au-dessus de la poussière sur une ancienne décharge publique à la périphérie. Pour l'instant, elle n'a fonctionné que pour trois concerts. La ville est équipée.

PARFOIS, quand on circule sur la route en voiture, on se retrouve sans y prendre garde sur le parking d'un supermarché. La chaussée s'est confondue avec le bitume commercial. Là, les pancartes de signalisation départementale indiquent les directions « officielles » : les villes, un lycée, un service public, mais aussi, sans aucune différence, Ikea et d'autres commerces privés. Parfois, quand on déjeune sur la terrasse du snack du centre-ville — en réalité, une galerie marchande aménagée autour d'un « bunker » marron, la maïde —, on se rappelle qu'on est filmé : les caméras de vidéosurveillance, installées par le maire socialiste, sont là. « Avec le Front national derrière les écrans, je le dis pas », préfère en rire une cliente. Plus loin, au café-PMU, des lycéennes ajoutent au slogan : « Vitrolles, première ville sportive... première ville fasciste. »

Elles ont hâte du résultat, mais ne déçoilent pas contre « les ennemis qui sont, comme par hasard, toujours des Arabes ». Kamel, lui, a décidé de ne plus adresser la parole aux « fachos ». Sa voisine, dans l'ascenseur, s'en est aperçue : « Tiens, c'est nouveau, les Arabes

« Leur offensive culturelle est gratinée, mais ici la population s'en fout complètement », raconte un militant anti-FN, à la fois rassuré et inquiet

ne répondent pas, maintenant, quand on dit bonsoir ! », s'est-elle exclamée. Kamel est sorti, il a bloqué trois minutes l'ascenseur en tournant sa clé. « Elle a crié. Moi, je suis né ici. Elle, elle vient d'arriver. » Patrice, lui, au chômage, se sent « comme les autres » : découragé, l'envie de rien, sinon de rentrer dans son appartement, de « mettre dans la même merde que la Gonne tous ceux qui sont éparpillés », une baine, « la vraie haine, l'isolement dans la tête, tu luttas contre la tête, tu veux t'enfermer, t'en veux au monde entier, à la vie ». Il dit que c'est ça Vitrolles aujourd'hui, « on le remarque même dans l'air, dans le silence ». Il se demande s'il ne faudrait pas « défoncer les portes des maisons et des appartements. Les gens se mettraient à parler. »

Dominique Le Guilledoux
Dessin de Sergueï

مكتبة الشامل

Théodore Monod, directeur du laboratoire d'ichtyologie au Muséum national d'histoire naturelle

« Face à la montée des menaces, il faudrait que l'homme s'hominise »

Le célèbre naturaliste, infatigable nomade et ardent protestant, se définit comme un « espérant » dont les convictions ne sont pas encore réalisées

« Vous fêterez le 9 avril vos quatre-vingt-cinq ans. Trois quarts de siècle après votre premier voyage saharien, vous venez d'arpenter de nouveau le désert, dans un but précis. Lequel ? »

« Je suis allé au Tibesti, en compagnie d'un cinéaste belge, Maximilien Dauber, pour essayer de retrouver une plante dont nous ne possédons qu'un seul exemplaire. Une plante d'un type et d'un genre nouveaux que j'ai baptisée « d'après mon nom » - la « *monodiella fleucosa* ». Je l'avais découverte en mars 1940 - j'étais caporal-chef - au cours d'une escapade dans l'extrême sud de la Libye. La plante, une gentianacée, se trouvait dans une source, Ain Gongom. Elle vivait sous la protection d'une couverture de fougères. J'en avais ramassé un seul exemplaire, ignorant qu'elle était si intéressante. On ne l'avait jamais dessinée, jamais disséquée. Comme on ne peut pas massacrer l'unique type que l'on possède, conservé dans l'herbier national du Muséum, pour connaître cette plante, il faut retourner sur place en recueillir d'autres exemplaires. Ce que j'ai essayé de faire une première fois en 1995, mais à cause des mines sur la piste, je suis rentré bredouille. »

« En novembre dernier, j'ai repris ma quête du Graal botanique, en passant par le Tchad. J'ai retrouvé l'emplacement de la source, mais il n'y avait plus de source. Elle avait séché. Et il n'y avait rien qui ne ressemblât à ma plante. Mais je retourne en novembre, cette fois dans l'Ennedi, où se trouvent des fougères. Et peut-être ma plante. Il faut absolument y aller voir. On ne peut pas laisser les choses comme ça. »

« Vous êtes sûr que cette plante existe encore dans ces régions ? »

« Bien sûr. Il n'y a pas d'exemple dans le monde d'une plante unique. Vous savez, beaucoup de gens pensent qu'il est devenu inutile de récolter des plantes, des insectes ou des crustacés. Ils croient que tout est connu. Mais ce n'est pas vrai du tout. C'est vrai pour les gros animaux. On ne va pas découvrir une espèce nouvelle de girafe ou de baeline. Mais pour les petits êtres vivants, on découvre chaque année des centaines d'espèces nouvelles. »

« En plus, on exploite maintenant de nouveaux milieux biologiques, comme, par exemple, les faunes souterraines ou cavernicoles. Pourtant, certains savants, comme les grands maîtres de la biologie moléculaire, pensent que le temps des naturalistes appartient au passé, le temps de ces gens - comme moi - qui cherchaient, qui cherchaient... D'ailleurs, en France, la systématique n'est plus enseignée. Des mots aussi fondamentaux que « botanique » ou « zoologie » ont maintenant disparu totalement du vocabulaire universitaire et même académique. A l'Académie des sciences, nous n'avons plus de section botanique ni de section zoologie. A la place, on a trouvé un mot un peu pédant, j'appartiens mainte-



Dessin Patrick Lestienne

nant à la « section biologie animale et végétale ».

« Vous revenez du désert toujours aussi émerveillé. Jusqu'à quand céderez-vous à l'appel de ses sables ? »

« Ça n'a rien de mystique ni de mystérieux. J'y retourne parce que j'ai quelque chose à y faire. J'y vais pour des raisons précises, pour essayer d'accroître, si peu que ce soit, le volume de mes connaissances. Je suis d'une curiosité telle que je cherche toujours à apaiser mon appétit de savoir. »

« Il est vrai qu'enfant, déjà, vous vous irritiez lorsque les adultes ne donnaient pas de réponses satisfaisantes à vos questions. »

« Je me suis même fait mettre à la porte d'une école maternelle, parce que je prétendais en savoir plus que la maîtresse. Ce qui était probablement vrai d'ailleurs. »

« Que vous ont apporté ces navigations au long cours dans le désert ? »

« IL EST LE DERNIER - et le plus célèbre - des grands naturalistes du siècle. Un siècle qu'il a traversé avec une curiosité intacte, entre cette Afrique des déserts, dont il fut l'infatigable arpenteur, et « le pays des tables et des chaises », plus précisément le laboratoire d'ichtyologie du Muséum d'histoire naturelle, son « travailleur » qu'il dirige depuis plus de cinquante ans et où il poursuit, notamment, de longues recherches sur les poissons-perroquets. Scientifique polyvalent - géologue, géographe, botaniste, zoologiste, archéologue -, Théodore Monod a trouvé dans l'océan des sables, depuis sa première méharée mauritanienne en 1923, de quoi satisfaire son immense appétit de savoir. Le désert fut aussi pour lui un « paysage intérieur », une magnifique école de patience et d'humilité, où il put pratiquer cette « révérence devant la vie » chère à Albert Schweitzer. Fervent croyant dans l'unité du cosmos, il aime citer le vers d'un



THÉODORE MONOD

Le dernier grand savant-voyageur

poète anglais, « Celui qui cueille une fleur dérange une étoile », et celui de Victor Hugo, « Qui oserait prétendre que le parfum de l'aubépine est indifférent aux constellations ? ».

« Violentement non violent » depuis toujours, il a participé à tous les combats pacifistes, notamment antinucléaires. Ardent protestant, descendant d'une longue lignée de pasteurs, chrétien engagé dans son temps, il voudrait que ses frères en religion observent, enfin, la parole de l'Evangile. Ecrivain, il a rédigé des centaines d'articles scientifiques et une vingtaine de livres parmi lesquels : *Méharées* (1937), *Le désert* (1947), *L'Émergence des Garamantes* (L'Harmattan 1984, Actes Sud 1992), *Méharée au désert* (Actes Sud 1995). Il faut lire aussi sa remarquable biographie : *Monsieur Monod*, par Nicole Vray (Actes Sud 1994).

J.-P. L.

Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier

Makoto Utsumi, professeur à l'université de Keio, à Tokyo

« L'euro favorisera la stabilité du système monétaire international »

Pour cet ancien vice-ministre des finances pour les affaires extérieures, le yen doit éviter de devenir une « simple devise locale »

« Les Américains s'inquiètent de l'état de santé, défallant, de l'économie japonaise et de la multiplication des faillites bancaires sur l'archipel. Ils craignent un effet de contagion sur les Etats-Unis et l'Europe. Le Japon est-il très malade ? »

« Le corps n'est pas malade, le cerveau sans doute. Il souffre d'une névrose, d'une crise profonde de confiance de la part des dirigeants, des chefs d'entreprise et des investisseurs. Cette crise a de multiples raisons. Les grands groupes, les institutions financières, en particulier, sont paralysés après les souffrances qu'ils ont dû endurer avec la chute des prix de l'immobilier et de la Bourse. Leurs réserves financières sont désormais proches de zéro. Les PME sont, quant à elles, très affectées par la déréglation et l'écroulement des relations avec les *keiretsu* (les conglomérats japonais). Les

PME ne jouent plus ainsi le rôle de précurseurs qu'elles avaient dans les cycles de reprise précédents. »

« Finalement, tout le monde dans le secteur privé attend que l'Etat relance, par des baisses d'impôts ou par un plan de stimulation. Or, l'Etat n'en a plus les moyens. Notre déficit est, par rapport au produit intérieur brut, proche de celui atteint en Italie. Si nous étions dans l'Union européenne, nous ne pourrions pas satisfaire les critères de Maastricht. »

« La baisse du yen doit alder à la reprise. Ne risque-t-elle pas d'ébranler néanmoins le système financier japonais, toujours fragile ? »

« Le Japon n'a aucune raison de s'alarmer d'une baisse excessive du yen. Au contraire. Les effets sur notre économie sont clairement positifs. Autour de 120 yens le dollar, la parité entre les deux mon-

naies est revenue à celle que nous avions lorsque Bill Clinton est arrivé à la Maison Blanche, en 1992. L'administration américaine est aujourd'hui favorable à un dollar fort. C'est pour elle l'assurance de taux faibles et d'une inflation contenue. Bien sûr, cela peut poser des problèmes à leurs entreprises exportatrices. Ils peuvent juger qu'à 120 yens, le dollar a déjà trop monté. Ce n'est en tout cas pas notre problème. »

« Pour le Japon, un yen excessivement faible n'est pas bon. Mais je crois qu'actuellement les médias japonais ont tort de s'en inquiéter. Il y a en fait déjà les signes d'une reprise. Elle sera confirmée lorsque la confiance, notamment à l'égard de la Bourse, sera revenue. »

« Comment la perspective de l'euro est-elle accueillie à Tokyo ? »

« C'est une décision politique très

importante, une décision que nous respectons. Elle aura pour le Japon des conséquences positives. J'y vois un très grand avantage. L'euro peut devenir une devise-clé concurrente du dollar sur le marché des changes. Elle favorisera une plus grande stabilité du système monétaire international. »

« Pour l'instant, certains disent que nous sommes dans un monde tripolaire, organisé autour du dollar, du deutschemark et du yen. Ce n'est pas vrai. Il n'y a en réalité qu'une seule devise-clé, le dollar. Les Américains peuvent faire ce qu'ils veulent - jouer brutalement le dollar à la baisse ou se désintéresser de sa valeur. Quand l'euro existait, cela ne sera plus possible. Ils ne pourront plus avoir cette négligence qu'ils ont parfois affichée à l'égard de la valeur de leur monnaie. Avec l'euro, et nous pensons qu'il verra le jour le 1^{er} janvier 1999,

il y aura deux devises-clés. Le risque pour le Japon est que le yen soit alors ravalé au rang d'une simple monnaie locale. Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, souhaite promouvoir le yen comme une troisième devise-clé. Il a préparé des mesures destinées à internationaliser l'usage du yen, avec la dérégulation des marchés financiers notamment. C'est l'objet des quatre projets de loi qu'il a fait adopter, la semaine dernière, par le gouvernement. »

« Le yen devrait devenir la devise de la zone asiatique ? »

« Un Etat ne peut pas obliger ni les autres pays ni les entreprises à utiliser sa monnaie comme devise internationale. Ce que nous pouvons faire, c'est lever les obstacles qui les en empêchent. Sans prétendre à la création d'une zone yen, c'est l'objectif de notre premier ministre. »

« Le yuan, la monnaie chinoise, ne pourrait-il pas prétendre à ce statut aussi ? »

« Pour les années à venir, je ne le crois pas. »

« Vous évoquez une plus grande stabilité des changes. »

« L'euro est un pas qui pourrait conduire à une réforme plus générale du système monétaire international. On peut imaginer, autour des trois grandes devises (le dollar, l'euro et le yen) un système plus stable. Le temps viendra où l'on pourra discuter sur ce que pourrait être la stabilité entre nos trois monnaies. Nous y aurons tous intérêt. »

« Quelle échéance ? »

« Après le lancement de l'euro. Au début du siècle prochain peut-être. »

Propos recueillis par Erik Izraelwicz

مكتبة الشمل

La coiteuse inertie de l'Ex

La coûteuse inertie de l'Europe en Albanie

COMME un mauvais film qui repasse, l'attitude des Européens à propos de l'Albanie nous ramène quelques années en arrière, à la veille du conflit en Yougoslavie. Pendant l'été 1991, quand l'armée fédérale yougoslave, à dominante serbe, entreprit de réduire par la force les indépendances slovène et croate, la communauté internationale afficha sa perplexité. Elle feignit de ne pas croire à l'éclatement de la fédération, lança des appels à la modération, donna la priorité à une solution « politique », écarta pendant des mois l'idée d'envoyer une force d'interposition qui aurait au moins limité les exactions et soulagé les souffrances des populations civiles. Les « experts » affirmaient qu'il aurait fallu plus de 300 000 hommes pour rétablir la paix. L'Europe ferma les yeux sur les risques d'extension du conflit. Que serait-elle allée faire dans cette galère alors qu'elle était divisée sur les solutions à proposer ?

Faute de vouloir risquer la vie de leurs soldats pour une cause incertaine, les États européens expédièrent en Yougoslavie, en juillet 1991, des « observateurs » désarmés – dans tous les sens du terme – ironiquement surnommés « les marchands de glaces » à cause de leurs blouses blanches. Le groupe d'experts dépêchés par l'Union européenne à Tirana pour évaluer la nécessité d'y envoyer une mission militaire et civile, préleva à l'éventuel déploiement d'une force de police internationale, fait penser à ces « marchands de glaces ». Même les regrets affichés ici ou là que l'Union européenne n'ait pas encore de politique extérieure et de sécurité commune rappellent de fâcheux précédents.

L'Albanie n'est certes pas la Yougoslavie, comme l'a justement déclaré le chancelier Kohl. La crise albanaise ne ressemble à aucune autre. Les comparaisons avec la Bosnie, les analyses sur le post-communisme, voire les références à l'« homme soviétique » ne rendent pas compte d'une révolte qui tarde à se donner des chefs. Les interlocuteurs font défaut, les solutions négociées sont improbables, les structures pour les mettre en œuvre inexistantes. L'Albanie n'est même pas la Somalie, où la communauté internationale s'était au moins donnée pour but de séparer des chefs de clans qui se prenaient pour des seigneurs de la guerre.

LA HANTISE DE L'ENGRENAGE
Sans doute les dirigeants de l'Union européenne ont-ils quelques raisons de se montrer prudents, de ne pas vouloir se lancer dans ce que le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a appelé « une aventure ». Ils sont comptables de la vie de leurs concitoyens, y compris de leurs soldats, qu'ils ne sauraient engager à la légère. S'ils le faisaient, ceux-là mêmes qui critiquent leur pusillanimité, seraient les premiers à le leur reprocher.

Avant d'envoyer une force d'interposition, ils doivent avoir la réponse à des questions simples : avec qui ? où ? comment ? pour quoi faire ? pour combien de temps ? C'est ce que les Américains appellent une « exit strategy », une stratégie de sortie. Les États-Unis ont tenté de la mettre en œuvre en Bosnie en limitant strictement la présence de leurs troupes, mais l'expérience prouve que les délais ne peuvent pas toujours être respectés sans risquer de faire sombrer l'ensemble de l'entreprise. Cette hantise de l'engrenage explique aussi que les hommes d'État hésitent à s'engager dans un processus qu'ils craignent ne pas pouvoir contrôler.

Il n'en reste pas moins que les discours sur les responsabilités de l'Europe, la diplomatie préventive, la défense européenne, la volonté de s'émanciper de la tutelle américaine, etc., ont quelque chose de désolant, comme si les hommes d'État étaient pris de paralysie quand il s'agit de passer de la théorie à la pratique, comme si la crise du moment était toujours prématurée par rapport à l'avancement de la réflexion.

Les palinodies à propos de l'Albanie n'ajoutent pas à la crédibilité de l'Union européenne et donnent aux négociations de la conférence intergouvernementale sur la réforme de Maastricht un caractère irréaliste.

Contrairement à ce que déclarent certains responsables pour justifier l'attentisme, les chancelleries ne sont pas aussi démunies. « Nous devons agir sur trois fronts », explique un diplomate français : envoyer une force de police pour aider à rétablir

l'ordre ; apporter une aide d'urgence et dégager des fonds pour compenser, ne serait-ce qu'en partie, les pertes subies par les Albanais dans l'écroulement des « pyramides financières ». Ce sont aussi les conclusions que Franz Vranitsky, mandaté par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), avait tirées de ses entretiens vider avec le nouveau premier ministre albanaise et les représentants des insurgés du Sud. L'ancien chancelier autrichien avait saisi à la fois l'urgence de la situation et la relative modicité des moyens à mettre en œuvre. Il était tellement conscient de l'inertie des procédures internationales habituelles qu'il proposait la formation d'une « coalition de volontaires ». Les pays agissants auraient pu le faire dans le cadre de l'OSCE, sans attendre un mandat formel de l'ONU, de l'OSCE ou de l'Union européenne, puisque toutes les parties plus ou moins représentatives de l'Albanie le demandaient.

L'ÉPREUVE DES FAITS

On n'a pas manqué de brocarder les organisations internationales, et l'ONU entre autres, pour la lenteur de leurs décisions. Franz Vranitsky, qui ne saurait être soupçonné d'être un va-t-en guerre ou de nourrir quelque nostalgie pour les splendeurs passées de l'Autriche impériale, suggère un moyen de passer outre. Les Européens ne l'ont pas saisi. Ils ne sont plus divisés, comme en 1991, ni par des analyses divergentes de la situation dans les Balkans, ni par des solidarités historiques opposées, ni par des intérêts

contradictoires. Ils n'ont pas de peine à se mettre d'accord sur la gravité de la crise et s'ils se gardent de trop parler des risques de débordements sur le Kosovo et surtout la Macédoine, c'est pour conjurer le mauvais sort. Seuls les pays qui sont en première ligne, comme l'Italie et la Grèce, font pression pour une action immédiate, mais leurs partenaires les soupçonnent de nourrir quelques arrière-pensées.

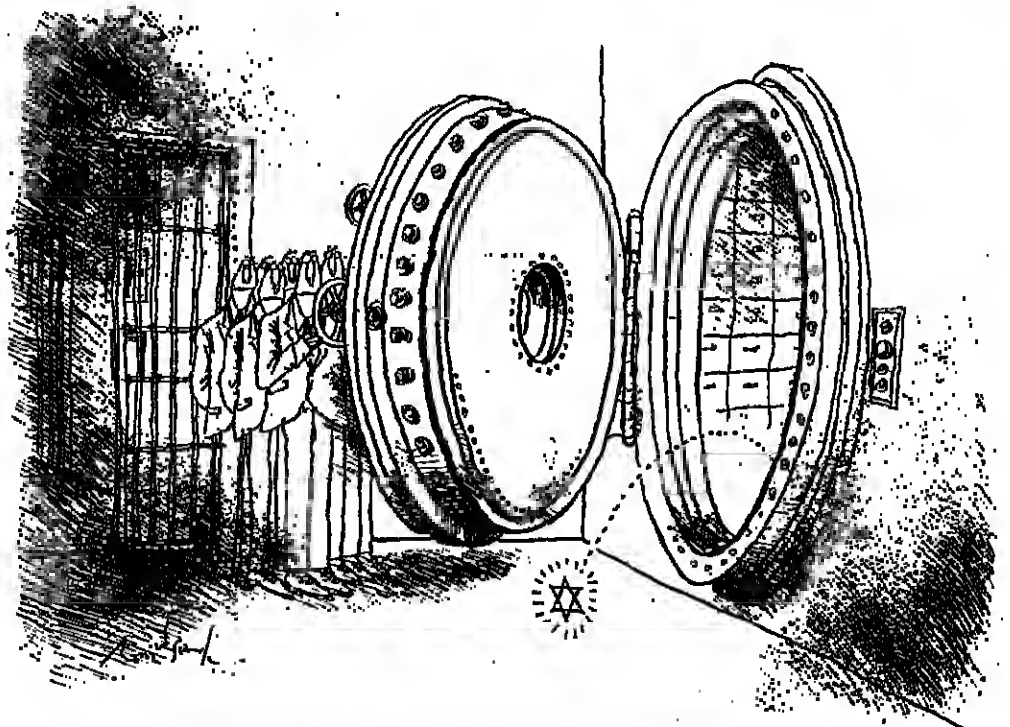
L'attentisme général tient à l'absence de volonté politique partagée par les quinze qui leur fait toujours rechercher le plus petit dénominateur commun. Dans les négociations de la CIG, les Français et les Allemands ont proposé de sortir de cette impasse par la création de « coopérations renforcées » pour des actions communes spécifiques. Sur le papier, l'idée est séduisante. À l'épreuve des faits – la crise albanaise est révélatrice – elle risque fort de n'être pas plus efficace.

Affrontés à des crises économiques et sociales, obnubilés par la préparation de la monnaie unique, soumis à une opinion publique versatile qui oscille entre l'indignation et l'indifférence, les responsables politiques européens se raccrochent à l'espoir que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, avec un minimum d'implication, et que si ce n'est pas le cas il sera toujours temps de réagir.

Il semble avoir oublié une des grandes leçons de la Bosnie : plus l'intervention est tardive, plus son coût est élevé.

Daniel Vernet

Et hop ! par Ronald Searle



Un nouvel élan pour les droits des femmes

LONGTEMPS considérés comme acquis, souvent ignorés, parfois même méprisés, les droits des femmes redevenaient l'objet de toutes les attentions. Par trois fois en moins d'une semaine, ils ont été au centre du débat. Mardi 11 mars, à l'Assemblée nationale, s'est tenu le débat sur la parité en politique, le premier du genre. Puis, samedi 15 et dimanche 16 mars, deux mille femmes et quelques hommes se sont réunis à l'appel de cent soixante-six organisations, partis politiques, syndicats et associations, pour les assises nationales des droits des femmes (lire page 10). Enfin, lundi 17 mars, se tient à Matignon la conférence sur la famille. Là, les discussions ne concernent pas uniquement les femmes mais un certain nombre de décisions les touchent directement.

À défaut de décisions, le débat à l'Assemblée nationale a focalisé l'attention sur la quasi-exclusion des femmes de la vie politique et la nécessité d'en finir avec cette particularité nationale. Jusque-là, l'exception française, qui veut que 94,4 % des parlementaires soient du même sexe, ne choquait pas grand-monde. Les palmarès internationaux avaient beau qualifier la France de lanterne rouge de l'Europe quant à la place des femmes dans la vie publique, les rapports pouvaient bien se succéder et les colloques se répéter, aucun gouvernement ne s'était ému outre mesure.

Pourtant cette fois-ci, avec la publication du rapport de l'Observatoire de la parité mi-janvier, la situation change. Un débat est organisé à l'Assemblée nationale. Au prix de mille contorsions pour éviter de choquer sa propre majorité, le premier ministre Alain Juppé se prononce – à titre personnel, il est vrai – pour des quotas de candidatures aux scrutins de liste et une réforme de la Constitution. Ce changement d'attitude est-il seulement dû à la personnalité du premier ministre ? Ou ne faudrait-il pas chercher l'explication ailleurs ? Du côté de la société civile par exemple. Car depuis dix-huit mois, les associations féminines et féministes exercent une pression de plus en plus forte.

RETOUR D'UN ORDRE MORAL

C'est en 1995, le samedi 25 novembre, que se révèle l'ampleur de cette mobilisation. Ce jour-là, 40 000 personnes manifestent à Paris pour défendre les droits des femmes. Plusieurs générations se côtoient, celle qui s'est battue dans les années 70 pour obtenir des droits qu'elle estime désormais menacés, et des jeunes pour qui ces droits ne sont pas des conquêtes mais des acquis. Tous – les hommes sont nombreux dans le cortège – sont descendus dans la rue pour dénoncer le retour d'un ordre moral, symbolisé par la multiplication des actions des commandos anti-avortement et par

les hésitations du gouvernement à les exclure de la loi d'amnistie.

Pas question de s'arrêter en si bon chemin. Le mouvement féministe, alors confidentiel, retrouve un nouveau souffle. Dans le domaine politique, les associations qui militent depuis des années en faveur de la parité, sans parvenir à imposer leurs vues, vont elles aussi profiter de la dynamique qui s'encadre. Quant à la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), qui cherchait depuis cinq ans à mobiliser l'opinion, elle ne laisse pas passer l'occasion.

Ainsi, le projet de plate-forme présenté aux assises ne contenait même pas ce mot. « Si nous indiquons que nous étions favorables à des quotas, une moitié de la salle allait partir, explique une organisatrice. Si on disait qu'on était contre, l'autre moitié allait s'en aller. » Mais, pendant les débats, la « base » réintroduit le sujet et impose le mot parité dans la plate-forme finale tout en laissant ouverts les moyens d'y parvenir.

Pour l'avenir, les participants aux assises nationales ont choisi de maintenir leurs liens et de garder le label « collectif national pour les droits des femmes » afin de rester identifiées. Il leur faudra maintenir l'unité, condition de leur existence. Force est de constater que les droits des femmes n'ont que peu de perspective sans cette démarche collective.

Michèle Aulagnon

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Très vieille droite

LA droite n'a décidément rien appris et rien oublié. Comment ne pas entendre, en effet, dans les propos de François Liotard renvoyant dos à dos « le Front populaire » et « le Front national », un écho du sinistre « pluri-tête Hitler que le Front populaire ! » qui, il y a soixante ans, allait conduire une partie de la droite et de la bourgeoisie françaises à l'abaissement et à la collaboration que l'on sait ? On pourra se rassurer ironiquement en observant que le président de l'UDF met aujourd'hui sur le même pied la gauche et l'extrême droite, quand ses aïeux préféraient la seconde à la première.

Depuis Coblence, où les émigrés rejoignaient les armées impériales et royales pour faire la guerre au peuple, la raison républicaine fraie difficilement son chemin dans des esprits corsetés par les privilèges et rendus plus hermétiques encore par le bludgeon des coffres-forts.

On pouvait croire, pourtant, que les leçons de l'histoire et les vertus du gaullisme avaient fini par détourner la droite, non seulement des tentations fasciennes qu'avaient illustrées en dernier lieu la guerre d'Algérie, mais de ce qui pouvait persister dans notre pays de l'affrontement civil hérité du XIX^e siècle. Les socialistes n'avaient-ils pas fait la preuve, au pouvoir, de leur respect des institutions et de leur obéissance aux règles de l'économie de marché ? L'effondrement du système soviétique n'avait-il pas dissipé la menace d'une soumission de l'Europe au totalitarisme ?

Eh bien, non ! Lui-même insupportable de la moindre complaisance envers ce que représentent aujourd'hui Jean-Marie Le Pen et le Front national, François Liotard considère pourtant qu'il ne peut appeler ses amis à combattre l'extrême droite qu'à la condition de les conforter en même temps dans leur haine de la gauche et de présenter celle-ci comme un ennemi aussi dangereux que le fascisme.

Sous la pression des giscardiens, dont le porte-parole, Hervé de Charette, refusait de choisir, à Vitrolles, « entre la peste et le choléra » – c'est-à-dire la gauche et le Front national –, le président de l'UDF prend rang à côté des chiraquiens Patrick Sébastien, jugeant également « extrémistes » les léninistes et les antiracistes, ou Denis Tillinac, refusant que les éditions du Front national soient exclues du Salon du livre.

François Bayron a certainement raison de vouloir mettre fin à une situation dans laquelle le Front national apparaît au centre du débat politique, lequel s'ordonne en fonction du degré de rejet ou d'indulgence de ses acteurs vis-à-vis de l'extrême droite. A coup sûr, c'est faire à celle-ci trop d'honneur.

Mais le ministre de l'Éducation nationale n'atteindra pas son but en se cachant la réalité : la droite des militants et des notables est loin d'avoir intimement rompu avec l'idée que le Front national exprimerait seulement de façon « outrancière » – selon le mot de Valéry Giscard d'Estaing – des « valeurs » que la majorité partagerait avec lui.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colomband
Directeur : Jean-Marie Colomband ; Directeur adjoint : Daniel Vernet
Néel Jean-Benoît, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Frédéric Lemaître, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bréant, Bruno de Cassan, Pierre Gaspard, Laurence Gauthier, Erik Izraelowicz, Michel Kolman, Bertrand Le Goff
Directeur artistique : Dominique Reynette
Rédacteur en chef technique : Eric Korn
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fouquet

Médecin : Thomas Ferecaci
Directeur adjoint : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Autres directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Laurent (1952-1953), André Poulletier (1953-1991), Jacques Lemaître (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entrepreneurs, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La grande épreuve

NOUS demandions à un ancien président du conseil s'il préférerait à l'opposition de la presse son silence total. « Je préfère l'opposition. Mais, ajouta-t-il, je ne suis pas au gouvernement. » M. Paul Ramadier, qui s'y trouve, a dû se passer pendant trente et un jours de ce grand pouvoir, parfois capricieux et tumultueux, de la presse. Il a dû gouverner sans entendre l'écho de ses décisions, dans le silence et comme dans le secret.

S'y est-il résigné volontiers ? Nous ne le saurions dire. Le gouvernement avait le devoir d'assurer l'exercice d'un droit essentiel de la démocratie, inscrit dans la Constitution de 1789, réaffirmé « solennellement » dans la Constitution de 1946 : « Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement. » Mais il ne pouvait non plus s'opposer à cet autre droit inscrit lui aussi dans la Constitu-

tion : « Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale... Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. »

On a pu constater, dans le silence de la presse, l'indifférence, l'apathie du public, signe évident de découragement. Des rumeurs se sont répandues, qui reposaient sans doute sur quelque chose, rumeurs de vagues complots de divers ordres, rumeurs de scandales de divers côtés. On a parfois l'impression que le peuple français accepterait n'importe quel régime, n'importe quelle politique, n'importe quelle dictature même, disons le mot, pourvu qu'ils lui parussent le tirer du marais et de l'anarchie.

Rémy Roure

(18 mars 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

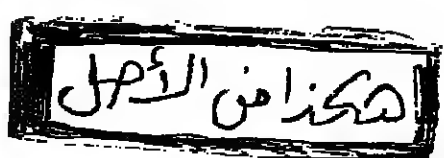
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



Procréer ou reproduire ?

par Jacques Testart

Voilà un fameux moulin qui crée l'occasion de rappeler des différences essentielles dans les façons d'engendrer, et d'en tirer quelques conséquences. Car, contrairement aux résistances langagières, qui affectent au moins autant les spécialistes que le reste de la population, l'espèce humaine procréée et ne se reproduit pas. Il en est de même pour beaucoup d'animaux, dont la totalité des mammifères, tels les moutons. C'est-à-dire que deux individus, l'un mâle et l'autre femelle, produisent ensemble un ou plusieurs petits. Que les parents s'accouplent ou bien que leurs gamètes (spermatozoïdes et ovules) transitent dans des éprouvettes (fécondation in vitro = FIV) ne change rien à la finalité de ce miracle biologique : la progéniture procède d'un mélange original des caractères des deux géniteurs et n'est jamais prévisible.

Si le même couple avait pu procréer les six milliards d'humains qui peuplent actuellement la terre, tous ces frères et sœurs seraient différents, à l'exception des rares vrais jumeaux. En revanche, la reproduction, qui concerne naturellement des espèces primitives et qui vient d'être imitée artificiellement chez des mammifères, consiste à dupliquer un individu pour en créer de nouveaux qui lui sont (presque) identiques. Le processus est alors celui de la photocopie plutôt que de la

création innovante et, en comparaison avec l'exemple précédent, on peut imaginer un peuplement de moutons qui auraient tous les mêmes caractéristiques physiques et comportementales. On admettra que la rationalisation des élevages pourrait y trouver son compte, toutes ces bêtes étant capables de manger et croquer à l'unisson, croître *identiquement* et produire *même* laine et même viande, en quantité et qualité. Nous voici dans la zoo-usine dont Dolly est la machine prototype, car les essais précédents n'avaient

gémone, le risque existe de voir se concentrer les élevages autour de quelques prototypes, éventuellement transgéniques. La nature ayant rarement accordé la rusticité aux animaux qui conviennent le mieux aux besoins humains, les éleveurs pourraient être progressivement aliénés à des pratiques zootechniques de plus en plus sophistiquées auxquelles les plus importants. Pourtant, qui oserait interdire la pratique du clonage chez l'animal puisqu'elle ne survient que comme un outil

annoncé du clonage de Dolly sont unanimes pour s'inquiéter d'une possible application humaine, essentiellement au nom de la dignité due à notre espèce. Le respect de la dignité humaine est un effet majeur de la civilisation, qui s'accorde avec les principes proclamés d'égalité et de fraternité, mais on peut se demander jusqu'où ces principes résisteront aux nouveaux « droits » que suscite la technologie du vivant.

Ceux qui ont cru dans la loi française de 1994 qu'elle interdisait le clonage, au motif que l'assistance médicale à la procréation (AMP) est « réservée à des couples », n'ont pas remarqué que cette loi ne concerne en rien la reproduction. De plus, la loi n'empêcherait pas le clonage au motif que l'« expérimentation sur l'embryon » ou la « conception d'embryon à des fins de recherche » sont interdites (lettre de Jacques Chirac au président du Comité national d'éthique, *Le Monde* du 1^{er} mars 1997), car le clonage humain n'est pas une expérimentation sur l'embryon, et qu'une telle conception d'embryon peut avoir une autre finalité que la recherche.

Mais la loi interdit d'« obtenir des embryons humains sans respecter les conditions prévues aux articles... » qui définissent l'AMP (art. L. 1521 du code de la santé publique). Il devrait être facile de proclamer devant l'univers que la reproduction humaine est interdite, et on pourrait s'étonner, s'inquiéter même, que le

président des États-Unis se donne trois mois pour en décider. Une décision mondiale est urgente et nécessaire. Qu'elle soit insuffisante pour empêcher un acte clandestin est évident mais il en va ainsi de toute législation.

Il faut saluer la saine réaction de Robert Edwards, inventeur de la FIV, qui ne connaît « personne méritant d'être cloné ». Pourtant, ce biologiste est aussi l'auteur d'une proposition ancienne pour provoquer la duplication systématique des embryons produits par FIV afin de transformer chaque hémis-embryon en enfant tandis que le double constituerait une réserve d'organes à greffer plus tard... Techniquement faisable depuis vingt ans, ce geste n'a pas trouvé à s'accomplir faute de demande par les géniteurs stériles, plus occupés à procréer qu'à guérir un enfant encore virtuel. Toute l'histoire de l'innovation en médecine montre la nécessaire conjonction entre une offre d'intérêt médical et une de-

mande sociale correspondante, souvent non explicite.

Plutôt que craindre l'usage qu'un « fou » ou un « Etat totalitaire » pourrait faire du clonage humain, mieux vaut se préparer à refuser ses prochaines justifications humanitaires ou thérapeutiques. Ainsi, c'est peut-être dans le but de nier la mort tragique d'un enfant qui n'aurait encore rien vécu que le clonage serait d'abord consensuellement admissible. Entre-temps, on peut prévoir un nouveau souffle pour l'industrie de conservation des cadavres, devenue soudain plus crédible : un dé à coudre de chair congelée contient désormais des promesses d'immortalité... Mais s'agit-il de la même personne que celle qui reviendrait sans mémoire et sans rêves ?

Jacques Testart est directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Démocratie et contrôle des comptes

par Jean Raynaud

La presse s'est fait l'écho d'une proposition de loi émanant de plusieurs sénateurs destinée à « préciser les compétences des chambres régionales des comptes ». Elle contiendrait les dispositions suivantes :

- L'examen de la gestion des collectivités ne peut porter sur les choix de gestion résultant des délibérations des assemblées.

- La Cour des comptes serait juge de l'irrégularité des observations définitives.

Dans ce cas, les observations jugées irrégulières ne pourraient être ni communiquées à des tiers ni insérées dans le rapport public de la Cour des comptes.

De telles dispositions paraissent inutiles, difficilement applicables et politiquement dangereuses. Le premier article est inutile, sauf s'il est délibérément ambigu. S'il a pour objectif d'interdire aux chambres de se mêler du contrôle de l'opportunité des choix faits par les assemblées délibérantes, ce point est indiscutable et d'ores et déjà acquis dans les textes, comme dans l'esprit des magistrats des chambres et des élus.

Des erreurs, des « dérapages » ont pu être ici et là commis. Ils sont regrettables et devront être redressés, mais cela ne justifie pas un changement législatif. Mais cette disposition serait inapplicable car ambiguë et source d'autres excès. La rédaction concernant « les choix de gestion qui résultent de délibérations prises par l'assemblée délibérante » ouvre la porte à toutes sortes d'interprétations. Entrent, en effet, dans cette catégorie non seulement les choix d'objectifs politiques mais aussi les choix des moyens pour mettre en œuvre une politique.

Le cas est fréquent où la loi oblige l'assemblée délibérante à autoriser son organe exécutif à utiliser tel ou tel moyen, par exemple pour l'attribution d'un marché public ou la conclusion d'un contrat. Ce n'est pas parce que ces moyens auraient été votés qu'ils deviendraient conformes à la loi et gages d'une saine gestion. D'ailleurs rien n'empêcherait un maire ou un président de faire voter une mesure pour éviter le contrôle *a posteriori* de la chambre. Cela reviendrait à vider l'examen des chambres de son contenu, alors que tous les corps de contrôle des pays modernes disposent de ces mêmes compétences. C'est d'ailleurs précisément ce point de vue sur la gestion, émanant d'une collégialité indépendante, qu'attend le citoyen, qu'il s'agisse de l'Etat ou des collectivités locales.

Certes, il existe le contrôle de légalité provoqué par le préfet et exercé par le tribunal administratif. Est-ce à dire que les chambres n'auront plus qu'à proposer au préfet de déférer au tribunal administratif toute décision qui leur paraîtrait irrégulière ?

Mais cette procédure sera inapplicable, car lorsque la chambre examine *a posteriori* la gestion d'une collectivité, le délai de saisine du tribunal administratif est épuisé depuis longtemps. Cette procédure entraînerait l'annulation de l'acte

pour le passé au lieu d'inciter les élus à redresser la situation pour l'avenir. Il s'ensuivrait une sorte de gouvernement des juges que ne souhaitent sûrement pas les auteurs du texte.

La situation se trouverait encore aggravée par la tentation où se trouveraient les chambres de sanctionner, elles-mêmes, par la voie juridictionnelle de la gestion de fait, du déferé en Cour de discipline budgétaire et financière, ou de la transmission au juge pénal (procédures lourdes, souvent traumatisantes et disproportionnées) des faits qui en relèvent peut-être en théorie, mais qu'il est plus opportun de redresser par une simple lettre au responsable de la collectivité.

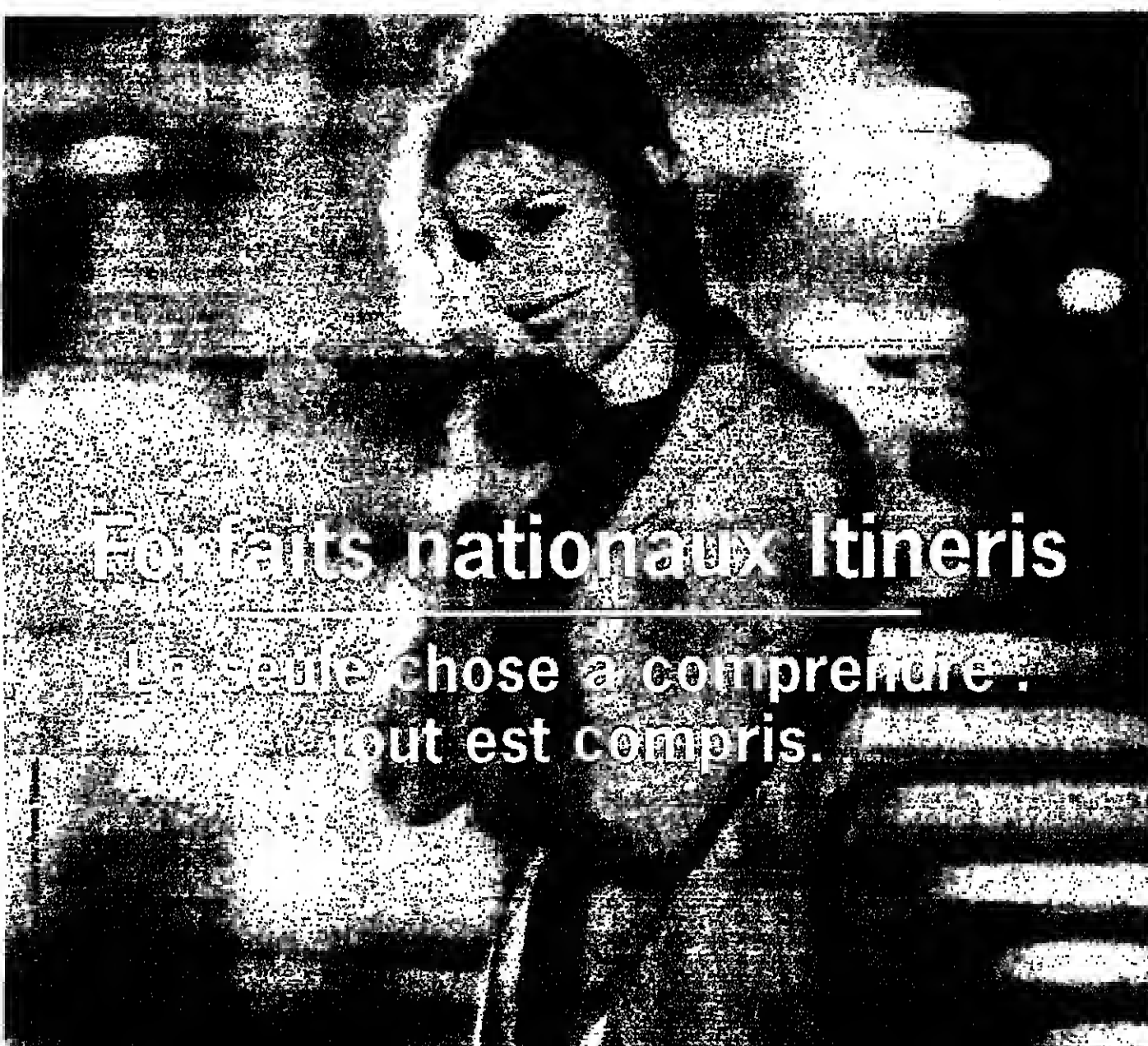
Comment en dernier lieu pourrait être appliquée la disposition tendant à la Cour des comptes juge de l'irrégularité d'une observation sur la gestion émise par une chambre régionale ? La Cour serait dans l'obligation de reprendre l'intégralité de l'instruction menée sur le plan local, ce qui serait pratiquement impossible, car tout élu mécontent d'une appréciation sur sa gestion ne manquera pas de la saisir pour lui faire constater qu'il est victime d'une intervention irrégulière. Sa décision interviendrait, d'autre part, assez longtemps après que l'observation définitive lui aurait été déférée. Cette dernière serait déjà connue, et l'on voit mal l'avantage que tirerait l'élui d'une décision d'annulation prononcée alors par la Cour.

Enfin, la dernière disposition interdisant toute communication à des tiers, ou toute insertion au rapport public de la Cour des comptes d'une observation portant sur les choix de gestion, serait non seulement difficilement applicable mais encore dangereuse dans son esprit. Une dimension essentielle de la démocratie réside dans la transparence de la vie publique. Au nom de quel principe les élus locaux voudraient-ils cacher à leurs concitoyens telle ou telle observation rendue publique après une procédure contradictoire indiscutable ?

C'est faire un grand pas en arrière que de vouloir revenir à une espèce de « raison d'Etat » appliquée aux collectivités locales. Bien plus, c'est juger l'électeur incapable d'une opinion personnelle à partir du moment où la critique présentée s'accompagne de la réponse de l'élui, comme c'est le cas actuellement. Ce dernier dispose là, au contraire, d'une bonne occasion de justifier ses choix et de souligner la qualité de sa gestion. Une telle publicité, gage de démocratie, oblige les chambres à vérifier leur information et à mesurer leur intervention sous peine de voir publiquement infirmer leurs appréciations. Point n'est besoin d'une mesure législative qui, par son ampleur et les difficultés qu'elle soulève, remettrait en cause le progrès vers la transparence de la vie publique, c'est-à-dire, en définitive, vers plus de démocratie.

Jean Raynaud est procureur général honoraire près la Cour des comptes.

grants contre docteurs



Forfaits nationaux Itineris

La seule chose à comprendre : tout est compris.

Appelez d'ici ou d'ailleurs, quelle que soit l'heure, quel que soit le lieu, c'est le même prix, avec les forfaits nationaux Itineris, la seule chose à comprendre, c'est que tout est compris.

- Déclie forfait national 1 heure pour une utilisation occasionnelle (215 F/mois)
- Référence forfait national 2 heures pour une utilisation quotidienne (315 F/mois)
- Affaire forfait national 4 heures pour une utilisation intensive (495 F/mois)

Forfaits mensuels de communication en France métropolitaine, hors numéros spéciaux, dans la zone de couverture Itineris. Au delà Déclie : 1,21 F TTC en heures creuses et 4,82 F TTC en heures pleines. Au delà Référence : 1,21 F TTC en heures creuses et 3,02 F TTC en heures pleines. Au delà Affaire : 1,21 F TTC en heures creuses et 1,81 F TTC en heures pleines. Frais de mise en service en sus.

itineris®

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 0 800 830 860

France Telecom
Mobiles

مکان العمل

Savants contre docteurs

Suite de la première page

Un substantif commun, « science » ferait-il une identité de substance ? Les uns et les autres s'intitulent « chercheurs » ; ils travaillent au CNRS, par exemple, dans des « laboratoires », mais ils ne jouent pas le même jeu.

Chacun ses règles. Nous qui tentons, diversement, d'expliquer les conduites humaines, nous fonctionnons à crédit. Nos redresseurs de torts ont raison de défendre l'intégrité des sciences dures contre les « sociol scientis » qui, lecteurs de Nietzsche et de Foucault, extrapolent d'un domaine à l'autre et disent aux savants : « L'objectivité, vous savez, c'est ce qui marche. Une affaire de rapports de force. A chacun de construire le sien. Anything goes. » Mais eux-mêmes auraient tort d'espérer que l'injonction faite aux docteurs : « Soyez aussi rigoureux et modestes que les savants, adaptez vos critères » — soit suivie d'effet.

Dans le champ expérimental, face à une hypothèse insolite, disons la mémoire de l'eau, on sait comment identifier une fraude ou une folie : l'expérience est-elle reproductible par n'importe qui, n'importe où ? Sinon, on découvrira un biais d'observation, l'imprudence d'un protocole, l'erreur de calcul. Mais comment, dans nos physiques sociales, distinguer, à cent contre un, le charlatan du novateur, le cinglé du colétié ? On est ici le trébuchet ? Qu'y a-t-il à tester sinon des mots, un appareil conceptuel, voire statistique, un certain angle d'attaque ? Et par quoi les invalider sinon par d'autres mots, angles ou statistiques ? Affaire de consensus, et donc de rapports de force entre faiseurs d'orthodoxies, en un lieu et moment donnés. La répétition nominative vaudra pour attestation objective. Plus un auteur sera cité par d'autres, plus il aura de poids, et donc d'évidence. Comme le Dieu de Frédéric II, la vérité, ici, est du côté des gros bataillons. D'où

l'importance décisive, chez les docteurs, du recrutement des troupes — c'est-à-dire des disciples, qui eux-mêmes en feront d'autres et accroîtront à la longue l'effet d'amoncellement. Les véritables scientifiques ne passent pas leur temps utile à raisonner *ad hominem*, accroître leurs réseaux, s'emparer des comités de rédaction, célébrer des séminaires, ventiler des crédits, faire traduire leurs œuvres, propager leur gloire. Pour eux, le décisif n'est pas de remplir l'amphithéâtre, ni d'aligner les divisions comme un vulgaire pape, mais de tester un état de fait à l'aide d'appareils. Un rapport aux choses n'obéit pas aux mêmes règles qu'un rapport de personne à personne. D'où encore l'importance,

Sur les territoires universitaires du flou, les labelliseurs labellisés se conduisent en stratèges, plus qu'en travailleurs de la preuve

dans le « mou » de l'occupation du terrain, via l'accès aux postes de commandement — associations, collèges, centres de recherche, instituts, chaires magistrales —, par où se manœuvrent les mieux les phalanges d'évangélisateurs. Titulature et consécration ne sont pas, pour un savant, sources d'hégémonie symbolique — mais simples trophées d'après la bataille. Ils ne font pas la légitimité, ils la signifient. L'institutionnalisation, dans un cas, précède, et dans l'autre, suit.

Sur les territoires universitaires du flou, les labelliseurs labellisés se conduisent en stratèges, plus qu'en travailleurs de la preuve. Avec les compétences, redoutables, du fondateur de religion ou de doctrine. Pour avoir raison en soi, il leur faut avoir raison de leurs adversaires et concurrents. On sait ce qu'est « gagner » pour un grand savant : produire un

« c'est ainsi » vérifiable et réplicable. Pour un maître-docteur, gagner, ce n'est pas prouver ses dires, c'est imposer sa signature comme référence-maîtresse. En science, la règle est de contester, mais il y a de l'incontestable (les lois de la nature et des nombres). Dans l'idéologie, il n'y a rien d'incontestable, donc la règle est d'imposer. Je désautorise l'autre pour demeurer l'autorité. Différence du monde des choses au monde des causes, ou du savant à l'intellectuel. Ce qui marche, c'est ce qui est crn — au temporel comme au spirituel ? On croit depuis deux siècles en la science ? Les docteurs se feront « scientifiques ». Observons que les physiciens français, et du monde entier, forment une communauté qui est en état de décider qu'un tel en a été mais n'en fait plus partie. Sur un problème d'algèbre donné, un mathématicien marxiste aboutira à la même solution qu'un mathématicien libéral. On

ne sache pas qu'un mouvement social donné inspire à MM. Baudillard, Boudon, Bourdieu, Morin ou Touraine les mêmes analyses (cela se saurait). On frémit à l'idée des décisions que l'un quelconque d'entre eux serait habilité à prendre sur ses confrères. Et la communauté des historiens, dans l'affaire « Bartoszek contre London », s'est divisée par le milieu. Tout se passe comme si l'on avait la science sociale de ses convictions, sinon de ses intérêts (le cumul n'est pas interdit).

Sommaire rappel qui ne revient pas à rabattre la sociologie sur l'astrologie, ni l'économie politique sur l'homéopathie. L'ambiguïté de statut est une raison de plus pour s'interdire le « n'importe quoi ». Mais dans les « idéologies scientifiques », comme les appelle Canguilhem, demeure prioritaire, à la réception, l'effet de source : parce qu'un tel

l'a dit. Il cède le débat avant de le nouer ? Il ne démontre ni n'établit rien ? Qu'importe. C'est un grand. Voyez ses titres, thèses, élèves, adeptes. La loi du plus fort prend ici valeur juridique. Le monde des « sciences humaines » marche au plausible, non à l'attesté ; au prestige du professorat, non à l'importance de sa découverte : sauverie polémique, mais sauverie encore. Et c'est peut-être un rêve positiviste que de vouloir calquer l'anonymat raison scientifique sur la déraisonnable raison politique qui gouverne, sur ce terrain friable, nos consensus rationnels.

Pas de jour qui ne nous rappelle les drôleries d'un domaine de rationalité *sui generis*, où l'arrogance croît avec l'indécidable. Un excellent sociologue fulmine-t-il une bulle sur la télévision que voilà un opportuniste mélange de reprises sans citations et de lieux communs sans nouveauté transformé *ipso facto* en must du forum. Signée de tout autre, cette copie d'étudiant peu informé eût été, section « infocom », assez mal notée (« Ne pas parler de la télévision mais du journaliste en général. Se rappeler que la télé est d'abord un fait technique. Ne pas confondre image électronique et page imprimée »). Tant mieux si le label Collège de France, ajouté au prestige justifié de Pierre Bourdieu, rendait « fashionable » des thèses jusqu'ici confinées dans un cercle étroit. Il n'est jamais mauvais d'entamer l'idiotie dominante.

Mais quelle rigueur y a-t-il dans l'habillage de l'investiture en verdict et d'obsessions personnelles en constats objectifs ? Comment ne pas sourire en voyant, par exemple, la médiologie excommuniée par notre maître sur un ton d'encyclopédie, sans preuves ni arguments, sous prétexte qu'elle n'est pas une science ? Outre qu'elle tient à honneur de ne pas se présenter comme telle, mais comme un simple chantier critique parmi d'autres, ladite médiologie a pour objet les médiations et les milieux techniques, non les médias. Ses Cahiers s'alimentent d'enquêtes assez pointues et ponctuelles (sur les salles de spectacle, sur l'état des routes, sur « réseaux

et nation »). On y explore, bien loin de la télé, les interactions concrètes entre technique et culture. Un mandarin a donc tranché sans savoir. Pas d'information, pas d'enquête. Domage. Pour lui. Pour nous.

Ne pas se fâcher. C'est le jeu. Chaque directeur de conscience doit s'habiller en homme de science et déguiser son habit en évergénisme (synonyme : idéologie). En défilant un énième *Traité des périls des derniers temps*, tel le maître de la Faculté de théologie de Paris (la science dure d'alors), ceusurant, vers 1255, la vulgarité profane des ordres mendiants, Pierre Bourdieu fait jouer à son profit l'effet d'autorité. C'est de bonne guerre. C'est la guerre immémoriale des clercs dans la cité. Et à la guerre, tout est permis. Y compris de se faire passer pour la Science en personne quand on a l'institution pour soi. De convertir un ascendant en argument, et le sommet d'une pyramide de dignités en sommet de l'échelle des connaissances. Quel docteur ne ferait pareil à la même place ? Mais comment, alors, se réclamer de valeurs démocratiques qu'on ne pratique pas soi-même dans son métier ?

Ancestrale habitude. Les clercs sont toujours exemptés des tribunaux ordinaires. Peu à volonte, pas d'arbitre, et que le plus crédible gagne. On le mieux accredité. Dans des sociétés dont tous les fiels, y compris le médiatique, sont désormais soumis à contrôle et transparence, le pouvoir intellectuel est aujourd'hui le dernier qui n'ait de comptes à rendre à personne.

Ni sanctions ni contrôle de légalité. Chaque poutife est sa propre juridiction d'appel. Rien à craindre. Sciences sociales — ou féodales ? L'universel besoin de droit expire aux pieds de cette Bastille, indigne, ultra-personnalisée, ultra-protégée. Inattaquable, comme l'est l'autorité sans responsabilité. Tant mieux, dira le post-moderne, si cela permet de s'amuser un peu. Et le pire, tout compte fait, est que ce tenant de la déraison aura sans doute raison.

Régis Debray

AU COURRIER DU « MONDE »

LES DEUX VISAGES DE M. CHIRAC

Comme nombre de mes compatriotes, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt et de respect intellectuel l'exposé du président de la République sur les problèmes de la jeunesse française. J'ai même noté avec sympathie son attrance, étant jeune, pour la médecine.

Quand tout à coup son visage, si ouvert auparavant, s'est raidi à l'audition d'un témoignage sur le malaise que les lois Debray avaient suscité chez les jeunes. Quel changement de ton ! Quelle hâte à rompre l'échange ! J'en ai ressenti sur l'instant un sentiment d'épouvante qui devint panique... quand j'ai appris, après avoir zappé sur France 3, que j'habitais [la ville qui est] « le laboratoire de M. Chirac ».

Jean Trouchaud, Meaux (Seine-et-Marne)

PLAIDOYER POUR LOUIS SCHWEITZER

Quelle unanimité ! De tous bords nous parvenons les hauts cris de ceux qui découvrent un « technocrate sans âme » présidant aux destinées du groupe Renault. Les mêmes viendront demain nous expliquer que les Français doivent faire preuve de réalisme, et donc abandonner tout espoir d'emplois et de salaires décents. Que cessent ces jérémiades !

Le PDG de Renault, en amonçant la fermeture de l'usine belge et la suppression de trois mille emplois en France, n'est pas le vilain petit canard de l'industrie française. Il est simplement un dirigeant efficace, soucieux des intérêts de ceux qui le rémunèrent. Pragmatisme et réalisme, telles sont les qualités d'un homme payé pour produire des dividendes.

Que les politiciens s'occupent de verser quelques larmes bien vite séchées sur le sort des licenciés. Un patron n'a pas à faire du social, seulement du profit. Louis Schweitzer remplit donc consciencieusement sa fonction.

Renaud Morisseau, Olonne-sur-Mer (Vendée)

C'EST LA VOIE ASSURÉE POUR VOUS.

Lancement national le 13 Mars

Séjour au soleil

سكناء النهر

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997

EMPLOI Plus de 70 000 Belges et Français ont manifesté, dimanche 16 mars, à Bruxelles, pour l'emploi et contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. Organisée par les deux

principales centrales syndicales belges, la CSC chrétienne et la FGFB socialiste, la manifestation a reçu le soutien de la Confédération européenne des syndicats (CES), à laquelle

sont affiliées la CFTD, la CFTC et Force ouvrière. ● LA CGT, bien que non membre de la CES, avait déplacé quelque 2 500 manifestants. ● LA GAUCHE FRANÇAISE, très représentée

(Lionel Jospin, Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement, Alain Krivine...), marchait défilée : les « maastrichtiens » d'un côté, les « anti » de l'autre. ● LA CLASSE politique belge a été très

contestée. ● A VILVORDE, lundi matin, les salariés n'ont pas repris le travail. Les syndicats leur ont annoncé une rencontre avec Louis Schweitzer mercredi en « terrain neutre ».

Belges et Français se mobilisent pour une Europe plus sociale

De 70 000 à 100 000 personnes ont manifesté, dimanche 16 mars, à Bruxelles, pour l'emploi et contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. La classe politique, de France comme de Belgique, a été vivement prise à partie

BRUXELLES

de nos envoyés spéciaux
Tout un symbole : la manifestation européenne pour l'emploi et contre la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde, dimanche 16 mars, a démarré au pied d'un bâtiment surmonté de l'étoile de Mercedes. Sous un ciel bas et gris, 70 000 à 100 000 personnes ont défilé sur les grands boulevards bruxellois, ravagés par la crise économique et la spéculation immobilière, de la gare du Nord à celle du Midi.

Organisée par les deux principales centrales syndicales belges - la CSC chrétienne et la FGFB socialiste -, la manifestation a reçu le soutien de la Confédération européenne des syndicats (CES), à laquelle sont affiliées la CFTD, la CFTC et Force ouvrière. Bien que non membre de la CES - son adhésion a été refusée une nouvelle fois en décembre 1996 -, la CGT est venue en force. Le syndicat de Louis Vianet avait affrété plus de cinquante bus, déplaçant 2 500 manifestants. De leur côté, Nicole Notat (CFTD) et Marc Blondel (FO) étaient accompagnés chacun d'environ 300 militants. Une soixantaine d'Espagnols avaient fait le voyage, tout comme des délégations plus ré-

INTERNATIONALE ASSOCIATION
GÉNÉRALE DE TRAVAILLEURS APPARTENANT
À DIVERSES NATIONS.



duites des pays de l'Union européenne. Les Britanniques étaient représentés par une dizaine d'ouvriers de Rolls Royce. En revanche, les Italiens, et surtout les Allemands, brillaient par leur absence. Un permanent syndical allemand le reconnaissait : « Mes compatriotes n'ont pas encore pris conscience que le problème de

l'emploi ne peut se résoudre qu'au niveau européen. Ils croient encore à la supériorité de leur système économique et social. »

La Belgique veut se mettre aux trente-deux heures

BRUXELLES

de notre envoyé spécial
« Jean-Luc Dehaene, le cochon qui laisse nous couler la tête. » La violence de cette pancarte, qui a traversé la manifestation pour l'emploi de dimanche, témoigne le ras-le-bol d'une partie des salariés belges contre le premier ministre et son gouvernement de coalition, associant socialistes et démocrates chrétiens. La façon dont les ouvriers des Forges de Clabecq ont pris à partie Philippe Busquin, président du PS belge francophone, est significative aussi de la rancœur à l'égard d'une classe politique qu'ils accusent de mentir. Les métallurgistes sont d'ailleurs décidés à organiser « une marche contre les menteurs », le 5 avril à Namur.

Même si son parti (démocrates-chrétiens flamands) ne s'est pas associé au mouvement contre la fermeture de l'usine de Vilvorde, les militants étant invités à participer à « titre individuel », la situation sociale et politique est jugée suffisamment grave pour que M. Dehaene ne se

cantonne plus au seul cas de Renault. Très vite après l'annonce de Louis Schweitzer sur le sort réservé à l'usine belge, le premier ministre assurait qu'il n'avait pas attendu cette décision pour s'inquiéter du déficit actuel de l'harmonisation sociale en Europe.

SURENCHÈRE

Partant de la constatation que les Etats membres de l'Union européenne se livrent à une surenchère fiscale et sociale, les autorités belges militent pour un accord sur un niveau de prélèvements obligatoires suffisants pour financer un secteur public capable de préserver les mécanismes de solidarité, qui sont au cœur du modèle social européen. Pour peaufiner l'idée, le gouvernement a décidé d'organiser, en avril, un conseil des ministres exceptionnel, consacré à la politique de l'emploi qu'il compte faire inscrire dans le futur traité sur la réforme de l'Europe. Les organisations patronales marquent depuis quelque temps leur intérêt pour un débat sur la

manière de stopper les dégraissages. Le message diffusé à l'occasion de la manifestation de Bruxelles dit qu'« elles attendent que l'emploi soit placé au centre des préoccupations majeures ».

En attendant, M. Dehaene a sorti du tiroir une loi prise au titre des « pouvoirs spéciaux » en décembre 1996, comparable aux mesures adoptées chez Volkswagen. Le texte du socialiste flamand, Johan Vande Lanotte, a pour but de ramener le temps de travail hebdomadaire à trente-deux heures, moyennant une baisse de salaire assortie de mesures de compensation (notamment primes et aides régionales) qui permettraient aux salariés de pas subir une perte de pouvoir d'achat sensible. Le premier ministre belge aurait fait valoir ce dispositif pour faire revenir la direction de Renault sur sa décision, le principal argument consistant à tenter de démontrer que le coût salarial à Vilvorde aurait été réduit de 4 %.

M. S.

Les syndicats français unis, la gauche divisée

Parmi les représentants des partis, le clivage se faisait entre anti- et pro-Maastricht

BRUXELLES

de notre envoyé spécial
Il a suffi de deux heures de train pour voir, à Bruxelles, une image insolite : divisés sur d'innombrables sujets à Paris, Nicole Notat (CFTD) défilait bras dessus, bras dessous avec Louis Vianet (CGT), et le laïque Marc Blondel (FO) dialoguait avec son homologue catholique Alain Deleu (CFTC). Quelques dizaines de mètres plus loin, les dirigeants politiques, observés par des caméras omniscientes, offraient un spectacle quelque peu différent.

Malgré les sollicitations d'Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire) pour constituer un « front commun », les dirigeants socialistes ont préféré prendre leurs distances. Lionel Jospin, premier

secrétaire, Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, Elisabeth Guigou, chef de file des députés PS français au Parlement européen, Henri Emmanuelli, Louis Mermaz, Harlem Désir et Pierre Guégan avaient tenu à manifester leur soutien « aux salariés belges et à la direction de Renault » et à montrer que, tout en restant partisans du traité de Maastricht, ils entendaient désormais mettre l'accent sur le volet social de la construction européenne.

S'opposant à la politique actuelle du gouvernement jugé « passif et conservateur », Lionel Jospin a rappelé que « l'un des critères sur le fondement duquel nous approuvons ou non la conférence intergouvernementale sera l'intégration des aspects sociaux » dans le nouveau

traité. Séparé du leader socialiste par une rangée de militants, Robert Hue se félicitait, en revanche, du succès de « cette manifestation antimaastrichtienne » et espérait qu'« elle permettrait au Parti socialiste de comprendre la nécessité de construire une autre Europe que celle de la monnaie unique ».

Consensuelle, Dominique Voynet (Verts) expliquait, en tentant de bercer sa fille de deux ans et demi, qu'elle pour ou contre Maastricht n'avait plus de sens puisque « le traité était ratifié ». Pour elle, il faut désormais se battre pour « l'accompagnement social » de ce traité. De son côté, Alain Krivine estimait que ce 16 mars constituait un « événement historique : la première grande manifestation européenne des luttes sociales ». Ayant amené

environ 5 000 manifestants venus essentiellement de chez Renault et du nord de la France, les syndicats français espéraient également que ce jour deviendrait un symbole de l'Europe sociale. Louis Vianet y voit « les prémices d'un engagement de plus en plus affirmé du syndicalisme dans la construction européenne. Cette manifestation aura des prolongements. Elle facilitera la prise de conscience par les syndicats qu'ils peuvent peser sur les stratégies mises en œuvre ». Alors que Marc Blondel se félicitait du caractère « interprofessionnel et intersyndical » de cette journée, il est convaincu qu'il faudra « d'autres mobilisations de ce type pour que l'Europe défende son modèle social ».

Nicole Notat, de son côté, relevait ce paradoxe que « Renault fournit plus que jamais aux Etats l'occasion de faire avancer le dossier social de la construction européenne ». Si la quasi-absence des Italiens s'explique par la grande manifestation qu'ils organisent le 22 mars à Rome, à laquelle ils ont d'ailleurs invité les salariés de Renault, les partis de gauche et les syndicats français déplorait, mezza voce, l'absence de représentants allemands, sachant pertinemment que leur appui est indispensable à toute avancée sociale de la construction européenne.

R. Le.

FORUM
PRÉVOYANCE
ENTREPRISE

Paris - Le Carrousel du Louvre
les 2 et 3 avril 1997, de 9 heures à 18 h 30
le 4 avril 1997, de 9 heures à 13 h 30

TOUTES LES SOLUTIONS
pour optimiser votre politique en matière
de Prévoyance Collective,
d'Épargne salariale,
d'Épargne-retraite

CONFÉRENCES, ATELIERS, EXPOSANTS

Avec la participation, notamment, de :
J. Barrot, J. Cazes, J.-P. Davant, C. Evia, A. Fiesch,
J.-P. Fourcade, J. Gandois, A. Leenhards, J.-P. Probst,
R. Ripol, N. Sarkozy, J.-M. Spaeth, J.-P. Thomas,
et de nombreux experts.

ENTRÉE ET CONFÉRENCES GRATUITES

Pour recevoir une invitation et le programme des conférences,
contactez nous au :
Tél. : 01 53 68 76 76 - fax : 01 45 31 06 70

Le Forum Prévoyance Entreprise est organisé
par le GROUPE ALTEDEA, avec la participation
du journal **Le Monde** et **ANEP**

Les industriels français
devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français devront combler leur retard

Les industriels français de la pharmacie devront combler leur retard dans les génériques

Un décret incite les fabricants à développer ces copies, moins chères, de médicaments

Pour réduire les dépenses de santé, le gouvernement veut inciter les médecins à prescrire des produits moins chers : les génériques, qui sont des

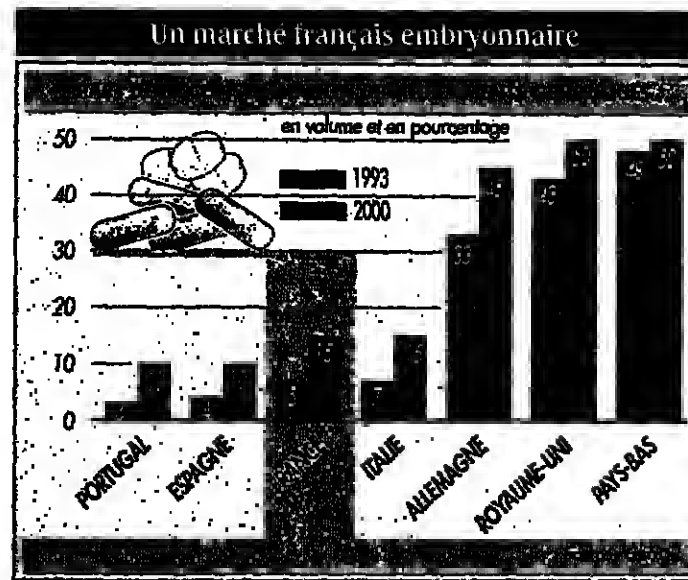
copies de médicaments dont le brevet est tombé dans le domaine public. Ce marché, très développé en Europe du Nord et aux États-Unis, ne re-

présente que 3 % des prescriptions en France. Les industriels français sont insuffisamment préparés à cette concurrence d'un genre nouveau.

PROMIS pour le début de l'année par le ministre de la santé, Jacques Barrot, le décret définissant les médicaments génériques a été publié le 14 mars au Journal Officiel (Le Monde daté des 16-17 mars). Il s'agit d'une première étape dans le processus visant à réduire les dépenses de santé en prescrivant si possible des produits moins chers. Cette perspective oblige les laboratoires pharmaceutiques à revoir leur stratégie, et beaucoup s'y préparent depuis plusieurs mois après avoir tenté, pendant de nombreuses années, de bloquer un tel lancement.

Contrairement aux autres pays européens ou aux États-Unis, le marché français n'a jamais été très porteur pour les génériques. Ces copies de médicaments, dont le brevet est tombé dans le domaine public, et qui peuvent donc être vendues de 25 à 30 % moins chères que les originaux, ont, en 1996, représenté 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit à peine 3 % du marché des prescriptions. Un niveau symbolique comparé aux pays d'Europe du Nord où leur part avoisine près de la moitié du marché en volume, et moins du cinquième en valeur.

La raison essentielle de cette différence tient au système de fixation des prix des médicaments dans l'Hexagone. Jusqu'à présent,



En 1993, la France est à 3% (volume) et 16% (valeur). En 2000, elle vise 15% (volume) et 16% (valeur).

mois, une évolution se dessine. Les nouveaux médicaments innovants sont vendus à des prix plus élevés, proches des standards internationaux, permettant aux laboratoires d'amortir leurs efforts de recherche et développement. En contrepartie, les laboratoires ont accepté de dynamiser le secteur des génériques. Pour l'instant, le phénomène est

d'économie à l'université Paris Dauphine, rappelle que les génériques « ne sont pas porteurs d'économies très substantielles. Entre deux et quatre milliards de francs, selon mes propres estimations. C'est devant si l'on garde à l'esprit que le marché pharmaceutique représente près d'une centaine de milliards de francs et les dépenses de l'assurance maladie environ six fois plus ». Pour ce spécialiste, l'enjeu ne se situe pas au niveau des économies réalisées mais dans l'évolution des comportements et des mentalités. « Si les génériques se développent en France, on pourra en déduire que quelque chose de capital s'est produit ».

« EFFET PERVERS » Pour les laboratoires, le problème est double, puisqu'il s'agit de combiner des prix bas, entraînant un manque à gagner, et de forts investissements pour découvrir des molécules innovantes. Comme le souligne, dans la revue Pharmaceutiques de mars, Jean Théron, un consultant de la société de conseil en stratégie Projective Pharma, « l'effet pervers immédiat est que les ressources consacrées aux génériques font défaut aux budgets de recherche et développement, ce qui entraîne un affaiblissement de la recherche avec de nombreuses conséquences pour la compétitivité ».

internationale de notre recherche en France ».

Les petits laboratoires de l'Hexagone, surtout ceux qui vivent essentiellement de la commercialisation de copies, sont mal préparés à cette évolution. Les grandes firmes, elles, s'en accommodent, à l'instar du britannique Glaxo-Wellcome dont l'anti-ulcéreux, le Zantac, jusqu'alors premier médicament vendu au monde, va affronter la multiplication des copies. La chute prochaine de son brevet aux États-Unis au mois de juillet devrait accélérer le recul de son chiffre d'affaires. De tels produits-phares ne doivent alors leur survie qu'à leur image de marque, mais ils sont obligés de s'aligner sur les prix des copies. Pour survivre, les laboratoires sont donc tenus de commercialiser de nouvelles molécules innovantes qui seront protégées pendant une dizaine d'années.

Pour la première fois en France, une guerre des prix a été déclenchée au mois d'octobre 1996 sur le marché des antidépresseurs par le leader du marché Smithkline Beecham. Le fabricant du Clomoxyl a brutalement abaissé de 30 % ses tarifs pour s'aligner sur le prix de la copie la moins chère, dans le but de reprendre des parts de marché et d'assainir un secteur où ont fleuri pas moins de dix-sept copies.

Cette attaque et les offensives futures qui ne manqueront pas de suivre fragiliseront les petits laboratoires français en limitant leurs ressources. Elles devraient accélérer les alliances et les regroupements dans un marché hexagonal jusqu'alors protégé. Au niveau des grands groupes, les stratégies sont différentes et de nouveaux domaines, comme celui de la vente sans marque, sont explorés. Ainsi, plusieurs laboratoires comme Rhône-Poulenc Rorer ou GNR Pharma, une filiale de l'allemand Knoll BASF, viennent de se lancer dans la vente de tels produits appelés DCI (Dénomination commune internationale). Il s'agit, par exemple, de proposer aux pharmaciens de l'acide acétylsalicylique au lieu de l'aspirine, ou de l'amoxicilline plutôt qu'un nom de marque. Pour les industriels, les génériques ne sont pas à négliger : 94 % des deux cents médicaments les plus vendus dans le monde sont ou peuvent être copiés.

Dominique Gallois

Un dispositif qui doit être encore complété

Le décret paru au Journal Officiel du 14 mars n'est qu'une étape pour permettre le développement des génériques. Il doit être suivi d'une publication par l'Agence du médicament de la liste des spécialités comparables, c'est-à-dire des médicaments dont les spécialités sont identiques. Une autre étape décisive sera l'octroi aux pharmaciens du droit de substitution des médicaments prescrits sur une ordonnance, avec l'accord du médecin.

L'article 1 du décret stipule : « les spécialités génériques répondant à la définition sont identifiées par une décision du directeur général de l'Agence du médicament portant inscription à un répertoire qui présente les spécialités par groupe générique. Chaque groupe générique comprend la spécialité de référence et les spécialités qui en sont génériques ». L'Agence du médicament a commencé à étudier un projet comprenant 20 principes actifs et 259 spécialités. Il devrait être publié prochainement au Journal Officiel.

Le prix des spécialités ont été arrêtés à des niveaux plus bas que dans les autres pays. Cela ne permet pas à leurs copies, vendues à des tarifs inférieurs de 25 %, de dégager ensuite une rentabilité suffisante et bloque donc le développement de ce marché. Mais depuis plusieurs

purement d'ordre psychologique. Il s'agit de changer les mentalités de tous les acteurs de la filière de la santé, depuis les fabricants jusqu'aux prescripteurs et aux patients. Au mois de janvier, dans la revue interne de Synthelabo, Alhage, Claude Le Pen, président

Les trois principales banques suisses donnent une première évaluation des fonds en détresse

BERNE

de notre correspondant

Conséquence à la fois de leur politique de restructuration et de la persistance d'incertitudes économiques en Suisse, les trois grandes banques belges (UBS, Crédit suisse et Société de banque suisse (SBS) - affichent toutes trois, pour la première fois de leur histoire, des pertes en 1996. D'un montant cumulé de près de 5 milliards de francs suisses (environ 20 milliards de francs français), ces pertes sont cependant plus techniques que réelles dans la mesure où les trois banques ont constitué, durant le même exercice, des provisions exceptionnelles de plus de 10 milliards de francs suisses (FS).

Dernière à présenter ses comptes, la SBS a annoncé, le 12 mars, « une perte purement technique » de 1,955 milliard de FS imputable à l'assainissement de crédits à risque et de son parc immobilier. L'UBS, première banque du pays, avait déjà annoncé qu'elle avait enregistré une perte de 348 millions de FS en 1996. Quant au Crédit suisse, qui émerge d'une profonde restructuration, des mesures structurelles, d'amortissements et de provisions exceptionnelles ont fait plonger ses comptes annuels dans le rouge à 2,432 milliards de FS.

Cet effort d'assainissement de leurs comptes suffira-t-il aux trois banques pour redorer leur blason

terni par l'affaire des avoirs en détresse ? Inquiètes des menaces de boycottage brandies aux États-Unis, elles ont été les premières à mettre 100 millions de FS, à raison d'un tiers chacune, à la disposition du fonds en faveur des victimes de l'Holocauste, constitué début mars par le gouvernement helvétique.

Le CRIF veut « toute la lumière » sur les comptes juifs

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a réclamé, samedi 15 mars, « toute la lumière » sur les avoirs des banques françaises provenant des comptes de victimes juives disparues pendant la seconde guerre mondiale. Réagissant aux informations publiées dans Le Monde (daté 16-17 mars), qui révélaient que les banques françaises ont conservé des comptes en détresse, le CRIF estime que « les banques françaises n'ont jamais tenté dans leur globalité de faire connaître la réalité de ces comptes ni cherché à retrouver les héritiers et n'ont pas fait le moindre geste en faveur des orphelins juifs de parents exterminés ».

Le CRIF s'interroge aussi sur « ce qui est arrivé aux coffres des familles juives disparues » et aux « contrats d'assurances-vie souscrits par des chefs de familles juives revenus des camps de la mort ». « Toutes les investigations nécessaires doivent être menées par le groupe de travail » mais en place par le premier ministre, conclut le CRIF.

Depuis, ce fonds a vu son capital s'étoffer grâce au versement de 100 millions de FS par la Banque nationale suisse (BNC) et de 65 millions par les milieux industriels.

REVISION CONSTITUTIONNELLE Elles ont également approuvé l'idée lancée par le président de la Confédération, Arnold Koller, de créer une « Fondation de solidarité »

encore une révision constitutionnelle et doit être approuvée par référendum, si bien qu'elle ne verra probablement pas le jour avant 2002 ou 2003.

Si la Suisse affiche sa détermination à faire la lumière sur son passé, les linceuls de son système de fonctionnement la freinent. Ainsi l'enquête menée auprès de 400 banques n'a-t-elle, jusqu'à présent,

permis de découvrir que 38,7 millions de FS de fonds en détresse alors que des organisations juives les évaluent à plusieurs milliards. La quasi-totalité (36,8 millions) de ces fonds a été repérée dans les trois grandes banques. Sur ce montant - déjà contesté -, la part revenant à des héritiers de victimes de l'Holocauste serait presque nulle, selon les responsables de ces banques.

A l'heure actuelle, seul le Crédit suisse a pu identifier « moins de 100 francs suisses » appartenant à des victimes juives et à leurs descendants, sur une totalité de 14,9 millions de FS provenant de 297 comptes ouverts avant 1945. De son côté, l'UBS a retrouvé deux ayants droit pour 3,5 millions de FS d'avoirs non réclamés dans ses coffres, mais aucun héritier de victimes de l'Holocauste ne figure parmi eux, a indiqué son président. Quant à la SBS, elle a mis au jour 11,4 millions de FS d'avoirs en détresse dans ses établissements, mais son président a déclaré ignorer si ces avoirs appartenaient ou non à des victimes juives.

Sans doute faudra-t-il attendre la publication, dans le courant de l'été, du rapport d'une commission d'enquête créée par les banques belges et les organisations juives pour en savoir davantage sur le sort des fonds non récupérés des victimes du nazisme déposés en Suisse avant 1945.

Jean-Claude Buhner

100 milliards de dollars en 1997 pour les privatisations, selon l'OCDE

DANS SON RAPPORT trimestriel sur les marchés financiers publié, dimanche 16 mars, l'OCDE estime à 100 milliards de dollars (572 milliards de francs) en 1997 dans le monde, surpassant le record de 88 milliards atteint en 1996. Les pays les plus actifs devraient être l'Espagne (11,5 milliards de dollars), le Japon (8,7 milliards) et l'Australie (7,1 milliards). Secteur-phare : les télécommunications. Le gouvernement espagnol vient de vendre le restant de ses parts dans Telefonica. La mise sur le marché de France Telecom, de l'italien Stet et de l'australien Telstra est attendue. La privatisation de la compagnie nationale des télécommunications d'Afrique du Sud est possible. En 1996, la plus grosse opération en Europe a été l'introduction en Bourse de Deutsche Telekom en novembre, suivie de celle du groupe pétrolier italien ENI.

DÉPÊCHES

■ SUEZ-LYONNAISE : le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene a souligné le risque, en cas de fusion Suez-Lyonnaise, « que Tractebel aboutisse chez un concurrent potentiel ». « J'ai demandé que Suez, via l'actionnariat ou des mesures statutaires, donne des garanties sur l'autonomie d'action et de gestion du groupe », a-t-il précisé.

■ CRÉDIT MUTUEL : le président de la banque mutualiste, Etienne Furlan, a affirmé, lundi 17 mars, dans un entretien à La Tribune, que « les établissements de ce secteur sont aussi bien gérés, aussi bien contrôlés et rémunèrent aussi bien leur capital que les autres », estimant que « les vrais distorsions de concurrence se trouvent entre le public et le privé ».

■ LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande négocie avec le japonais All Nippon Airways pour l'associer à son réseau mondial de lignes aériennes, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel du lundi 17 mars.

■ POSTE : la poste allemande, Deutsche Post AG, envisage 15 000 nouvelles suppressions d'emplois en 1998, autant qu'en 1997, a annoncé le président de son directeur, Klaus Zimmwinkel, dans un entretien au quotidien Berliner Zeitung du lundi 17 mars.

■ ALCATEL CIT : 4 000 personnes selon la police, 7 000 selon les organisateurs, not manifesté, samedi 15 mars à Lannion (Côtes-d'Armor), à l'appel des syndicats. Elles dénonçaient les 530 suppressions d'emplois prévues dans le groupe (sur 2 000 emplois).

■ STET : le groupe italien de télécommunications a annoncé, vendredi 14 mars, qu'il fusionnera avec sa filiale Telecom Italia à raison d'une action ordinaire STET contre 1,8 action ordinaire Telecom Italia. Après cette fusion, prévue en juin, l'Etat détiendra 44,7 % du nouvel ensemble, qui s'appellera Telecom Italia.

■ DIGITAL EQUIPMENT : le constructeur américain, qui cherche à élargir les débouchés de ses microprocesseurs Alpha face aux composants d'Intel, a annoncé, dimanche 16 mars, la commercialisation d'une nouvelle gamme de puces destinées aux micro-ordinateurs de moins de 15 000 de francs.

■ HINO : Toyota va porter sa participation dans le spécialiste nippon du poids lourd Hino Motors à 15,3 %, contre 11,1 % actuellement. L'opération représentera pour Toyota un investissement de 14,7 milliards de yens (650 millions de francs).

■ MERCEDES : le constructeur automobile allemand compte quintupler ses ventes et peut doubler son chiffre d'affaires en Asie d'ici dix ans, a déclaré le vice-président de son directeur Peter Fietzek au quotidien Die Welt du lundi 17 mars.

SCIENCES PO FORMATION

propose un séminaire d'actualité de haut niveau

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION

opportunités et menaces pour les entreprises françaises

• 2 et 3 avril 1997

• sous la direction d'Elle COHEN avec le concours de nombreux experts et économistes.

• séminaire destiné aux équipes de direction.

Programme détaillé et inscriptions : SCIENCES PO FORMATION, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 01 44 39 07 55 ou 01 44 39 07 4041 - Fax 01 44 39 07 61.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration de la Société Financière IMMOBANQUE, réuni le 12 mars 1997 sous la présidence de Monsieur Patrice DUMAS, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

Dans un contexte marqué par la poursuite de la stagnation des investissements immobiliers professionnels et d'une vive concurrence, IMMOBANQUE a réalisé en 1996 une production de crédit-bail de 345 millions de francs, contre 495 millions de francs en 1995, cette évolution étant comparable à celle observée pour l'ensemble de la profession. Compte tenu des dossiers ayant pris effet dans l'exercice, les engagements bruts cumulés sont portés de 4 460 à 4 700 millions de francs, ce portefeuille demeurant caractérisé par le maintien d'un faible niveau de contentieux.

La composition du patrimoine locatif d'IMMOBANQUE, qui affiche à la clôture de l'exercice un taux d'occupation financière de 95 %, est restée quant à elle identique d'une année sur l'autre, aucune opportunité favorable d'investissement ne s'étant présentée.

Les recettes locatives de l'exercice, crédit-bail et location simple confondus, s'établissent à 525 millions de francs, montant comparable aux 535 millions de francs enregistrés au titre de l'année 1995 ; l'augmentation des encours de crédit-bail aura permis de compenser, pour l'essentiel, l'incidence de la baisse des taux sur les contrats à loyer variable et des conditions de marché sur les recettes de location simple.

Le résultat financier brut ressort à 108 millions de francs contre 125 millions de francs en 1995. Compte tenu des éléments exceptionnels, incluant une dotation de 20 millions de francs à la provision sur le patrimoine locatif, et après reprise de réserve latente sur l'encours de crédit-bail en exploitation pour 14,6 millions de francs, le bénéfice net comptable ressort à 101,3 millions de francs, contre 97,9 millions de francs en 1995.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 14 mai 1997, la distribution de ce résultat net comptable, procurant ainsi un dividende de 56 francs par action. Il est rappelé que le dividende versé au titre de l'exercice 1995 s'est élevé à 62 francs par action, correspondant à une distribution globale de 112,1 millions de francs, assurée à concurrence de 14,2 millions de francs par prélèvement sur le report à nouveau.

مكتبة الشامل

TOURNOI L'équipe de France de rugby a surclassé, samedi 15 mars au Parc des Princes de Paris, l'équipe d'Ecosse (47-20) après avoir battu, depuis le début du Tournoi des cinq

nations, l'Irlande (15-32), le pays de Galles (27-22) et l'Angleterre (20-23). ● CES QUATRE victoires constituent le cinquième grand chelem de la sélection tricolore, qui s'était im-

posée de la sorte en 1968, 1977, 1981 et 1987. ● CES SUCCÈS ont été obtenus en appliquant les préceptes du jeu de mouvement préconisé par le duo d'entraîneurs, Jean-Claude

Skrela et Pierre Villepreux, alors même que nombre de titulaires, blessés ou suspendus, étaient indisponibles. ● TROISIÈME ligne à Dax, Olivier Magne est le joueur emblé-

matique de cette évolution du XV national, dont toutes les lignes participent à la construction d'un jeu qui veut maintenant égaler celui de l'hémisphère Sud.

Grand chelem à cœur pour l'équipe de France de rugby

Après avoir battu successivement les Irlandais, les Gallois et les Anglais, la sélection de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux s'est imposée (47-20) face aux Ecosseis, grâce notamment à quatre essais de mouvements marqués par Benazzi, Leflamand, Tournaire et Magne

UN JOUR, ils seront vieux. Fantômes de joueurs hantés par les vicissitudes de l'âge, errant entre les mille et un souvenirs d'une jeunesse folle. Les rides autour envahissent leurs visages, Olivier Magne, le faux blood au cœur immense, n'aura plus que des cheveux blancs, et les jambes de fer

et de feu de Christophe Lamaison ou de Jean-Luc Sadourny seront peut-être tremblantes. Qu'importe. Jusque dans ce futur de vieillards ordinaires, ils resteront « ceux de 1997 ». Pour toujours, ils seront ceux qui ont raflé la mise au bout du siècle, ont fait la nique à l'ennemi britannique battu quatre fois en quatre rencontres, bref, les auteurs d'un grand chelem rugbystique.

A leur dernier souffle, ils se sou-

viendront encore de ce samedi 15 mars, de leur féroce campagne dans ce bataillon du jeu artiste qui renversa l'Ecosse. Comment pourraient-ils en perdre le souvenir ? Il n'est pas donné à tout le monde de se faire inoubliable en un après-midi, d'enfoncer un coin dans l'histoire du rugby. Ils l'ont fait. Ils ont pas manqué ce jour de gloire, cette course éperdue au trophée qui - et tant mieux pour leur mémoire - ne leur était pas promis à l'avance.

Chacun conservera, sans doute, des images dans un coin de la tête. Exploits, émotions, larmes et sourires. « Titon » Lamaison promet qu'ils en reparleront dans dix ans autour d'une bonne table et d'un bon verre, au rendez-vous des frères du grand chelem. Abdelatif Benazzi, le capitaine, leur répète qu'il n'avait pas dormi de la nuit, quand il est entré sur le terrain. Cinquante-deux sélections derrière lui, et une peur de débutant, l'in-

vincible trouille de mal faire. Il rappellera qu'il s'était trouvé mal, à la minute du triomphe, trahi par une vilaine crise d'hypoglycémie. Il se souviendra aussi de son oom, scandé par le public, au début de la deuxième mi-temps. Il était au sol, assommé de trop d'engagement, du désir de toujours montrer l'exemple. Le Parc en avait fait son prince, il n'a pas voulu qu'il parte. Il le lui a crié de toutes ses forces. Il s'est relevé. Il est resté.

UNE ŒUVRE COLLECTIVE

Tous ensemble, ils revivront son essai, le premier, l'ouverture du bal de l'attaque, une charge menée sur le côté fermé à la vitesse d'un avant lancé au grand galop. Quand il faudra rir un peu, il n'y aura qu'à penser aux facettes de Laurent Leflamand, trois-quart aile pour la vie. Heureux, tellement heureux que le bonheur lui a fait brouter un morceau de la pelouse du Parc des Princes !

Il pourront alors s'oublier eux-mêmes, pour repenser au groupe qu'ils avaient formé. Au mot « solidarité ». La veille du match, dans leur retraite du château La Voisine, une main l'avait inscrit au tableau, accompagné des quinze signatures des vainqueurs de 1977. C'était un mot chaleureux. Et il venait des quinze joueurs les plus unis de la longue chronique du rugby tricolore et de ses quatre grands chelems. Groupe ! Solidarité ! Formules magiques pour le cinquième qu'ils se sont empressés de reprendre à leur compte.

Contre l'Ecosse, ils furent toujours quinze à jouer ensemble, à faire bloc, à faire bande. Quand il fallait oser, tous osaient, la furie de l'audace en partage. Quand il fallait défendre, il n'y eut pas un pour oublier les copains, céder à l'égoïsme d'une montée en solitaire, ou d'un plaquage approximatif. Et que dire de cette apothéose, un essai à couper la

respiration d'Olivier Magne, à quatre minutes de la fin, suivi de l'entrée en lice de tous les remplaçants, en un stupéfiant défilé de sans-grade, qui ne l'était plus. Dans cette équipe, aiment à dire les entraîneurs, tout le monde peut se considérer comme titulaire ou remplaçant... Le groupe, toujours le groupe.

Cette victoire fut bien œuvre collective. N'était-ce pas son versant miraculeux ? En décembre, dans ce même Parc des Princes, le XV de France avait triste figure. Pour le battre, les champions du monde sud-africains n'avaient guère eu à forcer leur talent. L'équipe s'asphyxiant dans un tourbillon de malheurs. Des blessures écartaient des titulaires, jugés indispensables : Olivier Roumat, Philippe Saint-André, Emile Ntamack d'abord, puis Thomas Castaignède, Richard Dourthe et Philippe Benetton. Et voilà qu'un hiver d'étude suffisait à lui rendre des

couleurs. Pile hier, bleu ciel aujourd'hui. Entre-temps, le « groupe » avait passé quatre semaines à l'ouvrage sous la direction de Jean-Claude Skrela, rejoint en janvier par Pierre Villepreux. Assez pour laisser souffler l'esprit du jeu, pour provoquer l'adhésion des vingt et un joueurs au rugby à risque, susciter de formidables vocations d'attaquants. A chaque sortie, celles-ci se montraient un peu plus, pour mieux s'épanouir au Parc dans l'ultime épisode écossais.

SOUTENIR LA COMPARAISON

C'est bien d'esprit qu'ont fait preuve les vingt et un tombeurs de l'Ecosse. Et tant pis pour les erreurs, les manques qui leur interdisent encore de figurer parmi les formations de référence. La planète ovale, pour peu que l'on regarde plein sud, s'est donnée des maîtres un peu plus consistants. Au milieu des doux effluves du grand chelem, il était simplement permis de rêver.

Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux le faisaient à voix haute. Pour dire que les leurs n'ont plus rien à envier aux All Blacks de Nouvelle-Zélande et à leurs voisins australiens en matière de technique et d'envie de jouer. Le retard serait à leurs yeux plutôt d'ordre physique. La tournée de juin en Australie permettra d'en prendre la mesure. Avec en filigrane de ce voyage à l'autre bout de la Terre la Coupe du monde 1999. Abdel et ses frères de grand chelem y pensent déjà. Même s'ils n'en disent rien. La mémoire des Bleus, de « ceux de 1997 », ne va pas encore jusque-là.

Pascal Caux

Triple couronne pour l'Angleterre

Faute de grand chelem, l'Angleterre s'est consolée en remportant par 34 à 13 la vingtième triple couronne de son histoire, face à une équipe du Pays de Galles décimée par les blessures. Moins brillants que contre la France, quinze jours plus tôt, les Anglais ont dû attendre la deuxième mi-temps et deux essais opportunistes de Tim Stimpson et Tony Underwood pour faire la différence. Jusque-là, Phil de Glanville et ses camarades avaient éprouvé toutes les peines à traduire leur domination territoriale, grâce à deux pénalités de Mike Catt. Intraitables en défense, les Anglais ont ensuite alourdi le score avant que Robert Howley ne sauve l'honneur pour le Pays de Galles dans les arrêts de jeu en inscrivant le dernier essai marqué à l'Arms Park avant sa démolition. - (AFP)

AVEC DE NOUVELLES BLESSURES aboutissant à une paire de demis inédite en Guy Accoceberry et David Aucagne, j'étais convaincu que les Ecosseis de Rob Wainwright avaient une vraie chance d'inquiéter les Français.

ANALYSE

Au début du Tournoi, ce n'était pas une grande équipe de France. Ce n'était même pas une bonne équipe

J'avais même prédit qu'avec un tel manque d'expérience du haut niveau, les Français peineraient à trouver la sérénité nécessaire pour structurer le match. Les faits m'ont donné complètement tort.

Les Français ont magistralement maîtrisé la conquête, choisi une multitude d'options avec ladite conquête, et marqué des essais formidables. En effet, les Ecosseis ont été complètement bâillonnés, et même lorsqu'ils arrivaient à s'arracher quelques miettes, ils furent totalement étouffés par la défense française, menée par le tertiaire Olivier Magne.

Un niveau de jeu à ne plus quitter

Au début du Tournoi, ce n'était pas une grande équipe de France. Ce n'était même pas une bonne équipe. En l'espace de dix semaines, ils ont évolué merveilleusement et marqueront l'histoire comme l'une des plus belles équipes françaises des années 90. Une évolution dont il faut féliciter l'entraîneur Jean-Claude Skrela et son adjoint Pierre Villepreux.

Techniquement, la ligne de trois-quarts française joue désormais moins en profondeur, plus près de la ligne d'avantage. Le demi d'ouverture Aucagne a tenu un rôle décisif. Avec son demi de mêlée Guy Accoceberry, ils ont constamment créé de l'espace pour que les joueurs de soutien puissent rapidement et régulièrement franchir la ligne d'avantage. Il était alors plus facile pour les avants français de soutenir au point de fixation, et il en a découlé une source constante de ballons très vite libérés.

L'alignement des trois-quarts beaucoup plus plat, surtout pour des ballons de deuxième main, représente un changement majeur pour les Français. On s'était habitué à voir une ligne de trois-quarts en profondeur, où l'idée est d'essayer de fournir les sprinters au large avec du temps et de l'espace pour cadrer, puis débord leurs vis-à-vis. Tout cela a disparu, et les

Français adoptent désormais un alignement plat, ou en forme de « U ». Résultat : une pression plus importante sur la ligne défensive de l'adversaire et la capacité de franchir rapidement la ligne d'avantage, ce qui est vital dans le jeu moderne, où il est essentiel de changer constamment le point d'attaque et de libérer rapidement les ballons dans les regroupements.

Un facteur important dans ce jeu de libérations rapides est la vitesse au point de chute. Pour moi, les Français ont désormais trouvé le bon équilibre en troisième ligne avec des joueurs comme Olivier Magne et Richard Castel, qui apportent énormément de vitesse et de soutien, et qui complètent la puissance et le poids de Fabien Pelous et Abdelatif Benazzi.

Bref, dans la perspective de la Coupe du monde 1999, les entraîneurs doivent garder les pieds sur terre et réaliser que la formidable performance de samedi doit absolument devenir le nouveau point de repère d'un niveau d'où il ne faut jamais reculer.

Nick Farr-Jones

* Nick Farr-Jones a été capitaine de l'équipe d'Australie championne du monde en 1991.

Soutien omniprésent et art de l'enchaînement : Olivier Magne se révèle

ENTRE LE MOMENT où il aptait le ballon dans l'œuf et le coup de sifflet de l'arbitre qui accorde l'essai, à quatre minutes de la fin de ce France-Ecosse, il n'y a

PORTRAIT

Sous sa chevelure blond décoloré, le nouveau visage du rugby français

qu'une fraction de seconde. Mais pour Olivier Magne, à cet instant précis, tout se passe au ralenti. Il doute. Aurait-il mis un pied en touche ? « Je pensais que j'avais bien marqué, mais je regardais l'arbitre de touche pour voir s'il allait le valider. » Et puis, c'est l'explosion. Olivier Magne saute en l'air, lève les bras en signe de triomphe, court dans l'en-but pour saluer la foule de la tribune d'Auteuil. Enfin, il tombe dans les bras de Fabien Pelous, son copain de chambre, l'aide de toujours.

« J'étais fou de joie, reconnaît Magne. C'était un moment vraiment fabuleux pour moi, et je voulais faire partager ma joie avec le public. » Extraverti, insouciant sans être frivole, ce troisième ligne à la chevelure blond décoloré croque la vie à pleines dents. Malgré un départ prévu le lendemain, avec l'équipe de France de rugby à 7, pour disputer la Coupe du monde à Hongkong, c'est sa voix qui s'élevait au-dessus de toutes les autres au sein de la bande de « nouveaux » qui ont chanté lors du banquet, samedi soir.

Le nouveau visage du rugby français, c'est lui. Ce sport, qui

manque si cruellement de stars pour sortir de son carcan régional et son image cassoulet, a besoin de joueurs comme Olivier Magne. Des joueurs débordant de fraîcheur et d'enthousiasme, qui ne se contentent plus de jouer leur match, mais qui savent qu'ils sont aussi des marchands de bonheur. Qu'ils doivent, comme le leur demande Pierre Villepreux, « donner du rêve ». « Nous avons besoin de plaisir aux gens, de communiquer avec le public, coiffe Magne. Aujourd'hui, toute l'équipe de France était avec le public. »

Rapidement devenus un signe distinctif, ses cheveux décolorés sont le résultat d'un pari avec ses coéquipiers de Dax. « Olivier a annoncé avant notre match contre Agen, fin décembre, que si l'an gagnait, il se teindrait en blond », explique Fabien Pelous, le troisième ligne centre avec qui il partage une maison. Contre toute attente, Dax gagne, et voilà Magne recouvert en blond peroxide. « Avant, on le voyait beaucoup sur le terrain. Mais maintenant qu'il est blond, on ne voit plus que lui ! », ajoute Pelous. Pratiquement inconnu du grand

public en début de saison, Magne est incontestablement l'une des grandes découvertes de ce grand chelem. A de nombreuses reprises, ses courses fluides ont éclairé le Parc des Princes, comme lors de l'essai de Laurent Leflamand, où il intervient au côté de Jean-Luc Sadourny pour impulser le mouvement, avant de transmettre la passe décisive à Leflamand à l'extérieur.

SANS COMPLEXE

Sa pointe de vitesse et ses capacités d'anticipation au large comme au près ont tout simplement révolutionné le jeu de soutien de l'équipe de France, et certaines de ses interventions samedi sont dignes des deux grands troisièmes lignes qu'il a toujours admirés, Laureot Cabannes et le Néo-Zélandais Michael Jones. « C'est normal qu'on m'ait vu dans ce match, dit-il sans fausse modestie. Je savais avant la rencontre que les Ecosseis n'allaient pas fermer le jeu, et que mon rôle en soutien allait être primordial. » Juste avant de quitter le vestiaire, Pierre Villepreux lui glissa les quel-

ques mots qui lui permirent de jouer sans arrière-pensée : « C'est un match pour toi, Olivier, il faut que tu te régales, là-dessus ! Il faut que tu marques, que tu sois en soutien, que tu fasses ton match. »

Sans complexe, le Dacquois a fait preuve, pour sa troisième sélection, d'une grande maturité. Son omniprésence, sa précision dans les enchaînements furent souvent les éléments-clés qui permirent aux Français de franchir un nouveau palier dans la recherche de la continuité. Rarement le lien entre avants et trois-quarts a été aussi déterminant. Rien pourtant n'était dû au hasard.

Peu après l'entraînement de l'équipe de France à Clairefontaine, on a pu voir la troisième ligne - Magne, Pelous et Benazzi - travailler une heure durant avec la ligne des trois-quarts sur des phases de mouvement, de relance, de soutien. D'un côté comme de l'autre, les avants se familiarisaient avec des angles de course des trois-quarts, et vice versa. « Pour donner le plus de possibilités à nos trois-quarts, nous devons être en soutien le plus rapidement possible, note Magne. Quand ça marche, ça crée des situations de surmarché hyper-efficaces. Ça donne d'énormes solutions dans le jeu. » Pour preuve, les quatre essais français, des relances plein champ, et ce superbe mouvement de 100 mètres, à une minute de la fin du match, qui manque d'un nez aboutir à un essai. « Je crois que personne n'est resté insensible à ce que nous sommes en train de faire », conclut Olivier Magne.

Ian Borthwick

3615 LEMONDE

&

COACH DUTY

DE LA JEUNESSE ISC

Présentent

LES NUITS DE LA JEUNESSE 1997

5 FILMS POUR 70frs

Pédale Douce
L'appartement
L'été et...
Ridicule
Un Air de Famille

BILLETTERIE :

3615 LEMONDE MAGASINS FNAC
08 36 68 49 48*

LE 14 MARS	LE 21 MARS
Paris :	Province :
Atèsia	Angers
Ambassade	Caen
Marignan	Clermont
Parnasse	Dijon
Grand Boulevard	La Rochelle
Kinoparadis	Le Havre
Opéra Premier	Lyon
Province :	Metz
Aix	Montpellier
Amiens	Mulhouse
Bordeaux	Nantes
Calais	Rennes
Grenoble	Strasbourg
Reims	St Etienne
Rouen	Tours
Nice	Toulouse
	Valenciennes

Luc Alphand sacré meilleur skieur du monde vingt-neuf ans après Jean-Claude Killy

Le Norvégien Aamodt n'a pas pu rattrapper son retard dans le géant et le slalom

Pernilla Wiberg a une nouvelle fois triomphé, en gagnant dimanche 16 mars, le slalom de la finale de la Coupe du monde de ski alpin à Vail. La Suédoise

s'est imposée devant sa grande rivale, l'Allemande Katja Seizinger. Le slalom masculin a vu la victoire du Norvégien Finn-Christian Jagge. Kjetil-Andre Aa-

modt, septième, n'a pu rattrapper son retard sur Luc Alphand, qui gagne ainsi la Coupe du monde générale vingt-neuf ans après Jean-Claude Killy.



SKI

VAIL (Colorado)
de notre envoyé spécial
Yeux brillants, gigantesque sourire, Luc Alphand est traversé par une onde de bonheur. Mario Reiter vient de mettre fin au suspense en éliminant Kjetil-Andre Aamodt à une troisième place provisoire du slalom, et le Français gagne la Coupe du monde générale de ski alpin. Autour de lui, des corps qui s'enlacent, des cris, des éclats de rire. Le héros dit pêle-mêle, sa voix cassée d'émotion : « C'est incroyable, je n'aurais pas imaginé, j'ai du mal à réaliser ; c'est difficile d'attendre ; je suis soulagé, cela fait trois ans que mes saisons sont belles. » Vingt-neuf ans après Jean-Claude Killy, Luc Alphand devient le meilleur skieur du monde au terme de la saison 1996-1997.

Tout devait se jouer à Vail entre Luc Alphand et Kjetil-Andre Aamodt. Le Français menait la ronde de 117 points ; avec quatre courses encore à disputer contre deux à son rival, le Norvégien pouvait ré- verser. Alphand deux fois neuvième de la descente et du super-G, Aa-

modt espérait du slalom-géant et du slalom où il serait « seul ». Entouré, samedi, par Deborah Compagnoni, Alberto Tomba, Luc Alphand l'a attendu en bas et s'est réjoui, un peu confus, de sa septième place. Aamodt devait gagner ou terminer deuxième du slalom, c'est-à-dire réaliser un exploit. Sur une neige de printemps qu'il n'aime pas, dans une discipline où il est devenu moyen, il a échoué.

En Luc Alphand, la Coupe du monde couronne un homme au palmarès d'abord aride. Champion du monde juniors de descente en 1983, Luc retrace sa route de France en 1984. Il a dix-neuf ans, un cœur fon et un talent énorme. Ses entraîneurs l'estiment courageux et instinctif mais regrette ses manques de concentration. Entre 1987 et 1993, pas moins de dix blessures et trois opérations. Deux mois avant les Jeux olympiques d'Albertville, en 1992, il s'arrache les ligaments du pubis. Il est douzième de la descente olympique.

Quatrième de la descente aux championnats du monde de Morioka, en 1993, il peut imaginer des victoires. Un mois plus tard, à Whistler Mountain, il se rompt les ligaments du genou droit : « C'est la dernière fois que le ski m'a fait

pleurer », se souvient-il. A son retour, en 1994, l'homme a changé. Il a mûri. Il a vingt-huit ans et a consenti un nouvel entraînement plus sérieux et plus précis. Son corps s'efforce comme il s'affine. La trace de son ski s'ajuste. A Val d'Isère, en décembre 1994, Luc avale la piste et mène la descente. Il est prêt à fêter sa première victoire en Coupe du monde quand un Autrichien inconnu lui souffle la victoire. Josef Strobl est aujourd'hui l'un de ses plus fiers adversaires.

UNE CONFIANCE INSOUÇONNÉE

La première victoire est symbolique. Le 14 janvier 1995, à Kitzbühel, Luc gagne les deux descentes organisées dans la même journée sur la mythique Streif. Le ski français, malmené par le mépris des Autrichiens, trouve un héros respecté. La France découvre un garçon amoureux de la vie et de ses montagnes. Il vit à Serre-Chevalier, il est marié, son premier enfant est attendu pour avril.

Cette double victoire lui procure une confiance insoupçonnée en son ski. Aux championnats du monde de Sierra Nevada, en 1996, il prend la troisième place de la descente. Quelques semaines plus

tard, il conserve sa Coupe du monde de descente gagnée en 1995. Il est heureux. A l'orée de la saison 1996-1997, l'Italien Kristian Ghedina lui promet une lutte âpre. Pour conserver ce titre en 1996-1997, Luc Alphand use de son expérience, qui lui donne plus de nerfs et plus de cœur. Il s'épanouit aussi en super-G. Il devient ainsi un prétendant à la première place du classement général de la Coupe du monde après être passé à côté des championnats du monde de Sestrières. Et sa consécration est arrivée dimanche 16 mars. Déjà détenteur des coupes de descente et de super-G, Alphand, trente-deux ans, est devenu le meilleur skieur du monde. Antérieurement, ce n'est pas pour les laisser grandir tout seuls et un raisonnement « mon genou me fait mal, je veux encore me promener dans les montagnes quand j'aurai cinquante ans ». Les responsables de l'équipe de France lui ont demandé de renoncer à sa décision jusqu'au début du mois de juin. Quand Luc Alphand sera revenu sur terre.

Bénédict Mathieu

La polyvalence synonyme de manque à gagner

VAIL

correspondance
On dit d'un skieur capable de s'exprimer avec une égale réussite dans les quatre disciplines du ski alpin (descente, super-G, slalom, slalom géant) qu'il est polyvalent. On dit aussi qu'un grand skieur est forcément un poly-

ANALYSE

C'est là un art difficile, puisqu'il s'agit pour le polyvalent de rivaliser tout au long de l'hiver avec des spécialistes, parmi lesquels certains ne participent qu'à une seule discipline. Un polyvalent est sur le grill durant tous les mois de compétition. Il lui faut multiplier les rallyes routiers d'une station à l'autre, troquer en permanence des skis de descente de 2,18 m contre des skis de slalom de 2,03 m, varier les séances d'entraînement, travailler les qualités spécifiques qu'exige chaque discipline. Pendant que le polyvalent « bouffe » de l'huile et de l'énergie dans cette quête d'excellence, le spécialiste se ressource et peut peaufiner sa préparation dans son domaine de prédilection. On comprend aisément que la polyvalence, sorte de travaux d'Hercule, suscite de moins en moins de vocations.

Chez les hommes, on compte sur les doigts d'une main les survivants de cette race de di-

dans les épreuves de vitesse que dans les épreuves techniques.

C'est là un art difficile, puisqu'il s'agit pour le polyvalent de rivaliser tout au long de l'hiver avec des spécialistes, parmi lesquels certains ne participent qu'à une seule discipline. Un polyvalent est sur le grill durant tous les mois de compétition. Il lui faut multiplier les rallyes routiers d'une station à l'autre, troquer en permanence des skis de descente de 2,18 m contre des skis de slalom de 2,03 m, varier les séances d'entraînement, travailler les qualités spécifiques qu'exige chaque discipline. Pendant que le polyvalent « bouffe » de l'huile et de l'énergie dans cette quête d'excellence, le spécialiste se ressource et peut peaufiner sa préparation dans son domaine de prédilection. On comprend aisément que la polyvalence, sorte de travaux d'Hercule, suscite de moins en moins de vocations.

Chez les hommes, on compte sur les doigts d'une main les survivants de cette race de di-

nosaires. Avec Lasse Kjus, Gunther Mader ou Paul Accola, Kjetil-Andre Aamodt est l'un d'eux. Il a pris cet hiver deux fois plus de parts que Luc Alphand, soit deux fois plus d'occasions de marquer des points en Coupe du monde. Il n'empêche, sa tactique bouillie à l'échelle a échoué. C'est Alphand le descendant qui triomphe. Pour la première fois dans l'histoire de la Coupe du monde, un spécialiste de la vitesse remporte le classement général. Alphand a réussi ce défi improbable en gagnant au passage les Coupes du monde de descente et de super-G. Il aura dû gagner beaucoup : six victoires contre une à Aamodt... pour compter finalement 34 points d'avance sur le Norvégien. Aujourd'hui, Aamodt et ses collègues méditent sur les bienfaits de la spécialisation. La polyvalence est désormais synonyme de manque à gagner. Du moins chez les hommes...

Gilles Chappaz

Laurent Jalabert domine Paris-Nice de bout en bout

NICE

de notre envoyé spécial
Le peloton n'avait pas eu de coup de pédale, sur les bords de Seine, dimanche 9 mars, que le oom du vainqueur de ce snixante-quatrième Paris-Nice était déjà inscrit dans les Abribus de la promenade des Anglais. « Je viens pour gagner », proclamait le champion sur des af-

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS ou FORTS

15, place du Havre
Paris 8^e - Tél : 01-43-87-34-64

NICE
18, av. J.-Médard
C.C. CAP 3000

LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

fiches à son effigie placardées par la mairie deux semaines avant le départ de la course.

Le Français n'a pas fait mentir les pronostics, dimanche 16 mars. Il a remporté la Course au soleil pour la troisième fois consécutive, devançant au classement général le Suisse Laurent Dufaux et l'Espagnol Santiago Blanco. Endossant le maillot blanc de leader dès le prologue, il a ensuite conforté son avance à coup de bonifications. Le parcours peu accidenté raccourci dans la première partie de cette descente vers la Méditerranée ne permettait pas autre chose que la petite épicerie.

Mais cette avidité à grappiller de menues secondes est devenue délirante, un simple divertissement de voyage, quand la route s'est enfin durcie. Sur les pentes déraisonnables du mont Ventoux, vendredi, Laurent Jalabert s'est dressé sur les pédales comme un chien tend les pattes pour se dégourdir. Des grimpeurs avertis comme Laurent Dufaux ou Richard Virenque ont alors semé des titchers de la montagne. Paris-Nice avait débuté par une polémique, trois coureurs ayant été interdits de course après un contrôle sanguin. Il s'achevait sur un consensus : ce « Jaja » là était trop fort. Sa démolition semblait même une insulte au cyclisme, censé être le creuset des douleurs humaines et qui parut soudain un sport d'apparat.

« La saison est longue », lâchait pourtant Cyrille Guimard, directeur sportif de Cofidis, sur le mode de « ça ira bien qui ira le dernier ». Elle l'est en effet et ménagera des morceaux de choix jusqu'au cœur de l'automne. « Tout le monde n'a pas encore mis en route », constatait Bruno Roussel, directeur sportif de Festina. Tooy Rominger avait trop de kilns superflus pour prétendre

inscrire un troisième Paris-Nice à son palmarès. Evgeni Berzin n'est sorti de sa semaine de bouderie qu'à l'occasion du dernier contre-la-montre. Ces deux coureurs et beaucoup d'autres s'étaient là que pour moutonner des kilomètres sans grand enthousiasme.

RENTREE DES CLASSES

Au sortir de la trêve, le peloton reprend docilement ses marques. Quarante pour cent des coureurs ont changé de formation à l'intersaison. De nouvelles équipes, comme Cofidis ou La Française des Jeux, ne sont pas encore rodées à la compétition. Cette année plus encore que les précédentes, Paris-Nice a respiré cette ambiance houleuse et turbulente de rentrée des classes. Laurent Jalabert a conduit un ramassis encore bien mal dégrossi. « Sa victoire a été d'autant plus éclatante que la concurrence a été faible », admettait Bruno Roussel.

« Les progrès dans la préparation des coureurs permet aujourd'hui de planifier leur pic de forme à une ou deux semaines près », explique Gérard Nicolet, médecin de Paris-Nice. Selon les constitutions et la difficulté des épreuves, les coureurs ne peuvent rester à ce niveau qu'entre deux semaines et un mois. Ils ne peuvent guère avoir plus de deux pics par saison. Il leur faut donc choisir dans le calendrier les moments où ils veulent être à leur meilleur. Certains arrivent sur les courses du début de saison tout près de leur meilleur niveau. D'autres en sont encore très loin mais vont travailler quelques exercices spécifiques à cette occasion, par exemple en faisant une montée à fond ou en tentant de rouler devant pendant un nombre déterminé de kilomètres. » Paris-Nice offre donc des images insolites

et pas toujours simples à décrypter pour qui n'est pas féru de médecine sportive.

Mais les hommes de l'art ne s'y trompent pas. Quand le champion du monde, le Belge Johan Museeuw, s'est abstenu de suivre les meilleurs grimpeurs dans le mont Ventoux, il a hérité forcément de des consignes, lui qui hait les cols. L'opposition saisi qu'il s'agissait en vue de la montée du Poggio, où se décide le plus souvent le vainqueur de Milan-San Remo, course prévue pour le 22 mars. Qu'Axel Merckx ajoute une sortie d'entraînement après une étape de moyenne montagne de 180 kilomètres, et il devient clair que l'héritier se dédie aux prochains classiques belges, longues et tourmentées.

Dans le square Albert-le, qui jouxte la promenade des Anglais, une fanfare militaire conviée à l'arrivée égrenait encore ses dernières notes dans la douceur du début de soirée que Laurent Jalabert voguait déjà vers d'autres horizons. A Saint-Aygulf, le Français se prépare déjà à affronter les classiques du printemps. Milan-San Remo samedi puis le Tour des Flandres et l'Amstel Gold Race. « Je ne suis pas encore au mieux », affirme-t-il. « Nous avons retardé de trois semaines la préparation pour qu'il puisse être encore fort fin avril », confirme Manolo Saiz, le directeur sportif qui gère de très près l'entraînement de son protégé.

Mais les progrès de la médecine ne sont pas encore parvenus à faire du cyclisme une science exacte. Comme l'admet Gérard Nicolet, « une chute, une bronchite, peuvent perturber la préparation et contrarier les plans. » Un accident, une maladie, voire des adversaires !

Benoît Hopquin



Une Audi résolument audacieuse

L'actuelle Audi A6 constitue une version à peine modifiée de l'ancienne Audi 100. En revanche, la nouvelle A6 qui sera commercialisée dans les prochaines semaines est une voiture inédite, surtout pour ce qui concerne sa ligne résolument audacieuse. Le prix de base n'est pas encore fixé pour la France (il devrait être de l'ordre de 170 000 francs), mais Audi précise déjà que l'A6 sera équipée en série d'airbags latéraux et d'un « nouveau climatiseur à régulation automatique avec contrôle du niveau d'insolation ».

Tatouer son vélo pour l'identifier en cas de vol

LES DANGERS de la circulation, la pollution de l'air, le mauvais temps ou le manque de compréhension d'où témoignent parfois les forces de police ne sont pas les seuls freins à l'utilisation du vélo en ville. Il faut aussi compter avec la crainte du vol. Dans les grandes villes, les cyclistes se bardent d'antivol et ôtent la selle de leur monture après l'avoir cadenassée contre une grille. D'autres se résolvent à enfourcher un vieux clou qui, espèrent-ils, ne tentera personne.

En France, où circulent 20 millions de bicyclettes, environ 2,5 millions de vélos neufs ont été vendus en 1996 d'où une bonne moitié de VTT. Selon les estimations, 200 000 vols seraient commis chaque année, mais, si 10 % de ces bicyclettes sont retrouvées, on les réclame rarement. Et, lorsque le propriétaire se manifeste, il est en général bien en peine de justifier que le vélo lui appartient.

Aujourd'hui retraité, Adrien Bossière, spécialiste des procédés d'identification automatique de vélos, a eu l'idée de proposer un système de tatouage, inspiré du fichier félin ou de la centale canine. Il s'agit d'inscrire sur le vélo un numéro d'identification enregistré dans un fichier national, avec l'accord de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et sous le contrôle d'une autorité administrative. Il ne s'agit pas d'apposer une plaque d'immatriculation sur les vélos (en vigueur sous l'Occupation, une telle obligation évoque de mauvais souvenirs...) mais de proposer, sur la base du volontariat, un mar-

quage par gravure chimique. Pour cela, il suffirait de positionner un stecol adhésif et d'appliquer par dessus du produit de gravure. Les tests réalisés par le Laboratoire national d'essais avec l'aide du conseil régional d'Île-de-France indiquent que cette technique est fiable et garantit une lisibilité durable. Grâce à la carte qui lui aura été remise, le propriétaire pourra se manifester.

DISSUASIF

« Ce marquage n'est pas un antivol, prévient Adrien Bossière. Il est dissuasif car il rend plus difficile la revente et permet de connaître facilement le propriétaire d'un vélo retrouvé. »

En Grande-Bretagne, où un tel mécanisme fonctionne depuis plusieurs années, les disparitions de vélos sont en baisse sensible, assure M. Bossière. A la perspective de devoir tenir un fichier supplémentaire ne suscite aucun enthousiasme, mais on confirme que l'augmentation de la valeur des bicyclettes a fait décoller les plaintes « alors qu'auparavant les personnes victimes d'un vol de bicyclette ne prenaient pas la peine de le signaler ».

En attendant, le tatouage est une idée qui commence à faire son chemin. La Communauté urbaine de Strasbourg, où un millier de vélos se retrouvent chaque année à la fourrière, mettra en œuvre à la fin de l'année un gravage électrique et envisage de confier à une association agréée la gestion du fichier régional.

Jean-Michel Normand

AVIS

Vente de véhicules récents

Faibles kilométrages

Millesime 97

Garantie 1 an ou 12 000 km

Possibilité d'essai ou financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASIONS

5, rue Bixio - 75007 PARIS

01.44.18.10.65

Port. 06.07.84.10.33

Pascal Bonnet

605 SV 24 (Phase 2)

toutes options, gris chateau

AM 94 - 60 600 km

146 000 F. Garantie 1 an

G.C.D. - 01.47.25.9177

306 S 16 BV6 3P

car, clim., T.O., audio

ADC, AM 96 - 10 700 km

125 000 F. Garantie 1 an

G.C.D. - 01.47.25.9177

Part. vend

BMW 525 TD Worldline

gris clair, 6 cv 11/95 mod 96

33 000 km, état neuf

140 000 F. - 01.38.57.43.55

Part. vend SAFRANE

1994, 9 cv haut de gamme

AUS, métro, équipé gaz

02.43.89.67/35 le soir 20 h.

Part. vend ACCORD 2.2

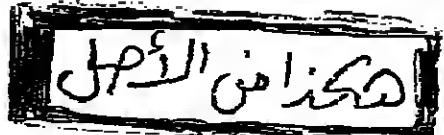
EXI 4WS, série Trophée cast.

Mod 92, 11 cv, 80 000 km

65 000 F. - 04.52.15.12.75

RUBRIQUE "AUTOMOBILE" pour vos annonces

contactez le : ☎ 01.44.43.76.23 ☎ Fax : 01.44.43.77.31



Un stage à destination des marins qui veulent redécouvrir la navigation astronomique

Foin des satellites et autres GPS : Brittany Ferries propose aux plaisanciers d'apprendre à se situer en mer à l'ancienne, en relevant avec un sextant la position du Soleil, de la Lune et des planètes

LE STAGE affiche déjà complet. Dans un mois, douze apprentis-astrologues embarqueront à Roscoff (Finistère) sur le *Vol-de-Loire* de la Brittany Ferries, destination Cork (Irlande), Plymouth (Angleterre) puis Santander (Espagne). Passagers, certes, mais pas ordinaires. Contrairement à leurs compagnons de voyage anglais, qui composent la clientèle fidèle de cette ligne, ils seront là pour travailler et rêver tout à la fois. En une semaine, ces fous de ciel et de mer veulent apprendre à se repérer grâce au Soleil, aux étoiles, à la Lune et aux planètes.

Brittany Ferries est la seule compagnie à avoir paré commercialement depuis 1988, année de lancement du « stage astro », sur cette passion taxée de désuète par ceux qui imaginent à tort - que l'électronique et les satellites ont réglé une fois pour toutes la question de la navigation maritime. « Une alimentation électrique peut toujours prendre feu ou tomber en panne. Le positionnement par satellite (GPS) devient alors impossible », rappelle simplement Patrick Brasseur, lieutenant de pont à la compagnie et à qui a été confié, dès le départ, le rôle d'instructeur

astro. Les cours qu'il donne se veulent donc une sécurité supplémentaire pour ses élèves (plus de 360 en neuf ans), généralement propriétaires d'un voilier et souvent désireux de vivre une transatlantique, voire un tour du monde. Entendant les appels de détresse (deux à trois par semaine) lancés par des plaisanciers incapables de faire face seuls à une panne de moteur ou de GPS, il sait bien « qu'en mer, les instruments mécaniques, eux, ne trahissent pas ».

THÉORIE ET PRATIQUE

Le sextant, c'est vrai, n'est d'aucune utilité par ciel couvert et horizon brouillé. Près des côtes, on lui préfère phares et bouées pour se repérer. Mais au large, pour une croisière de plusieurs jours, il reconquiert ses lettres de noblesse.

A bord du *Vol-de-Loire*, Patrick Brasseur alterne théorie et pratique, le tout pimenté de récits d'aventures tirés d'une expérience maritime peu commune. Contrairement aux idées reçues, aucune notion de trigonométrie ou de géométrie n'est nécessaire. Il suffit de savoir additionner et soustraire, de faire preuve d'une belle assidui-

té et, c'est sûr, d'une réelle concentration pour réussir à maîtriser les concepts. Au final, le cours maison préparé par l'instructeur, fort de ses trente années de navigation, replace tous les stagiaires sur un pied d'égalité.

Quand arrive, assez vite d'ailleurs, l'heure de la pratique, la magie finit par opérer. D'abord, on apprend à deviner un ciel, à prévoir quelle étoile va s'élever la première. Ainsi, dans un mois, si le golfe de Gascogne se montre clément, Patrick Brasseur entrainera sa petite troupe sur le pont supérieur du navire, à la tombée de la nuit. Sextant en main, cordon autour du cou pour bien l'assurer, chacun pourra, grâce au système optique de l'instrument, « faire tomber » sur la ligne d'horizon Capella (la Chèvre), qui brillera alors dans le Nord-Ouest, à 45° d'élévation, Arcturus apparue dans le Sud-Est ou bien Procyon, Sirius ou encore Orion, appelée encore Belgeuse. En quelques minutes, signalant tour à tour leur présence par une clarté supplémentaire, elles permettent de réaliser à la cabine les relevés - au moins trois - indispensables au calcul de la position. Au cours de la journée,

c'est le Soleil qui devient une obsession pour les stagiaires encouragés à s'exercer au sextant dès que les conditions météo le permettent.

Aucun participant, hormis ce stagiaire égaré qui avait confondu astrologie et astronomie, ne résiste à cette poésie. « C'est à chaque fois une découverte. Et puis aussi ce sentiment de mieux appréhender l'univers dans lequel ils vivent », perpétuant des gestes anciens qui font indéniablement penser à Fernand Braudel et à « la longue durée ».

Aux côtés de la Brittany Ferries, seules de rares écoles de voile proposent aux plaisanciers de s'initier à la navigation astronomique, mais de manière beaucoup plus rudimentaire. Les marins conscients des dangers de la mer et poètes dans l'âme ne peuvent que le regretter.

Marie-Béatrice Baudet

★ Brittany Ferries propose trois stages de navigation astronomique par an. Coût : 5 800 francs pour la semaine. Renseignements : Brittany Ferries, port du Bloscon, BP 72, 29688 Roscoff Cedex. Tél. : 02-99-29-27-36.

MÉTÉOROLOGIE

Petites pluies sur le Nord

La grève à Météo-France nous met dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

LE SUD DU PAYS reste protégé par un anticyclone et continuera à bénéficier de conditions printanières. Plus au nord, les conditions se dégradent. Le champ de pression commencera à baisser à l'approche d'une perturbation qui apportera un peu de pluie.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Les éclaircies du matin ne dureront pas. Les nuages donneront un peu de pluie l'après-midi en Bretagne et en Normandie. Les températures évolueront entre 11 et 15 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée débute souvent dans le brouillard. A la mi-journée, les nuages tendront à s'épaissir. Il pleuvra en cours d'après-midi. Un fort vent d'ouest se lèvera du Havre à Dunkerque. Il fera entre 12 et 15 degrés au meilleur de la journée.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les brouillards domineront toute la matinée. Ils laisseront place à de timides éclaircies l'après-midi. Les températures s'échelonneront de 13 à 17 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le printemps continue près des Pyrénées. Plus

au nord, l'impression de beaux temps dominera en Poitou-Charentes. Les températures atteindront 16 à 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil chassera sans mal les nappes de grisaille présentes en matinée. Il dominera sans partage l'après-midi. Les thermomètres continueront à afficher des valeurs agréables : il fera entre 17 et 21 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La journée se passera sans l'ombre d'un nuage. Les températures dépasseront souvent les 20 degrés au meilleur de la journée.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ LIBAN. L'heure d'été sera appliquée au Liban dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 mars, soit GMT +3. En France, les pendules seront modifiées dans la nuit du 29 au 30 mars.

■ JOURS FÉRIÉS. Le mercredi 19 mars est férié au Japon, en Iran, en Espagne et au Venezuela. Jeudi 20, jour de l'équinoxe de printemps, est férié en Israël et en Tunisie. Le vendredi 21 mars est férié au Japon, au Mexique, en Syrie, Tunisie, Iran, Irak, Afghanistan, Azerbaïdjan, ainsi qu'en Namibie et en Afrique du Sud.

ENVIRONNEMENT

Le nouveau massacre des bisons d'Amérique

WASHINGTON. Les bisons sont décidément une espèce maudite aux Etats-Unis. La race a compté jusqu'à 75 millions de têtes. Son massacre, qui s'est prolongé jusqu'à la fin du XIX^e siècle, avait dans une large mesure sonné le glas de l'identité du peuple indien, bien des tribus étant obligées de quémander ensuite leur nourriture auprès des représentants de Washington. Heureusement, la folie meurtrière des émules de « Buffalo » Bill Cody - l'homme qui tua 4 280 bisons en huit mois -, avait ses limites : elle ne vint pas à bout de l'instinct de survie des bisons, et surtout de la prise de conscience écologique.

Vers 1880, quelques centaines d'animaux épargnés avaient trouvé refuge au cœur des montagnes de Yellowstone, dans le Wyoming. C'est grâce à cette « souche » que la race a connu une étonnante renaissance dans l'ouest des Etats-Unis. En 1902, le bison de Yellowstone devint la première espèce animale officiellement protégée, vingt-trois animaux étant pris en charge par le National Park Service. Depuis, celui-ci s'efforçait de redonner aux bisons une seconde vie et s'acquittait si bien de cette mission que le troupeau est passé de 400 têtes en 1970 à 3 500 à l'automne 1996.

RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Les autorités du parc sont donc particulièrement mal à l'aise à propos du nouveau massacre des bisons, d'autant qu'elles en sont en partie responsables. Depuis le début de l'hiver, plus de mille animaux ont été conduits à l'abattoir, ou tués sur place. Si les gardiens de Yellowstone ont organisé cette hécatombe, c'est pour respecter un compromis visant à éteindre l'action judiciaire engagée par l'Etat voisin du Montana.

C'est que les bisons sont réputés apporter la brucellose au bétail du

Montana. Celui-ci n'est pas encore contaminé, mais les éleveurs ne veulent prendre aucun risque. Selon les services vétérinaires, plus de 20 % des bisons de Yellowstone seraient porteurs de cette bactérie, qui provoque l'avortement chez les animaux.

Du coup, à la frontière entre les deux Etats, la « chasse au bison » est de facto ouverte, entraînant une forte mobilisation des défenseurs des animaux, des écologistes et... des Indiens. Les Lakota Sioux de Yellowstone ont organisé des prières pour qu'il soit mis fin au massacre, et, à New York, le Fund for Animals a récemment demandé aux touristes de boycotter le Montana. Or la responsabilité de cette tuerie est partagée. Chaque hiver, les rangers de Yellowstone tassent la neige qui recouvre les routes, afin de faciliter la circulation hivernale des scooters des neiges, les « snowmobiles ». Les voies de communication devenant douces au pied du bison, l'animal économise son énergie, prospère et chemine... vers l'Etat voisin, où il rencontre son tragique destin.

La mode de ces scooters de neige est devenue tellement populaire qu'elle a entraîné un âpre débat entre deux catégories d'amoureux du parc national : ceux qui veulent découvrir ses somptueux paysages enneigés à bord de leurs pétaradantes machines, et les inconditionnels du silence et de l'air pur. Ce débat-là n'est pas prêt d'être conclu, ce qui n'arrange pas le sort des bisons.

Quant aux Indiens du Montana, ils peuvent prétendre, si l'on ose dire, à un lut de consolation : les autorités du parc de Yellowstone leur abandonnent, ainsi qu'aux organisations caritables, la carcasse des bisons abattus. L'histoire, parfois, ricane méchamment à propos des bisons et des Indiens.

Laurent Zecchini

■ LOTO : résultats des tirages n° 22 du samedi 15 mars. Premier tirage : 15, 17, 23, 32, 39, 48, numéro complémentaire : 8 ; rapports pour 6 bons numéros : 8 608 015F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 64 430F ; pour 5 bons numéros : 7 265F ; pour 4 bons numéros : 175F ; pour 3 bons numéros : 18F.

Second tirage : 8, 10, 19, 27, 35, 36, numéro complémentaire : 39 ; rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 163 335 F ; pour 5 bons numéros : 7 095F ; pour 4 bons numéros : 138F ; pour 3 bons numéros : 14F.

PRÊT-À-PORTER HIVER 1997-1998

Jean-Paul Gaultier à l'apogée

Côté blues, côté rap, une collection qui redonne au corps mouvement et force de liberté



Chic « afro » et rap à Paname

Pour Jean-Paul Gaultier, un chignon « sablier » signé par M. Alexandre, maître coiffeur des princesses des années 50. En janvier, Jean-Paul Gaultier, quarante-cinq ans, présentait sa première collection de haute couture. Costumier du prochain film de Luc Besson, *Le Cinquième Élément*, il compte désormais parmi ses clientes particulières des actrices américaines et des banquières. Avec son prêt-à-porter, il renouvelle ses obsessions, les yeux ouverts sur l'ailleurs. Couleurs, matières, humour maîtrisé, pour une démonstration d'élégance qui force l'admiration.

Photographie de Françoise Huguiet

APRÈS AVOIR TRAVERSÉ bien des tunnels très noirs, le public a reçu sa dose de bonheur chez Jean-Paul Gaultier : dans la salle Wagran redévenue une salle d'entrainement, le gang des belles est sorti de l'ombre. Longues, pleines, maitonnées dans leurs costumes de taffetas couleur scarabée, alibies, portant casaque de cuir fané, peignoirs de boxe travaillés en manteaux d'infante.

La rue détourne les vêtements de sports, il les détourne à nouveau, dans le sens de la ligne. Du Haden des années 20 au Bronx des rappeurs, tout part des épaules, et tout coule, tout glisse. Une veste d'homme, un pull de paillettes, une tunique en velours de soie. Côté blues, des robes à franges, côté rap, le chic planétaire du surdimensionné. Jean-Paul Gaultier ne parodie pas, il sublime. Sur le ring, les maîtres se saluent à travers des classiques magnifiquement réinterprétés : le sweater de Chanel, le trench et les smoking de Saint Laurent, les tissus à volume de Balenciaga.

Stacy, la Noire rousse ; Alec, la Noire blonde ; Kirsten, la Blanche de toutes les couleurs, et toutes les autres, semblent littéralement portées par ces vêtements. Soixante-dix-sept passages. Entre *Raging Bull*, des extraits du film *La Femme modèle* (Lauren Bacall en rédactrice de mode conduite par son amant à un match de boxe), et la voix de Nina Simone, le corps se balance, libre, félin et souple.

« Je n'ai rien contre les minijupes et les porte-jarretelles, mais il y a une autre manière de montrer la féminité. » La collection de Jean-Paul Gaultier tombe à point nommé, arrachant les masques de l'indifférence et du mépris. Sa Joséphine Baker n'est pas la lady Banania de la *Revue nègre*. Ses madones du Malcom X boulevard se promènent plus qu'elles ne défilent, rappelant, par leur énergie, les photos de Martine Barrat de la série *Do it or Die* sur les jeunes boxeurs new-yorkais. Pour la première fois depuis le début des collections, les mannequins semblent fixer le public. Dans ce milieu où tous savent qu'une couverture de magazine avec une Noire signifie 20 % d'acheteurs en moins, elles font éclater sur leur passage une bombe de vie et d'amour.

Sous les vêtements, le corps respire. Aux rythmes de Shaft, Isaac Hayes l'entraîne. Brisant les gaudes et les carcans, Jean-Paul Gaultier prouve que l'élégance est un état d'esprit, la liberté d'être, de bouger, de s'ouvrir au monde.

Laurence Benaim

Histoire et géopolitique, récits et chroniques

Collection Histoire au jour le jour

1944-1945
1945-1946
1946-1947
1947-1948
1948-1949
1949-1950
1950-1951
1951-1952
1952-1953
1953-1954
1954-1955
1955-1956
1956-1957
1957-1958
1958-1959
1959-1960
1960-1961
1961-1962
1962-1963
1963-1964
1964-1965
1965-1966
1966-1967
1967-1968
1968-1969
1969-1970
1970-1971
1971-1972
1972-1973
1973-1974
1974-1975
1975-1976
1976-1977
1977-1978
1978-1979
1979-1980
1980-1981
1981-1982
1982-1983
1983-1984
1984-1985
1985-1986
1986-1987
1987-1988
1988-1989
1989-1990
1990-1991
1991-1992
1992-1993
1993-1994
1994-1995
1995-1996
1996-1997
1997-1998
1998-1999
1999-2000
2000-2001
2001-2002
2002-2003
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
2008-2009
2009-2010
2010-2011
2011-2012
2012-2013
2013-2014
2014-2015
2015-2016
2016-2017
2017-2018
2018-2019
2019-2020
2020-2021
2021-2022
2022-2023
2023-2024
2024-2025
2025-2026
2026-2027
2027-2028
2028-2029
2029-2030
2030-2031
2031-2032
2032-2033
2033-2034
2034-2035
2035-2036
2036-2037
2037-2038
2038-2039
2039-2040
2040-2041
2041-2042
2042-2043
2043-2044
2044-2045
2045-2046
2046-2047
2047-2048
2048-2049
2049-2050
2050-2051
2051-2052
2052-2053
2053-2054
2054-2055
2055-2056
2056-2057
2057-2058
2058-2059
2059-2060
2060-2061
2061-2062
2062-2063
2063-2064
2064-2065
2065-2066
2066-2067
2067-2068
2068-2069
2069-2070
2070-2071
2071-2072
2072-2073
2073-2074
2074-2075
2075-2076
2076-2077
2077-2078
2078-2079
2079-2080
2080-2081
2081-2082
2082-2083
2083-2084
2084-2085
2085-2086
2086-2087
2087-2088
2088-2089
2089-2090
2090-2091
2091-2092
2092-2093
2093-2094
2094-2095
2095-2096
2096-2097
2097-2098
2098-2099
2099-2100
2100-2101
2101-2102
2102-2103
2103-2104
2104-2105
2105-2106
2106-2107
2107-2108
2108-2109
2109-2110
2110-2111
2111-2112
2112-2113
2113-2114
2114-2115
2115-2116
2116-2117
2117-2118
2118-2119
2119-2120
2120-2121
2121-2122
2122-2123
2123-2124
2124-2125
2125-2126
2126-2127
2127-2128
2128-2129
2129-2130
2130-2131
2131-2132
2132-2133
2133-2134
2134-2135
2135-2136
2136-2137
2137-2138
2138-2139
2139-2140
2140-2141
2141-2142
2142-2143
2143-2144
2144-2145
2145-2146
2146-2147
2147-2148
2148-2149
2149-2150
2150-2151
2151-2152
2152-2153
2153-2154
2154-2155
2155-2156
2156-2157
2157-2158
2158-2159
2159-2160
2160-2161
2161-2162
2162-2163
2163-2164
2164-2165
2165-2166
2166-2167
2167-2168
2168-2169
2169-2170
2170-2171
2171-2172
2172-2173
2173-2174
2174-2175
2175-2176
2176-2177
2177-2178
2178-2179
2179-2180
2180-2181
2181-2182
2182-2183
2183-2184
2184-2185
2185-2186
2186-2187
2187-2188
2188-2189
2189-2190
2190-2191
2191-2192
2192-2193
2193-2194
2194-2195
2195-2196
2196-2197
2197-2198
2198-2199
2199-2200
2200-2201
2201-2202
2202-2203
2203-2204
2204-2205
2205-2206
2206-2207
2207-2208
2208-2209
2209-2210
2210-2211
2211-2212
2212-2213
2213-2214
2214-2215
2215-2216
2216-2217
2217-2218
2218-2219
2219-2220
2220-2221
2221-2222
2222-2223
2223-2224
2224-2225
2225-2226
2226-2227
2227-2228
2228-2229
2229-2230
2230-2231
2231-2232
2232-2233
2233-2234
2234-2235
2235-2236
2236-2237
2237-2238
2238-2239
2239-2240
2240-2241
2241-2242
2242-2243
2243-2244
2244-2245
2245-2246
2246-2247
2247-2248
2248-2249
2249-2250
2250-2251
2251-2252
2252-2253
2253-2254
2254-2255
2255-2256
2256-2257
2257-2258
2258-2259
2259-2260
2260-2261
2261-2262
2262-2263
2263-2264
2264-2265
2265-2266
2266-2267
2267-2268
2268-2269
2269-2270
2270-2271
2271-2272
2272-2273
2273-2274
2274-2275
2275-2276
2276-2277
2277-2278
2278-2279
2279-2280
2280-2281
2281-2282
2282-2283
2283-2284
2284-2285
2285-2286
2286-2287
2287-2288
2288-2289
2289-2290
2290-2291
2291-2292
2292-2293
2293-2294
2294-2295
2295-2296
2296-2297
2297-2298
2298-2299
2299-2300
2300-2301
2301-2302
2302-2303
2303-2304
2304-2305
2305-2306
2306-2307
2307-2308
2308-2309
2309-2310
2310-2311
2311-2312
2312-2313
2313-2314
2314-2315
2315-2316
2316-2317
2317-2318
2318-2319
2319-2320
2320-2321
2321-2322
2322-2323
2323-2324
2324-2325
2325-2326
2326-2327
2327-2328
2328-2329
2329-2330
2330-2331
2331-2332
2332-2333
2333-2334
2334-2335
2335-2336
2336-2337
2337-2338
2338-2339
2339-2340
2340-2341
2341-2342
2342-2343
2343-2344
2344-2345
2345-2346
2346-2347
2347-2348
2348-2349
2349-2350
2350-2351
2351-2352
2352-2353
2353-2354
2354-2355
2355-2356
2356-2357
2357-2358
2358-2359
2359-2360
2360-2361
2361-2362
2362-2363
2363-2364
2364-2365
2365-2366
2366-2367
2367-2368
2368-2369
2369-2370
2370-2371
2371-2372
2372-2373
2373-2374
2374-2375
2375-2376
2376-2377
2377-2378
2378-2379
2379-2380
2380-2381
2381-2382
2382-2383
2383-2384
2384-2385
2385-2386
2386-2387
2387-2388
2388-2389
2389-2390
2390-2391
2391-2392
2392-2393
2393-2394
2394-2395
2395-2396
2396-2397
2397-2398
2398-2399
2399-2400
2400-2401
2401-2402
2402-2403
2403-2404
2404-2405
2405-2406
2406-2407
2407-2408
2408-2409
2409-2410
2410-2411
2411-2412
2412-2413
2413-2414
2414-2415
2415-2416
2416-2417
2417-2418
2418-2419
2419-2420
2420-2421
2421-2422
2422-2423
2423-2424
2424-2425
2425-2426
2426-2427
2427-2428
2428-2429
2429-2430
2430-2431
2431-2432
2432-2433
2433-2434
2434-2435
2435-2436
2436-2437
2437-2438
2438-2439
2439-2440
2440-2441
2441-2442
2442-2443
2443-2444
2444-2445
2445-2446
2446-2447
2447-2448
2448-2449
2449-2450
2450-2451
2451-2452
2452-2453
2453-2454
2454-2455
2455-2456
2456-2457
2457-2458
2458-2459
2459-2460
2460-2461
2461-2462
2462-2463
2463-2464
2464-2465
2465-2466
2466-2467
2467-2468
2468-2469
2469-2470
2470-2471
2471-2472
2472-2473
2473-2474
2474-2475
2475-2476
2476-2477
2477-2478
2478-2479
2479-2480
2480-2481
2481-2482
2482-2483
2483-2484
2484-2485
2485-2486
2486-2487
2487-2488
2488-2489
2489-2490
2490-2491
2491-2492
2492-2493
2493-2494
2494-2495
2495-2496
2496-2497
2497-2498
2498-2499
2499-2500
2500-2501
2501-2502
2502-2503
2503-2504
2504-2505
2505-2506
2506-2507
2507-25

Le Monde EDITIONS

Histoire et mémoire, entreprises, géopolitique, économie, société, éducation, récits et chroniques, débats, poches, Plantu

extrait du catalogue

Collection Histoire au jour le jour

- **L'Histoire au jour le jour 1944-1996***
Avec la rédaction du *Monde*
Préface de Jean-Marie Colombani
1997 - 23 x 31 - 1280 p., cartes et index - 400 F
- **La Cinquième République - 1958 - 1995**
Sous la direction de Jean-Louis Andréani et Patrick Eveno
Préface de Jean-Marie Colombani
1995 - 23 x 31 - 208 p., cartes et index - 150 F
- **Croissance et crises**
Cinquante ans d'histoire économique 1944-1996
Sous la direction de Christiane Cordero, Patrick Eveno, François Renard
Préface de Pierre Drouin
1997 - 23 x 31 - 168 p., graphiques et index, 150 F
- **La Deuxième Guerre mondiale 1939-1945**
Récits et mémoire
Sous la direction de Patrick Eveno, Jean Planchais, Laurent Girelsauer
Préface de Bruno Frappat
1994 - 23 x 31 - 216 p., cartes et index - 160 F
- **L'Europe de Yalta à Maastricht 1945-1993**
Sous la direction de Patrick Eveno, Pierre Servant
Préface de Jacques Lesourne
1993 - 23 x 31 - 168 p., cartes et index - 140 F
- **François Mitterrand - Quatorze ans de pouvoir**
Sous la direction de Patrick Jarnac et Jacques Kergoat
1995 - 23 x 31 - 178 p., index, photos, 150 F
- **La Guerre froide 1944-1994**
Sous la direction de Luc Rosenzweig, Hugues Tertrais
Préface d'André Fontaine
1994 - 23 x 31 - 176 p., cartes et index - 140 F

Collection Mémoire d'entreprises

- **Le Monde, 1944-1995**
Histoire d'une entreprise de presse
Patrick Eveno
Prix Fondation Crédit lyonnais pour l'histoire d'entreprise 1996
1996 - 544 p., - 160 F
- **Citroën, Peugeot, Renault et les autres. Soixante ans de stratégies**
Jean-Louis Loubet
Avant-propos de Maurice Bosquet et Christian Peugeot
Prix Fondation Crédit lyonnais pour l'histoire d'entreprise 1995
1995 - 638 p., index - 190 F

Plantu

Les Années vaches folles
1996 - 176 p., 98 F
Magie Chirac
1995 - 176 p., 98 F
Le pire est derrière nous
1994 - 176 p., 98 F
Cohabitation à l'eau de rose
1993 - 176 p., 95 F
Le donanier se fait la malle
vingtans de dessins sur l'Europe
1992 - 166 p., 55 F

Ici Maastricht, les Européens parlent
aux Européens
1992 - 176 p., 95 F
Le Président Hip Hop
1991 - 160 p., 89 F
Reproche-Orient
De la guerre du Kippour
à la guerre du Golfe
1991 - 192 p., 55 F
Un vague souvenir
1990 - 160 p., 89 F



- **Rabin, un assassinat politique**
Religion, nationalisme et violence en Israël
Amnon Kapelionik
1996 - 192 p., - 98 F
- **La Mauvaise Conscience d'Israël**
Entretiens Yechayahon Leibovitz - Joseph Algazy
1994 - 180 p., 110 F
- **Des Brasiers mal éteints***
Un reporter dans les guerres yougoslaves
1991-1995
Yves Heller
1997 - 304 pages, cartes, 120 F
- **Vietnam, communistes et dragons**
Jean-Claude Pomonti, Hugues Tertrais
1994 - 280 p., index - 120 F
- **Trente ans après**
Nouvelles de la guerre d'Algérie
Cédric Revue Nouvelles Nouvelles
1992 - 190 p., 110 F
- **Identité de l'Europe**
Histoire et Ecologie
Michael Andrews - Coddilion Sang de la terre
1996 - 360 p., 169 F
- **Mémoire des migrations**
Documents
Préface de Kofi Yamgnane -
Coddilion Alfil et F.I.R.
1996 - 124 p., 95 F
- **Enquêtes sur la droite extrême**
René Monzat
1992 - 348 p., index - 110 F
- **La République menacée**
Dix ans d'effet Le Pen
Edwy Plenel, Alain Rollat
1992 - 408 p., 120 F

François Mitterrand
au regard du Monde
Préface de Jean-Marie Colombani
Introduction d'André Laurens
1996 - 328 p., 120 F

Le Bilan économique
des années Mitterrand
1981-1994
Sous la direction d'Alain Gélédan
Introduction de Michel Noblecourt
1993 - 228 p., index - 85 F

Social, par ici la sortie!
Alain Lebaube
1993 - 252 p., 120 F

La Bataille de l'eau*
Roger Cans
1997 - 220 p., cartes et index - 125 F

Dix clefs pour comprendre l'épidémie
Dix années de lutte avec Arafat-sida
Sous la direction de Frédéric Edelmann
1996 - 408 p., 130 F

14-18. La Très Grande Guerre
(Feuilleton du Monde 1994)
Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich, Jay Winter,
Annette Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau
1994 - 224 p., cartes et index - 98 F

A la vie, à la mort - Histoire du journal
Combat (1941-1974)
Yves-Marc Aijchenbaum
1994 - 400 p., cahier photo et index - 140 F

La Cote des mots
Jean-Pierre Colignon
Préface de Bertrand Poirot-Delpech -
Dessins de Pancho
1994 - 156 p., index - 98 F

Débats

- **Les Grands Entretiens du Monde (t. 2)**
Penser la philosophie, les sciences,
les religions
Préface de Thomas Ferencci
1994 - 240 p., index - 85 F
- **Les Grands Entretiens du Monde (t. 3)**
Penser le malaise social, la ville,
l'économie mondiale
Préface de Thomas Ferencci
1996 - 234 p., index - 89 F

Collection Forum Le Monde Le Mans

- **L'Art est-il une connaissance ?**
1993 - 336 p., 140 F
- **L'Avenir aujourd'hui - Dépend-il de nous ?**
1995 - 320 p., 140 F
- **Comment penser l'argent ?**
1992 - 428 p., 150 F
- **Jusqu'où tolérer ?**
1996 - 348 p., 150 F
- **Où est le bonheur ?**
1994 - 372 p., 140 F
- **Sciences et philosophie pour quoi faire ?**
1990 - 372 p., 140 F
ISBN 2 87899 004 8

Collection Rencontres

- **Lire, faire lire - Des usages de l'écrit aux politiques de lecture**
sous la direction de Bernadette Seibel
1995 - 380 p., 98 F
- **Priorité Emploi**
Sous la direction du Club Valmy
Forum d'Epinal des 21 et 22 mars 1996
1996 - 324 p., 110 F
- **Se former tout au long de la vie***
Entretiens Condorcet
VI* Rencontres de la formation
professionnelle
Coédition ministère du travail
et des affaires sociales
1997 - 218 p., 80 F

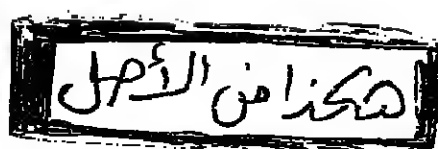
Le Monde - Poche • L'Agriculture, Jacques Grall • L'Algérie, Patrick Eveno • L'Asie du Sud-Est. Le décollage, Hugues Tertrais • Les Banlieues, Jean Menanteau • La Bourse, Dominique Gallois • Le Catholicisme, Henri Tincq • La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping, Patrice de Beer, Jean-Louis Rocca • Les Chômages, Olivier Mazel • Les Classes sociales, Pertinence et permanence • François Chatagner • Le Commerce international : du GATT à l'OMC, Chantal Buhour • La Consommation, Fabrice Nodé-Langlois, Laurence Rizet • Le Couple franco-allemand depuis 1945. Chronique d'une relation exemplaire, Laurent Leblond • Décentralisation et aménagement du territoire, René Meissel • L'Economie allemande, Jacques-Pierre Gougeon • L'Economie des Etats-Unis, Serge Marti • Economie et environnement, Sylvie Derame • L'Economie mondiale de la drogue, Jean-Claude Grimal • L'Economie sociale, Eric Bidet • L'Exclusion - Le social à la dérive, Olivier Mazel • La Famille dans le monde, Pierre Le Roy • La Famille, Christiane Cordero • Finance et économie : la fracture*, Jean-François Dufour • L'Immigration, Philippe Bernard • Les Jeunes, Valérie Marange • La Justice, Claude Bernard • Les Economique et social du monde 1973-1996, Alain Gélédan • Le Monnaie, monnaies, Michèle Giacobbi, Anne-Marie Gronier • nace nucléaire, Alain Duret • Les Partis politiques et l'argent, tique culturelle, Jean-Michel Djian • La Population du monde, Guy Chatagner • La Question scolaire*, Vincent Troger • Le Royaume-gers, Bernard Feron • La Santé en France. Le malade, le médecin et zonnet • Les Tiers-mondes, Micheline Rousselet • Transitions à Alain Lebaube • Le Travail des femmes, Christiane Cordero • Yougoslavie, histoire d'un conflit, Bernard Feron.

Guides du Monde de l'Education • Guide pratique de la classe de seconde, Hervé Latapie • Guide pratique de la filière ES*, Hervé Latapie • Guide pratique de l'orientation, Michaëla Bobasch • Les Métiers de la communication, Bénédicte Haquin • Les Métiers de la défense et de la sécurité, Daniel Harmand • Les Métiers de la vente, Valérie Collet • Les Métiers de l'enseignement, Sylvie Kerviel • Les Métiers de l'environnement, Véronique Boisson • Les Métiers du droit, Jean-Paul Meyronneinc • Les Métiers du spectacle, Jean-Michel Djian • Les Métiers du secteur social, Dominique Lallemand • Les Métiers du transport, Jean-Paul Meyronneinc • Réussir à l'Université, Marijo Gourmelin-Berchond • Réussir la philosophie au bac, Préface de Paul Ricoeur.

* à paraître

Les poches
en coédition
avec Marabout
39 F - 46 F

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE



CULTURE

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997

ARTS Le peintre Victor Vasarely est mort, samedi 15 mars, à Paris, des suites d'un cancer de la prostate. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans. ● NÉ EN HONGRIE, inspiré

par les principes de l'école du Bauhaus, il s'installe à Paris comme graphiste en 1930. Il est, dans les années 50, l'un des inventeurs de l'art cinétique, qui consiste, par le jeu de

figures géométriques, à donner à ses œuvres l'impression du mouvement. ● OPPOSÉ à l'idée du chevalet comme à l'objet d'art unique, il multiplia les reproductions, qui rempor-

tèrent un grand succès dans le monde entier. Il symbolisa le style des « années Pompidou » et l'optimisme de mise durant les « trente glorieuses ». ● LA FONDATION VA-

SARELY, créée en 1971 à Aix-en-Provence, a connu de nombreux déboires financiers et judiciaires qui devraient se conclure prochainement par un dépôt de bilan.

Victor Vasarely, peintre de la foi dans le progrès technique

L'immense succès des œuvres de l'inventeur de l'art cinétique a marqué les « années Pompidou » au même titre que la DS 19 ou les fauteuils de Paulin. Il disparaît au moment où sa Fondation d'Aix-en-Provence est sur le point de déposer son bilan

« LE MONDE se console très bien avec des consécérations posthumes... », écrivait Victor Vasarely en 1971. Il n'a pas eu de chance : la sienne eut lieu de son vivant. Et sa renommée oblitère la portée de son œuvre, et ses qualités mêmes. Vasarely voulait un art à la portée du plus grand nombre : ses affiches l'ont rendu célèbre, ad nauseam pour certains. Il voulait « transformer la déolante grisaille quotidienne des déshérites en une ambiance de beauté et de gaieté... » et ajoutait : « Des villes Le Corbusier ? Des villes Fernand Léger ? Des villes Niemeyer ? Des villes Schiffrer ? Des villes Vasarely ? Que la Providence nous en garde ! Nous ne voulons pas de créations personnelles multipliées à l'infini, mais, à partir d'un langage basé sur les constantes, utilisable par la multitude des créateurs, l'art collectif de l'anonymat. »

Quarante ans avant Bill Gates, Vasarely rêvait d'un musée virtuel, et appelait de ses vœux la fabrication de projecteurs capables de restituer à volonté ses tableaux sur la surface des murs, avec toutes leurs qualités. Il multiplia aussi les estampes et les reproductions, opposé à l'idée du tableau de chevalet comme au concept d'objet d'art unique : « Le fait qu'un oratoria d'Henegger soit enregistré lui enlève-t-il de sa valeur d'œuvre d'art ? Bien sûr que non. Henegger devrai-

il graver le disque lui-même ? Bien entendu, non. » Pourtant, malgré lui souvent, Vasarely est un grand peindre. Par la matière, tout d'abord : les versions imprimées l'ont complètement obliérée, et c'est bien dommage. Sa pâte a la qualité, la plénitude et la richesse des meilleurs Mondrian, une générosité qui surprend. Et que Vasarely condamnait vigoureusement, comparant la matière picturale aux « parasites d'une audition radiophonique ».

L'OBSERVATION DES GALETS

Le souci d'animer la surface se retrouve dès ses premières toiles, de la période dite « Deafert » (1938-1958). Après des débuts figuratifs, durant lesquels le peintre se cherche encore, Vasarely trouve son style au large, à Belle-Ile, en 1947. Au bord de l'eau, il observe les galets. Leurs formes aléatoires, ovoïdes, tendues, confirment son intuition : présente dans la nature, pour peu qu'on la regarde de près, la géométrie peut représenter l'univers. Il ramasse les pierres polies, les assemble dans des bas-reliefs, ou encore s'inspire de leurs formes pour peindre.

Cette attention nouvelle, Vasarely va la porter sur les objets les plus bimbables, comme les carreaux de faïence craquelés de la station de métro Denfert-Rochereau, microcosme qu'il agrandit à l'échelle



Victor Vasarely en 1967.

du tableau. Les jeunes gens qui s'essayent aujourd'hui aux joies de la géométrie fractale ne font pas autre chose. Mais la chronologie est vaine, avec Vasarely. Ses zèbres s'échelonnent entre 1932 et 1950.

Un œil non averti les daterait de la figuration narrative des années 60. La période « Belle-Ile » cohabite avec la période « Cristal » (1948-1960) et la période « Noir-Blanc » (1951-1963).

Victor Vasarely est né à Pécs, en Hongrie, le 9 avril 1908. Il entame des études de médecine avant d'intégrer, en 1928, l'Académie Műhely de Budapest, école qui intègre les principes du Bauhaus, où il reçoit l'enseignement d'Alexandre Bortoluzzi, lui-même élève de Joseph Albers et de Laszlo Moholy-Nagy, qui met l'accent sur les techniques de la publicité. C'est d'ailleurs comme publicitaire que Vasarely s'installe à Paris, en 1931.

Sa première grande exposition en France a lieu en novembre 1944, chez Denise René, dont le nom est indissociable de celui de Vasarely. Interrogée par Catherine Millet (Conversations avec Denise René, Adam Biro, 1991), la galeriste confie : « Dans l'esprit de Vasarely, cette exposition devait préparer la création de l'école dont il rêvait. Tout le monde a été impressionné, les collectionneurs Roger Dutilleul et Wilhelm Uhde, Jean Aubier, l'éditeur André Breton s'est demandé si les surréalistes n'avaient pas trouvé là un nouveau peintre, à cause des tranches d'œil qui abondaient dans ses inventions graphiques... Peut-être aurais-je hésité à ouvrir une galerie si je n'avais pas rencontré cet artiste qui avait l'envergure du grand novateur qu'il est devenu. »

Dans le Paris de l'après-guerre, les avant-gardes avancent en ordre dispersé. Les quelques galeries qui les accueillent, les deux revues (Art

d'aujourd'hui, puis Cinoise) qui les défendent, se créent confraternellement le chignon, devant quelques très rares amateurs. L'art géométrique domine tout d'abord, avant d'être déborder par l'abstraction lyrique. Une avant-garde chasse l'autre. Denise René réagit immédiatement : en 1955, sur une idée de Vasarely, elle organise l'exposition « Le mouvement », avec des œuvres qui remuent, pour de vrai, d'Agam, Bury, Calder, Soto et Tinguely, plus un Rotorelief de Marcel Duchamp.

« ÉLITE RAFFINÉE... »

Vasarely expose pour sa part des plaques de verre suspendues au plafond par des fils de nylon. « Les plaques allaient par deux, explique Denise René, superposées, chacune portant une composition complémentaire de l'autre. Leur mouvement relatif, leur balancement infiniment léger engendrait de nouvelles et multiples compositions. »

L'abstraction géométrique revêt. La preuve, elle bouge. Vasarely publie à cette occasion son Manifeste jaune, qui marque les débuts de l'art cinétique. Mais le mouvement chez lui est généralement virtuel. Dans une grille orthogonale, une alternance de carrés noirs et blancs voit son ordonnancement troubler par quelques losanges et d'autres carrés désaxés.

Grâce à des moyens plastiques très simples, Vasarely entraîne l'œil dans une danse rapide, créant de surcroît une sensation de volume. C'est dans cette direction qu'il s'oriente ensuite, avec ses fameuses axonométries, où de grosses boules semblent taillées par des facettes colorées, posées en aplat, dans une très subtile gradation des valeurs peintes selon cette technique impersonnelle qui l'a paradoxalement rendu célèbre.

Un parcours artistique à la rigueur croissante, mais pas exempt de doutes : « La musique moderne est mathématique, elle m'angoisse, puis m'ennuie. Les développements mathématiques de la forme donnent également des résultats ennuyeux ; pourtant, c'est dans cette direction qu'il faut continuer... » Vasarely s'y attache et prédit, en 1960, « la fin d'un art personnel pour une élite raffinée... ». Ses formes se répandent dans le monde entier et symbolisent aujourd'hui l'optimisme de mise durant les « trente glorieuses ». Une foi absolue dans le progrès technique qui fait de l'art de Vasarely le style des « années Pompidou », au même titre que la DS de Citroën ou les fauteuils dessinés par Paulin.

Biographie

● 1908 : naissance à Pécs en Hongrie. Il commence des études de médecine à la faculté de Budapest avant de s'inscrire à l'Académie Podolini-Volkmann en 1927. En 1928 et 1929, il suit les cours de l'Académie Műhely, le « Bauhaus » hongrois.
● 1931 : il s'installe à Paris. Graphiste publicitaire, il travaille pour les agences Havas, Draeger et Devambez.
● 1944 : véritables débuts avec l'exposition inaugurale de la galerie Denise René, à Paris, en 1944.
● 1955 : il coçoit l'exposition « Le Mouvement », qui marque la naissance de l'art cinétique.
● 1961 : naturalisé français. Il reçoit le prix Guggenheim en 1964. L'année suivante, le Grand Prix de gravure de Ljubljana et le Grand Prix de la biennale de Sao Paulo lui sont attribués. Officier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur depuis 1981, il a été nommé commandeur dans l'Ordre national du Mérite en 1984 et fait officier des Arts et Lettres en 1985. La ville de Budapest lui a dédié un musée, au château Zichy, en 1987.

L'avenir incertain de la Fondation

A TRAVERS sa Fondation, Vasarely espérait éduquer le public. Elle fut inaugurée par Jacques Chirac, alors premier ministre, en 1976, à Aix-en-Provence, près du Jas de Bouffan, une colline boisée située un peu à l'écart de la ville, où avait vécu Cézanne. Elle était devenue l'une des destinations du tourisme culturel en Provence. Dans la logique de sa démarche visant à appliquer son art à l'architecture, Vasarely avait dessiné lui-même les plans du vaste bâtiment de 5 000 m² : seize volumes hexagonaux, des décorations polychromes et neuf cent vingt modèles de façades ornées de cercles blancs sur fond noir et de cercles noirs sur fond blanc, variés à l'infini. Elle a cependant connu les déboires que l'on sait : trente-six articles parus dans Le Monde évoquent ce feuilleton (notamment dans Le Monde des 15 mai 1993, 28 juin 1993, 3 décembre 1994).

Dernier avatar en date, qui précède de peu le décès de Vasarely, un contrôle fiscal, qui a constaté « entre 1992 et 1993 une disparition d'actifs en œuvres d'art d'un montant de 43 millions de francs et notifié un redressement de 18 millions de francs », selon le conseil d'administration de la Fondation, qui a demandé au procureur de la République de prononcer un dépôt de bilan, qui devrait intervenir le 31 mars.

Michèle Vasarely, belle-fille de l'artiste et présidente de la Fondation depuis avril 1995, a préalablement porté plainte contre l'Université « pour les malversations commises par ses anciens dirigeants ». La Fondation a été gérée par l'université de droit, d'économie et de sciences Aix-Marseille III, de 1981 à 1995. L'ancien président de la Fondation, Charles Debbasch, avait été

mis en examen le 28 novembre 1994 pour « abus de confiance » et écroué pendant plus de deux mois et demi après une plainte de la famille de Vasarely, qui lui reproche des malversations et des détournements d'œuvres, notamment en Suisse. Soutenue par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Michèle Vasarely propose de transformer la fondation privée en un musée public, plus généralement dédié à l'abstraction géométrique et à l'art construit, qui s'enrichirait des œuvres de la collection familiale proposées en paiement des droits de succession.

Les deux fils de l'artiste, André et Jean-Pierre (également plasticien, sous le pseudonyme d'Yvaral), et l'épouse de ce dernier, Michèle, ont mis en cause dans une lettre ouverte au président de la République « le double langage de l'Etat : « D'un côté, les représentants de l'Etat assurent qu'ils soutiendront la réhabilitation de l'institution, de l'autre, rien n'est fait. » Evoquant l'avenir de la Fondation, l'ancien ministre de la culture Jack Lang a indiqué dimanche que le devoir des autorités responsables est aujourd'hui d'assurer « la pérennité de l'œuvre (de Vasarely), de son action, en particulier en préservant la Fondation Vasarely ». Mais la direction des Musées de France fait la fine bouche, et certains conservateurs sont plus que réservés sur l'intérêt de l'œuvre. Ce qui a étonné guère Michèle Vasarely : « Durant sa longue maladie, aucun représentant du ministère de la culture n'a jugé utile de lui rendre visite. Quel qu'ils pensent de l'œuvre, l'homme ne méritait pas cela. C'est indigne, et c'est lâche. »

Ha. B.

Les réactions

Le président Jacques Chirac a rendu hommage à Vasarely, prédisant que cet artiste « veau de Hongrie » avait su « donner de nouvelles lignes à notre imagination. L'art cinétique était d'abord son approche du monde (...). Sa disparition est une grande perte pour le monde artistique, un monde sans frontière ». Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'est engagé pour sa part à présenter une rétrospective de l'œuvre de Vasarely dans les prochaines années. Il a ajouté qu'« à travers l'op art, Vasarely a montré que le plus important n'était peut-être pas de créer une œuvre, mais de produire un rapport étroit entre ce qui est donné à voir et celui qui regarde ». L'ancien ministre de la culture, Jack Lang, a salué Vasarely comme l'« un des grands inventeurs de formes de ce siècle ». Président du Comité français des galeries d'art, Anne Labumière rend hommage à Vasarely, « un des derniers grands artistes français ayant une importante résonance internationale. Son œuvre, dépassant le marché, lui survira ».

Harry Bellet



AUORE CLÉMENT BERNADETTE LAFONT JEAN-LUC GODARD

nous sommes tous encore ici

UN FILM DE ANNE-MARIE MIÉVILLE

Une comédie se joue sous nos yeux, pleine de vivacité et de profondeur, que l'on voudrait ne pas voir s'arrêter.

LES CAHIERS DU CINÉMA

LES DIALOGUES DU FILM, ÉDITÉS PAR ATELIER ALPHA BLEUE, SONT EN VENTE EN LIBRAIRIE. LA BANDE SON DU FILM EST DISPONIBLE SUR CD ET K7 VIRGIN, COLLECTION VIRGIN DIXIT.

MERCREDI 19 MARS AU SAINT ANDRÉ DES ARTS

DISTRIBUTION LES FILMS DU LOSANGE

Le bain de jouvence de Roan
dans la France du premi

Le Secret de Roan Inish

Le Secret de Roan Inish

مكتبة الشارقة

Le bain de jouvence de Roger Planchon dans la France du premier Empire

Le directeur du TNP de Villeurbanne joue et met en scène le « Radeau de la Méduse », sa nouvelle pièce, servie par de jeunes acteurs emmenés par Nicolas Moreau et Marie Bunel

LE RADEAU DE LA MÉDUSE, écrit et mis en scène par Roger Planchon. Avec Nicolas Moreau, Régis Royer, Marie Bunel, Sophie Barjac, Hervé Pierre, Sara Martins, Roger Planchon... THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52.

Quelle surprise radieuse, tous les jours, nous fait un grand artiste s'il pique une crise de vraie jeunesse le jour où il se voit, dans la glace, trop de blanc sur la tête. Il change de cap, il nous envoie un appel d'air. Un exemple en or est Matisse lâchant ses pinceaux pour découper un paradis de fleurs et d'oiseaux dans des papiers de couleur. Roger Planchon vient, tout pareil, de se refaire une beauté.

Le motif, pour ne pas dire l'alibi, ne change pas : quelques semaines de l'Histoire de France, l'île d'Elbe, les Bourbons, les Cent-jours, traversées de biais ou à contre-poil par un banquier, un homme d'affaires, un général, et, avec plus de cœur, par leurs compagnes et par deux jeunes hommes en colère.

Non, la nouveauté de ce *Radeau*

de la Méduse, c'est le théâtre proprement dit. Une aire de jeu encadrée par un mur pharaonique, si géant que nous ne devinons que ses assises. Il est fendu, mais aucune allusion à la campagne d'Égypte. Planchon l'a posé là comme se pose un axiome, celui de la fuite et de la légende des siècles. Au pied du mur : meubles Empire, hommes et femmes en toilettes 1814, authentiques, superbes, éclatants, comme s'ils sortaient tout juste des mains des ébénistes et couturiers les plus virtuoses de l'époque.

PASSE-PASSE VISUEL

Au théâtre, meubles et costumes, réalistes ou pas, participent, peu ou prou, du « faire semblant » global. Pas ici : ils sont si beaux, si oeufs, si vrais qu'une « illusion d'optique à l'envers » nous saisit. Illusion confirmée par une lumière subtile, qui fait paraître les acteurs à contre-jour, mais pas vraiment, plutôt comme des apparitions imaginaires d'un trait coupant, évoluant dans un ciel nacré.

Plus c'est vrai, plus c'est faux. Plus c'est faux, plus c'est vrai. A ce tour de passe-passe visuel, au relief aigu, se joint un découpage elliptique de l'action. Il n'y a pas de

scènes, juste des sautes brèves de scènes qui filent. Les paroles échangées ne s'engrènent pas dans les dents des roues de l'action, elles passent sur des pistes voisines, rapides, plutôt comme des échos. En contrepoint éclatent les images muettes, immobiles, d'autres scènes, qui nous échappent. Vitesse du découpage, concision des dialogues, plans de coupe, appartiennent au cinéma, mais ce n'est pas un simple transfert, c'est une perfusion, une réanimation sensible, sinueuse, excentrique, de l'art dramatique par les servitudes de l'art de l'écran.

La seconde partie de la pièce, où les figures les plus attachantes du récit se retrouvent dans une nature alpine, est d'une pureté d'exécution extrême. L'une des plus grandes heures de Planchon. Et le bonheur de voir jouer des acteurs attachants, libres, habiles, peu vus encore à ce jour, Marie Bunel, Catherine Villiez, Nicolas Moreau, Régis Royer, et Sophie Barjac, plus connue, sans nommer Planchon lui-même, acteur-phénomène d'une précoce de Méphisto expéditif, aux sabots ailes, irradiant le doré de la poussière des champs.

Michel Cournot

Raoul Dufy, maître du fauvisme et virtuose de la variation stylistique

RAOUL DUFY, SÉRIES ET SÉRIES NOBLES. Fondation Pierre-Gamada, Martigny, Suisse. Tél. : 00-41-27-722-39-78. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} juin.

MARTIGNY

de notre envoyé spécial

Dufy est de ces peintres que l'histoire de l'art a coutume de faire mourir peu avant ou peu après la première guerre mondiale, quarante ans avant la véritable date de leur décès. Tous - Dufy, Marquet, Vlaminck, Friesz, Van Dongen - ont été de l'avant-garde des fauves à partir de 1905, exaspérant le chromatisme et portant le post-impressionnisme à son point d'incandescence. A Anvers et à l'Estaque, ils ont peint en compagnie de Derain et de Braque. Amis et admirateurs de Matisse pour la plupart, ils l'ont suivi dans ses expéditions du côté de la couleur pure et intense, tandis que la critique et leurs confrères plus âgés les traitaient d'anarchistes, de pyromanes ou de déments. Ce fut, vers 1907, leur période glorieuse.

Cinq ans plus tard, leur situation a changé. Braque a rejoint Picasso et inventé avec lui ce que l'on nomme cubisme. Derain cherche à réunir les mérites de Cézanne et de l'archaïsme. Matisse est parti très loin, vers le paradis de Giotto et des icônes. Eux, ni cubistes, ni archaïsants, ni byzantins, ne savent quelle voie suivre. Ils se rapprochent un moment du cubisme, mais sans conviction. Les plus nombreux se replient vers leur point de départ, le post-impressionnisme des années 1890. Ils se remettent à peindre des paysages méridionaux harmonieux et des femmes nues sur des chaises longues. En 1912, Apollinaire signale que Marquet en revient à

Monet et que les anciens fauves n'ont plus rien de neuf à montrer - rien que d'honnêtes tableaux pour embellir d'honnêtes intérieurs bourgeois. Ils sortent de l'histoire de la modernité.

Cette vision est juste, pour l'essentiel. La plupart de ces artistes n'ont rien fait dans l'entre-deux-guerres qui mérite que l'on s'y arrête longuement. Friesz et Vlaminck s'absorbent dans la confection d'œuvres sans surprise. Marquet entreprend l'inventaire des côtes et des ports d'Europe et d'Afrique du Nord. Van Dongen glisse à la mondanité galante.

Dufy exécute des séries, des séries longues et nombreuses, courses à Deauville, concerts, vues d'atelier, baigneuses, marines. Il a du succès, des amateurs, des expositions, la commande de la *Fête Electricité* et des prix flatteurs - rien qui donne envie d'aller voir de plus près. Il s'est trouvé cependant une institution assez audacieuse pour oser organiser une exposition Dufy, qui, loin de se laisser fasciner par la période fauve, se consacre à ce qui s'est passé après, jusqu'en 1953, année de la mort du peintre.

SÉLECTION HABILE

Le risque était grand de tomber dans la parade jolies et futile. Il a été évité grâce à une sélection habile des thèmes et des œuvres, telle qu'il n'y a là, en cent trente-trois œuvres, que le meilleur Dufy, déconcertant parfois, intéressant presque toujours. Le principe de l'acrobacie est clair : un motif est étudié de son apparition dans l'œuvre à sa disparition, durant plusieurs décennies, du fauvisme et du quasi-cubisme aux années 40 et 50. Ainsi se révèle la diversité des expérimentations picturales, qui donne à croire que Dufy s'interdit la répétition et refuse de faire

« du » Dufy. Bale des Anges, dépiquage, villas à Nogent, cargos à Sainte-Adresse : chaque motif fait l'objet d'une suite de variations stylistiques, du traitement le plus figuratif au plus elliptique. La composition change peu. La manière, à l'inverse, change sans cesse : la main s'appassant ou accablée, la touche délicate ou se contente d'indiquer, la couleur flotte à sa guise, indépendante de tout dessin. Elle n'obéit à aucun impératif de description.

La coque du cargo, ce peut être, au milieu de la toile, une tache en forme de nuage sur laquelle, en vert, est tracé un pictogramme rudimentaire de bateau, à moins qu'il ne soit traité à la façon d'un graffiti. Un pavillon au bord de la Merne, dans un jardin, ce peut être des à-plats de plusieurs verts juxtaposés et croquis gribouillés en noir par dessus - gribouillés avec adresse. Quant à la mer, elle se figure de vingt façons différentes, frottis, zigzags, larges touches balaçant la surface, courtes touches entrecroisées, tous les bleus, tous les verts, des gris, des roses et, au premier plan, immensément grossis, des coquillages spirales.

Ces exercices ne sont pas tous réussis. Quand il s'impose de détailler, Dufy s'empêtre dans l'émulation et la fragmentation, qui l'empêchent d'user largement de la couleur - ce qu'il fait le mieux, avec le plus de rythme. Quand il s'y abandonne, stylisé à la va-vite, néglige le volume et plaque des accords de couleurs crues, il obtient de plaisants tableaux. Légers, décoratifs, élégants, de peu de sens et de peu de conséquences, assurément - mais plaisants et inventifs. C'est un mérite non négligeable, pour peu qu'on le compare à nombre de ses contemporains.

Philippe Dagen

DANS LES THÉÂTRES

LE TRAITÉ DES MANNEQUINS

D'après Bruno Schulz. Mise en scène : Wladyslaw Znorok. Avec Elisabeth Ernout, Jean-Pierre Hollebecq, Philippe Pulgervet, Emiliano Suarez... THÉÂTRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE, 21 bis, boulevard Jourdan, 14^e. RER Cité-Universitaire. Tél. : 01-45-89-38-69. Lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures ; dimanche à 16 h 30. 55 F et 110 F. Durée : 1 heure. Jusqu'au 29 mars.

■ C'est une folie comme seul Wladyslaw Znorok sait en inventer. Une heure de voyage dans la tête, avec le bruit fracassant de chemins de fer, des flots de musique, des images hallucinatoires, et... une odeur de soupe. La soupe cuit pendant le spectacle, elle est offerte à la fin, juste à côté de l'aire de jeu, coque comme un *peep-show*. Les fauteuils sont disposés le long de fenêtres aux vitres empoussiérées, qui donnent sur une pièce au sol de bois - un vieux bout de l'Europe de l'Est, avec des machines à coudre, un lit d'enfant en fer, des mannequins et des personnages auxquels même Gogol n'aurait pas songé : des hommes et des femmes agités de passions compulsives, nées d'une interprétation extrêmement personnelle et fantasque de la lecture des *Boutiques de cannelle*, de Bruno Schulz. Wladyslaw Znorok les entraîne dans le capharnaüm d'une Europe de l'Est qu'il réinvente avec la violence fénétique d'un enfant imaginant la guerre dans un grenier. C'est fort, magnifiquement déjanté.

Brigitte Salino

L'ANNONCE FAITE À MARIE

De Paul Claudel. Mise en scène : Frédéric Fisbach. Avec Claire Aveline, Valérie Blanchon, Bertrand Bossard, Antoine Caubet, Cécile Cholet, Christian Moutout... EX-ENTREPRISE UNIPERRE, 6, rue des Courrières, Nanterre. RER Nanterre-Préfecture. Tél. : 01-46-14-70-00. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 17 h 30. Durée : 2 heures. 80 F à 140 F. Jusqu'au 29 mars.

■ Adieu le Moyen Âge, Combemont, les mauvaises terres de Chinchy, le bois de Chevoche, le gué de Sapocay, la fontaine dans le verger, la route royale : *L'Annonce faite à Marie* mise en scène par Frédéric Fisbach se joue dans une usine abandonnée de Nanterre. Sans décor, sinon celui d'une vaste salle dont les fenêtres donnent sur la nuit. Les spectateurs se regroupent dans le hall d'entrée, où un chœur les attend. Vingt-deux jeunes gens récitent le prologue. Ils coupent les mots en leur milieu, scandent le texte de Claudel comme si c'était une partition. Puis les spectateurs montent à l'étage, où ils s'assoient sur des chaises disposées en vrac autour d'une table sans appret - un des rares éléments du décor. Une fois son baiser donné, Pierre de Craon peint un plastique, avec de beaux gestes précis : dans la vie, c'est un ébéniste. Les autres protagonistes sont des comédiens, certains confirmés, d'autres amateurs. Ils font de *L'Annonce* un chant, bercé par la musique de Darius Milhaud (pour la première fois sur un plateau) et irradié d'une simplicité liturgique. C'est une forme de théâtre inédite et troublante, malgré le propos dogmatique et terrifiant de la pièce de Paul Claudel.

B. S.

LES COUPS

De Jean Meckert. Adaptation d'Arlotte Namland. Mise en scène : Philippe Goyard. Avec Jean-Paul Wenzel. THÉÂTRE 71, 3, place du 11-novembre, Malakoff. M^e Plateau-de-Vanves. Tél. : 01-46-55-43-45. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; dimanche à 17 heures. 85 F et 115 F. Durée : 1 h 15. Jusqu'au 23 mars.

■ Coups de gueule, coups de cœur, coups de cafard, coups de sang, coups de folie, coups dans la gueule, coups au comptoir, coups de soleil et coups dans le noir. Tous les coups sont dans *Les Coups*, premier roman de Jean Meckert, publié en 1941. Un roman prolétaire, comme on dit. Un livre qui cogne. L'histoire d'un homme, Félix, vingt-six ans dans le Paris pauvre d'avant la seconde guerre mondiale - les canaux et les ateliers du nord de la ville. Félix rencontre Paulette, secrétaire dans le « goubi » où il travaille comme ajusteur. C'est l'amour. Avec des coups, dont celui du mépris : « Il est bien brave, Félix, mais c'est un manipulateur », dit-on dans la famille de Paulette, des petits parvenus... Jean-Paul Wenzel, directeur des *Fédérés* de Montluçon, a rencontré Jean Meckert avant qu'il ne meure, en 1995. Il savait que ce livre était pour lui. Il joue Félix. Dirigé par Philippe Goyard, accompagné par Bertrand Bihet, à l'accordéon, il boxe avec les mots. L'adaptation d'Adette Namland traverse les péripéties des *Coups* pour en retenir l'essentiel - ces mots qui font mal quand on ne les maîtrise pas. C'est rapide, sensible, juste.

B. S.

LE PASSAGE

De Véronique Olmi. Mise en scène : Ivan Morane. Avec Marina Vlady et Matthieu Rozé. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8^e. M^e Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. Mardi, jeudi, vendredi à 21 heures, mercredi à 19 h 30, samedi à 18 heures et 21 heures, dimanche à 15 h 30, 80 F à 160 F. Durée : 1 h 40. Jusqu'au 28 mars.

■ Un bon sujet : la vie de la poétesse russe Marina Tsvétaïeva (1892-1941) ; une situation forte : l'affrontement entre cette femme déchirée et son fils idéaliste ; un bon rythme : trois moments-clés - 1939 à Paris, 1940 à Moscou, 1944 sur le front ; une écriture assez forte, déterminée... Il n'est pas fréquent de voir réunies autant de qualités dans une (quasi) première pièce. C'est le cas du *Passage*, écrit par Véronique Olmi, une comédienne âgée de vingt-six ans, qui n'a pas de chance : sa pièce est coulée dans le béton par la mise en scène d'Ivan Morane. Marina Tsvétaïeva - interprétée pourtant par Marina Vlady - perd sa grâce douloureuse pour devenir une statue du désespoir brut, à quoi s'oppose en vain le fils transformé en pantin (Matthieu Rozé). Quiconque ne connaît pas la pièce peut en penser le pire en la voyant. Il faut donc la lire. Elle est éditée par l'Arche.

B. S.

QUAI OUEST

De Bernard-Marie Koltès. Mise en scène : Elisabeth Chailloux. Avec Christèle Tual, Adel Hakim, Antoine Basier, Adama Niane, Roland Gervet, Agnès Pontier, Michèle Oppenot, Eduardo Galhos. THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY, 1, rue Simon-Denis, Ivry. M^e Mairie-d'Ivry. Tél. : 01-46-72-37-43. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. Durée : 2 h 10. 70 F et 110 F. Jusqu'au 16 mars.

■ « Le quai ouest, c'est la zone », écrit Elisabeth Chailloux dans le programme de *Quai Ouest*. Sa mise en scène de la pièce de Bernard-Marie Koltès ne dénie pas le propos. C'est la zone, au Théâtre des Quartiers d'Ivry : du béton brut, une eau qui ruisselle, des passerelles. Mis à part les deux « bourgeois » égarés - Monique et Koch - ceux qui se retrouvent dans cet endroit sont en jogging et baskets, ou - comme la mère - vêtus des attributs des « SDF ». Bernard-Marie Koltès n'en demande pas tant. Sa pièce se joue dans un hangar, un de ces endroits abandonnés qui finissent par constituer un décor urbain. Il s'en dégage une forme violente de poésie, sans quoi *Quai Ouest* ne serait qu'une chronique de l'air du temps. Elisabeth Chailloux tombe dans le piège. En confondant « zone » et abandon, elle étale les clichés.

B. S.

Portrait de Alfred Schnittke

Jeu 20 mars - Maison de Radio France, salle Olivier Messiaen

19h - musique de chambre

Mark Luborsky, violon - David Geringas, violoncelle
Tatiana Geringas, Irina Schnittke, piano

21h - Orchestre National de France

Raimo Sirkkälä, ténor
Leif Segerstam, direction

Location 01 42 30 15 16

Radio France

Mercredi 19 mars, pour la « Saint Patrick » (Patron des Irlandais) 1 place offerte à tous les Patrick

Le Secret de Roan Inish

Le nouveau film de JOHN SAYLES

Culture

CONCERTS

CHATELET

MERCREDI 19 MARS 12h45
Semaine de Musique contemporaine
«Autour de Philippe Manoury»
Ensemble Recherche
DALBAVE, DILLON, DONATONI
Location 01 40 28 28 40

CHATELET

JEUDI 20 MARS 20h
Brigitte Engerer, piano
TCHAIKOVSKI, SCRIBINE, PROKOFIEV, MOUSSORGSKY
Location 01 40 28 28 40

CHATELET

VENDREDI 21 MARS 12h45
Semaine de Musique contemporaine
«Autour de Philippe Manoury»
Ensemble Itinéraire
BÉRIO, BERG, MANOURY
Location 01 40 28 28 40

CHATELET

LUNDI 24 MARS 12h45
Alexander Melnikov, piano
BRAHMS, PROKOFIEV
Location 01 40 28 28 40

LUNDI 24 MARS - 20 h 30

SALLE PLEYEL
Unique récital

Jessye NORMAN

Brahms - Schubert - Poulenc
Tél. rés. : 01-45-61-53-00

LUNDI 24 MARS - 20 h 30

SALLE GAYEAU
Maria BAYO

Saler - Ravel - Wolf - Fauré
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

MARDI 25 MARS - 20 h 30

SALLE GAYEAU
Peter FRANKL

piano
Brahms - Schubert - Debussy
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

JEUDI 27 MARS - 20 h 30

SALLE GAYEAU
Vesselina KASAROVA

mezzo
Schubert - Brahms - Schumann
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

MARDI 1^{er} AVRIL - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Orchestre national

de Taïwan ROC

Dir. Tah-Sheng Chang

Sol. Chung-Shen Chen

(Rue de Babou)

MAN CHANG CHEN

SHUI-LONG MA

TCHAIKOVSKI

Places 60 à 250 F

Etudiants : 40 F

LUNDI 5 MAI - 20 h 30

SALLE PLEYEL

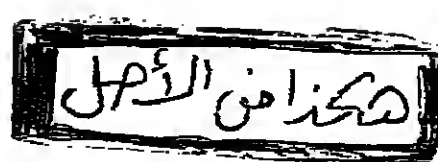
Unique récital du pianiste

Krystian Zimerman

HAYDN, BEETHOVEN, SCHUBERT

Tél. loc. par cartes bancaires 01-45-51-53-05

de 14 heures à 18 heures



100

TÉLÉVISION La fusion entre La Cinquième et la Sept/Arte en un « grand pôle public de la connaissance » est l'un des principaux chapitres de la loi sur l'audiovisuel que

L'Assemblée nationale commence à examiner mardi 18 mars. ● LES PERSONNELS des deux chaînes ont exprimé leurs inquiétudes et réclamé des « garanties écrites » sur leur sta-

tut et leurs emplois. ● LA DIFFICULTÉ sera de réussir la synergie entre deux télévisions qui ont des clientèles assez différentes. ● LE COMITÉ stratégique de l'action télé-

visuelle extérieure, installé lundi 17 mars, devra donner son avis sur les propositions de Jean-Paul Cluzel, président du pôle audiovisuel exté-

rieur. « Nous devons avoir une vision offensive de la langue et de la culture françaises », déclare Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, dans un entretien au Monde.

Le difficile mariage entre La Cinquième et Arte inquiète les personnels

La fusion des deux chaînes en un « grand pôle public de la connaissance, du savoir et de l'éducation » est l'un des principaux chapitres du projet de loi sur l'audiovisuel, dont les députés doivent débattre les 18 et 19 mars

« L'AVENIR des usages éducatifs de la télévision » : en réunissant sur ce thème des relations entre la télévision et l'école près d'un millier de personnes à Montpellier, les 17 et 18 mars, La Cinquième réussit une belle opération de communication au moment où les députés discutent de son mariage avec La Sept/Arte. A la veille de ce débat, les personnels des deux chaînes ont manifesté leurs inquiétudes. Les salariés de La Cinquième « réaffirment leur détermination à préserver l'identité de leur chaîne » et demandent des « garanties écrites » sur le maintien des emplois. Ceux de La Sept/Arte ont écrit aux députés pour leur poser des questions sur la synergie entre les lignes éditoriales et les conséquences des économies imposées par le gouvernement.

C'est en août que Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, avait annoncé l'intention du gouvernement de construire « un grand pôle public de la connaissance, du savoir et de l'éducation ». Cette fusion avait deux objectifs : atteindre une audience de 10 % et réaliser 140 millions de francs d'économies budgétaires.

Il reste à mettre en place les structures qui organiseront le rap-

prochement de ces deux chaînes, créées à deux ans d'intervalle, qui se partagent le même réseau, mais dont les présidents n'avaient pas d'atomes crochus. « La Cinquième est une PME originale, mobile et souple. Il faut préserver ce caractère », estime Jean-Marie Cavada, son président-fondateur, qui avait prôné la fusion, mais auquel le gouvernement a préféré Jérôme Clément, président de La Sept/Arte, pour patronner le futur ensemble.

CLIENTÈLES DIFFÉRENTES

Pour défendre La Cinquième et les cent cinquante personnes qui y travaillent, M. Cavada exhibe son bilan : 5,5 % de parts de marché, un bon niveau de notoriété, et des coûts de production peu élevés, pour un budget de 760 millions de francs. La Cinquième délègue une grande partie de la fabrication de ses émissions et fait ainsi travailler une centaine de sociétés de production. Sa participation au marché des programmes ou des achats de droits s'élève à 1,5 milliard de francs.

Une des difficultés de la fusion sera de réussir la synergie entre deux programmes et deux entreprises qui, s'ils ont en commun l'éducation et la culture, ont des

clientèles assez différentes. Les télé-spectateurs de La Cinquième, qui émet entre 6 heures et 19 heures, font partie des classes moyennes et populaires, et sont intéressés par des émissions de découverte, de service ou familiales. Le soir, les conditionnels d'Arte sont réputés plus parisiens et plus élitistes.

Ceux qui travaillent au rapprochement entre les deux chaînes estiment que l'homogénéisation des deux programmes passera par un aménagement de la grille en fin d'après-midi. Les producteurs s'in-

terrogent sur l'avenir des émissions, d'histoire par exemple, qui existent sur les deux antennes et abordent des sujets proches.

Tous savent aussi que les modifications de cette nature se heurteront à la lourdeur du fonctionnement de La Sept/Arte. Avec ses quatre cents personnes, cette chaîne n'est en effet que la partie française d'un ensemble franco-allemand régi par un traité signé entre les deux pays. Celui-ci prévoit notamment que les programmes doivent être avalisés par la confé-

rence des programmes, composée de quatre Français et de quatre Allemands, qui se réunissent une fois par mois à Strasbourg.

« On a réussi à renouer le dialogue avec le monde enseignant. Cela a été fructueux dans les deux sens. Cela a montré aux éditeurs l'existence de rigueur du monde enseignant, qui n'est pas celle du monde de la télévision », remarque Alain Brunet, conseiller du président de La Cinquième. Cette originalité de La Cinquième se retrouve notamment dans sa banque de programmes et de services (BPS), qui permet de stocker des émissions en provenance d'autres chaînes et des services qui peuvent ainsi être utilisés à tout moment par ceux qui en ont besoin. Selon ses responsables, le développement de cette « bibliothèque cathodique » exigera « quelques moyens et beaucoup d'énergie ».

SCHIZOPHRÉNIE

Cette fusion, que ses détracteurs considèrent comme de la schizophrénie, aura aussi des conséquences sur le statut du personnel. Les deux chaînes ont en effet des accords d'entreprise différents. A La Cinquième, Jean-Marie Cavada avait voulu favoriser les bas salaires et la promotion des métiers, alors que les salariés de La Sept/Arte disposent de garanties plus classiques, inspirées de la convention collective de l'audiovisuel. « On défendra nos avantages », annoncent les représentants syndicaux des deux chaînes.

A la fin de l'année, les deux entreprises seront voisines. La Sept/Arte va quitter le 16^e arrondissement d'Issy-les-Moulineaux, en face de celui de La Cinquième. Comme dans toute fusion, les services administratifs seront les premiers à faire des économies d'échelle et à subir éventuellement des compressions d'effectifs. Certains de ces points ont déjà été évoqués lors des réunions qui se sont déroulées avec des représentants des deux chaînes au service juridique et technique de l'information (STI), qui dépend du premier ministre.

Il reste à savoir ce qui sortira des débats parlementaires. Le gouvernement avait refusé aux sénateurs la mise en place de directeurs généraux trop indépendants pour chaque chaîne. La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale veut, elle, créer un directeur assisté d'un conseil de surveillance.

« Si le débat s'éternise et si l'inquiétude du personnel s'accroît, je demanderai la nomination d'un administrateur provisoire », prévient M. Cavada. Il dit « laisser une partie de son cœur à La Cinquième », mais il a déjà la tête à RFO, dont il a été nommé président, à « La Marche du siècle », qu'il continue d'animer, et peut-être aussi à la mission sur les nouvelles technologies que doit lui confier le premier ministre.

Françoise Chivot

Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères

« Il nous faut une conception offensive de la diffusion de la culture française »

LE MINISTRE des affaires étrangères, Hervé de Charette, a installé, lundi 17 mars à Paris, le comité stratégique de l'action télévisuelle extérieure de la France. Cet organisme est chargé de conseiller le ministre sur la réforme de la télévision en direction de l'étranger.

« Quels sont les motifs qui vous ont incité à réformer l'audiovisuel extérieur dans l'urgence ?

« Cela fait un an et demi qu'on en parle, l'urgence est donc relative. Il était temps qu'on sorte de l'éparpillement. Aujourd'hui, deux pôles distincts sont créés - radio et télévision -, deux métiers différents qui sont regroupés sous l'autorité d'un seul président, Jean-Paul Cluzel.

« L'installation du comité stratégique de l'action télévisuelle extérieure de la France constitue un pas décisif dans cette réforme. Celle-ci a lieu alors que se joue une



HERVÉ DE CHARETTE

grande bataille télévisuelle, à la fois sur le plan technologique et sur le plan de la présence politique, économique et culturelle de la France dans le monde. L'issue de cette bataille dépendra de notre capacité à être présent sur les écrans partout dans le monde.

« Quel sera le rôle de ce comité ?

« Dans ce domaine, où la technologie évolue très rapidement, l'administration ne peut pas rester fermée sur elle-même ; il faut qu'elle bénéficie des apports, des propositions et des conseils des professionnels.

« Ce pôle télévisuel extérieur, maintenant qu'il est constitué, doit s'organiser. Il comporte une forte implication de l'Etat (51 %) ; il sera adossé à France Télévision, dont les potentialités en matière de programmes et de journalistes sont très importantes, et comprendra aussi dans son capital le futur ensemble Arte-La Cinquième. RFO, sans avoir vocation à faire partie du pôle extérieur, y contribuera aussi. Il s'agit maintenant de faire jouer les synergies. Les propositions de Jean-Paul Cluzel sur la « chaîne vitrine » de la France devraient n'être rendues à la fin du mois d'avril ; je les soumettrai ensuite au comité stratégique qui donnera son avis avant l'été.

« Quel rôle joueront Canal France International (CFI) et TV5 dans le pôle télévisuel extérieur, Téléfi ?

« Je ne peux dire ce qu'il en adviendra, mais il n'est pas question que les choses restent en l'état. CFI comme TV5 sont appelés à jouer un rôle important, mais il faudra voir comment ces deux chaînes s'ajustent. Nous avons choisi une solution prudente, qui n'est pas celle de la fusion, mais il est important qu'une autorité les coiffe et les dirige, rôle qui a été dévolu à Jean-Paul Cluzel.

« Quelle cible sera visée ? Les francophones, ou un auditoire plus large, auquel on s'adresserait dans d'autres langues que le français ?

« Il nous faut avoir une conception offensive de la diffusion de la langue et de la culture françaises dans le monde. Il ne s'agit pas seulement de diffuser des images et du son en français, mais de séduire des publics qui ne parlent ni ne comprennent notre langue. Les images françaises, qui défont l'image de la France, doivent les attirer. Mais je crois qu'il vaut mieux additionner ces publics que les opposer. L'exemple du Brésil, où TV5 et TV Globo viennent de signer un accord qui comporte des images sous-titrées en portugais, est une des hypothèses.

« Nous sommes dans un monde menacé par l'uniformisation de la culture et des modes de pensée. Une langue unique, c'est très désolant. Nous sommes les pre-

miers, nous, Français, à en prendre conscience : le monde ne peut pas être fondé sur des images qui sont les mêmes pour tout le monde. Dans cette bataille, si la France veut être présente, elle le sera par ses entreprises et par les images qu'elle offrira. Il s'agit d'un enjeu de civilisation primordial.

« Que sera la future télévision « vitrine de la France » ? Une « CNN à la française », comme l'a évoqué Philippe Douste-Blazy ?

« La formule « CNN à la française » est une formule commode, tout le monde la comprend, mais elle est réductrice et peu adaptée. Je ne crois pas qu'il faille se focaliser sur un modèle unique et s'inspirer nécessairement de CNN. Il faut par exemple proposer une télévision et des journaux plus ouverts sur l'international : présenter la diversité de notre pays, mais aussi les questions qui préoccupent la société mondiale, par le biais de documentaires et de magazines. En outre, nous n'en sommes pas au point où nous pouvons disposer d'un réseau de journalistes dans le monde entier, comme c'est le cas de CNN.

« Cette nouvelle politique audiovisuelle extérieure exigera-t-elle forcément un budget plus important ?

« Nous consacrons 1,2 milliard de francs à l'audiovisuel extérieur en 1997. C'est une somme importante, mais qu'il convient de relativiser, car c'est à mon avis très insuffisant. Il faut toutefois s'assurer que cette somme est bien utilisée : aujourd'hui, je ne crois pas que nous ayons atteint l'efficacité maximale. Il faudra aussi que l'audiovisuel trouve des ressources, via

Un comité de dix membres

Le comité stratégique de l'action télévisuelle extérieure est présidé par Francis Balle, professeur à Paris-II, ex-membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et directeur de la chaîne civique et parlementaire. Il se compose de neuf autres membres : Pierre-Henri Arnstam, conseiller du président de France Télévision ; Jérôme Bellay, directeur de l'antenne d'Europe 1, créateur de France-Info ; Roland Faure, ex-membre du CSA ; Alain Grangé-Cabane, vice-président délégué général de l'Union des annonceurs (UDA) ; Bozhko Givadinovitch, ex-président de TF1 Publicité ; Frank Solovick, producteur ; Guy Sorman, universitaire et écrivain, chargé de mission auprès du premier ministre, Alain Juppé ; Marc Tessier, ex-directeur général de Canal Plus et président du Centre national de la cinématographie (CNC) ; Monique Villa, directrice du développement de l'Agence France-Presse.

le mécénat ou la vente de programmes à l'étranger.

« Pour l'instant, compte tenu du nécessaire redressement des finances publiques, nous devons travailler dans le cadre de l'enveloppe définie. Mais je suis persuadé qu'à partir du moment où nous aurons remis de l'ordre dans la maison, optimisé l'emploi de nos fonds et finalisé la politique audiovisuelle extérieure française, les enjeux de ce formidable combat apparaîtront.

« Et nous serons mieux outillés pour faire valoir ensuite l'importance de ces enjeux. »

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozormet et Yves-Marie Labé

Poursuite des négociations à RFI

LA POURSUITE de la grève déclenchée mercredi 12 mars par l'ensemble des personnels de Radio-France Internationale (RFI) contre la précarisation de l'emploi et l'« arbitraire » de la direction, devait être décidée en assemblée générale, lundi 17 mars. Dans la nuit de dimanche à lundi, le projet de protocole d'accord relatif à l'intégration, sur trois ans, de trente personnes exerçant des tâches de réalisation était sur le point d'aboutir. Le document portant sur les objectifs de la numérisation et les garanties sur l'emploi s'y rapportant était encore discuté ainsi qu'un nouveau texte de réforme des émissions en langues étrangères.

En revanche, le texte relatif au recrutement des journalistes posait encore des problèmes dans la matinée du 17 mars : un contrat à durée déterminée de journaliste à la rédaction française n'était toujours pas renouvelé, et la question des concours, notamment pour les journalistes ayant déjà fait leurs preuves à l'antenne, restait entière.

LE DOUBLE DÉFI

Ecoutez Europe 2
de 11h à 12h
aujourd'hui
et gagnez
2000 F

Dès que vous entendrez
2 titres à la suite de

GEORGE MICHAEL

téléphonez au 08 36 66 22 24
le 200ème appel
gagne 2000 francs

Europe 2

10 ANS DU MEILLEUR DE LA MUSIQUE

Ratages

par Alain Rollat

« LE MONDE devient-il idiot-viduel ? » La question ne manque pas de pertinence. Mais Franz-Olivier Giesbert s'est trompé d'adresse. S'il voulait vraiment débattre, au cours de son deuxième « Gai savoir », dimanche, sur Paris Première, ce n'est pas à Jean-Pierre Elkabbach et Claire Chazal, juge et partie, qu'il devait la poser. Il aurait dû inviter Pierre Bourdieu, dont sa chaîne, ce même dimanche, rediffusait, à une heure trop tardive, les leçons « Sur la télévision », devenues un best-seller en librairie. Il n'eût pas fallu remonter loin dans l'actualité pour illustrer leurs décapantes démonstrations sur la propension de la télé à organiser de faux débats et à privilégier « les spécialistes de la pensée jetable ».

Samedi, sur Canal Plus, Michel Field a raté, lui aussi, l'occasion d'un vrai débat. Il avait pourtant eu un bon réflexe en confrontant Alain Juppé à l'image de cette « jolie possante » qui lui cria « Mort aux cons ! » dans une rue de Bordeaux. Elle s'appelle Marie et a de l'humour à revendre bien qu'elle vive une galère. C'est bien dommage que sa réplique au premier ministre ait été simplement enregistrée. Si cette femme persiste à dire « Non à la connerie ! » après avoir lu et relu *Entre nous*, la réponse littéraire que lui a faite M. Juppé, et si M. Juppé a encore « beaucoup de choses » à lui confier, pourquoi osons faire l'antenne ? Un face-à-face en direct s'imposait.

Autre question tendant à confirmer que la télévision nous prend pour des idiots : pourquoi

l'armée française continue-t-elle de nier que ses premiers essais nucléaires, réalisés au Sahara de 1960 à 1962, ont provoqué des morts par contamination ? Pourquoi faut-il que ce soit un documentaire de la Télévision suisse romande, diffusé par « La 25^e Heure », dimanche, à 2 heures du matin, sur France 2, qui mette enfin en images des faits et des témoignages déjà révélés par *Le Canard enchaîné* en 1995 ?

Il paraît que le géographe de Gaulle et les membres de son gouvernement « ont ri » (c'est Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, qui le dit) quand Pierre Messmer (qui se porte comme un charme) et Gaston Palewski (mort de leucémie) ont raconté le saut-qui-peut du 1^{er} mai 1962, le jour où le deuxième essai souterrain de la bombe « A » a si bien réussi, au lieu-dit d'Ecker, que la montagne a explosé en provoquant « une pollution extrêmement grave », de l'aveu même de M. Messmer... Il paraît, de source officielle, qu'il n'y a eu « aucun accident » à Reggane, le 28 juin 1962, le jour où l'explosion d'une cuve de plutonium a irradié six appels du contingent...

On a revu avec plaisir le micro-trottoir conduit de main de maître, dans les rues de Paris, le jour de l'explosion de la première bombe « A », par un reporter de la RTF qui s'appelait Michel Pécourt. Si c'est bien le même qui préside maintenant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, il se fera forcément un devoir de lui donner une suite, dès cette semaine, dans les travées du Palais-Bourbon...

Six mois de voyage au Soleil

Eric Darmon a filmé les répétitions du « Tartuffe » de Molière, mis en scène par Ariane Mnouchkine. Un travail extraordinaire, une troupe et une femme hors du commun

BEAUCOUP l'approche, peu l'admire : Ariane Mnouchkine n'est pas une personne facile. Si elle n'hésite pas à intervenir dans la sphère politique et sociale, elle protège « son » Théâtre du Soleil de toute intrusion. On sait par ceux qui y sont passés, comme Philippe Caubère, ce qui se trame, se construit, se vit et se joue dans la troupe de la Cartoucherie de Vincennes, qui n'a jamais totalement renoncé à son utopie communautaire. Mais, jusqu'à présent, on n'avait jamais vu l'intérieur du Soleil. En tout cas pas à la façon dont Eric Darmon et Catherine Vilpoux ont redécouvert compte dans *Au Soleil même la nuit*.

C'est un film rare, déjà dans sa conception. Il repose sur le regard d'un caméraman, Eric Darmon, formé à l'école de l'ethnologie. En 1994, il avait réalisé un reportage sur *La Ville porteur*, d'Hélène Cixous - spectacle bâti autour de l'affaire du sang contaminé -, et rencontré Ariane Mnouchkine. C'est elle qui l'a contacté, quelques mois plus tard, quand il s'est agi de tourner un film pour Arte sur la préparation du *Tartuffe*, de Molière. Ainsi, le caméraman s'est retrouvé à la Cartoucherie, le 12 décembre 1994. Il allait y passer six mois, tous les jours, jusqu'à douze heures d'affilée parfois, à filmer tout ce qui l'intéressait, du plateau aux coulisses. Ariane Mnouchkine, pour sa part, a accepté de porter un micro-cravate branché en permanence. De ce voyage au Soleil, Eric Darmon a rapporté cinq cent quatre-vingt heures de bobines,



qu'il a confiées à une fée du montage, Catherine Vilpoux. Son tri a fait merveille.

Au Soleil même la nuit ouvre sur le dernier soir du tournage : celui de la première représentation publique du *Tartuffe*, en mai 1995. Dans la salle encore vide, Ariane Mnouchkine vise une dernière fois les éclairages. Pendant ce temps, des comédiens lavent le sol. A 18 h 25, tout est prêt. Dans le hall d'entrée, des fleurs disposées sur les tables attendent les spectateurs. Ariane Mnouchkine ouvre la grande porte d'entrée. Elle accueille le public, déchire les billets : « Bonsoir, bonsoir. » Sa chevelure

blanche brille dans la nuit. D'une certaine manière, *Tartuffe* ne lui appartient plus.

C'est avant ce moment toujours émouvant - le premier rendez-vous avec le public - que le film se joue. Construction des décors, création des costumes, signature des contrats, répétitions : au Soleil, la suprématie de la scène ne fait pas la loi. Chacun met la main à la pâte, où il faut, quand il faut. « *Le théâtre*, dit Ariane Mnouchkine, est un terrain vague sublime. » Et une école de la vie. Les comédiens répètent *Tartuffe* sans savoir quel rôle ils joueront - s'ils en ont un. « *Molière parlait aux gens de son*

temps. On va parler aux gens de notre temps. » Dooc, de l'intégrisme qui, à travers *Tartuffe*, se glisse dans un odorant jardin méditerranéen, un jour de soleil chancelant.

SCÈNES D'ANTHOLOGIE

Il faut voir Ariane Mnouchkine travailler. Avec ses gros pulls, ses lunettes fichées dans les cheveux, ses coups de gueule, sa tendresse et sa force : femme de plateau, chef d'entreprise, maîtresse de maison, elle fait tourner le Soleil jour après jour, nuit après nuit. Les roulements de 50 palin, les discussions de contrats, les tiraillements dans la troupe, elle règle tout.

On le savait avant de voir le film. Mais Eric Darmon porte un regard extraordinaire sur son monde. Il met au jour la force de la troupe - une forme de jeu expressionniste, dans la lignée du cinéma muet, qui éclate ici dans toute sa splendeur. En outre, le caméraman signe quelques scènes d'anthologie : la rencontre d'Ariane Mnouchkine avec Bernard Faivre d'Arlier, l'engueulade avec Myrtille Azencourt, la colère d'un jour où rien ne va sur le plateau. Ne sachant plus comment faire avancer *Tartuffe*, Ariane Mnouchkine suspend la répétition et dit aux comédiens : « *Allez ! Venez, on va militer.* » Merveilleuse Ariane !

Brigitte Salino

★ Comédia : *Au Soleil même la nuit*, Arte, mardi 18 mars, à 21 h 40.

TF1

20.45

CLARA ET SON JUGE
Téléfilm de Jean-Claude Sauter, avec Jean Rochefort, Elodie Navarre (105 min.).
L'adolescente et le juge à la retraite. Un regard sensible sur l'inceste.

22.30

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve (85 min.).
23.35 Football : Ligue des champions. (35 min.).
0.30 et 1.35, 2.15, 3.50 TF1 nuit, Météo.
0.40 7 sur 7. Magazine.
Invité : Jacques Delors (rediff., 55 min.). 8203012

1.45 Cas de divorce. Série. Mord contre Mord. 2.23 La face cachée de Christine. Téléfilm d'Olivier Storz, avec Iris Berben, Gerd Böckmann (rediff., 85 min.). 5460059 4.00 et 4.30, 5.15 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 3.00 Musique. Concert (15 min.).

France 2

20.50

DU MARION
Téléfilm de Michel Sauter, avec Claude Richert, Laurence Malet. (102 min.).
Au XVIII^e siècle, Marion était la chef d'une bande de brigands qui écumait la Bretagne.

22.45

C'EST À SUIVRE
Magazine. Euro-tour-boulot (100 min.).
0.25 Journal. Bourse, Météo.
0.40 Le Cercle de nuit. Magazine. Littérature.
Invités : Morgan Sportes, Philippe Forest, Anne Lasserre, Pierre Assoligne, Christine Daure-Sorfaty (75 min.). 2051401

1.55 Histoire courtes. Court métrage. La vie parisienne. 3.00 D'ici, soleil à l'aube. Magazine. Reprise France 3. 3.30 24 heures d'infos. 4.00 et 4.30, 5.15 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 3.00 Musique. Concert (15 min.).

France 3

20.50

L'INSPECTEUR NE RENONCE JAMAIS
Film de O. J. Harbo, avec Clint Eastwood (107 min.).
« Dirty Harry » est aux prises avec une bande de terroristes.
22.30 Journal, Météo.

23.05

MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU POUR...
Film de Jan Salm-Haritz, avec Robert Castel, Michel Boujenah (107 min.).
Le comique pied-noir s'enlève dans la vulgarité.
0.30 Lignes de mire. Magazine. Présenté par Jacques Chancel (rediff., 55 min.). 6041944

1.30 Matlock. Série. [12] Le déguisé. 2.20 Musique. Reprise France 3. 3.30 24 heures d'infos. 4.00 et 4.30, 5.15 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 3.00 Musique. Concert (15 min.).

Arte

20.45

CACTUS
Film de Paul Cox, avec Isabelle Huppert, Robert Mendès (106 min.).
Film étrange et poétique sur la solitude des gens privés de la vue, et sur le véritable sens de l'amour. Admirable interprétation d'Isabelle Huppert.
22.15 Kinorama. Magazine.

22.25

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO
Film de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie Mac Dowell (98 min.).
0.00 Court-circuit.
Sensin, c'est toi !, court métrage de Fatih Akin (1995), avec Fatih Akin, Sükrü Özyürek ; Un certain dimanche, court métrage de Dan Zeff (1994), avec Alan Cumming, Minnie Driver (20 min.).
0.30 Le Pige de Venus.
Film de Robert van Ackeren, avec Myrtille Roussel (1988, v.a., 100 min.). 4063383

2.10 Scorpion Rising. Documentaire de Kenneth Anger (1962-1964, rediff., 30 min.). 3458186

M 6

20.45

LES COMPLICES
Film de Charles Byer, avec Julia Roberts, Nick Nolte (114 min.).
Il est journaliste au Chicago Chronicle et cavalier. Elle travaille au Globe et lui fait concurrence.

23.05

AFFAIRE NON CLASSÉE
Téléfilm de O. J. Harbo, avec John Beck (110 min.).
La découverte du corps d'une jeune femme relance une affaire criminelle non résolue et vieille de quinze ans.
0.55 Jazz & Magazine. Lucky Peterson (35 min.). 8478654

1.50 Mode & Magazine. Emanuel Ungaro et Yohji Yamamoto (rediff.). 1.55 Best of 2.35 Pequeños. Magazine. Ventes Parades (rediff.). 3.45 Météo. 4.00 L'Amazone. Documentaire. 4.35 Chris de Salas-Tropez. Documentaire. 5.30 Pau de Magazine (rediff.). 5.55 Turbo. Magazine (rediff., 25 min.).

Canal +

20.35

LES ANGES GARDIENS
Film de Jean-Marie Poiré, avec Gérard Depardieu (1995, v.a., 93 min.).
Scénario confus, influences maladroites de Gérard Oury et Frigès Meier.
22.20 Flash d'information.

22.50

CHAMANE
Film de Barabas, avec Igor Gostanov (1995, v.a., 93 min.).
Un violoniste et un chaman du peuple touvate s'opposent d'un goulay sibérien. Beau sujet et belles images.
0.05 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Revolver Anna, Kemper, Ologot... quatre ans après (rediff., 60 min.). 6211186

1.05 XY.
Film de Jean-Paul Lilienfeld (1995, v.a., 100 min.). 1501215

Radio

France-Culture

20.30 Le Grand Débat.
« *Qui est le maître ?* »
21.30 Fiction : Parole donnée. Le Champ des enfances bleues et la chanson de la Philharmonie. Lettres, dir. Sylvain Lévy. Messe op. 86, de Dvorák. Musique d'après de Vivaldi. Messe (rediff.).
22.40 Tout ou rien.
0.05 Du jour au lendemain. Antonio Tabucchi (La réa perdue de Domènec Montaner). 0.45 Les Chansons du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.).

France-Musique

20.30 Concert.
Donné en direct de la cathédrale Saline-Saint-Jacques, par le Chœur de la radio lyonnaise et l'Orchestre de Chambre de la Philharmonie. Lettres, dir. Sylvain Lévy. Messe op. 86, de Dvorák. Musique d'après de Vivaldi. Messe (rediff.).
22.30 Musique plural.
23.07 Entre les lignes.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Sander Veih, violon et chef d'orchestre.
22.45 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Schubert, Beethoven. Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.00 World Sport. 0.00 The Most Toys.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 22.15 Economie. 19.45 et 21.15 Eurobusiness. 20.15 et 22.50 International. 20.35 No Comment. 20.35 et 22.30 Europa. 20.45 et 23.45 90°. 21.40 et 0.10 Analysis. 21.45 Cinema. 21.50 Media. 23.15 Visa. 23.20 Ecologie. 0.15 Eurobusiness. 0.30 Agriculture. 0.40 Artissimo.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.16 Guillaume Durand. 20.15 et 20.40 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19. 22.44 Journal de l'économie. 23.26 Cinema. 23.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Muzzik

19.00 L'Invité.
André Caccarelli.
20.00 Eclair, Pierre Boulez. De Frank Schaffer.
21.00 Boris Godounov.
Opéra en un prologue et en quatre actes de Moussorgski, enregistré au théâtre du Bolchoï de Moscou. Avec Yevgeny Nesterenko (Boris Godounov), Nelly Labedeva (Marina), Tatyana Yezova (Festor).
23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

23.55 Ornella Coleman à Montréal.
Concert (60 min.). 6443443

1.00 Le Journal de Muzzik.
1.30 La Fête du violon avec Charlier et Caillet.
Concert (60 min.). 4888215

ABONNEZ-VOUS
et économisez jusqu'à 294 F
soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F
au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au numéro : 199 F (hors taxes). Tarif en France (indiqués en francs).

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F
au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MQ 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Europe occidentale	USA, CANADA
1 AN	2 086 F	2 960 F	5 400 F
6 mois	1 123 F	1 560 F	2 900 F
3 mois	572 F	790 F	1 450 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones au 01-47-37-30 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Ledoux
93046 Châtillon Cedex

TV 5

20.00 Thalassa. Magazine.
France 3 du 14/07/97.
21.00 Enlève - Le Point.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Les Lumières de Paris.
23.30 A nos amis bien-aimés.
De Marie-Françoise Desnoes.
et Christophe de Pontilly.
(France 2 du 15/09/96).

Planète

20.35 Ladies and Gentlemen.
Mr Leonard Cohen.
21.20 Suisse.
cinq cent mille pauvres.
22.00 L'ai huit ans.
22.15 Encore Paris.
23.05 A Danku.
la soupe est plus douce.
23.35 Silences à vaincre.
Paroles de transhumants.

Animaux

21.00 Monde sauvage.
Huit bras tentaculaires.
21.30 Le Vagabond.
La route tourne.
22.00 Le Royaume
des éléphants.
23.00 Des loups, des ours.
23.30 Ballenas.
0.00 Monde sauvage.
Des religions de guérisseurs.

Paris Première

20.00 et 0.35
20 h Paris Première.
Invitée : Juliette Binoche.
21.00 My Left Foot.
Film de Jim Sheridan.
(1989, v.a., 100 min.). 31357104

22.40 Le J.T.S.
23.10 Soundings
of the Cities : Dublin.
De Christopher Weldon.
(55 min.). 7926586

France Supervision

20.30 Alan Stivell.
Concert (80 min.). 26538104
21.50 Remy Gallagher.
Concert (105 min.). 19583388
22.35 Liam O'Flynn.
Concert (75 min.). 66009901

Ciné Cinéfil

20.30 Un grand seigneur.
Film de Gilles Grangier
et Georges Lacombe.
(1965, v.a., 90 min.). 7901849
22.00 Le Testament
d'Orphée.
Film de Jean Cocteau.
(1959, v.a., 90 min.). 32092272
23.20 L'Amazone.
Aux yeux verts.
Film d'Edwin L. Marin.
(1934, v.a., 90 min.). 7321849

Ciné Cinémas

20.30 L'Incorrigible.
Film de Philippe de Broca.
(1975, 95 min.). 8876668
22.05 La Fête brisée.
Film de Delmer Daves.
(1950, v.a., 95 min.). 12811036
23.40 Le Froussard.
hérolite.
Film de Richard Lester.
(1975, 95 min.). 55008494

Série Club

20.45 Un ours pas
comme les autres.
Née de la dernière pluie.
21.45 et 1.30
La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de...
Gower Champion.
Un jour pas
comme les autres.
23.00 Au-delà du réel.
l'aventure continue.
Les déprogrammés.
23.45 Chapeau melon
et bottes de cuir.
Ne m'oubliez pas.

Canal Jimmy

20.00 Mister Gun.
Amour et drogue.
20.30 Souvenir - Numéro un.
Claude François.
21.40 New York Police Blues.
Surf sur la neige.
22.30 Chronique de la route.
22.35 Voyage au bout
de l'enfer.
Film Michael Cimino.
(1978, 175 min.). 70888882

Festival

20.05 La Baby-sitter.
André Bonnot.
20.30 Natalia.
Film de Bernard Cohn.
(1988, 115 min.). 44020253
22.25 Les Noces de Louisa.
De Philippe Sesson (25 min.).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et 23.30
Téva interview.
Invitée : Jeanne Longo.
20.55 Extrême jalousie.
22.30 Murphy Brown.
Le chevalier servit.
23.00 Téva débat.
Invités : Christine
et Olivier Orban.
0.00 Téva spectacle
(90 min.).

Eurosport

17.00 Rugby.
18.00 Football.
19.00 Speedway.
21.00 Boxe.
22.00 Sumo.
Tournoi Basho au Japon
(7 parties).
23.00 Eurogoals.
0.00 Snookers.
(90 min.).

Signification des symboles :

■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef

Ces Hurons de Français

Adam Gopnik, correspondant du « New Yorker » à Paris, brosse un tableau spirituel et voltairien des effets de la crise sur nos concitoyens

AVEC le recul que procurent le rythme du journalisme hebdomadaire et une façon très fine de regarder vivre les Français, le correspondant à Paris de la revue américaine *The New Yorker*, Adam Gopnik, s'amuse de la manière dont les grands médias internationaux ont récemment dramatisé le malaise français. « Il est facile de dramatiser l'étendue de la crise française, admet-il : les Français le font tout le temps. »

Et de dresser un tableau plutôt cocasse des déboires des Français aux prises avec la mondialisation. Où les employés séquestrent leur patron avec autant d'aisance que les patrons américains licencient leurs employés, au nom du « downsizing ». Où l'on s'embrasse pour un essai, *L'Horreur écono-*



mique de Viviane Forrester, qui, sans s'ennuyer d'arguments scientifiques, « décrète que la lo-

gique de la mondialisation aboutira à un Auschwitz des chômeurs ». Où les intermittents du spectacle infligent à un public d'enfants de cinq ans une harangue sur leurs problèmes de retraite avant de les régaler d'une pastorale de Ramenau à la Cité de la musique. Où la retraite à cinquante-cinq ans apparaît comme une panacée : « Ces temps-ci, observe le *New Yorker*, une solution très en vogue à la crise économique est que tout le monde s'arrête de travailler. »

Ce débat permet au correspondant du *New Yorker*, de l'intelligence de la Côte est depuis 1925, dont les articles, souvent longs de plusieurs dizaines de pages, sont illustrés de poèmes ou de dessins humoristiques, de souligner les diffé-

rences dans la manière dont Français et Américains abordent la retraite : en France, « la retraite ne fait pas peur », alors qu'aux États-Unis « c'est l'anti-chambre de la mort ». En France, il n'y a pas la même angoisse, et pas de goulag pour vieux comme la Floride. Paris est plein de gens âgés qui ont l'air vieux : ils sont voûtés, ils s'appuient sur une canne, mais ils dînent, ils déjeunent et prennent l'air en promenant leur chien comme tout le monde. Ils ne connaissent pas les humiliations infligées aux vieux aux États-Unis, habillés comme des enfants de six ans, en shorts, T-shirts et baskets. C'est ainsi que, « au milieu du marasme, Bill Gates est arrivé ». Le *New Yorker* relève que « le culte français pour Bill Gates »,

« qualifié tantôt de père de l'Internet, tantôt de créateur de l'information populaire, c'est-à-dire de tout sauf de ce qu'il est, le chef d'une firme gigantesque », n'a d'égal que la passion des intellectuels pour le philosophe allemand Jürgen Habermas, avocat de la « communication sociale ». A ce stade-là, plus rien n'étonne l'observateur américain des mœurs françaises : « On se prend vaguement à espérer, constate-t-il, que, entre Habermas qui vous dit que tout ce dont vous avez besoin est de vous connecter et Gates qui vous vendra le logiciel pour le faire, une nouvelle théorie sociale globale est en train de voir le jour. »

Sylvie Kauffmann

EN VUE

■ L'Hôtel Van Gogh, à Voernd, en Hollande, sera démolie pour laisser la place à de nouveaux immeubles. Cette décision de l'administration du district de Sleen a soulevé de vives protestations aux Pays-Bas. Le peintre, qui séjourna dans ce village pendant trois mois, en 1883, y peignit de nombreux tableaux. Il les laissa en partant aux mains des aubergistes, qui s'en servirent de combustibles. « Ça brûlait très bien », ont-ils précisé par la suite.

■ Le château du Nurbat, en Touraine, la maison de santé des policiers, accueille de plus en plus de dépressifs, constate Lionel Briand, directeur de l'établissement. « Un moi de vivre que mettem en évidence les symptômes de dépression », qu'on marque la profession en 1996 », ajoute M. Briand. Les trois quarts des policiers qui viennent se « réchauffer » au château sont soignés pour des surdoses de médicaments et des abus de boisson.

■ Une commission disciplinaire, réunie au ministère de l'Éducation nationale, vient de confirmer la décision du maire (DVG) d'Autun, Gilles Pacaud, de relever de ses fonctions Didier Martinet, le conservateur d'État du Musée d'histoire naturelle de la ville. Le 10 janvier, M. Martinet et une dizaine de sympathisants, reprochant au maire un « manque d'ambition politique » et lui donnant des noms d'oiseaux, avaient occupé le musée pour défendre les collections de podales fossilifères, selon eux, menacées.

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Dominique Bromberger

■ Il y avait dans le spectacle du roi Hussein agenouillé devant des parents israéliens éplorés quelque chose de profondément émouvant. La démarche ne manquait pas de grandeur. Il y a des moments où de telles actions peuvent aider à faire l'histoire. Hussein peut être demain assassiné par un fanatique pour s'être comporté ainsi, mais il a échappé à tant d'attentats qu'il s'en soucie sans doute peu. Il a réussi à renouer les liens du dialogue entre Benjamin Netanyahu et Arafat. Il ne reste plus beaucoup de temps au premier ministre israélien. Les se-

maignes à venir nous diront s'il a l'étoffe d'un homme d'État ou s'il n'est que le reflet virtuel de forces qui le dépassent.

BFM

Philippe Alexandre

■ A un an tout juste des élections législatives, la majorité est entrée en campagne avec un moral d'enfer. En a volonté contre le Front national et le Parti socialiste. Sur le papier, c'est un bon plan de campagne : le gouvernement retrouve un peu de confiance, le Parti socialiste piétine et les perspectives économiques reverdisent d'un moment. Dans la pratique, cette guerre sur deux fronts est plus aléatoire. On a vu ce qu'elle a donné à

Vitrolles. Il y a beaucoup de circonscriptions électorales, au moins une centaine, où le FN est en position de force, en mesure de hroiller et les cartes et les électeurs. Donc on l'ennuie d'assister à des tractations secrètes, des marchandages ténébreux, toute cette cuisine pestilentielle dont les effluves donnent la nausée aux citoyens.

LIBÉRATION

Jacques Amolric

■ Il n'y aura pas d'Europe sociale dirigée de ce nom si les syndicats ne se battent pas pour la créer peu à peu. L'Europe sociale ne sera pas miraculeusement octroyée par des patrons européens qui ont bien vite compris les avantages qu'ils pou-

vaient tirer du grand marché et des disparités européennes. Elle ne peut être qu'imposée par des syndicats auxquels il arrive encore de chanter l'Internationale mais qui se sont le plus souvent comportés, jusqu'à Vivorde, comme de fileux adeptes du protectionisme, du statu quo, bref d'une sorte d'égoïsme national.

LA CHAÎNE INFO

Pierre Luc Séguillon

■ Le terme d'« euro-manifestation » utilisé pour désigner le défilé de protestation de Bruxelles ressemblait de plusieurs continents. La composition même de cette manifestation était davantage francobelge qu'européenne. C'était là une

occasion pour Robert Hne et Lionel Jospin (...) de faire oublier leurs divergences de fond. C'était là aussi pour les syndicats français, dont on sait les discordances et la fragilité, une chance de faire oublier leur grande faiblesse nationale. En second lieu, la cible même de cette manifestation était moins européenne que libérale. Enfin, l'appel à une Europe de la législation sociale relevait moins de son absence que de sa non-application. Car contrairement à ce qui s'est dit, cette législation existe, fût-ce imparfaitement. La direction de Renault l'a enfreinte avec autant plus de brutalité qu'elle voulait manifester le caractère irréversible de sa décision.

MARDI 18 MARS

TF 1

17.10 Métrouze Place. Feuillet. Libérée sous caution.
18.00 Papa revient demain.
18.30 Jamais deux sans toi... Série. Le retour des bléres.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.30 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'Image du jour, Tétéc.

20.45

JURASSIC PARK

Film de Steven Spielberg, avec Sam Neill, Laura Dern (1993, 130 min). 308437
Ce film, inspiré d'un roman de Michael Crichton, a connu un succès phénoménal, et fort exagéré. Effets spéciaux impressionnants mais l'action traîne pendant une heure.

22.55

LE MONDE DE LÉA

Magazine présenté par Paul Amar (105 min). 795700
0.40 et 1.20, 2.20, 3.20

0.50 Reportages.

Ces mensurations en habit vert (rediff., 30 min). 427898
Portraits des « hommes verts » de la Propreté de Paris qui travaillent, de jour comme de nuit, pour garder la capitale propre.

1.30 Le Quintette de cuivres Magallanes. Concert. 2.30 et 3.35, 4.25, 5.30 Histoires musicales. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).

France 2

17.30 Le Prince de Bel Air. Série. Mauvais procès.
17.55 Hartley, coeurs à vie. Série.
18.30 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.10 Studio Gabriel. Invité : Patricia Kaas.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal.
A Cheval, Météo.

20.55

MANON DES SOURCES

Film de Claude Berli (1996, 115 min). 7375708
Une seconde partie au ton dramatique.
22.50 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.00

LE SEIGNEUR DU TEMPS

Téléfilm de Geoffrey Sax, avec Paul McGann, Eric Roberts (90 min). 47147
0.30 Journal.
Bourse, Météo.

0.50 Le Cercle de minuit.

Cinéma. Invités : Andrzej Zulawski, Carole Bouquet, Aurélien Clement et Anne-Marie Mielville, Gérard Lefort (30 min). 4222394
2.40 Un pays, une musique. Documentaire. 3.35 et 4.25, 5.30 Histoires musicales. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).

1.30 Le Quintette de cuivres Magallanes. Concert. 2.30 et 3.35, 4.25, 5.30 Histoires musicales. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).

France 3

17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un jour, un jour. L'été du Japon.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

SÉRIE FA SI LA CHANTER

Jeu présenté par Pascal Brunner. Paroles et musiques. Invités : Nicole Croisille, Catherine Allégret, Jean Roucas, Salvatore Adamo, Titi Yana, Nannette Workman, Fred Blomdin (20 min). 888905
22.50 Journal, Météo.

23.25

► VU DE PRÈS

Nature, des histoires barbares mais belles (35 min). 877449
Quelques instants de la vie de la maternité de Roy-Roy.

0.20 Cinéma. Croixes.

Magazine. Le Secret de Rohan. Invité de John Sayles : Dominic Bracco de Mike Newell et Un amour de sorcière de René Manzor (25 min). 22548
1.30 Match. Série. [20] Le départ. 2.30 Match. Série. [20] Le départ. 3.30 Match. Série. [20] Le départ. 4.30 Match. Série. [20] Le départ. 5.30 Match. Série. [20] Le départ.

1.30 Le Quintette de cuivres Magallanes. Concert. 2.30 et 3.35, 4.25, 5.30 Histoires musicales. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Haute montagne : les rongeurs des Rocheuses. 18.50 50 jours pour 50 Palémes. Rétrospective du Festival de Cannes (1950).
Arte
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 7 1/2. Magazine. La culture noire des mineurs en Allemagne. Mode : l'Espagne.
20.00 Archimède. Magazine (30 min). 4944
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : ONCLE BRUNO, IRMCHEN ET LA DERNIÈRE SÉANCE

Documentaire de Hans-Jürgen Haug (55 min).
A Berlin, les exploitants d'une salle de cinéma de quartier sont contraints, par le propriétaire, de quitter le « Palais du cinéma Schiller » après trente années d'une passion sans égale. Dernière séance prévue le 30 juin 1997.

21.40

COMÉDIE : AU SOLEIL MÊME LA NUIT

Documentaire d'Eric Darmon et Catherine Vilpoux. Avec la troupe du Théâtre du Soleil (1997, 160 min). 33001418
Pendant huit mois Eric Darmon a eu la possibilité de filmer toute la préparation du Tartuffe de Molière par Ariane Mnouchkine, dans les coulisses du Théâtre du Soleil.

0.20 L'ère page 30.

0.20 Musica : Faire kiffer les anges. Documentaire de Jean-Pierre Thom (1996, rediff., 30 min). 3620451
1.30 Palémes. Documentaire d'Alain Jaubert. Jean-Dominique Ingres (1780-1847) (rediff., 30 min). 3103155
2.20 La Panthère rose (rediff., 25 min).

M 6

19.00 Lois et Clark. Série. Robot crime.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mode 6. Magazine. Vivienne Westwood.
20.05 Notre belle famille. Série.
20.35 E = M 6 Junior. Magazine. Les romans.

20.50

LES AVENTURES FANTASTIQUES DE TARZAN

Téléfilm de Brian Koppelman, avec Joe Lara, Andrew Divoff. Tarzan et la malédiction. Tarzan et la Grande Prêtresse (110 min). 836789

22.40

LES MOTS DU CŒUR

Téléfilm de Gabrielle Beaumont, avec Jill Elenberg (100 min). 8465645
Une mère divorcée qui élève seule ses deux filles apprend qu'elle souffre d'un cancer, qu'elle ne lui laisse que quelques mois à vivre.

0.20 Capital.

2.15 Mode 6. Magazine (rediff.). 2.20 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.45 Hot (com). Magazine (rediff.). 3.30 Monde en 60 secondes. 4.00 Jass 6. Magazine (rediff.). 4.35 Monde en 60 secondes. 5.30 Couffades. Documentaire. Patricia Kaas. 5.45 Fan de Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

15.10 Le Vrai Journal (rediff.). 15.55 XY
Film de Jean-Paul Lillienfeld (1996, 100 min). 846882
17.45 Pas si vite (rediff.). 17.50 Drôles de monstres. Dessin Animé.
18.35 Nulle part ailleurs. Magazine.
Invité : Saphire.

20.15

FOOTBALL

En direct. Coupe de l'UEFA. 1/4 de finale retour : Monaco - Newcastle ; 20.30 Coup d'envoi à la mi-temps. Le Journal du foot (135 min). 4296588
22.30 Flash d'information. 22.35 Camera sauvage (rediff., 45 min). 3165654

23.20

LA FOLIE DU ROI GEORGE

Film de Nicholas Hytner, avec Nigel Hawthorne, Helen Mirren (1994, v.o., 105 min). 7587418
En 1788, George III règne sur l'Angleterre depuis plus de trente ans. Ce film historique très soigné (beaux décors, beaux costumes, reconstitution exacte) ne traite que la première d'une série de la maladie qui déséquilibrera le trône d'Angleterre.

1.10 Le Crif de Tarzan

Film de Thomas Berntsen (1995, 109 min). 2542235

Radio

France-Culture

20.30 Archipel science. L'éclairant nuit.
21.32 Parler français (rediff.). Le français en France.
22.40 Nuits magnétiques. Théâtre en prison. 1. A la Santé ; Annette. Rue France.
23.00 Les Soirées... (Suite). Concert. Enregistré le 30 juin 1996, en l'abbaye de la Trinité des Rix et XIV siècles, par l'ensemble Studio 600 et Dorcas Kozmina. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

France-Musique

20.00 Concert de musiques traditionnelles. Mélodies et chansons folkloriques. Donné en direct du studio Charles Trénet, à Radio-France.
22.30 Musique plurid. 23.07 About Chocor. Marcus Cret et le Chœur de Chambre de la radio de Berlin. Chants chorals sacrés et profanes, de Brahms ; Messe (extraits), de Mozart.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les compositeurs français et la Grande Guerre.
22.30 Les Soirées... (Suite). Concert. Enregistré le 30 juin 1996, en l'abbaye de la Trinité des Rix et XIV siècles, par l'ensemble Studio 600 et Dorcas Kozmina. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Envoyé spécial (France 2 du 13/9/97).
21.30 Perfecto.
21.55 Métrouze.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Bouillon de culture. Magazine. L'Alphabet du silence ou le cas Jean-Dominique Bauby (France 2 du 14/9/97).
23.50 Viva.

Planète

20.35 Vertical. (46) Les gros porteurs.
21.30 Les Aquanauts. Une nuit sous la mer.
22.20 Une biographie politique de Sartre. [12] On a le droit de se révolter : vers l'engagement.
23.15 Ladies and Gentlemen, Mr Leonard Cohen.
0.00 Suisse, cinq cent mille pauvres.
0.45 Faï huit ans.
0.55 ► Encore Paris (50 min).

Animaux

21.00 Monde sauvage. Jaws, terre sacrée.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Rumeurs de la jeune montagne.
23.00 Dune.
23.30 Gull City.
0.00 Monde sauvage.

Paris Première

20.00 et 0.20
20 h Paris Première.
21.00 Le Gai savoir. Magazine.
21.50 Le J.T.S. Magazine.
22.30 L'Avant. Film de Jean Girault et Louis de Funès (1979, 120 min). 24254583

France Supervision

20.45 Novo Rado, une reconquête musicale. D'Yves Bilon et Frédéric Touchard.
21.35 La Femme et le Parrain. Film de Julien Duvivier (1958, 95 min). 88899012
23.10 Les Basiliens. De Pascale Granel et Marc-André Batigne.
23.40 La Vénus de Milo.

Ciné Cinéfil

20.30 Riff raff raff. Film de Ted Tetzlaff (1947, v.o., 80 min). 47887073
21.50 La Taverne du poisson couronné. Film de René Chazus (1946, v.o., 100 min). 35529283
23.30 Pas d'amour pour Johnny. Film de Ralph Thomas (1964, v.o., 110 min). 34732835

Ciné Cinémas

20.30 Quatre New-Yorkaises. Film de Steven Seiden (1992, 115 min). 8488925
22.25 Quatre mariages et un enterrement. Film de Mike Newell (1994, v.o., 115 min). 47888294

Série Club

20.45 Buck Rogers. La Légion Noire.
21.35 La Chambre des dames. Le séigneur.
22.30 Le Choix de... Fred Zimmermann. Martheim.
23.00 Un ours pas comme les autres. Née de la dernière pluie.
23.50 Cheapeau melon et boîte de cuir. Jeu.
0.40 Médecins de nuit. Métrouze (30 min).

Canal Jimmy

21.00 ► Spin City. Épisode Pilote.
21.25 Le Fugitif. L'entraînement.
22.15 Chronique de la route.
22.30 Dancing in the Street. De David Espar. [20] de Jay Baby.
23.25 Star Trek : The Next Generation. Un trip court-métrage (v.o.).

Festival

20.15 Doublon perdu.
20.30 Maîtres et valets.
22.15 Une qui promet.
23.50 La Baby-sitter. Séance spéciale (25 min).

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et 23.30
Téva interview.
20.55 L'île de la passion.
22.30 Murphy Brown. Le séigneur.
23.00 Téva débat. Invité : Jean-Dominique Ingres. Eric Crayna.
0.00 Téva spectacle (30 min).

Eurosport

13.00 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Figures imposées de danse sur glace, à Lausanne (Suisse) (210 min). 1871012
17.55 Patinage artistique. En direct. Championnats du monde. Programme court couples, à Lausanne (Suisse) (215 min). 8074741
22.30 Football. 0.30 Equitation (30 min).

Voyage

19.00 Rough Guide. Trinidad et Tobago.
19.55 et 23.25
La Chronique de Jacques Lanzmann.
20.00 et 23.30
Suivez le guide.
22.00 L'horizon. L'île du sud.
22.30 L'Heure de partir (35 min).

Muzik

19.35 Concerto brandebourgeois n° 6. Concert (25 min). 840789
20.00 et 0.15. Invité. Valéry Gergiev.
21.00 Tchaïkovski. Concert (20 min). 4182708
22.10 Natalie Dessay à Vienne. De Claire Abby et Arny Sommer.
22.45 Les Instantanés de la danse.
23.00 Jazz 625 : Clark Terry Quintet. Concert (30 min). 9147
23.30 Requiem pour Mozart. Concert (45 min). 81708
1.00 Simply Mozart. Concert (35 min). 4878722

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.40 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sports. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The West.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.35 et 23.15. 0.00 Economie. 19.45 et 23.15, 1.20 Correspondance. 20.10 et 21.40, 0.15 Analyse. 20.35 No Comment. 20.35 et 22.30 Europa. 20.45 et 23.45 Europe. 21.45 Artissimo. 21.50 Media. 22.50 International. 23.15 Eurobusiness. 23.30 Agribus. 0.40 Océan.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.35 et 23.15. 0.00 Economie. 19.45 et 23.15, 1.20 Correspondance. 20.10 et 21.40, 0.15 Analyse. 20.35 No Comment. 20.35 et 22.30 Europa. 20.45 et 23.45 Europe. 21.45 Artissimo. 21.50 Media. 22.50 International. 23.15 Eurobusiness. 23.30 Agribus. 0.40 Océan.

LES CODES DU CSA

0 Accord parental soussigné.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
P Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 The Philadelphia Experiment II. Film de Stephen Connolly (1993, 105 min). Avec Brad Johnson. Remontée.
22.15 Les Cavaliers. Film de John Ford (1959, 120 min). Avec John Wayne, Warren.
0.30 Le Corail vous salue bien. Film de Bernard Borderie (1977, v.o., 100 min). Avec Liza Venzura. Séquence.

TMC

20.35 Magnifique. Film de Carol Reed (1956, 110 min). Avec Burt Lancaster. Drame.

L'alibi

par Pierre Georges

EST-IL bien nécessaire de rendre service au Front national ? En saccageant jeudi, au Salon du livre, le stand de la Société anonyme de *Notional Hebda*, c'est pourtant très probablement ce que viennent de faire les membres du commando qui ont jeté par terre ouvrages et revues de cette officine d'extrême-droite.

A preuve, le communiqué, pour ainsi dire de victoire, des responsables de *Notional Hebda* après leur retrait forcé. Ils indiquaient, en termes presque tactiques, « quitter la position, la tête haute et les mains propres et n'avoir pas voulu céder à la provocation ». Position, tête haute, mains propres, tout est dit.

La culture est un combat, dans l'idéologie du Front national, et cette agression contre leur « position » lui fournit une magnifique occasion de « victimisation ». Que reproche-t-on à ce parti lorsqu'il met ses idées en application dans les municipalités qu'il contrôle ? D'interdire des publications, des livres, des journaux. D'imposer aux bibliothèques l'achat d'ouvrages conformes à son idéologie. De couper vivres et subventions aux associations culturelles présumées en opposition à ses idées. Que lui fait-on, par la mise à sac et la mise hors-salon, sinon lui fournir un alibi à ses propres excès ?

Les idées, les ouvrages, les publications du Front national nous sont, cela va sans dire, totalement étrangers. Et même insupportables lorsqu'ils charrient des théories et des élucubrations aussi inadmissibles que le révisionnisme, le racisme, l'exclusion. Mais combat-on le feu par le feu, la censure par la censure, l'inter-

dit par l'interdit ? On ne brûle pas les livres. Même moralement. Et faire au Front national le cadeau de l'exclusion culturelle, c'est en quelque sorte jouer son jeu, aller sur son terrain, être soi-même victime d'une « léninisation » comportementale. Sauf à tomber sous le coup de la loi, un livre reste un livre. Et une liberté de penser, d'écrire, de publier, une liberté.

Bien sûr, on sait, en écrivant cela, devoir provoquer de vives réactions. Le débat est vieux comme la démocratie aux prises avec les ennemis de la démocratie. Ou comme la liberté accordée ou non aux ennemis de la liberté. Mais l'exaspération qui monte contre le Front national et qui se manifeste ici et là, de façon de plus en plus radicale, sert plus l'objet de cette colère qu'elle ne le menace. Le Front national et les maisons alliées excellent à tirer bénéfice des condamnations et interdictions qui lui sont faites.

Cela écrit, deux remarques : la première tient à la violence des interventions policières contre les manifestations anti-Front, manifestations légales, autorisées. A Marseille notamment, les forces de l'ordre ont réagi avec une brutalité inouïe. Les images de télévision l'ont largement prouvé. Et le moins serait que le ministère de l'Intérieur ouvre une enquête sur ces comportements.

La seconde remarque a trait aux propos tenus ce week-end par François Léotard. Le président de l'UDF a souligné que son mouvement n'aurait « aucune complaisance ni pour le Front populaire, ni pour le front national ». Cette comparaison-là n'est vraiment pas raisonnable.

Quatre morts dans un attentat contre un café de Bruxelles

Deux engins explosifs lancés d'une voiture ont mis le feu à l'immeuble

AU MOINS quatre personnes ont été tuées et cinq autres blessées, dont quatre enfants, lundi matin 17 mars, à la suite d'un attentat contre un café, tenu par deux Marocains, d'un quartier populaire à forte densité immigrée de Bruxelles. Ce bilan, jugé provisoire, était donné en milieu de matinée par les pompiers et la police de la capitale belge. Le bâtiment s'est effondré après l'incendie provoqué par l'attentat. Huit personnes ont été entendues par la police qui se refusait encore dans la matinée à spéculer sur les mobiles possibles de l'agression. La radio belge RTBF a indiqué que l'attentat avait été perpétré vers 4 heures du matin contre le bâtiment abritant le café, un immeuble de quatre étages, situé dans le quartier de Molenbeek.

Deux engins explosifs, « vraisemblablement des cocktails Molotov », a rapporté la police, ont été lancés à partir d'une voiture contre la façade du café. Selon la RTBF, l'établissement était connu dans le quartier de Molenbeek, une des dix-neuf communes de

Bruxelles, pour être un lieu « d'problèmes » où la drogue circulait et des jeux d'argent avaient libre cours. Mais la radio privée Bel RTL croyait savoir que le café servait également à des réunions politiques.

HYPOTHÈSES

Molenbeek partage avec Schaerbeek le plus haut taux de population immigrée, environ 40 % des communes de la capitale belge. Cette dernière se compose essentiellement de Marocains et de Turcs. Les problèmes de chômage y sont très préoccupants et risquent de s'accroître encore avec la fermeture annoncée d'une partie de la brasserie Gueuze Belle-Vue, jadis fleuron industriel de Molenbeek. Son bourgmestre, Philippe Moureaux, vice-président du Parti socialiste francophone, est le chef de file de l'aile gauche de ce parti. C'est lui qui fut à l'origine, lorsqu'il était vice-premier ministre, au début des années 90, des lois réprimant les propos racistes. Son frère, le député socialiste Serge Moureaux,

fut, dans les années 60, l'avocat des membres du FLN algérien réfugiés en Belgique.

D'après les pompiers, les corps de quatre personnes ont été retrouvés dans les décombres : une mère de famille de trente-trois ans et ses quatre enfants de treize, onze, dix et quatre ans ont été sauvés de l'incendie qui a suivi l'attentat.

Les représentants du parquet de Bruxelles qui se sont rendus sur place n'ont fait aucune déclaration quant aux mobiles possibles de l'attentat. Les enquêteurs semblaient, cependant, privilégier, au premier abord, l'hypothèse d'un règlement de comptes, étant donné les antécédents des propriétaires. Ceux-ci ont déjà eu maille à partir avec la police. Cet attentat intervient une semaine après les obsèques de la petite Loubna Benabba qui avaient révélé un vaste mouvement de compassion et de solidarité de la population belge envers une famille immigrée victime des agissements criminels d'un pédophile. — (AFP, Reuter, AP)

Toyota pourrait construire une usine à Lens

TOYOTA, premier constructeur japonais d'automobiles, étudie la possibilité d'ouvrir une usine à Lens. Selon le *Financial Times*, qui a dévoilé cette information dans son édition du lundi 17 mars, cette usine aurait une capacité de 200 000 véhicules par an et nécessiterait un investissement de 1,6 milliard de dollars (8,5 milliards de francs). Elle permettrait la création de 2 000 emplois dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le conseil d'administration de Toyota discutera de ce projet le 10 mai. D'ici à l'an 2 000, Toyota veut accroître ses ventes européennes à 600 000 unités par an, dont 60 % seront produites localement. L'an dernier, le japonais a vendu 412 000 véhicules en Europe, dont 117 000 sont sortis de ses usines britanniques. Le constructeur nippon a, par ailleurs, déjà planifié des investissements pour accroître ses capacités en Grande-Bretagne. Chez Toyota, on reconnaît qu'un certain nombre de possibilités sont à l'étude, mais qu'aucune décision n'a encore été prise.

Accès de faiblesse à la Bourse de Paris

LE MOUVEMENT de reprise opéré par les valeurs françaises au cours de la séance de vendredi n'a pas tenu. En repli de 0,52 % au début des échanges, l'indice CAC 40 perdait lundi, à la mi-journée, 0,94 %, à 2 620,74 points.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo a terminé la séance en hausse mais sous ses plus hauts niveaux du jour. L'indice Nikkei a gagné 129,86 points, soit 0,72 %, à 18 053,50 points, après avoir atteint en séance un plus haut niveau de 18 084,05 points. Les opérateurs notent toutefois que l'orientation du marché reste incertaine, et la progression de la cote a surtout été le fait de rachats à bon compte et de rattrapages sur des valeurs éprouvées au cours des dernières séances. Sur le marché des changes européens, le dollar s'inscrivait en baisse

à 5,7177 francs et 1,6945 deutschemark contre respectivement 5,7246 francs et 1,6968 deutschemark à la veille du week-end. En revanche, il progressait à 123,72 yens contre 123,38 yens dans les échanges interbancaires de vendredi soir.

Le contrat notional du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, était en hausse de 6 centimes à 130,76.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12 h 30	17/03/97	17/03/97	Capitalisation en F
Banque Paribas	1561,29	116680190	
EDF	1963,73	11029526	
Air Liquide	850,00	7540103	
Lafarge	174,09	6804112,10	
Michelin	200,04	6803911,70	
Axa	180,99	6734498	
Alcatel Alsthom	978,15	6004884	
Carrefour	162,98	5707377	
L'Oréal	261,17	5326268	
Accor	601,38	4922895	

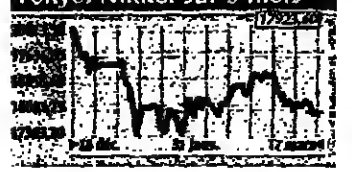
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 17 mars, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	17/03/97	17/03/97	Var. en %
Tokyo Nikkei	17923,50	+0,72	+0,72
Hong Kong Index	12736,50	-1,40	-5,31

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 14/03	14/03	13/03	Var. en %
Paris CAC 40	2645,62	+0,51	+14,25
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+16,83
Milan MIB 30	1115	-0,80	-1,41
Frankfurt Dax 30	3339,51	-0,51	+15,80
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+13,83
Madrid Ibex 35	—	—	+9,06
Amsterdam CBS	—	—	+16,23

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 14/03	% 13/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,5100	-8,08	325	340
Banque	6,5525	+0,05	—	—
Euro-Unité (1 usd)	5,7586	-0,73	5,4400	6,0400
Belgique (100 fl)	16,3620	+0,05	15,8200	16,9000
France (100 fr)	299,9900	+0,05	—	—
Italie (100 li)	3,3860	-0,09	3,1500	3,6200
Deutschemark (100 km)	88,4300	+0,02	87,2500	89,2200
Irlande (100 lr)	9,9780	+0,43	8,5200	11,3600
Gde-Bretagne (1 £)	9,1955	+0,41	8,7400	9,5900
Grèce (100 drach)	3,1450	-0,02	1,8500	4,2300
Suède (100 kr)	73,7500	-1,44	69	79
Suisse (100 F)	392,1700	-0,48	379	405
Norvège (100 kr)	83,7200	-0,53	79	88
Autriche (100 sch)	47,9560	+0,03	46,4500	49,5200
Espagne (100 pes.)	3,9745	-0,05	3,7000	4,2500
Portugal (100 esc)	3,3350	-0,35	2,9500	3,6900
Canada 1 dollar ca	4,2169	+0,44	3,9100	4,5100
Japon (100 yens)	4,6527	-0,26	4,4500	4,8500

PARITÉS DU DOLLAR 17/03

FRANCOFONIE : USD/DM	1,7815
TOKYO : USD/YEN	123,8000

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TALIX 14/03	Taux	Taux
France	3,12	5,64
Allemagne	3,25	5,73
Grande-Bretagne	—	2,28
Italie	6,95	7,12
Japon	—	2,95
Euro-Unité	—	6,89

MATIF

Échéances 14/03 volume dernier

MATIF 10 %

Mars 97

Juin 97

Sept. 97

Dec. 97



NOUS NE VOUS EMMENONS PAS SEULEMENT EN AMÉRIQUE, NOUS VOUS ACCUEILLONS CHEZ NOUS.

Chez American non seulement nous vous emmenons vers 200 destinations en Amérique, mais en plus

nous le faisons dans d'excellentes conditions de confort. Quoi de plus normal puisque nous considérons

nos passagers comme de véritables invités. L'hospitalité américaine prend chez nous tout son sens.

C'est pourquoi, lorsque vos affaires vous attendent en Amérique, laissez-nous vous y emmener. Nous

vous donnerons toujours le meilleur de nous-mêmes pour vous satisfaire. Pour toutes informations ou

réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Ile de France)

ou 0 800 23 00 35 (Province). 3615 American Airlines (1,29 F/mn).

American Airlines

Compagnie aérienne membre du SkyTeam. American Airlines est une compagnie aérienne membre du SkyTeam. American Airlines, Inc. 1996 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

مكتبة
الكتاب

CONJONCTURE
Le Venezuela
sauvé et perdu
par le pétrole
page IV


IDÉES
France,
où sont
les inventeurs ?
page V

Le Monde

ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

FORMATION
Les filières
multimédias
peinent à suivre
l'évolution rapide
du marché
page VI

INITIATIVES

ANNONCES CLASSÉES
de la page VII
à la page XVI

MARDI 18 MARS 1997

Petites entreprises pour grands marchés

D O S S I E R

I ne faut pas que nos exportateurs aient comme objectif de rentrer dîner chaque soir chez eux », déclarait Jacques Chirac, le 26 février, alors que venait d'être rendu public les nouveaux records du commerce extérieur. Pourquoi battre sa coupe quand la France, quatrième exportateur mondial, affiche un excédent de 122 milliards de francs en 1996 ? Parce que ces bonnes performances masquent au moins deux lacunes. Primo, les exportations vers les pays émergents - dotés d'un fort potentiel de croissance - sont mauvaises ; secundo, les ventes à l'étranger sont concentrées sur un nombre trop restreint d'entreprises, notamment de PME. Or ce sont elles qui créent les emplois.

Actuellement, les PMI de moins de 500 salariés réalisent un petit tiers des exportations françaises en volume (29 %). Mais ces résultats restent limités aux entreprises les plus dynamiques puisqu'ils sont réalisés pour l'essentiel par 40 000 sociétés sur un total de plus de deux millions (y compris les filiales de grands groupes). Le reste est le fait d'environ 140 000 firmes dont les exportations sont occasionnelles ou marginales. Des performances insuffisantes au regard de celles de nos voisins allemands ou italiens.

Le cas italien est édifiant. Les entreprises de moins de 100 salariés réalisent 60 % des exportations du pays. Et, alors que les parts de marché mondial de la France sont grignotées (5,6 % en 1996 contre 5,8 % en 1995), celles de l'Italie pro-

▼ **Exportations**
Les résultats des PME françaises, malgré les bons chiffres du commerce extérieur, restent insuffisants comparés à ceux de l'Allemagne ou de l'Italie

gressent (4,9 % en 1996 contre 4,6 % en 1995). L'offensive est particulièrement sensible sur les marchés émergents. « Dès 1991, les Italiens ont très vite réagi aux répercussions de la guerre du Golfe », explique Jacques Fayette, professeur au centre franco-italien de management international (IAE de l'université Lyon-III). Sentant que les marchés européens étaient moins porteurs, ils sont allés attaquer les marchés lointains.

Deux exemples : les parts de marché de l'Italie en Amérique latine sont passées de 2,3 % en 1985 à 3,5 % en 1996, celles de la France ont reculé de 3,9 % à 3,7 % pour les mêmes années ; dans les pays d'Asie en développement rapide,

les parts de marché italiennes sont passées de 1,5 % en 1985 à 2 % en 1996, quand celles de la France reculaient de 2,2 % à 2 %.

La dévaluation de la lire entre 1992 et 1995 n'explique pas à elle seule cette percée. Jacques Fayette avance, entre autres raisons, la structure de coopération entre les PME italiennes, qui donnerait, selon lui, de meilleurs résultats que l'appui du gouvernement et des chambres de commerce dont bénéficient les entreprises françaises. « Le consortium à l'exportation, qui regroupe une vingtaine d'entreprises d'un même secteur, est une structure juridique italienne tout à fait intéressante, explique-t-il. Elle se situe entre la société de gestion agréée et le groupement d'intérêt économique, et permet de prendre en charge la logistique, la commercialisation, la prospection à l'étranger, tandis que les patrons peuvent s'occuper de la production. »

Et puis, il y a la réactivité propre aux entreprises italiennes. Au lendemain de la signature de l'accord de paix entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat le 13 septembre 1993 à Washington, des bataillons de PME ont débarqué à Beyrouth. Avec comme résultat de hisser l'Italie à la première place des fournisseurs du Liban.

Martine Laronche
Lire la suite page II

- Entretien avec Claude Vimont, consultant conseil, emploi, formation p. II
- Questions-réponses p. II
- En Allemagne, secteur privé et Etat soutiennent ensemble les PME p. III
- L'information, une matière première stratégique p. III

CHRONIQUE

par Erik Izraelewicz

Où va le monde ?

L'économie mondiale est-elle à la veille d'une profonde récession ou entre-t-elle, au contraire, dans l'une de ces périodes, longues, de forte croissance ? A lire la presse française et étrangère, une évidence s'impose : les circonstances locales jouent un rôle déterminant dans la réponse que les uns et les autres apportent à cette interrogation. En France, par exemple, où la croissance peine depuis 1990, les magazines annoncent le retour des années 30, celles de la grande crise. Aux Etats-Unis, où la croissance galope depuis six ans au moins, ils comparent les années 90 aux années 60, celles du grand boom.

Cette divergence de vues se retrouve dans la réflexion des économistes. Ceux d'Europe continentale semblent aujourd'hui se passionner pour l'analyse des grandes crises économiques du passé, alors que ceux du monde anglo-saxon travaillent davantage sur les théories de la croissance. Les uns et les autres scrutent l'histoire pour tenter de comprendre le présent. L'exercice est passionnant, mais il débouche sur des conclusions bien différentes. Tel est en tout cas le sentiment que l'on peut avoir à la lecture de quelques-uns des livres les plus récents.

En France, deux ouvrages symbolisent, chacun à sa manière, l'approche catastrophiste. Le premier, édité par Yves Breton, Albert Broder et Michel Lutfalla, réunit des travaux de plusieurs chercheurs et s'intitule « La Longue Stagnation en France, l'autre grande dépression, 1873-1897 » (Economica). « Comparaison n'est pas raison », avertissent les auteurs de cet ouvrage appelé à faire référence incite le lecteur à opérer quelques rapprochements entre la fin du siècle passé et celle du siècle présent. Dès la fin des années 1860, la France devait compter avec la mondialisation de l'économie, l'arrivée de nouveaux concurrents (l'Allemagne et les Etats-Unis à l'époque) et des tensions à la baisse sur les prix. Des conditions que l'on retrouve aujourd'hui.

L'autre livre, un essai de deux économistes, l'un journaliste, Jean-Louis Gombaud, l'autre consultant, Maurice Décaillot, est plus explicite encore - et plus sombre aussi. Il annonce, dans son titre comme dans sa thèse, « Le Retour de la très grande dépression » (Economica). Les auteurs proposent un audacieux parallèle entre le déclin de l'empire romain, la fin des

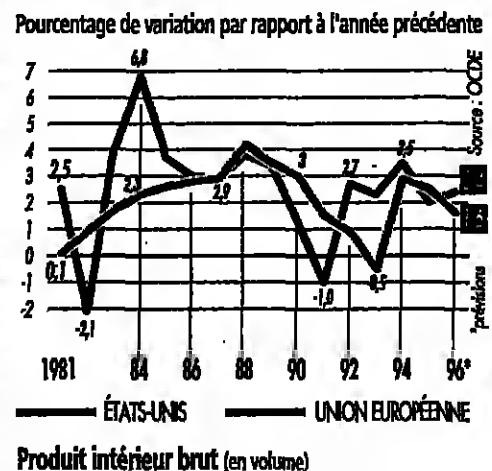
temps seigneuriaux et l'actuelle situation de l'économie mondiale. Ils sont convaincus que « notre monde est entré dans un mouvement dépressif d'ampleur planétaire, qui touche les activités, les échanges, les structures productives et financières et les équilibres économiques ». Amorcée dès le début des années 70, cette profonde dépression devrait atteindre, selon MM. Gombaud et Décaillot, son point bas dans la

seconde moitié du prochain siècle ! Les analystes sous influence anglo-saxonne ont des préoccupations bien différentes. Ils s'intéressent non pas aux plus sombres périodes de l'histoire économique mondiale, mais à son « âge d'or », aux années de l'après-guerre en Europe, en particulier.

Deux livres, édités par le Cambridge University Press, tentent ainsi de dégager les facteurs décisifs à l'origine de la croissance dans la période 1950 à 1973. Le premier de ces deux ouvrages - *Quantitative Aspects of Post-War European Economic Growth*, de Bart Van Ark et Nicholas Crafts - propose une approche chiffrée du phénomène et souligne, à cette occasion, les difficultés que les statistiques posent aux chercheurs. Ils ne travaillent pourtant ni sur l'empire romain, ni sur la fin du XIX^e siècle !

Le second ouvrage - *Economic Growth in Europe since 1945*, de Nicholas Crafts et Gianni Toniolo - s'intéresse davantage aux déterminants structurels de la croissance, insistant sur l'importance du changement technologique, de l'investissement et du capital humain. Il met aussi en évidence le rôle décisif de la libéralisation des échanges et du « contrat social » entre le capital et le travail dans toute cette période de la reconstruction européenne.

Alors, où va le monde ? Est-il déjà plongé dans une « très grande dépression », selon la version française, ou découvre-t-il, au contraire, une « nouvelle économie », faite de croissance régulière et créatrice d'emplois, selon l'analyse américaine ? L'opposition n'est pas aussi simple. Aux Etats-Unis, malgré l'euphorie ambiante, un autre courant intellectuel se fait de plus en plus entendre. A l'instar du journaliste William Greider (*One World Ready or Not, the Magic Logic of Global Capitalism*, éditions Simon and Schuster), il s'interroge sur les risques pour l'économie mondiale d'un retour au capitalisme sauvage, estimant, comme MM. Gombaud et Décaillot, que « trop de marché tue le marché ».



Talents

sans frontières

Rejoignez une société qui réussit

SGS-THOMSON MICROELECTRONICS

R.V. on demand

CCIP

ENTRER AUJOURD'HUI DANS NOS ÉCOLES. C'EST ENTRER DEMAIN DANS LE MONDE DU TRAVAIL.

LE 22 MARS. JOURNÉE PORTES OUVERTES DANS LES ÉCOLES DE LA CCIP.

Tel 01 47 49 00 00 - www.ccip.fr

CCIP

ENTRER AUJOURD'HUI DANS NOS ÉCOLES. C'EST ENTRER DEMAIN DANS LE MONDE DU TRAVAIL.

LE 22 MARS. JOURNÉE PORTES OUVERTES DANS LES ÉCOLES DE LA CCIP.

Tel 01 47 49 00 00 - www.ccip.fr

مكتبة الأمل

Claude Vimont, consultant-conseil, emploi, formation

« La balance en emplois du commerce extérieur est excédentaire »

Ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Claude Vimont est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'emploi et sur le commerce extérieur. Le plus récent est *Concurrence internationale et balance en emplois*, écrit avec François Farhi, directeur associé du cabinet de conseil CM International.

« Vous démontrez, dans votre livre, que le commerce extérieur a permis, en 1995, la création nette de 116 000 emplois. Comment arrivez-vous à ce résultat ? »

« Nous avons analysé l'évolution des emplois créés par les exportations de 1988 à 1995. Parallèlement, nous avons calculé les emplois potentiellement perdus en France pour la même période du fait des importations. Nous n'avons pas intégré l'agro-alimentaire, car nous nous sommes attachés aux échanges de produits librement localisables qui ne peuvent bénéficier d'un effet de rente, comme la vente de whisky écossais. Et nous n'avons pu, pour des raisons statistiques, intégrer le secteur des services. »

« Selon nos calculs, les exportations de la France ont permis la création de 3,3 millions d'équivalents-emplois en 1995. L'équivalent en emplois « détruits » des importations a été de 3,2 millions. Soit un solde positif de 116 000 emplois. La balance en emplois du commerce extérieur est donc excédentaire en 1995, ainsi que les deux années précédentes. »

« Ce calcul n'est-il pas faussé du fait de la faible croissance en France qui limite les importations et entraîne un décalage conjoncturel ? »

« Il faut prendre en compte deux phénomènes : le mouvement des exportations et celui des importations. En 1988, les exportations ont correspondu à 2,5 millions d'équivalents-emplois ; sept ans plus tard, ce chiffre est passé à 3,3 millions. Cette évolution a été affectée par la crise en 1993 mais, hormis ce point bas, nous sommes sur une tendance ascendante. Il est vrai qu'une partie de nos excédents s'explique par une conjoncture molle et la faible progression des achats de la France à l'étranger. Ce décalage conjoncturel entre la France et les pays avec lesquels elle commerce bénéficie à la balance commerciale. Toutefois, cela ne joue pas sur le montant des exportations et celui des importations. »

« Le cas de l'Inde doit également être regardé avec attention. Ce pays est, lui aussi, doté d'un très fort potentiel de croissance qui peut à terme constituer une menace si nous ne développons pas nos échanges avec ce pays. »

« D'une manière générale, la France doit être vigilante à développer ses parts de marché dans le monde qui ont, depuis 1990, tendance à s'éroder. »

« Pensez-vous que l'importance de nos échanges avec les pays de l'Union soit une force ou une faiblesse ? »

« L'importance de nos échanges de l'ordre de 60 % avec l'Union européenne est, à mon sens, un atout

important. Même si nous sommes, là encore, déficitaire en équivalents-emplois, les choses s'améliorent. Nous sommes passés de -293 000 emplois en 1988 à -80 000 en 1995. Je considère que c'est une force d'avoir une majorité de nos échanges avec les pays de l'Union. Cet avantage découle de la réalisation du marché unique et franchira un pas supplémentaire avec la création d'une économie européenne intégrée grâce à la monnaie unique. Cette étape devrait être pour nous un facteur de croissance. Je vous rappelle que nous nous sommes assez plaints des Etats-Unis et de l'avantage qu'ils tiraient d'un marché intérieur énorme. »

« Quels sont les secteurs les plus créateurs d'emplois ? »

« Nous avons étudié les balances en emplois les plus significatives par produits en 1995. L'aéronautique avec un solde de plus de 144 000 équivalents en emplois, ainsi que la construction automobile et la parachimie avec respectivement près de 74 000, sont en tête. A l'inverse, les secteurs les plus destructeurs sont l'industrie de l'habillement (-58 000), la fabrication des machines de bureau (négative de près de 40 000). »

« Le poids de l'aéronautique, considérable, nous rend vulnérables car cela suppose qu'il faut tenir le rythme. Quant à l'automobile, elle crée autant d'emplois dans des branches sous-traitées

important. Même si nous sommes, là encore, déficitaire en équivalents-emplois, les choses s'améliorent. Nous sommes passés de -293 000 emplois en 1988 à -80 000 en 1995. Je considère que c'est une force d'avoir une majorité de nos échanges avec les pays de l'Union. Cet avantage découle de la réalisation du marché unique et franchira un pas supplémentaire avec la création d'une économie européenne intégrée grâce à la monnaie unique. Cette étape devrait être pour nous un facteur de croissance. Je vous rappelle que nous nous sommes assez plaints des Etats-Unis et de l'avantage qu'ils tiraient d'un marché intérieur énorme. »

« Quels sont les secteurs les plus créateurs d'emplois ? »

« Nous avons étudié les balances en emplois les plus significatives par produits en 1995. L'aéronautique avec un solde de plus de 144 000 équivalents en emplois, ainsi que la construction automobile et la parachimie avec respectivement près de 74 000, sont en tête. A l'inverse, les secteurs les plus destructeurs sont l'industrie de l'habillement (-58 000), la fabrication des machines de bureau (négative de près de 40 000). »

« Le poids de l'aéronautique, considérable, nous rend vulnérables car cela suppose qu'il faut tenir le rythme. Quant à l'automobile, elle crée autant d'emplois dans des branches sous-traitées

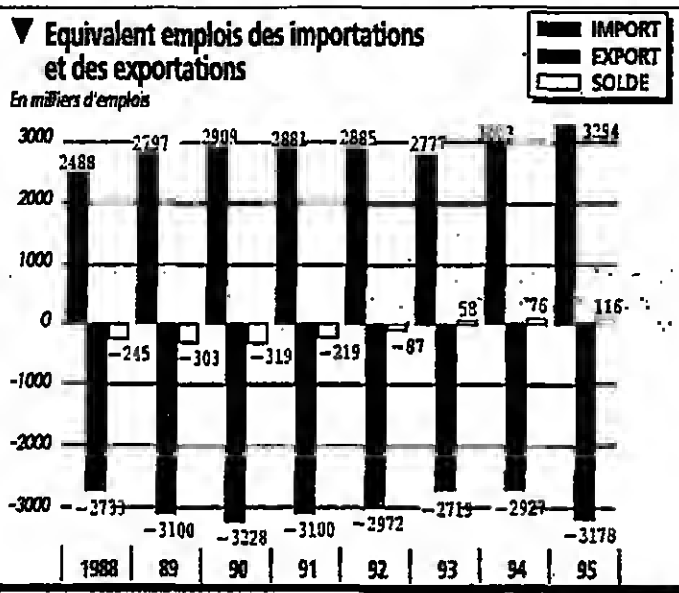
important. Même si nous sommes, là encore, déficitaire en équivalents-emplois, les choses s'améliorent. Nous sommes passés de -293 000 emplois en 1988 à -80 000 en 1995. Je considère que c'est une force d'avoir une majorité de nos échanges avec les pays de l'Union. Cet avantage découle de la réalisation du marché unique et franchira un pas supplémentaire avec la création d'une économie européenne intégrée grâce à la monnaie unique. Cette étape devrait être pour nous un facteur de croissance. Je vous rappelle que nous nous sommes assez plaints des Etats-Unis et de l'avantage qu'ils tiraient d'un marché intérieur énorme. »

« Quels sont les secteurs les plus créateurs d'emplois ? »

« Nous avons étudié les balances en emplois les plus significatives par produits en 1995. L'aéronautique avec un solde de plus de 144 000 équivalents en emplois, ainsi que la construction automobile et la parachimie avec respectivement près de 74 000, sont en tête. A l'inverse, les secteurs les plus destructeurs sont l'industrie de l'habillement (-58 000), la fabrication des machines de bureau (négative de près de 40 000). »

« Le poids de l'aéronautique, considérable, nous rend vulnérables car cela suppose qu'il faut tenir le rythme. Quant à l'automobile, elle crée autant d'emplois dans des branches sous-traitées

Propos recueillis par
Martine Larochette



Petites entreprises pour grands marchés

Suite de la page 1

Alors, qu'est-ce qui ne va pas dans le système français ? Nicolas Forissier, député PR de l'Indre, a décrit dans un rapport au premier ministre (*L'exportation, un enjeu national*, 2 août 1996) les points faibles du dispositif. Premier point, les intervenants sont beaucoup trop nombreux et cloisonnés. Une PME novice peut facilement se perdre dans l'enchevêtrement des réseaux consulaires, des relais nationaux en région, du réseau de la Coface qui garantit les exportations à risque, des services des conseils régionaux pour l'international, des services de la commission au travers des euro-info-centres, etc.

Bref, une information abondante, mais désordonnée, éclatée, trop souvent indigeste. Et pourtant, « le cœur du problème, c'est la façon dont va être gérée l'information disponible, explique Jacques Seguin, consultant à Nord-Sud Export Conseil. Le chef d'entreprise a besoin d'une véritable intelligence économique, d'une mise en perspective de l'environnement du projet qui passe par l'analyse du risque-pays. Il lui faut savoir sur quel taux de marge il peut compter, les délais avant d'obtenir un retour sur investissement... »

Conscient de la cacophonie ambiante, le gouvernement, en la personne d'Yves Galland, ministre du commerce extérieur, a entrepris de

restructurer la force de frappe à l'export, avec un effort en direction des PME. Le Centre français du commerce extérieur (CFCE) devrait être recentré sur ses missions d'information et soutenir mieux adapter son offre en faisant davantage de « sur mesure », tandis que l'Agence pour la coopération technique Industrielle et économique (Actim), fusionnée avec le Centre français des manifestations à l'étranger (CFME), s'occupera de la promotion. Mais ces trois organismes qui seront regroupés prochainement au sein d'un groupe d'intérêt public doivent gagner en efficacité tout en perdant 20 % de leurs effectifs.

Au niveau départemental, une concertation va s'engager entre les différents intervenants pour favoriser la mise en place d'un guichet unique. Enfin, une sous-direction des PME à la DREE (direction des relations économiques extérieures) vient d'être créée, pour pousser davantage leurs dossiers.

A l'étranger, les postes d'expansion économique bénéficient d'une meilleure réputation auprès des patrons que les organismes d'appui en France. Mais ils sont surtout présents sur l'Europe et l'OCDE, qui représentent près de 80 % de nos exportations (dont 63 % pour l'Union européenne). D'ici à l'an 2000, le ministère du commerce extérieur a entrepris de redéployer ces services vers les pays émergents en faisant malgrir le réseau dans les pays de l'OCDE.

Car cet effort d'organisation ne s'accompagne pas d'un effort financier. Au contraire. Le budget de l'expansion économique (970 millions de francs) a baissé de 3 %, selon le projet de loi de finances 1997. Cette année, la DREE doit donc consentir un nouvel effort de réduction des personnels pour la cinquième année consécutive. En

quatre années, elle aura perdu 168 emplois, soit 7,3 % de ses effectifs. Il s'agit, selon Olivier Dassault, rapporteur spécial du budget du commerce extérieur, de la plus forte contribution à la réduction des déficits de toutes les administrations françaises. Par ailleurs, les dotations du CFCE, du CFME et de l'Actim de 240 millions de francs en 1997 baissent de 13,2 % par rapport à 1996. Les crédits de l'assurance prospection, qui offre une garantie contre le risque d'échec d'une action de prospection à l'étranger - appréciée des PME -, sont en diminution de 3,6 %, à 400 millions de francs. Seule contribution, l'aide au développement d'implantations commerciales et industrielles à l'étranger (Codex) réservée aux PME est maintenue à 35 millions de francs, après avoir baissé depuis le début de la décennie.

Certes, il est prévu que les protocoles financiers - forme d'aide au développement peu déstabilisante, puisqu'il s'agit d'argent que les pays bénéficiaires doivent utiliser pour passer des commandes à des entreprises françaises -, qui concernent à 90 % les grands groupes, s'ouvrent davantage aux PME. La procédure Codex pourra être accordée à des entreprises dont l'apport en fonds propres est d'un million de francs (contre 4 millions auparavant). Mais les PME continuent de se heurter à un problème de financement. D'autant qu'elles ne connaissent pas toujours les aides auxquelles elles pourraient prétendre.

TRÉSORERIE

L'histoire de CMN (Constructions mécaniques du Nord), une PME de Roubaix spécialisée dans les chaudières de dépollution, illustre ces difficultés. Après avoir décroché un marché en Espagne pour le compte d'une société du groupe Chargeurs, cette entreprise a travaillé en Chine

pour le même client. Un autre marché à suivre, en Tchèque. En deux ans, l'entreprise est passée d'un chiffre d'affaires de 20 millions de francs à 32 millions en 1996. Il n'empêche, CMN ne compte pas prospecter pour l'export cette année, faute de fonds de roulement. « Il nous faut faire une pause, explique son gérant, Laurent Plouvier. Les modalités de paiement sur les marchés étrangers ne sont pas du tout les mêmes qu'en France, ce qui nécessite davantage de trésorerie. »

D'autres obstacles attendent les PME sur place. Paul Salmon, président du groupe Catimini international, une PME textile de 350 personnes, a su déjouer les pièges et réalise maintenant plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'export, dans 45 pays parmi lesquels figurent la Corée, Taiwan ou encore le Mexique. « Exporter dans les pays émergents est une opération complexe, cela occasionne bien des pénalités, des droits de douane. Il faudra encore attendre cinq ou dix ans pour que ce soit simple », explique-t-il. Une fois sur place, il faut savoir s'adapter à la clientèle, car, sauf exceptions, il n'existe pas de produits miracle. Bref, tout cela suppose beaucoup de patience - trois à cinq ans sur les pays émergents -, et de la disponibilité, dont le patron d'une PME ne dispose pas toujours.

Alain-Eric Giordan, conseil en marketing de développement international, martèle depuis des années le même leitmotiv. Il faut convaincre les chefs d'entreprise de se doter des ressources humaines à l'exportation qui leur font défaut. Une étude, réalisée en 1993 avec le concours de la DREE, sur un échantillon de 146 entreprises exportatrices, a montré que 92 % d'entre elles étaient dépourvues de service export ou d'une direction internationale. Alain-Eric Giordan déplore

EXCÉDENT ET INVESTISSEMENTS

Questions-réponses

1 Faut-il se réjouir de l'excédent de commerce extérieur ?
Les résultats du commerce extérieur français, avec un excédent de 122 milliards de francs, doivent être analysés avec prudence. Premier point, les échanges avec le DOM-TOM sont inclus dans le commerce extérieur et contribuent pour environ 30 milliards de francs à ce résultat.

Deuxième point, la France souffre d'un décalage de conjoncture avec ses principaux partenaires. En d'autres termes, la faiblesse relative des importations contribue à gonfler nos résultats. Ainsi, les exportations ont crû de près de 4 % quand les importations n'augmentaient que de 2,2 %, en 1996. Selon les calculs effectués par les experts du ministère qui a en charge le commerce extérieur, la fraction imputable au différentiel de conjoncture serait de 20 à 30 milliards de francs. Déduction faite des DOM-TOM et du décalage conjoncturel, l'excédent de la France serait donc compris entre 62 et 72 milliards de francs. Dans le meilleur des cas.

2 Les PME qui exportent se portent-elles mieux que les autres ?

Dans une France à croissance molle, il semblerait que les PME-PMI exportatrices s'en sortent plutôt mieux que celles qui campent sur le marché hexagonal. C'est du moins ce qui ressort de l'enquête annuelle de conjoncture réalisée par UFB-Localhall auprès de 6 000 PME-PMI de 6 à 200 salariés. On y voit que tous les indicateurs (de volume d'affaires, de carnets de commandes, de rentabilité, de trésorerie...) sont meilleurs si les entreprises vendent à l'étranger. Cet écart de performance entre PME exportatrices et PME non exportatrices ne se retrouve pas dans le secteur de l'industrie, où le marché intérieur, tiré par l'automobile, a avantage les entreprises non exportatrices.

Les indicateurs de l'enquête sont des soldes d'opinions positives ou négatives. Par exemple, si, pour 39 % des entreprises, le volume d'affaires a été, en 1996, en hausse par rapport à 1995 et si, pour 32 % d'entre elles, il a baissé, l'indicateur de volume d'affaires

vaudra 39-32, soit +7. En 1996, l'indicateur du volume d'affaires s'est élevé à +16 pour les entreprises exportatrices, quatre fois plus que pour les PME non exportatrices. L'indicateur emploi est, lui aussi, meilleur (+6 contre -3).

3 Faut-il aider les entreprises à investir à l'étranger ?

Les investissements à l'étranger sont souvent perçus comme des délocalisations, soit autant d'emplois qui échappent à la France. C'est vrai pour une partie d'entre eux dont le but est de réduire le prix de revient des produits par une main-d'œuvre bon marché et des réglementations moins contraignantes. Mais certains investissements (parfois les mêmes) répondent à une autre logique, qui consiste à prendre pied sur ces marchés.

An cours des onze premiers mois de 1996, les entreprises françaises, surtout les grandes, ont investi 103,6 milliards de francs à l'étranger contre 75,3 milliards pour la même période en 1995. En dépit d'une progression en Asie (7,6 % en 1996 contre 2,9 % deux ans plus tôt), les investissements restent principalement localisés dans les pays de l'OCDE (près de 80 % en 1995). Les investissements directs étrangers en France se sont, quant à eux, stabilisés à 85 milliards de francs en 1996.

Dans un rapport intitulé « Pour un développement des investissements français à l'étranger » (Janvier 1997), la chambre de commerce et d'industrie de Paris propose une série de mesures pour améliorer l'investissement des PME hors de France. D'abord, un accroissement des aides régionales à l'implantation. Ensuite, une révision des structures de financement de l'investissement, trop complexes. La CCIP propose d'offrir aux sociétés « un véritable service d'ingénierie financière qui consisterait à déléguer, à des établissements financiers, la gestion des aides publiques, à l'investissement, à charge pour eux de le compléter par des financements purement bancaires ». Enfin, la CCIP réclame une simplification des conditions d'application de l'avantage fiscal consenti aux entreprises qui investissent.

Martine Larochette

هكذا من العمل

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	janv. -0,2	janv. +5,4	dec. +0,6	dec. +0,6	nov. +0,9	dec. +0,2	nov. +1,2
Cumul sur 12 mois	+5,1	+8,5	+3,5	+1,9	-1,1	+1,4	+4,2
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	janv. 5,3	janv. 3,3	janv. 11,3	janv. 12,7	oct. 12,2	janv. 6,5	janv. 9,7
Un an avant	5,5	3,4	10,3	11,9	12,1	7,9	9,6
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	janv. +0,3	janv. -0,1	janv. +0,4	janv. +0,3	janv. +0,1	janv. -0,2	janv. +0,2
Sur 12 mois	+3	+0,6	+1,8	+1,8	+2,4	+3,1	+2,2
Saldo commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	dec. -15	+643,4	+8,3	+11,3	+6143,5	-0,8	+2,4
Cumul sur 12 mois	-166	+6804,2	+97,2	+122,6	+67459,2	-12,5	+34,6
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-166	+61,9	+44,6	+22,6	+457	-19,2	+23,3
Croissance du PIB (en %)							
4 ^e trimestre 1996 (rythme annuel)	+3,9	+0,4	+0,3	+0,8	-0,4	+3,1	+2,9
Sur 12 mois	+3,2	+3,2	+2,2	+2,1	+0,5	+2,5	+2,3
Saldo des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (projections OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,2	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	56,1	100,5

LA SITUATION FRANÇAISE

Ménages	Entreprises	Commerce extérieur (Fabs. en mds de F)
Consommation (en mds de F 1980)	Investissements de l'industrie	Exportations
janv. 97 57,95 (+1,9 %)	1996 (en volume)	dec. 1996
sur un an +2,8 %	prévisions 1997 +3 %	cumul depuis le 1/1 129,4
Immatriculations de voitures neuves	Créations d'emplois	Importations
janv. 1997 133 112	total 1996 -17 000	dec. 1996
fév. 1996 177 378	sur un an -0,1 %	cumul depuis le 1/1 1363,5
Mises en chantier de logements	Nb de créat. d'entreprises (janv. 1997)	Taux de couverture
janv. 1997 22 200 (-15,3 %)	total dont reprises 22 870	dec. 1996
1996 273 800 (-4,2 %)	sur un an 273 420	1995 109,6
Taux de salaire horaire	Nb de défaillances	Saldo agroalimentaire
4 ^e trimestre 1996 +0,5 %	oct. 1996 4 879	dec. 1996
sur un an +2,8 %	janvier-octobre 1996 45 006	cumul depuis le 1/1 +5,8
Pouvoir d'achat	Invest. français à l'étranger (en mds de F)	Saldo industriel (hors matériel militaire)
3 ^e trimestre 1996 +0,4 %	sur 9 mois 1996 90,8	dec. 1996
sur un an -0,4 %	sur 9 mois 1995 62,1	cumul depuis le 1/1 +4,4
Taux d'épargne	Invest. étrangers en France (en mds de F)	Saldo énergétique
3 ^e trimestre 1996 12,3 %	sur 9 mois 1996 73,6	dec. 1996
un an avant 14,6 %	sur 9 mois 1995 71,5	cumul depuis le 1/1 -7,8

Vers un redressement des taux d'intérêt américains et japonais ?

La déposition d'Alan Greenspan devant le Sénat des États-Unis, le 26 février 1997, marque sans doute le début d'une nouvelle phase de la politique monétaire américaine. L'objectif de cette dernière, pendant les toutes premières années de la décennie, a été clair : panser les plaies laissées au cœur du système financier américain par les excès de la fin des années 1980. Une fois cette cicatrisation acquise, il s'est agi pour la Réserve fédérale de faire « atterrir en douceur » une conjoncture qui, en 1994, a fini par donner des signes clairs d'emballement. Là encore, l'effort a été couronné de succès. En ira-t-il de même maintenant ?

Au vu de la maîtrise dont la Fed a fait preuve jusqu'à présent, ou a peu de raisons d'en douter. La difficulté du problème auquel la Réserve fédérale est aujourd'hui confrontée n'en doit pas moins être soulignée : elle doit freiner un peu une économie dont la croissance est relativement modérée mais qui, selon toute vraisemblance, a déjà atteint le plein-emploi.

La stratégie que la Banque centrale américaine entend suivre a été clairement esquissée par son président : compte tenu des retards avec lesquels la politique monétaire agit sur l'activité, il lui faut intervenir de façon préventive. Or Alan Greenspan sait qu'il peut être dangereux de prendre les marchés à contre-pied : en précisant que la Réserve fédérale pouvait être amenée à resserrer sa politique monétaire même sans inflation manifeste, il a clairement ouvert la voie à d'éventuelles hausses de taux.

Dans une large mesure, pourtant, le diagnostic porté par beaucoup sur la conjoncture américaine reste ambigu : bien sûr, depuis début 1996, le taux de chômage n'a cessé de baisser. Mais le rythme de hausse des prix à la consommation, loin de s'accroître, vient, sur les derniers mois, de baisser lui aussi ; ce qui, convenons-en, est pour le moins trou-

Politique monétaire

La Réserve fédérale entend prévenir toute accélération de l'inflation aux États-Unis, dont l'économie est proche du plein-emploi

blant. N'est-il pas tentant dans ces conditions de considérer que le lien entre inflation et chômage s'est évanoui et que, de ce point de vue au moins, « rien n'est plus comme avant » ?

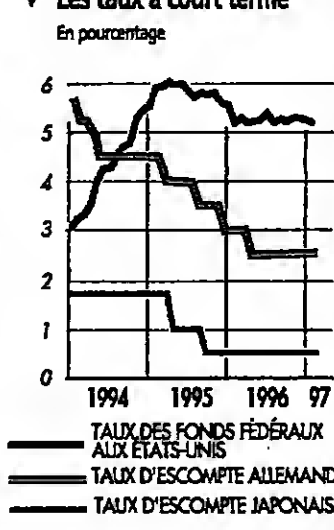
En disant clairement qu'avec un marché du travail aussi tendu, il n'attendrait pas une accélération visible de l'inflation pour monter les taux, Alan Greenspan a rappelé qu'il est des risques qu'une Banque centrale n'aime plus prendre.

Si l'on devait assister au cours des prochains mois à un resserrement de la politique monétaire américaine, le climat financier mondial s'en trouverait sensiblement modifié. D'autant que la politique monétaire japonaise semble, elle aussi, devoir entrer bientôt dans une phase nouvelle.

Même si d'épais problèmes bancaires subsistent, la forte baisse du yen face au dollar a grandement facilité la consolidation de la conjoncture japonaise. Cette année, l'activité va croître de façon nettement moindre qu'en 1996. Mais l'implication de ce tassement ne tient pratiquement plus aux comportements propres des agents privés : pour la première fois depuis de longues années, on discerne, tant au niveau de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises, les signes convergents d'un retour à la normale.

Il reste à absorber les effets restrictifs du rééquilibrage des finances publiques. Après avoir, pendant plusieurs années, porté à bout de bras la conjoncture japonaise, le budget central va contri-

Les taux à court terme



buer à la freiner. Qu'on ne s'y trompe pas toutefois : une fois la réduction du déficit budgétaire acquise, l'activité pourra rebondir et retrouver des rythmes de croissance plus proches de celui du po-

tentiel de production japonais. Le maintien de la politique monétaire « ultra-accommodante » qui prévaut aujourd'hui ne se justifiera alors plus.

La perspective d'un tel resserrement de la politique monétaire japonaise reste cependant lointaine. Elle n'est pas moins produite assez rapidement des effets sur les marchés financiers.

Depuis des mois, la faiblesse des taux japonais, jointe à la tendance à la dépréciation du yen, a constitué une puissante incitation à emprunter des yens à court terme pour les investir là où les taux étaient plus élevés : aux États-Unis, et en Europe. Les positions ainsi prises, à hauteur de dizaines de milliards de dollars, ont permis aux taux mondiaux de bénéficier du bas niveau des taux japonais. L'arrêt de la baisse du yen, joint à la prise de conscience par les opérateurs d'une nette amélioration du climat conjoncturel dans l'archipel nippon, peuvent conduire à un dénouement brutal de ces opérations dont le rendement est extrêmement vulnérable à toute appréciation de la devise japonaise.

Sur cette toile de fond, les politiques monétaires sont restées, de part et d'autre du Rhin, marquées par la continuité. Certes, la conjoncture donne, en France comme en Allemagne, des signes d'amélioration. En Allemagne, c'est l'investissement des entreprises qui, après les exportations, est reparti. En France, ce sont les enquêtes auprès des entreprises qui laissent attendre une croissance plus soutenue en 1997.

Mais, à la différence de l'économie américaine, l'économie européenne est très loin du plein-emploi. Et, à la différence de l'économie japonaise, le niveau de ses taux directeurs n'est pas anormalement bas. Or, sur le Vieux Continent aussi, des politiques fiscales restrictives sont mises en œuvre qui écartent, pour un bon moment, tout risque d'emballement de l'activité. A l'horizon des mois qui viennent, l'Europe devrait continuer de bénéficier de taux d'intérêt propices à une consolidation de la reprise engagée.

Anton Brender
Economiste (CPR)

Le Venezuela sauvé et perdu par le pétrole

En 1997, le pétrole risque d'être encore un bienfait ambigu pour le Venezuela, en le dispensant des efforts nécessaires pour consolider les premiers acquis du programme de stabilisation (« plan Venezuela ») appliqué depuis juin 1996 pour résoudre la crise financière et budgétaire.

Ce programme orthodoxe (augmentation des impôts et des tarifs publics, libération des prix, abrogation du contrôle des changes), mis sur pied en échange d'une aide du FMI, a permis un premier rétablissement. Après les déficits abyssaux de 1994 (13,9 % du produit intérieur brut) et de 1995 (8,3 %), le secteur public a enregistré un excédent qui atteindrait 4,7 % du PIB.

Amérique latine

Caracas doit la légère progression de son PIB l'an dernier à ses exportations de brut

Excédent aussi de 6,5 milliards de dollars de la balance des paiements, après le déficit de 1,1 milliard en 1995, et remontée des réserves de la Banque centrale qui représentaient, à la fin de l'année, l'équivalent de 16 mois d'importations. Le Venezuela a pu régler pratiquement tous ses arriérés de dette envers les pays du Club de Paris. Enfin, après une dévaluation

de 60 %, la monnaie nationale, le bolivar, qui « flotte » librement, est restée stable. Tout cela sans provoquer une trop forte contraction de l'activité, puisque le PIB a progressé de 0,5 % l'an dernier.

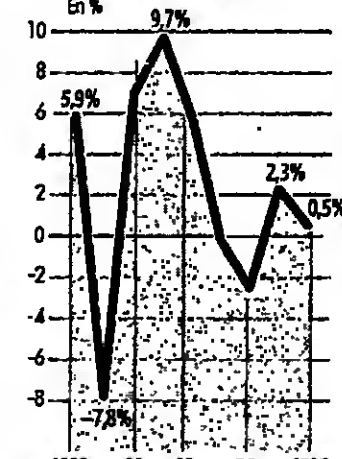
Le soudain déclin de l'inflation, jamais maîtrisée depuis près de dix ans. Après la levée des contrôles et la dévaluation, les prix ont bondi : malgré un ralentissement progressif, on a dépassé les 100 % sur l'année. Pour 1997, les dernières prévisions officielles (30 %) laissent sceptique même le ministre du Plan, Teodoro Petkoff, l'homme de la réforme. Les deux premiers mois de l'année ont été « sages », mais les hausses de rémunération déjà accordées par l'État ou par les entreprises, pratiquement égales à l'inflation de 1996, pourraient relancer une course prix-salaires. Pour en limiter les effets, le gouvernement devra recourir à l'arme monétaire et restreindre les liquidités.

En outre, les résultats de 1996 doivent beaucoup à la bonne conjoncture pétrolière – une demande internationale soutenue se traduisant par une hausse des prix du brut vénézuélien approchant 25 % sur l'année. Le bond des exportations de PDVSA, la compagnie nationale (une hausse de valeur de près d'un tiers par rapport à 1995), explique largement l'amélioration des comptes extérieurs.

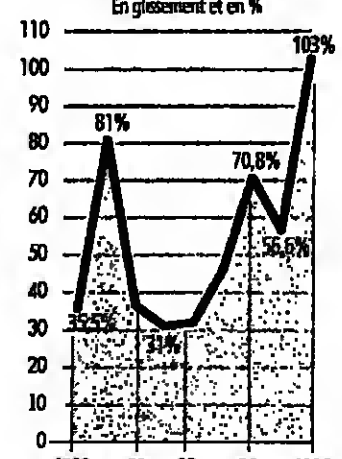
De même, la maigre progression du PIB l'an dernier recouvre une croissance de 4,9 % du secteur pétrolier et une récession ailleurs (-5,8 % pour l'industrie manufacturière, -11,2 % pour le commerce, selon Nord-Sud Export). Cette récession a encore aggravé la situation sociale : hausse du chômage, pour la troisième année consécutive, baisse des salaires réels. Selon le ministère du Plan, depuis 1992 déjà, 80 % de la population vivrait au-dessous du seuil de pauvreté.

C'est au pétrole encore qu'est dû en bonne partie le rétablissement des finances publiques, le relèvement de 60 % de la contribution de PDVSA s'alliant aux profits records de la compagnie. L'État n'a fait que contenir ses dépenses, sans les réduire – un pro-

Evolution du PIB



Evolution des prix



Source : CEPAL et Banque Centrale

grès, il faut le dire, par rapport aux années précédentes.

Le Venezuela devrait encore bénéficier cette année de prix du brut élevés. De quoi maintenir à un haut niveau les réserves monétaires, aider à la reprise de l'activité (le gouvernement parle sur une croissance globale de 4 % à 5 %), assurer un excédent de la balance des comptes courants (le taux de change va empêcher un redémarrage trop rapide des importations), laisser de l'aisance à l'État (le budget 1997 a été construit sur les prix pétroliers de 1995), contribuer au paiement de la dette publique extérieure (grâce à un « fonds de stabilisation » alimenté par une partie du supplément de recettes pétrolières).

Mais ce confort risque de décourager la poursuite des réformes. Certes, les privatisations, relancées avec la cession de deux banques et surtout des 49 % de la compagnie nationale de télécommunications encore détenus par l'État, devraient continuer cette année avec la vente de l'aluminium et de la sidérurgie des Guyanes, déjà approuvée par le Congrès.

Reste à faire le plus difficile. Promises par le ministre du Plan, la réforme fiscale (achever la mise

en place de la TVA, notamment), celle de la sécurité sociale en déconfiture, la réorganisation des services de l'État n'ont pas avancé. Après son coup d'éclat de mai, le président Caldera est revenu à son hésitation habituelle.

La « polarisation » sur les activités pétrolières risque même de s'accroître. Avec les contrats signés pour la remise en valeur des gisements en fin de course, les concessions accordées en janvier 1996 pour l'exploration et la production en « joint venture » dans huit zones nouvelles (d'autres doivent être attribuées cette année) et l'exploration des pétroles « lourds » de l'Orénoque, PDVSA, qui a déjà allègrement dépassé le plafond accordé par l'Opep, veut quasiment doubler sa production d'ici à 2005. Ce programme, qui permettrait aux États-Unis, principaux clients, de ne plus être dépendants du pétrole du Moyen-Orient, risque d'accroître la part des exportations pétrolières et d'absorber le plus clair des investissements étrangers. Un signe : le seul projet de réforme fiscale soumis au Parlement jusqu'ici consiste en une détaxation des investissements pétroliers.

Guy Herzlich

ESSEC

M. S.

Onze formations d'expertise en un an

- M.S. Marketing Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Assurance-Finance
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Management Urbain, Environnement et Services
- M.S. Management Stratégique des Services*
- M.S. Management des Industries Agro-Alimentaires, en partenariat avec l'INRA-PI
- M.S. Stratégie et Ingénierie des Affaires Internationales, en partenariat avec l'IFP
- M.S. Management des Systèmes d'Information Répartis, en partenariat avec IBM

Clôture des inscriptions : 12 mai 1997

* sous réserve de son accréditation par la Conférence des Grandes Écoles. Appartient à la Conférence des Grandes Écoles et à l'Association des Universités de la Région de Paris.

3^{ème} cycles
Maîtrises
Spécialisés

Votre choix
professionnel

ESSEC
Avenue Bernard Hirsch
B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise
cedex

Contact
Elyane Rosello
tél. 01 34 43 30 83
fax 01 34 43 30 30

UN CHIFFRE

65,6 %

LES PATRONS DE PME
QUI S'INFORMERONT
SUR L'EURO
AUPRÈS DES BANQUES

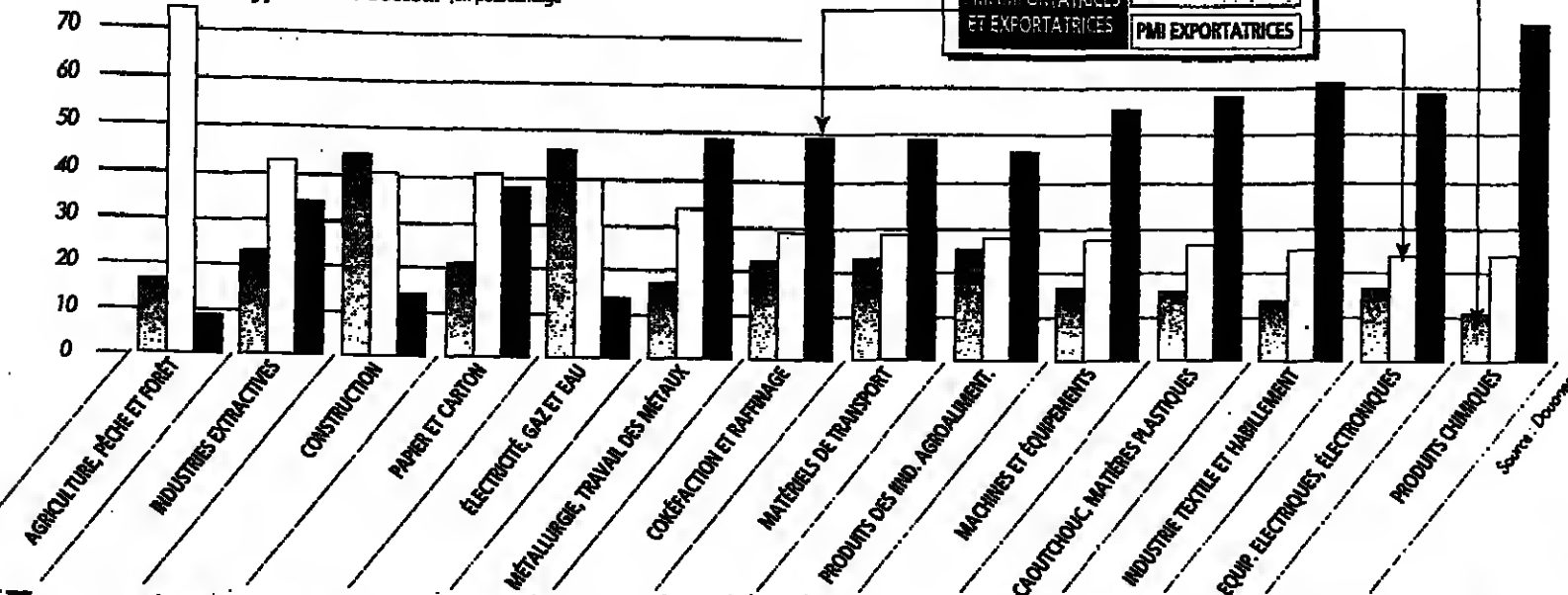
L'information sur l'euro viendra aux PME par les banques... et gratuitement de préférence. Tel est le résultat d'une enquête menée au printemps 1996, auprès des entreprises de plus de dix salariés, par le cabinet Deloitte et Touche. Pour la plupart des patrons de PME, le passage à l'euro reste encore un événement lointain. Et lorsqu'il conviendra de s'en préoccuper, tous se tourneront massivement vers leur banquier (65,6 %).

Les pouvoirs publics (29 %), les experts-comptables (27 %), les chambres de commerce (25 %) et les syndicats professionnels (9 %) ne viennent que loin derrière. Les patrons de PME – surtout ceux qui exportent – affirment en outre être ouverts aux offres de services des banques étrangères.

حسابات الدخل

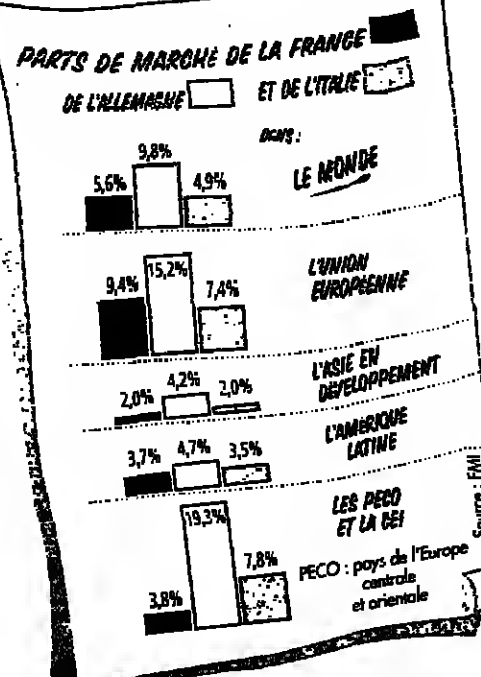
Les PMI réalisent un tiers des exportations françaises

▼ Les PMI selon leur type et leur secteur, en pourcentage



▼ Parts de marché, en pourcentage

	ETATS-UNIS	JAPON	CHINE	INDE	THAILANDE	BRÉSIL	AFR. DU SUD	POLOGNE
1985	4,9	2,3	1,7	2,8	2,7	2,3	4,7	1,7
1996	4,9	2,3	1,7	2,8	2,7	2,3	4,7	1,7
1985	5,9	4,9	5,8	5,0	5,4	6,5	16,7	8,5
1996	5,9	4,9	5,8	5,0	5,4	6,5	16,7	8,5
1985	2,9	0,9	2,1	1,6	1,2	1,4	3,2	2,0
1996	2,9	0,9	2,1	1,6	1,2	1,4	3,2	2,0
1985	2,9	0,9	2,1	1,6	1,2	1,4	3,2	2,0
1996	2,9	0,9	2,1	1,6	1,2	1,4	3,2	2,0



En Allemagne, secteur privé et Etat soutiennent ensemble les PME

COLOGNE
de notre correspondant
D'ebüt mars à Moscou, Günter Rexrodt, ministre de l'économie allemand, inaugurerait en présence de personnalités et d'hommes d'affaires une « Haus der deutschen Wirtschaft » (Maison de l'économie allemande). Ce projet de 70 millions de francs, réalisé par la Berliner Bank et l'assemblée allemande des chambres de commerce et d'industrie, est le quatrième du genre dans le monde, après Shanghai, Singapour et Yokohama. Boris Eltsine, en personne, a envoyé un message d'encouragement à un organisme dont la vocation première est de soutenir l'implantation des petites et moyennes entreprises allemandes sur le marché russe. Du secrétariat aux avocats et traducteurs, en passant par les banques de données et les bureaux, on cherche ainsi à limiter les coûts et les risques d'installation pour des sociétés qui ne disposent pas des mêmes moyens que les grands comme Mercedes ou Siemens. Les

▼ Outre-Rhin, les sociétés de moins de 500 personnes sont les acteurs majeurs des ventes à l'étranger

représentants des associations patronales et des Länder font également partie des locataires. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles en la matière, on estime que les PME allemandes (entreprises de moins de cinq cents salariés avec un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions de deutschemarks, soit 337 millions de francs) réalisent environ les deux tiers des exportations du pays. En 1996, l'Allemagne a exporté pour près de 2700 milliards de francs et réalisé un excédent de 330 milliards de francs. Traditionnellement, le soutien aux PME exportatrices repose

avant tout sur l'action des chambres de commerce et d'industrie installées à l'étranger : un réseau de soixante-dix unités et quarante mille entreprises membres. Les chambres fonctionnent en étroite collaboration avec les associations patronales et les services publics allemands, dont elles reçoivent en général des subventions, mais elles sont issues du monde de l'entreprise.

« Nous offrons une grande gamme de services payants et de publications », explique Gisela Schlebusch, directrice du département communication et formation à la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie, à Paris. Sur certains marchés émergents où le volume des échanges ne justifie ni ne permet d'ouvrir une telle institution, le réseau entretient une représentation ou un simple délégué.

« Ces centres offrent une bonne palette de services, reconnaît Stefan von der Heiden, de la fédération allemande des petites et moyennes entreprises, mais ils sont souvent très chers. Surtout pour une

entreprise présente dans plusieurs pays, qui doit multiplier les cotisations. »

L'Etat fédéral n'est jamais bien loin. A travers les ambassades d'abord, qui disposent d'une section économique plus ou moins fournie. Dans les pays où les chambres n'existent pas, c'est la diplomatie allemande qui prend le relais. Ces dernières années, l'activité de ces services s'est développée, notamment sous la pression des grands industriels. Quitte à agacer son collègue de l'économie, le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, est un fervent partisan de l'action économique, « pilier d'une diplomatie moderne », selon lui.

Pendant longtemps, les pouvoirs publics se sont bornés à un rôle d'information et de soutien logistique. Ainsi, les quelque deux cent cinquante experts, dont quarante-cinq à l'étranger, de la « Bundesstelle für Auslandsdienstleistungen » (Bureau fédéral d'information à l'exportation) constituent une source de renseignements précieuse. Publications et banques

de données, appels d'offres et contacts internationaux mis à disposition complètent l'activité des chambres de commerce et d'industrie locales et des associations patronales.

Par ailleurs, une multitude d'aides peuvent permettre aux exportateurs de s'offrir un conseiller, une étude de marché ou un stand sur un salon étranger. Ces dernières années, un programme spécial (100 millions de francs en 1997) a été mis en place pour les Länder de l'ex-RDA, dont les exportations constituent une part infime du total allemand. Le volume de ces aides est plutôt modeste. Beaucoup d'exportateurs réclament d'ailleurs à les utiliser, par crainte de la bureaucratie.

En revanche, l'Etat limite considérablement les risques financiers, grâce à un système d'assurance-crédit à l'exportation pour les pays ou les partenaires à risque. L'équivalent allemand de la Coface française est joliment placé sous la grâce de Hermès, le dieu du commerce dont il porte le nom !

Autre particularité allemande, les Länder, qui « jouent un grand rôle », selon Stefan von der Heiden. Malgré les réticences de Bonn, les ministres-présidents régionaux se rendent, eux aussi, de plus en plus souvent à l'étranger, avec des patrons de leur région et quelques journalistes. Ils accordent certaines aides à l'exportation, et n'hésitent pas à associer les banques publiques régionales à leurs efforts. La Bavière, qui est d'ailleurs à l'origine de la maison de l'économie allemande de Shanghai, le Bade-Wurtemberg et

la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, sont les plus actifs et entretiennent même des bureaux économiques dans les pays les plus porteurs.

Cette action « entre parfois en concurrence avec celle du gouvernement fédéral », estime M. von der Heiden, qui relève « le manque de transparence et la complexité » du dispositif allemand. D'autres voix s'élèvent pour réclamer davantage de coordination et de centralisation. Difficile à réaliser en Allemagne, où chacun défend ses prérogatives. D'où l'intérêt des « maisons de l'économie allemande ». Pour le plus grand profit des PME, d'autres projets de ce type sont à l'étude dans des villes comme Pékin et Bombay.

Philippe Ricard

Bibliographie

- Concurrence internationale et balance en emplois, les échanges de produits industriels, de Claude Vimont et François Parhi (Economica, 1997, 211 p., 148 F).
- Risque Pays 1997 (Le Manireur du commerce international - MOCI - avec la Coface, n° 1268, du 16 au 22 janvier 1997, 306 p., 150 F).
- Carnet d'adresses export 1997 (MOCI, n° 1274, du 27 février au 5 mars 1997, 146 p., 150 F).
- Guide des appuis au développement international des entreprises (L'Exportateur, Centre français du commerce extérieur, mars 1997, 280 p., 295 F).

L'information, une matière première stratégique

A l'insu de beaucoup d'entreprises françaises, le monde de la concurrence internationale change à toute vitesse. L'ingrédient majeur de ce changement, c'est l'information. « Les patrons de PME n'ont pas encore réalisé que l'information est devenue une matière première stratégique », ont constaté les intervenants au Forum sur l'intelligence économique, organisé le 26 février 1997 à l'Assemblée nationale par Olivier Darrason, député des Bouches-du-Rhône.

« Le concept de veille technologique est dépassé, a expliqué Philippe Caduc, directeur général de l'Adit (Agence pour la diffusion de l'information technologique), l'un des hommes qui, en France, s'emploient à sensibiliser les entreprises à ces questions. « Aujourd'hui, on s'intéresse au contexte juridique, politique, diplomatique des contrats. L'intelligence économique, c'est l'anticipation, la maîtrise des réseaux d'information et de relations, le jeu des influences et des contre-influences ».

Il rappelle que le Japon est le berceau de l'intelligence économique : l'un des cinq serments des nobles à l'empereur n'était-il pas : « Nous nous cherchons le savoir dans le monde entier » ? On estime que les entreprises japonaises consacrent 5 % de leur temps de travail à la recherche d'information et que 1,8 % de leur chiffre d'affaires est directement lié à l'intelligence économique. Entre 1980 et 1990, des firmes nippones ont racheté des centaines de petites entreprises de haute technologie et de logiciels aux Etats-Unis à un

▼ Entre intelligence économique et espionnage, la nuance est parfois mince

dixième du prix qu'elles avaient coté en investissement au gouvernement américain : simple application du dicton « les idées appartiennent à ceux qui les exploitent ».

Le Japon, fort de cette capacité à capter les connaissances des autres (depuis les années 60, il aurait importé, selon Philippe Caduc, 60 000 technologies étrangères), prône dans les instances internationales comme l'OCDE que la science soit mise dans une sorte de « patrimoine commun de l'humanité ». Il a ainsi lancé des programmes mondiaux de recherche dans les sciences de la vie, les nanotechniques (l'infiniment petit) et l'aéronautique hypersupersonique, en mettant les fonds de départ propres à attirer les meilleurs spécialistes de chaque discipline.

Si le Japon a une longue tradition, les Etats-Unis ont, eux, la puissance, les moyens technologiques et, depuis peu, une doctrine de l'intelligence économique à grande échelle. « On ne soulignera jamais assez le changement de la politique américaine à partir de 1993 avec l'élection de Bill Clinton. Cette grande puissance, soudain privée d'ennemis, s'est remobilisée dans le cadre de la guerre économique. Les démocrates ont mis leur

tradition d'interventionnisme au service de la conquête des marchés », a affirmé Jean-Louis Gergorin, administrateur du groupe Matra-Hachette.

Ayant pris conscience qu'ils avaient été pillés sur le plan technologique par leurs concurrents asiatiques, les Etats-Unis ont mis en place une stratégie de « sécurité économique », offensive et défensive, qui leur aurait permis de cibler seize grands marchés en expansion et d'engranger, en trois ans, 250 milliards de dollars d'exportations et les 300 000 emplois correspondants (avec, il est vrai, un dollar sous-évalué).

Plusieurs intervenants au forum ont insisté sur la vulnérabilité des firmes européennes face aux nouveaux réseaux informatiques entièrement contrôlés par les Etats-Unis. Oui, toute connexion sur Internet laisse une trace, qui il est sage de coder les informations quand on fait de la recherche de marchés en passant par le réseau des réseaux. Si chacun s'emploie à dissiper la confusion entre intelligence économique et espionnage, il faut bien avouer que la séparation est parfois mince.

Quand les experts décrivent les « war rooms » que les autorités américaines ont mises en place pour capter les informations de toute nature, susceptibles de servir leurs intérêts, on se prend à les soupçonner de paranoïa. Un cadre dirigeant d'Eurocopter affirme ainsi que la lettre « chaîne » reçue par des milliers de personnes de par le monde, les incitant à envoyer leur carte de visite professionnelle à un petit garçon britannique nommé Craig qui, atteint d'un cancer, vou-

draît se constituer la plus grande collection de cartes de visite pour entrer dans le Livre Guinness des records, n'est qu'un faux... mais un moyen astucieux pour constituer un « Who's who » mondial assorti d'une géographie des réseaux !

Et la France ? Il est faux de dire qu'elle est dépassée, notamment au niveau des technologies et des logiciels qui permettent de s'y retrouver dans la Niagara d'informations tombant de partout, a souligné Jean Guisnel, journaliste au Point et auteur d'un ouvrage sur l'intelligence économique (Guerres dans le cyberspace, La Découverte).

En matière de technologies de l'information, tout va si vite qu'un retard se prend et se comble rapidement. A condition toutefois d'en prendre conscience et de se donner les moyens d'y remédier. Depuis le rapport de Henri Martre du Commissariat du Plan, en 1994, et celui tout récent du Conseil pour la compétitivité et la sécurité économique que préside Bernard Esambert, le diagnostic est bien posé.

Reste à apprendre aux entreprises les réflexes de l'analyse d'information et de la sécurité. « Je ne pense pas que les entreprises françaises devraient confier l'audit de leurs comptes, de leur organisation, de leurs systèmes informatiques et de leurs stratégies de marché, de leur procédures d'intelligence économique, à des cabinets d'audit originaires d'un pays qui pratique une politique d'hégémonie », a carrément dit un des intervenants. Directement visés, les « Big 5 » américains de l'audit...

Sophie Gherardi

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

Prochaine Session

(rentrée des cours : Octobre 1997)

15 et 16 mai 1997

date limite d'inscription le 7 mai 1997

Renseignements - Inscriptions

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : 01-45-51-32-39

Établissement privé d'enseignement supérieur

Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat

Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

مكتبة الزهر

Les filières multimédias peinent à suivre l'évolution rapide du marché

Formation
L'Institut national de l'audiovisuel recense plus de deux cents organismes en Europe

Les formations multimédias poussent comme des champignons, alors que le marché du travail est peu lisible à court terme. Même le volume actuel de l'emploi échappe aux observateurs. Ainsi, le Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (SELL), qui représente quarante-cinq entreprises, soit 95 % du chiffre d'affaires du secteur, ne peut chiffrer avec précision le nombre d'emplois sur le marché des CD-ROM. Aujourd'hui, le multimédia, comme toute nouvelle technologie, est soumis aux modes et aux engouements passagers.

« Il y a deux ou trois ans, tout le monde se ruait vers les CD-ROM. Aujourd'hui, tout le monde veut créer un site web », observe-t-on au Centre international de technologie et d'éducation (CITE) qui coordonne les Masters of art de dix écoles ou universités euro-

peennes, et dont la moitié des diplômés trouvent aujourd'hui à se placer dans les services en ligne. Le SELL, peut-être dopé par les déclarations de Jacques Chirac, qui a promis, la semaine dernière, de diminuer la TVA sur les CD-ROM, reste confiant : « Beaucoup d'entreprises ont dû faire des plans sociaux l'an dernier, mais, compte tenu de la forte croissance du secteur, il y a des perspectives d'emploi dans les petites structures. » Certes, mais le jeune frais émoulu de l'école n'y a pas forcément sa place. « Comme nous évoluons très vite, nous n'avons pas toujours le temps de former les étudiants », reconnaît-on dans ce studio de création multimédia qui prévoit de doubler son chiffre d'affaires cette année.

Pendant ce temps, l'offre de formation grossit à vue d'œil. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) recense deux cent trente-cinq écoles ou universités dans dix-huit pays d'Europe, dans son guide 1997. On se forme en multimédia en Europe, envoyé gratuitement aux étudiants sur demande, et repère soixante-dix-neuf nouveaux lieux de formation par rapport à l'année précédente. Classées par pays, les listes d'organismes décrivent brièvement le contenu des programmes et signalent aussi le nombre d'or-

dateurs par élève, un paramètre à considérer avant d'arrêter son choix.

Persuadé qu'il existe un réel potentiel d'emplois, à condition de rapprocher l'offre de la demande, l'INA met à disposition une bourse à l'emploi et aux stages sur son serveur Internet (<http://ina.fr>) qui contient en permanence une centaine d'offres d'emplois. Enfin, l'organisme public souhaite lancer une étude sur l'adéquation des formations multimédias au marché du travail.

De son côté, le SELL vient de se doter d'une commission formation et l'université Saint-Denis, Paris-VIII est en train de créer un Observatoire international des hypermédias qui assurera notamment une fonction de veille des métiers. La question de l'emploi est donc au cœur des préoccupations de tous. De manière légi-

time, certains s'interrogent sur la pertinence d'une formation spécialisée en multimédia. Les grands noms du CD-ROM n'ont-ils pas fait leurs armes sur le terrain ? Au-delà de leur formation initiale, tous s'avèrent être des mous du multimédia et des créatifs à l'aise dans des univers imaginaires. Certains sont peintres ou sculpteurs à leurs heures perdues. Un jeune chef de projet confie qu'il a suivi une formation uniquement pour obtenir le diplôme, alors qu'il avait déjà une certaine pratique du métier. « Il faut se méfier du discours de certains dirigeants, dans les salons étudiants, qui nient l'utilité d'un diplôme pour attirer une main-d'œuvre à bon marché », avertit ce professeur.

D'autres considèrent les formations multimédias comme le complément d'un diplôme de base ou d'une première expérience professionnelle. Les profils des étudiants sont variés : « Dans notre troisième cycle, nous accueillons aussi des docteurs, des musiciens, des journalistes, car souvent ils ont une vision intéressante de l'espace et du mouvement », observe François Mellet, directeur de l'unité de formation et de recherche « Langages, informatique, technologie » et maître de conférences à l'université Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « On peut former de bons professionnels à partir du niveau bac+2 », poursuit-il en soulignant l'importance d'une bonne culture générale.

L'université Saint-Denis a misé, dès le début des années 80, avec l'arrivée du Minitel, sur la création d'un pôle de recherche et de réflexion, et d'un DEA en 1984, pour prendre du recul. Lorsque le marché lui a paru mûr, au début des années 90, l'équipe pédagogique a lancé une maîtrise scientifique et technique (MST) d'information et de communication, avec une option multimédia ; puis, en 1996, un troisième cycle de réalisations multimédias et édition électronique. « La prochaine étape sera le développement de la formation continue », poursuit François Mel-

let, conscient de faire grincer des dents en faisant de l'université le lieu de stages pratiques.

Le réseau CITE, situé à Londres, a décidé de créer un diplôme plus souple que le Master of art traditionnel. « Ce diplôme est un titre protégé dans la moindre modification enclenche une procédure de contrôle et de validation laborieuse qui peut prendre jusqu'à trois ans », explique Tom Evans, à l'origine de l'alliance entre les universités européennes. Les responsables pédagogiques ont donc mis au point un diplôme comprenant des modules auto-évalués. The European Media Master of art, chacun pouvant évoluer séparément, sans remettre l'ensemble en cause. Cet exemple constitue d'ailleurs l'un des rares cas où les organismes de formation œuvrent ensemble.

Si le parcours des étudiants en multimédia semble être moins linéaire que celui des études classiques, les profils recherchés sur le marché du travail témoignent aussi d'une certaine évolution si l'on se juge à la lecture des annonces de l'INA visant la production et l'édition de CD-ROM. Pour certains postes, il est fait référence exclusivement à des connaissances pratiques, mais aucun niveau de diplôme n'est requis ; ainsi le scénariste doit témoigner d'une expérience dans l'écriture de scénarios multimédias, tandis que le développeur doit maîtriser tel ou tel logiciel, etc.

Mais ce qui frappe surtout c'est le « flou artistique » des informations relatives à la durée du contrat de travail - « selon projet » - et au salaire - « selon expérience » - particulièrement pour les postes de créatifs et d'infographistes. « Cela fait partie du métier, et c'est plus enrichissant pour eux de graviter autour de différentes structures », assure un professionnel qui ajoute, cynique ou sincère : « Salariez un scénariste, et il ne produira plus rien au bout de six mois. Il s'étiolera. »

Clarisse Fabre

Ulrike, de fille au pair à chef de projet CD-ROM

Une touche d'histoire de l'art, un brin de sciences sociales, des études spécialisées en multimédia entrecoupées de travaux professionnels : le parcours d'Ulrike Hansen, vingt-huit ans, aurait pu être qualifié de chaotique, si ses objectifs professionnels n'avaient été clairs depuis le début. Ou presque. Cette jeune Allemande, chef de projet chez Index+, une société de production et d'édition de supports multimédias (CD-ROM), est un témoin privilégié des premiers balbutiements des formations multimédias.

En 1989, bac en poche, elle vient passer six mois à Paris comme jeune fille au pair, pour perfectionner son français et décompresser avant d'attaquer ses études. « J'aimais les maths et l'informatique, mais je cherchais une formation qui laisse libre cours à la créativité. Un ami m'a mis en contact avec le maître des beaux-arts de Paris qui venait d'ouvrir ses portes et le concept m'a séduit », explique cette jeune femme trilingue qui maîtrise aussi l'anglais. Un seul problème : l'admission à ce master d'un an se fait à partir de bac+4 ! Qu'importe, Ulrike est néanmoins sélectionnée. Elle suit le cursus comme les autres et effectue son stage de fin d'année. Surtout, elle

noue des contacts avec certains enseignants professionnels.

Elle entame ensuite sa deuxième année d'études à la Sorbonne, en histoire de l'art. Mais d'anciens intervenants lui proposent de participer à la conception d'une série de CD-ROM sur les « Grands Hommes ». « Le projet était trop tentant et, ne pouvant faire deux choses à la fois, j'ai finalement abandonné les cours », raconte-t-elle. Léonard de Vinci, Napoléon et Einstein seront ses compagnons virtuels durant ces années. « Un travail intense, parfois même le week-end. Je n'étais pas très bien payée par rapport au travail fourni, mais l'expérience m'a beaucoup servi », reconnaît-elle.

Soucieuse d'ajouter un diplôme supplémentaire à son master, Ulrike s'inscrit en maîtrise scientifique et technique « Information et communication », option multimédia, à l'université de Saint-Denis. « Cette fois, je me suis orrondée pour mener de front mes études avec le travail sur les CD-ROM », dit-elle. Dispense d'UV, autorisation d'absences, la fac s'est adaptée. Même organisation pendant son année de DESS en ethno-méthodologie (diplôme de sociologie). Nous sommes en 1995, et Ulrike, jusque-là employée en contrat

à durée déterminée, est embauchée en CDI. Elle n'y restera pas longtemps car, un an plus tard, Jacqueline Lebot, directrice éditoriale et de développement chez Index+, lui propose de rejoindre l'équipe pour assurer le lancement d'un CD-ROM sur les impressionnistes en tant que chef de projet.

Comme d'autres sociétés, Index+ recrute des individus de nationalités différentes et Ulrike est venue diversifier une palette de collaborateurs italiens, anglais, chinois, etc. Pour la première fois, elle suit le produit de A à Z : elle participe à la conception, travaille l'interactivité avec l'architecte multimédia, gère le budget... Elle s'est même chargée de dénicher l'acteur qui racontera l'histoire sur le CD-ROM. Surtout, elle a constitué l'équipe avec le directeur de création. En clair, il s'agit d'organiser le défi des compétences nécessaires à l'élaboration d'un CD-ROM : scénaristes, musiciens, infographistes, développeurs... « Les recrutements pour une mission ponctuelle concernent surtout les métiers de la création ; le chef de projet est sans doute une position plus stable. »

C. F.

COURRIER

A propos du dossier « Le big bang » des fonds de pension », paru le 4 mars.

RETRAITE PAR RÉPARTITION

Votre étude du 4 mars sur le remplacement au Chili des régimes de retraite par répartition par des fonds de pension privés fonctionnant en capitalisation m'a intéressé. L'éventualité d'une transposition à d'autres pays me surprend et m'intrigue. Je m'explique : dans un système de répartition, les actifs paient les retraites ; c'est un contrat intergénérationnel, une forme de solidarité ; il n'y a pas de constitution de réserves. La capitalisation part du principe inverse : chacun pour soi ; les cotisations constituent des réserves personnelles qui, placées, créent des droits à pension individuelle.

Remplacer la répartition par la capitalisation revient à faire payer par les actifs à la fois les retraites à servir aux anciens et la constitution des réserves. On peut aller plus ou moins vite, mais dans l'ensemble la cotisation aura toujours été doublée en fin. Dans son rapport du 26 mai 1994 à la commission des finances de l'Assemblée, Jean-Pierre Thomas en exprime le souhait ; John Major en fait la base de son programme de reconquête électorale. C'est bien ce qui s'est passé au Chili, comme dans les pays d'Amérique latine qui ont suivi, avec un alourdissement de charges insupportable. Le niveau de vie de la population est bas, les retraites visées sont des minima faibles, plus de la moitié des salariés ne sont pas à jour de leurs versements (...).

On raconte partout que nous sommes en régime de répartition (...). La répartition n'existe qu'entre ce qu'on appelle les caisses complémentaires, sur lesquelles joue une compensation et dont le niveau de recettes est défini par des cotisations patronales et salariales déterminées ; les dépenses sont constituées par des services de rentes définies en points et par les frais de gestion ; ainsi, le nécessaire équilibre est obtenu par la détermination des valeurs des points.

En dehors, existent les régimes spéciaux dont les recettes proviennent de cotisations - unique-ment salariales dans le cas des fon-

ctionnaires - assorties, pour le comblement de leur déficit structurel, d'apports du budget ou même d'une compensation à sens unique sur les caisses complémentaires ; ce n'est pas de la répartition, mais un détournement, ou, si vous préférez, une solidarité, dont le coût n'est pas calculé.

Pierre Despoisse
Paris

A propos de l'article « Pour l'impôt d'exploitation », d'Hervé Beaudin, publié le 18 février.

MODULER L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

(...) Puisque la motivation finale d'un chef d'entreprise est le profit dégagé par sa société, il faut trouver un système tel que le profit après impôt soit d'autant plus élevé que la masse salariale est plus importante. La solution préconisée par Hervé Beaudin (*Le Monde* du 18 février), l'impôt d'exploitation, va dans ce sens. Il préconise de substituer l'impôt d'exploitation, consistant en un « prélèvement affecté d'un taux d'imposition fonction inverse du niveau de la masse salariale », aux cotisations sociales employeur, l'impôt sur les sociétés restant inchangé. Pour ma part, j'avais pensé à une solution du même type, mais différente : il s'agit de moduler l'impôt sur les sociétés en fonction du rapport masse salariale/valeur ajoutée de l'entreprise (...). Avec un taux minimum pour un rapport élevé, c'est-à-dire pour une entreprise distribuant le maximum de salaires pour réaliser son activité, et un taux maximum pour un rapport faible, c'est-à-dire pour une entreprise distribuant le minimum de salaires.

Rappelons que la valeur ajoutée, par exemple dans sa définition prise en compte pour le calcul de la taxe professionnelle, est égale à l'excédent, hors taxe, de la production de l'entreprise sur ses consommations de biens et de services en provenance de tiers. La modulation devrait être déterminée de telle façon que l'impôt sur les sociétés donne un rendement équivalent au rendement actuel au niveau de la cotation. Il est clair qu'elle aurait un impact important sur les décisions d'investissement des entreprises car elle fa-

votiserait les entreprises de main-d'œuvre au détriment des entreprises capitalistes. Afin de minimiser les risques de délocalisation, il serait souhaitable que la France ne la mette pas en place de façon isolée. Cela pourrait constituer une première approche d'harmonisation de l'impôt sur les sociétés au niveau européen.

Yves Suquet
Cadre préretraité

A propos du dossier « Le nouveau partage monétaire », paru le 4 février.

MONNAIE ROYALE

Dans l'article intitulé « La monnaie unique, une histoire vieille comme les empires », Vanessa Ragot laisse entendre que pour la première fois, en parlant de l'euro et de l'euro, la monnaie créera l'empire. Très modeste historien local, très attiré par les multiples rôles de la monnaie, je me suis bien rendu compte qu'une province très repliée sur elle-même comme le Rouergue - l'Aveyron d'aujourd'hui - s'est d'autant plus sentie française que la monnaie du royaume lui devenait familière.

Très réticent tout d'abord à cette monnaie royale, préférant conserver ses divers circuits monétaires régionaux ou locaux, le Rouergue voit peu à peu émerger cette monnaie royale au détriment des autres. L'on ne dit plus « aller en France » dès que la monnaie royale s'est complètement imposée. Je pense que la France s'est faite en grande partie par la monnaie royale.

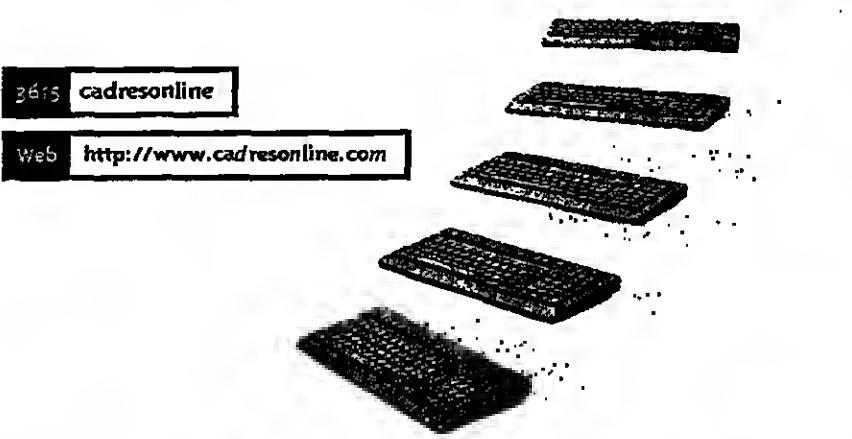
Oui (...), je suis persuadé que l'euro se fera insensiblement par sa monnaie, suffisamment forte pour capter la confiance des Européens et s'imposer sur les marchés mondiaux.

André Maury
Saint-Georges-de-Luzençon

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le dossier sur les fonds de pension en date du 4 mars. Les retraites des fonctionnaires ne sont pas financées par les cotisations des salariés du secteur privé, mais par leurs propres cotisations et par l'impôt.

Désormais, vous pouvez aussi compter sur votre clavier pour faire évoluer votre carrière.



100% **cadre** → A destination des cadres, les offres d'emploi des magazines leaders
fiable → Qualité des offres de la presse écrite
utile → Actualisation hebdomadaire

Mentel ou Internet, votre clavier peut devenir le multiplicateur qui aide votre carrière à faire un bond.

Cadres en ligne vous offre en permanence l'accès à plus de 2 000 postes issus de différents titres leaders en matière d'offres d'emploi.

Fiable, les annonces sont des offres d'emploi publiées dans la presse.

Performant, votre recherche s'effectue par mots-clés.

Complet, vous avez accès à un bouquet de services : tests d'évaluation, réponses directes aux annonces, commande d'ouvrages de référence.

Connectez-vous, vous repêcherez sans doute votre clavier sous un autre angle.

CADRES

3615 cadresonline : 2,23f la min

مكتبة الزميل

ution rapide du mar

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997 / VII



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,25 F/mn) MINITEL 3615 LE MONDE (2,25 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Secteurs de Pointe

Société internationale leader sur son marché, réalisant un chiffre d'affaires de 5 milliards de FF, recherche pour sa Direction des Systèmes d'Information, un :

Responsable de Domaine

Au sein de la Direction des Systèmes d'Information, vous serez chargé du développement des applications de support (type Infocentre, EIS), et comptables.

Vous assurerez l'analyse des besoins des utilisateurs, la définition d'une architecture technique pour l'ensemble des unités françaises, et veillerez à l'adéquation des solutions proposées.

Vous assurerez le transfert de connaissances vers les filiales étrangères. Vous veillerez au maintien de la cohérence des applications support et comptables, avec le système d'information Société.

De formation supérieure (BAC + 4 ou 5), vous avez une bonne connaissance des outils de type Infocentre, et disposez d'une expérience de 4 à 5 ans minimum.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la référence 7253/LM à : SYN/AXIS, 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra.

Une société automobile italienne, leader mondial, cherche à pourvoir les postes suivants pour son département compétition basé en Italie :

Responsable dessin composites

Le candidat à ce poste aura une expérience de cinq ans minimum en dessin de structures en matériaux composites ainsi qu'une expérience spécifique en compétition.

Métallurgiste

Le candidat à ce poste aura une expérience de trois ans minimum, en particulier en mise au point de traitements thermiques et de traitements de surface et en analyse des modes de défaillance.

Ingénieur dynamique véhicule

Le candidat à ce poste aura une expérience de trois ans minimum dans la modélisation de systèmes mécaniques.

Ingénieur calculs composites

Ingénieur calculs mécaniques

Les candidats à ces postes auront une expérience de trois ans minimum en modélisation et calculs sur ordinateur. Une bonne connaissance des codes NASTRAN ou I-DEAS est déterminante.

Projeteur composites

Projeteur mécanique

Les candidats à ces postes auront une expérience de trois ans minimum en CAO. Une bonne connaissance de CATIA sera particulièrement utile.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'italien ou de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à : Autographe, 24 rue du général Leclerc, 94220 CHARENTON, qui transmettra.



TRAPIL

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE

Filiale de grands groupes pétroliers, notre société exploite, avec un effectif de 800 personnes, les réseaux français de transport par pipeline de produits pétroliers raffinés. Pour faire évoluer et compléter nos logiciels de calcul et d'optimisation servant à la planification des transports, nous recherchons :

INGENIEUR OPTIMISATION DES TRAFICS (CENTRALE, MINES, INPG...)

Rattaché à la direction exploitation, vous analyserez les différents flux à travers les réseaux pour les modéliser en intégrant hydraulique, énergétique, thermique, automatismes... Vous établirez les cahiers des charges pour le développement des logiciels par la division informatique industrielle.

Agé de 25/28 ans, débutant ou ayant une première expérience, vous avez de bonnes connaissances en hydraulique, l'expérience de projets informatiques, la maîtrise des mathématiques appliquées à la modélisation. Rigueur, capacité de travail en équipe pluridisciplinaire, assurerez votre succès dans ce poste puis votre évolution vers des responsabilités informatiques, techniques ou opérationnelles.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous référence 107/LM à JEAN GOUTHIERE CONSEIL 30 rue Cambacérès - BP 386 - 75008 PARIS.

JEAN GOUTHIERE CONSEIL

Recherche et Sélection de Cadres et Dirigeants

Nous sommes une Société d'Ingénierie, filiale d'un grand Groupe, spécialisée dans la maîtrise des risques industriels

Nous recherchons un

Consultant Senior Management du Risque Industriel ou Management de l'Environnement

Au sein de notre Département "Sécurité Environnement Sûreté", vous aurez la responsabilité commerciale et technique de l'activité "Management Sécurité Environnement", dans le domaine de la chimie, du gaz et du pétrole.

Ingénieur diplômé, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans une Société de Consultants ou dans une Société de Service en Sécurité/Environnement.

Une parfaite connaissance du domaine industriel de la Chimie, du Gaz ou du Pétrole, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence 9081 au :

Monde Publicité
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
qui transmettra

INGÉNIEUR RESPONSABLE GÉNIE AÉRODYNAMIQUE ET CLIMATIQUE

Etablissement de NANTES

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment est un Centre de Recherche et d'Essais unique en Europe dans le domaine du bâtiment.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite de motivation et CV détaillé à : Jean-Noël ANDRÉ Service des Ressources Humaines CSTB 4, avenue du Recteur Poincaré 75782 PARIS CEDEX 16.

Vous avez 35-40 ans environ et vous êtes diplômé ingénieur avec DEA ou doctorat. Vous avez une double compétence scientifique et commerciale (10 années en R & D par exemple). Vous parlez bien l'anglais et vous êtes mobile. La connaissance d'un secteur industriel de pointe et en particulier celui de l'automobile serait appréciée.

Avec la Soufflerie Climatique Jules Verne, sans équivalent mondial (Etablissement de Nantes) le CSTB vous propose un environnement à la mesure de votre motivation tant dans le domaine du Bâtiment que dans celui de l'automobile, de la Défense ou de l'Industrie.

Directement rattaché au Chef de Service, vous serez responsable du développement de l'Ingénierie Aérodynamique et Climatique à partir de l'utilisation de la Soufflerie Climatique Jules Verne. Votre sens de la négociation, vos capacités de communication, de conduite de projets scientifiques et techniques et votre créativité vous permettront de réussir dans cette mission.

CSTB
le futur en construction



Important groupe leader d'audience internationale spécialiste de la géophysique appliquée à la recherche pétrolière recrute 3 ingénieurs

De formation ingénieur diplômé grande école, débutant ou première expérience.

R&D IGH - Vous aurez pour mission de développer des logiciels et matériels d'équipements de communication mobile. Connaissances technologie GSM appréciées. Anglais courant nécessaire.

R&D SES - Vous devrez développer des logiciels dans le domaine des calculateurs embarqués. Connaissances VxWORKS appréciées. Bonne maîtrise de l'anglais technique.

R&D NGH - Vous aurez en charge le développement hardware dans le domaine de l'analogique bas niveau et de l'ASIC numérique. Première expérience appréciée. Bonne maîtrise de l'anglais technique.

Ces trois postes sont basés à NANTES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : SERCEL - Direction des Ressources Humaines 16, rue de Bal-Air - BP 438 - 44474 CARQUEFOU Cedex.

TROIS INGENIEURS POUR INTEGRER SES EQUIPES R&D



CALOR. ROWENTA. SEB. TEFAL

Dans le cadre de l'expansion de son service PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, le Groupe SEB recherche un

INGÉNIEUR BREVETS CONFIRMÉ 2 A 5 ANS LYON

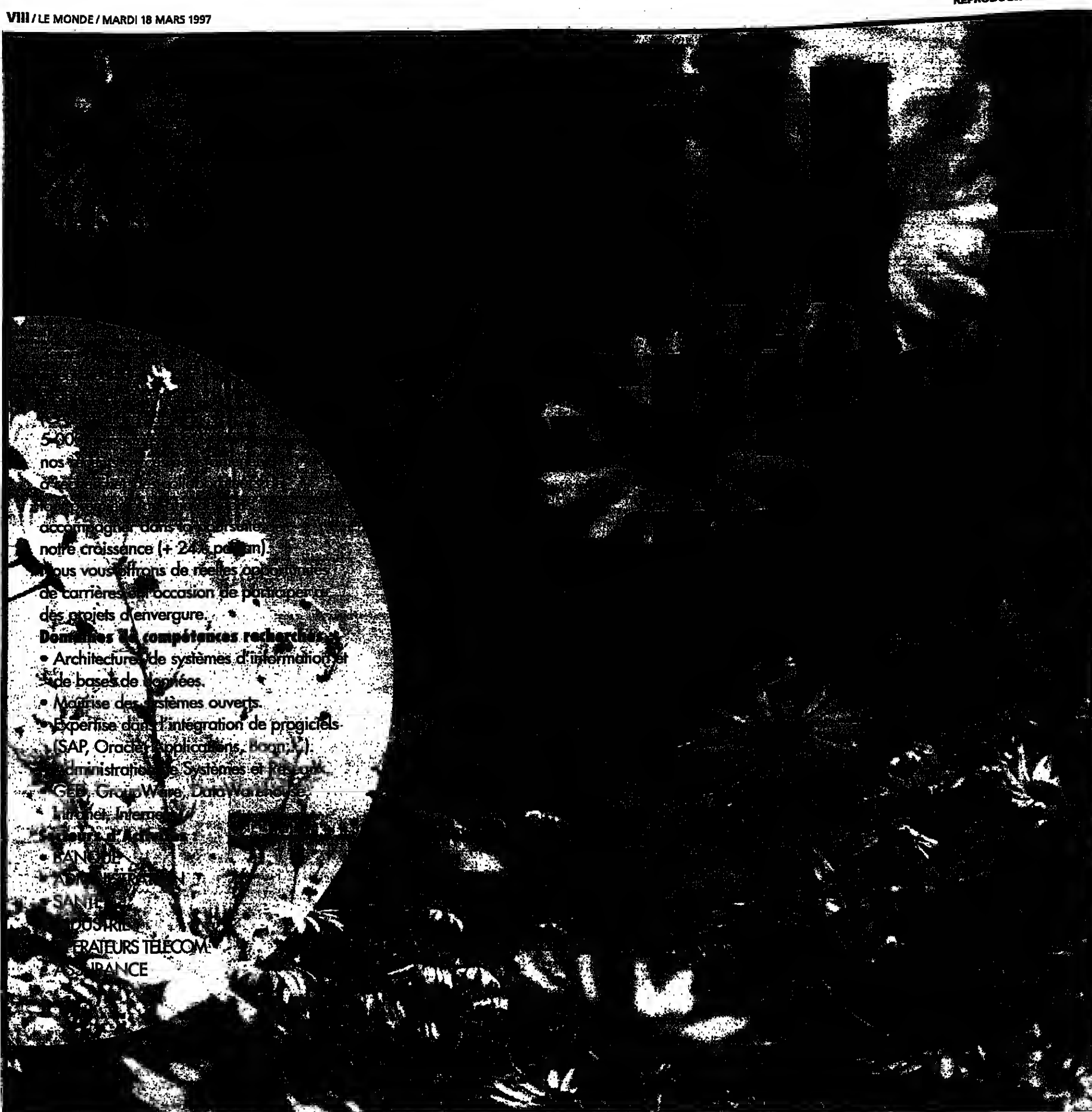
Votre mission principale consistera en la réalisation d'études de liberté d'exploitation, la rédaction de demandes de brevets et le suivi de procédures auprès des offices des brevets (INPI, OEB...)

Ce poste requiert :

- une formation de base en mécanique, électromécanique ou physique,
- des aptitudes à travailler dans un environnement fortement informatisé (par exemple : consultation de CD-Rom ou de bases de données),
- de très bonnes connaissances linguistiques en anglais et en allemand,
- le diplôme du CEPII serait apprécié.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence PI/LM, à J. Planel, Groupe SEB, BP 172, 69132 Ecully Cedex. Tél. : 04 72 18 16 50

سكنا من الأهل



5-00

nos

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

02

Directeurs de Projets

A la tête d'une équipe de 10 à 200 personnes, vous êtes en prise directe avec nos clients et le véritable garant de la conception et de la réussite des projets qui vous sont confiés, en France et à l'international. Vous intervenez, en avant-vente, dans l'analyse du besoin des clients, la construction de la solution, sa mise en œuvre, la rédaction des offres techniques, jusqu'à la concrétisation des projets en validant, par votre expertise technique les propositions commerciales. Vous coordonnez le pilotage des partenaires, la mobilisation des ressources, le bon déroulement des projets signés, en assurant notamment l'interface entre nos équipes et le client. Enfin, vous garantissez le respect des cahiers des charges (délais, qualité, coûts...).

Profil recherché : • Ingénieur Grande Ecole + 10 ans d'expérience de gestion de projets. • Expérience validée à la tête de projets de plusieurs millions de francs en SSIL. • Connaissances sectorielles demandées (Banque, Administration, Industrie, Santé...). • Aptitude à la négociation, sens de l'exigence et du résultat. • Forte capacité d'écoute et de conseil. • Capable de gérer simultanément des projets complexes. **Réf. 70216/LM**

Chefs de Projets

Sous la responsabilité d'un Directeur de Projets, à la tête d'une équipe de 5 à 10 personnes, vous contribuez, dans votre domaine d'expertise, à l'élaboration des spécifications et des offres et assurez le suivi relationnel auprès de vos clients. Vous garantissez, le bon déroulement de la réalisation technique du projet signé, en vous aidant des outils de la gestion de projets et de l'assurance qualité en veillant au respect du cahier des charges (délais, coûts et qualité). Et vous participez à la recette du projet et à sa prise en main par le client.

Profil recherché : • Ingénieur Grande Ecole + 5/10 ans d'expérience de réalisation de projets informatiques. • Connaissance de l'Administration des systèmes et Réseaux, ISM, Télécom, Java, Internet, Base de données, Décisionnel, Intégration de progiciels (SAP, Baan). • Capacité d'écoute et de management d'équipes. • Bon relationnel. **Réf. 70217/LM**

Réseaux et systèmes d'information

Bull

Consultants sectoriels/fonctionnels

Sous la responsabilité des Directeurs de Projets ou de Managers de secteur, vous contribuez à la réalisation des missions d'études préalables, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre sur des projets d'intégration de progiciels (SAP, Baan, Oracle, Sigagip), de logiciels applicatifs, de TMA, de passage à l'AN 2000... sur sites informatiques. Vous effectuez des missions de conseil et des diagnostics de haut niveau et contribuez à l'élaboration des offres et au développement de nos activités en accompagnant les clients dans la définition de leurs besoins par des préconisations de solutions techniques innovantes.

Profil recherché : • Ingénieur Grande Ecole + 5/7 ans d'expérience significative et réussie comme consultant en SSIL. • Connaissance approfondie d'un secteur d'activité comme la Banque, la Santé, l'Industrie, les Télécom, l'Administration et l'Assurance, ou d'un domaine fonctionnel (Ressources Humaines, Finances...). • Sens commercial développé et aptitude à la négociation. **Réf. 70219/LM**

Tous ces postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous référence choisie à N.B.S.
44 rue du Colisée, 75006 PARIS.
E-mail : NBS_France@compuserve.com
Fax 01 42 56 90 60



L'Espresso Photo BOA-QUI

مكتبة الذخيرة

Informatique

les com
reactifs

ASSAULT AT

CCC

Informatique - Secteurs de pointe

Sur tous les continents, nous poursuivons notre croissance en restant réactifs et proches de nos clients. Dans ce cadre, nous recherchons :

1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires dont la moitié à l'international, acteur important dans plusieurs domaines d'activités (paiement par carte à puce, billetterie aérienne, produits et systèmes de télécommunications, multimédia), DASSAULT AUTOMATISMES ET TELECOMMUNICATIONS, filiale de DASSAULT ELECTRONIQUE, met sa maîtrise des technologies de pointe et sa capacité à fédérer de grands projets au service du secteur tertiaire : opérateurs des télécommunications et de l'audiovisuel (réseaux d'accès, téléphonie mobile, décodeurs), distribution (billetterie électronique), opérateurs de transport (billetterie automatique), groupes bancaires (gestion des transactions électroniques).

ACTIVITE PAIEMENT ELECTRONIQUE

Ingenieurs commerciaux export
(Europe, Asie)

Chargés de développer le flux d'affaires en collaboration étroite avec un réseau de partenaires locaux qu'ils contribueront à animer. Ils travailleront en relation privilégiée avec les services de développement technique et marketing avec lesquels ils adapteront les produits aux marchés visés. Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de grandes écoles commerciales, possédant une première expérience internationale, acquise dans un secteur de pointe.

Ref. Europe : 4169/M
Ref. Asie : 4170/M

ACTIVITE TELECOMMUNICATIONS

Ingenieurs commerciaux export
(Europe, Asie)

Chargés de la prospection commerciale pour des produits et systèmes du réseau d'accès filaire et de la boucle locale radio auprès des opérateurs, distributeurs, intégrateurs ou grands comptes.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs commerciaux, possédant une solide expérience à l'exportation, acquise notamment auprès des opérateurs de télécommunications européens ou asiatiques.

Ref. Europe : 4171/M
Ref. Asie : 4172/M

ACTIVITE SERVICES (France)

Ingenieur commercial maintenance
Responsable de la commercialisation des services de maintenance et tierce maintenance dans les différents domaines d'activités de la Société. Ce poste s'adresse à un ingénieur possédant une expérience commerciale dans la vente et la montage d'offres de services maintenance "système". Ref. 4173/M

Ingenieur commercial
ingenierie des services

Responsable de la prospection et négociation d'offres de déploiement de réseaux mobiles auprès des opérateurs de télécommunications.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur commercial possédant une première expérience dans ce domaine. Ref. 4174/M

La connaissance de la langue anglaise et d'une 2^e langue (Allemand, Espagnol) est indispensable pour les postes EXPORT. Les dossiers de candidature (lettre + C.V. + photo) sous la référence du poste choisi sont à adresser à DASSAULT A.T. - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - B.P. 13 - 78373 PLAISIR CEDEX / e-mail: 101057.1013@compuserve.com

DASSAULT AT

PARIS - HONG-KONG - ATLANTA - MADRID

MAITRISER LES CHANGEMENTS EN EUROPE DU SUD
C'EST NOTRE VOCATION.
MAITRISER VOTRE EVOLUTION
C'EST VOTRE AMBITION

CSC Continuum Socs

Les technologies d'aujourd'hui
doivent s'adapter aux changements
de demain.

Spécialistes des technologies objets
et clients/serveurs avec des outils
Cobol, Graphik et ses
bibliothèques d'objets métiers.

CSC Continuum Socs appartient au
groupe CSC (leader mondial des
systèmes d'information, de conseil
en management, de l'intégration de
systèmes et de l'outsourcing avec
40 000 personnes) et s'appuie
comme la référence de son marché.

Notre croissance et notre politique
ressources humaines, en France
comme à l'étranger, offrent des
opportunités pour ceux qui
partagent notre goût de l'innovation
et du développement.

Ingenieur avant-vente

Rattaché à la direction commerciale Europe du Sud, vous aurez la responsabilité du support avant-vente, des solutions Workflows et Call Center de CSC Continuum. Avec une approche globale de la vision de nos besoins clients, vous serez force de propositions. Votre esprit de synthèse et d'analyse vous permettront de prendre rapidement la responsabilité du démarrage de chaque projet.

A 25-30 ans, de formation ingénieur, avec une expérience significative totalement dans l'avant-vente, vous maîtriserez parfaitement les systèmes de Workflows. Facilités d'insertion et le développement d'applications en tant que chef de projet. Vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol. Des notions d'italien seraient un plus.

Ce poste est basé à Charenton.

Adressez votre dossier (lettre de motivation, CV, photo et présentations) à
CSC Continuum Socs, DPH, 14 place de la Coupole, 94227 Charenton Cedex.



Computer Services Corporation

Donnez
de la matière
à votre carrière

Le département des Minéraux Industriels

L'une des trois branches d'activité d'IMETAL, est constitué d'un ensemble de sociétés françaises et étrangères, décentralisées et organisées par lignes de produit. Leur caractéristique commune est de fournir des matières premières pour l'industrie dans des domaines divers, entre autres :

- réfractaires, - céramique fine, - céramique technique, - électrochimie, - industrie lourde (papier, pétrochimie, ciment, verre),

Pour construire le futur de ce groupe et développer ses managers de demain, les Minéraux Industriels ont pour objectif prioritaire de recruter de jeunes ingénieurs, à fort potentiel, d'une nationalité européenne, pour occuper des postes dans les différentes fonctions de l'entreprise.

Ingenieurs débutants ou 1^{ère} expérience

POLYTECHNIQUE - CENTRALE PARIS
MINES DE PARIS - ARTS ET METIERS

Vos premières affectations, pour partie consacrées à notre culture et à la connaissance de nos métiers, à savoir l'exploitation minière, la transformation des minéraux, la recherche et développement liées à l'application ainsi que les études d'adéquation produits/marchés. Pour réussir parmi nous, vos qualités essentielles devront être le sens des relations et de l'organisation, le goût des contacts humains et la volonté de comprendre en permanence les besoins du marché. Parfaitement bilingue français/anglais, la connaissance d'une troisième langue est souhaitable. Une mobilité géographique, essentiellement au niveau européen, est nécessaire.

Si vous désirez rejoindre notre Groupe, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV) à Press Emploi, Réf 42046, 26 Rue Salomon de Rothschild, 92150 Suresnes qui transmettra.



CGI Informatique IBM Global Services

REJOIGNEZ LA PREMIERE OFFRE MONDIALE DE SERVICES INFORMATIQUES

Mettez l'informatique au service des hommes et des organisations. C'est depuis toujours la vocation de CGI. C'est l'activité quotidienne de ses équipes d'ingénieurs chargées de concevoir et de mettre en œuvre des systèmes d'information dans les grandes entreprises qui constituent sa clientèle. Aujourd'hui, CGI fait partie d'IBM Global Services, et nos ingénieurs découvrent de nouvelles perspectives de conquêtes. De nouveaux domaines à explorer, de nouvelles ambitions à réaliser.

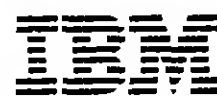
INGENIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes et de participer aux grands projets que nous conduisons. Il vous y faudra de la maîtrise technique, celle que vous pourrez acquérir dès votre intégration et tout au long de votre carrière dans notre Groupe. Il vous y faudra aussi de la curiosité et de l'intelligence. Pour enrichir en permanence vos compétences et vos responsabilités, pour mobiliser autour de vous les énergies nécessaires aux solutions que nos clients attendent.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent, débutant ou ayant une première expérience. Vous êtes attiré par nos activités et nos métiers. Vous pensez posséder les qualités qu'ils exigent et vous êtes intéressé par les carrières auxquelles ils préparent.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.), sous la référence IG/97, à

CGI Informatique - Direction du Recrutement - 30, rue du Château-des-Rentiers - 75640 Paris Cedex 13



AMF Lysté MATIÈRES PREMIÈRES

Pour contribuer à l'optimisation de ses coûts d'achat, Renault V.I. a mis en place une nouvelle organisation internationale réunissant la branche européenne et la branche américaine, Mack Trucks. C'est en sélectionnant les meilleurs fournisseurs mondiaux, notamment pour leur capacité d'innovation, leur qualité de service et en les intégrant le plus en amont de la phase de conception, que nous pourrions accroître notre compétitivité au plan mondial. Cette refonte de notre Direction des Achats nous conduit à intégrer de nouveaux collaborateurs.

Dans le cadre d'une équipe pluridirectionnelle visant à améliorer la performance de nos Achats, vous collecterez les données du marché fournisseurs au plan mondial et rechercherez parallèlement les informations internes à l'entreprise (achats, études qualité...). Vous croirez l'ensemble de ces éléments afin d'en réaliser une analyse critique qui vous permettra d'apporter des recommandations. Jeune diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs ou de Commerce, votre aisance relationnelle fera de vous un négociateur potentiel. Mais dans un premier temps, c'est votre goût des chiffres, votre esprit d'analyse et votre capacité à vous intégrer à une équipe qui feront la différence. Vous intervenerez pour nos branches Achats Europe et US et à ce titre vous maîtriserez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue.

Ce poste est basé à Lyon. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation) en précisant la référence AMF à Renault V.I., Service Recrutement des Cadres, 40 rue Pasteur, 92150 Suresnes.



RENAULT V.I.

هكذا من الذل

**CADRES
ON LINE**

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline 2.23 Fnm MINITEL 3615 LEMONDE 2.23 Fnm INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Secteurs de Pointe

FINANCE · LOGISTIQUE · PRODUCTION

**Avec notre
avance technologique,
propulsez votre
expertise métier
à son zénith.**

Premier fournisseur mondial de logiciels et de services pour la gestion d'informations, ORACLE est un acteur de premier plan dans l'offre de progiciels applicatifs destinés aux entreprises souhaitant améliorer ou automatiser leurs processus de gestion. Fort de nos 3 500 partenaires, de nos ressources et de nos compétences indispensables au développement rapide de solutions de gestion adaptées au besoin des clients, nous intervenons dans les domaines de la Finance, de la Production et de la Logistique, en environnement Unix. Avec un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs et 910 collaborateurs en France, Oracle vous permet de valoriser vos compétences métiers en vous appuyant sur la technologie la plus innovante.

CONSULTANTS PROGICIELS APPLICATIFS

Interlocuteur privilégié de nos clients utilisateurs grands comptes, vos qualités d'écoute alliées à votre parfaite connaissance de l'un des domaines fonctionnels suivants : Finance, Production ou Logistique vous permettront de conseiller au mieux nos clients et d'accompagner le développement des solutions applicatives les plus adaptées à leurs attentes. Sachant intégrer dans votre démarche la dimension projet, vous jouerez un rôle majeur dans l'analyse des besoins et dans leur traduction en solution progiciel.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum qui fait de vous un spécialiste reconnu de l'un de nos trois domaines d'application et avez déjà mis en œuvre des progiciels. La connaissance de l'anglais serait un plus.

Votre engagement, votre sens de l'initiative et votre ténacité seront des atouts déterminants pour votre progression au sein d'un groupe qui, par sa politique active de formation continue, vous permettra d'évoluer au rythme de la technologie.

Pour ces postes à pourvoir sur Paris, la mobilité géographique est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Oracle France Service Recrutement - 65, rue des Trois Fontaines - 92732 Nanterre Cedex.

ORACLE®
Enabling the Information Age™

INGENIEUR BE CONFIRME

Génie civil - Innovation marquante des dernières décennies dans le domaine du génie civil, le procédé Terre Armée a été utilisé dans la construction de milliers d'ouvrages dans le monde entier. Organisation internationale, le groupe Terre Armée est capable de proposer à ses clients une gamme complète de services couvrant la conception et le dimensionnement des ouvrages, la fourniture et le contrôle des matériaux, ainsi que l'assistance technique à la réalisation des ouvrages. Pour étoffer le bureau d'études de sa filiale française,

se, elle recherche un ingénieur structures confirmé ayant également des compétences en mécanique des sols. Obligatoirement ingénieur diplômé (ENPC, ESTP ou équivalent), le candidat possède une expérience d'une dizaine d'années acquise en bureau d'études d'entreprise. A moyen terme, des possibilités d'évolution sont ouvertes. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/3910M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01.40.88.79.75.



Groupe TAI
Terre Armée

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

BUREAU VAN DIJK

Pour développer son activité de conseil dans le domaine de la GED et de la documentation technique, le BUREAU VAN DIJK recherche :

Consultant

Ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans ce domaine

Profil : Formation ingénieur ou troisième cycle scientifique.
• Connaissance des nouvelles technologies de l'information et du traitement du document.
• Connaissance de l'anglais et/ou d'une autre langue UE. Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer Curriculum-Vitæ et lettre de candidature avec prétentions à :
BUREAU VAN DIJK, 57 Boulevard de Montmorency, 75016 PARIS.

**Venez guider
nos clients dans leur choix
en progiciel de gestion !**

Nos comparatifs, publications, séminaires et missions de conseil aident les entreprises dans leur démarche de choix de progiciels et d'évolution des systèmes d'information. Associés au cabinet américain META Group, nous développons nos activités à l'international et nous renforçons nos équipes de

Consultants

Vous apportez aux clients les méthodes et expertises pour : fixer les critères de choix de progiciels de gestion adaptés à leurs besoins, faciliter leur acquisition et leur mise en place. Vous réalisez des études, check lists et catalogues qui feront référence. Vous organisez et animez des séminaires qui eux aussi traduiront votre connaissance du monde des progiciels et de ses acteurs.

De formation bac+5, depuis 3 à 5 ans dans un cabinet de conseil, en

SSII, chez un éditeur ou un utilisateur, vous maîtrisez un ou plusieurs domaines fonctionnels (finance, commercial, logistique, production...) et vous avez participé à la définition des besoins et à la mise en place de progiciels majeurs du marché (si possible d'ERP). Vous souhaitez valoriser vos qualités d'expression dans un environnement qui conjugue initiative et rigueur. Poste basé à Paris. Fréquents déplacements. Anglais impératif. CPM apprécié.

GIP
Information et Conseil
en Choix de Progiciels

Merci d'adresser un dossier complet à notre conseil Denis Bellocq, SURCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 155 817 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VIDÉO PROFESSIONNELLE, NOUS DÉVELOPPONS UNE GAMME DE PRODUITS LIÉS AUX RÉGIES FINALES : MÉLANGEURS, ROBOTS ET AUTOMATES DE DIFFUSION, INTERFACES AVEC LES SERVEURS VIDÉO.

AFIN DE RENFORCER NOS ÉQUIPES, NOUS RECHERCHONS UN :

Chef de produit RÉGIE FINALE

Vous assurez le marketing de nos produits : définition, coordination du développement, promotion. Pour cela, vous réalisez les études de marché, les business plans ainsi que la définition d'offres génériques systèmes.

De formation supérieure en gestion/marketing, vous possédez impérativement une expérience de 5 à 10 ans en marketing appliqué aux produits high tech, qui vous a permis de développer votre culture technique. La connaissance du marché broadcast et des régies finales serait appréciée. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. 9057 (à préciser sur l'enveloppe) à EURO RSCG Futurs - 2 rue de Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Responsable du système d'information



Notre réussite depuis plusieurs années soutient notre ambition de devenir, par l'excellence de nos prestations, la référence des parcs de loisirs à thème.

Ayant décidé de renforcer la contribution de l'informatique à la qualité et à la réactivité de nos services, nous créons le poste de Responsable du Système d'Information, en charge de l'évolution et de l'optimisation de notre site.

Vous avez pour mission la mise en œuvre de la nouvelle architecture applicative et technique de notre système d'information : choix et intégration de progiciels, harmonisation des systèmes. Vous garantissez la fiabilité et la qualité du fonctionnement de l'informatique, proposez les évolutions nécessaires répondant aux besoins et aux enjeux du Parc. A la tête de votre équipe (3 pers.), dont vous organisez et structurez l'activité, vous assistez les Directions utilisatrices, en validant et formalisant leurs demandes, et vous coordonnez les interventions des prestataires.

Ingénieur de formation (Centrale, INSA...), vous avez une trentaine d'années et une expérience professionnelle acquise de préférence en SSII. La diversité de vos missions et de vos acquis vous permet d'être une force de proposition réaliste et convaincante. Vous avez impérativement une expérience concrète de l'intégration de progiciels. Le sens de l'entreprise, la capacité et le goût pour une fonction d'organisation et de coordination, le pragmatisme, l'aisance relationnelle (170 permanents, plus de 1.000 pers. en saison) sont les qualités pour assurer la maîtrise d'ouvrage de notre informatique. Anglais souhaité. Poste basé à Flajilly (60). Merci d'adresser votre dossier à notre conseil Catherine Charvet, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

مكتبة الدليل

ointe

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997 / XI

Informatique - Réseaux Télécommunications

Opérateur télécom mondial de premier plan recherche, dans le cadre de la poursuite du développement en Europe de son propre réseau :

POUR UN GRAND PROJET EUROPÉEN D'INFRASTRUCTURE FIBRE OPTIQUE

Chef de Projet Adjoint

Secondant le chef de projet, vous êtes plus particulièrement responsable de la coordination et du suivi du planning, du suivi des contrats passés avec l'ensemble des sous-traitants et de la consolidation mensuelle des dépenses du projet.

A 28-38 ans environ, ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience internationale avec des responsabilités de coordination et de suivi de planning sur un projet d'infrastructure, de préférence lié aux télécoms. Réf. CPA

Responsable Coordination de la Documentation du Projet

Vous mettez en place les outils de gestion et d'accès à la documentation du projet. Vous validez l'exhaustivité et la qualité de cette documentation et mettez en œuvre les actions correctives nécessaires. Vous supervisez la réalisation des essais. L'ensemble de ces activités s'effectue en relation avec la direction des opérations.

De formation technique télécom, possédant une expérience de mise en service de réseaux, votre expérience du terrain vous permet d'appréhender la documentation globale nécessaire au succès d'un grand projet télécom. Réf. RCDP

POUR LE GROUPE CENTRAL DES OPÉRATIONS EUROPE Responsable Statistiques et de l'Analyse des Performances

Vous réunissez les différents indicateurs chiffrés mesurant la performance du réseau, les capacités, les aspects budgétaires, des protocoles vites européennes connectées, afin d'en réaliser une synthèse opérationnelle.

Vous possédez une première expérience d'acquisition et d'exploitation de données sur système informatique, de préférence dans un environnement télécoms ou high tech. Réf. RSP

Responsable des Nouveaux Produits et Services

En liaison avec le département Engineering, vous gérez la documentation et les procédures opérationnelles pour l'utilisation de nouveaux équipements télécoms destinés à développer de nouveaux services. Vous coordonnez l'implémentation et l'exploitation de ces produits.

De formation technique télécom, votre expérience dans l'ingénierie de solutions et/ou dans l'exploitation d'un réseau télécom, vous a permis de maîtriser les équipements de télécommunication (transmission, SDH, ATM, multiplexage...). Réf. RNP

Responsable de la Documentation Technique Opérationnelle et de la Formation

Vous réunissez et organisez la documentation existante (installations et équipements du réseau européen) afin d'en faciliter l'accès et l'exploitation opérationnelle. Vous organisez et planifiez les formations aux nouveaux matériels pour les équipes opérationnelles.

De formation supérieure, vous possédez une expérience dans la rédaction de documentation technique dans un environnement high tech (réseaux, télécoms, informatique...). Réf. RDOF

POUR LA DIRECTION DES OPÉRATIONS FRANCE Responsable du Service Installations

Rattaché au directeur des opérations, vous êtes responsable d'une équipe assurant sur le terrain la connexion des clients au réseau, l'approvisionnement et la gestion du stock de l'ensemble des équipements nécessaires, la maintenance des installations périphériques (énergie, climatisation...). Vous possédez une expérience similaire chez un fournisseur et/ou un opérateur. Réf. RSI

Responsable du Centre des Opérations de Supervision et de Maintenance du Réseau

Rattaché au directeur des opérations, vous êtes responsable d'une équipe chargée de configurer les équipements pour les installations clients, de gérer la capacité (bonne puissance, équipements...), de qualifier les pannes sur le réseau et de définir et contrôler les procédures d'intervention.

De formation technique, votre expérience en informatique et/ou télécoms, vous a permis de bien connaître les architectures réseaux, les installations télécoms privées et les équipements de l'opérateur public. Réf. RCO

Ces postes sont basés à Paris et demandent une excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée sous référence choisie à Bruno LAVASTE, RH PARTNERS, 365 rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

RH PARTNERS

Le Crédit Lyonnais, c'est aujourd'hui 4 millions de clients, 2 400 points de vente en France. Ces chiffres résument à eux seuls l'importance des systèmes d'information et les enjeux stratégiques qu'ils représentent au sein du Crédit Lyonnais.

Pour répondre aux demandes de nos directions maître d'ouvrage, nous renforçons nos équipes en recrutant des

Chefs de projets expérimentés

Nos besoins concernent une dizaine de postes dans des domaines fonctionnels variés (banque à distance, CRI, marketing commercial, valeurs mobilières, ...) et des environnements techniques de pointe (client/serveur, groupware, workflow, Internet, ...) ou plus classiques mais mettant en jeu des budgets élevés.

Désireux de vous investir sur des projets d'envergure, vous serez le maître d'œuvre responsable de vos projets de la conception à la réalisation.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez l'expérience réelle de la conduite de projets informatiques (3 à 8 ans) en milieu bancaire de préférence. Vous aimez la technique, le travail en équipe et êtes doté de bonnes qualités relationnelles et d'écoute.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) au CREDIT LYONNAIS, DCTI/Ressources Humaines, 92081 Paris la Défense Cedex 10.



CREDIT LYONNAIS

Directeur de Centre de Développement et d'Intégration

De formation Bac + 5, vous possédez 7 ans d'expérience. Vritable manager, vous assurez la direction des projets, l'interface clients, la mise en place d'une stratégie produits et partenariats. Une expérience similaire et la connaissance de la télévision numérique sont un plus. Poste basé à Rennes. Réf. DC

Ingénieur Commercial

De formation Bac + 4 minimum, vous possédez 3 ans d'expérience. Vous serez responsable de la vente des prestations clés en main et des produits de la société en France et en Europe. Vous participerez également à l'animation des partenariats et distributeurs. Forte autonomie technique souhaitée. Expérience système est un plus. Poste basé à Paris. Réf. IC

Ingénieur d'Affaires

De formation Bac + 5, vous possédez 5 ans d'expérience. Vous assurez le support technique avant-vente des commerciaux ainsi que le suivi et la gestion des affaires jusqu'à la phase finale des projets. La connaissance de la télévision numérique et des réseaux informatiques et télécoms est un plus. Poste basé à Rennes. Réf. IA

Technicien Support

De formation Bac + 2, vous possédez 2 ans d'expérience. Vous assurez le support technique des commerciaux lors des démonstrations clients, de la mise en place des projets et des missions d'après-vente en France et en Europe. Votre expertise des réseaux (PC, ATM, ...) vous permet d'être totalement autonome. Poste basé à Paris. Réf. TS

Ces postes nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. Une formation aux Etats-Unis est prévue. Les entretiens auront lieu à Paris et à Rennes. Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + rémunération souhaitée sous référence choisie à notre Conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS, 365 rue de Valenciennes, 75015 PARIS et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS (3,48€/min).

RH PARTNERS

Chef de Projet Logiciel

De formation Bac + 5, vous possédez 5 ans d'expérience. Manager d'une équipe de développement ou d'intégration, vous réalisez des projets logiciels à fort contenu réseaux (WAN, LAN, TCP/IP, SNMP) sous Windows NT en langage C++. Poste basé à Rennes. Réf. CPL

Ingénieur de Développement Logiciel

De formation Bac + 2 minimum, vous possédez 2 ans d'expérience. Rattaché au chef de projet, vous réalisez des projets logiciels en environnement Windows NT, C++, avec une forte connaissance réseaux (Ethernet, TCP/IP, SNMP). Poste basé à Rennes. Réf. IDL

Chef de Projet Hardware

De formation Bac + 5, vous possédez 5 ans d'expérience. Vous assurez, avec votre équipe, le développement et l'amélioration des produits de la société (cartes électroniques additionnelles pour PC, modules électroniques, ...) dans le cadre des projets de développement et d'intégration système. L'expérience de spécification produit est un plus. Poste basé à Rennes. Réf. CPH

Ingénieur de Développement Hardware

De formation Bac + 4 minimum, vous possédez 2 ans d'expérience. Vous maîtrisez le développement des cartes électroniques additionnelles pour PC ou modules électroniques. La connaissance des cartes de communication ou multimédia pour PC et/ou cartes PC avec utilisation des Bus PCI est un plus. Poste basé à Rennes. Réf. IDH

RH PARTNERS

Dynamique Société de TÉLÉCOMMUNICATIONS PROFESSIONNELLES leader dans le domaine de brasseurs et multiplexeurs hauts débits recherche

un INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude, du développement et de la réalisation de sous-ensembles de télécommunications, à base de microprocesseurs, VLSI spécialisés et composants programmables.

et un INGÉNIEUR LOGICIEL TEMPS RÉEL CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude et du développement des logiciels embarqués, temps réel, sur micro-processeur Motorola 16 ou 32 bits.

Vous êtes ingénieur confirmé avec au moins trois années d'expérience effective. Vous maîtrisez l'anglais, vous avez le goût de réalisations de haute technologie et le sens du travail autonome.

Nous vous proposons au sein de notre équipe R & D un poste à fort potentiel et à des conditions très attractives.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature. Confidentialité assurée.

Société CASTOR Informatique
2, rue du Kéfir, Senia 343, 94537 Rungis

INGENIEURS TELECOMS

BOSCH TELECOM.
(21.000 personnes dont 1000 en France)
est un acteur majeur des télécommunications en Europe. En France, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits et systèmes de communication privée et publique.

Au coeur de nos produits, le logiciel.

Pour y parvenir, nous vous proposons de rejoindre nos équipes qui, en réseau avec celles basées en Allemagne, développent des logiciels applicatifs destinés à nos systèmes.

Au sein d'une équipe organisée autour d'un projet, votre mission vous permettra de maîtriser le cycle de développement, de l'analyse à l'intégration.

De formation Ingénieur Telecoms (ENST, INT), ou Grandes Ecoles avec spécialisation Télécoms, vous bénéficiez d'une première expérience qui vous a déjà orienté vers l'un de ces deux domaines :

DEVELOPPEMENT LOGICIEL (Réf. L701)

Connaissance de la signalisation (couches hautes), des réseaux intelligents, de la téléphonie et des compléments de service.

DEVELOPPEMENT MICROLOGICIEL (Réf. L702)

Connaissance des protocoles de type RNIS et de la signalisation (couches basses).

Langages C, Pascal, Assembleur. Anglais indispensable, allemand apprécié.

Merci de transmettre votre lettre manuscrite et votre CV en précisant la référence du poste choisi à BOSCH TELECOM, Catherine Husson, Service Recrutement, 36/38, rue de la Princesse, BP 37, 78433 LOUVECIENNES Cedex.

BOSCH
TELECOM

Responsable du système d'information

ASTRIX

مکان العمل

Informatique - Réseaux Télécommunications

PLASTIC OMNIUM
(7,2 Mds de CA
dont 49% réalisés
hors de France -
8 700 personnes)
parmi les leaders
européens dans
la transformation
des matières plas-
tiques, partenaire
des constructeurs
automobiles,
des collectivités
locales et
des industries de
pointe recherche



PLASTIC OMNIUM

Chef de Projet SAP R/3

Présentant une compétence fonctionnelle forte en gestion financière, vous possédez une expertise de la mise en place des modules FI et CO de SAP R/3 en environnement multinational.

Expert en conduite de projet, vous intervenez au sein d'équipes composées d'organismes et d'utilisateurs. Outre le prototypage et la rédaction des procédures, vous formez les utilisateurs sur les nouveaux applicatifs.

Agé de 30 ans environ et de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie en entreprise ou en cabinet qui vous a permis d'implémenter SAP à l'international. Vous avez notamment managé des équipes de plusieurs personnes.

Un anglais courant est impératif pour ce poste.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Stéphane Amiot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence SLX14622.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique



Groupe national de 130 personnes, CA 100 MF, nous sommes devenus en quelques années le leader incontesté sur un marché récent et extrêmement porteur, la logistique de communication. Pour soutenir notre très forte croissance, nous recherchons notre

Directeur Informatique

Saint-Ouen l'Aumône (95)

Directement rattaché à la direction générale et membre du comité exécutif, vos missions vous conduiront à :

- Définir la stratégie d'ensemble du système d'information en fonction du métier de l'entreprise
- Administrer l'ensemble de l'architecture du site, tant au niveau des réseaux LAN et WAN que de l'optimisation et la sécurité des systèmes.
- Superviser les développements applicatifs sous-traités (planning, recette, déploiement, etc...).
- Conseiller les directions informatiques de nos clients dans l'implantation de systèmes d'automatisation de commandes.

A 35 / 40 ans, Bac + 4/5, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire, en environnement RS6000/UNIX et ORACLE, avec une bonne connaissance des réseaux LAN (TCP/IP, Ethernet) et WAN (LS, X25).

Votre sens du service sera déterminant dans un contexte particulièrement évolutif.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Stéphane Amiot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence SAM16128.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique



Éditeur de progiciels, spécialisé en informatique de salle des marchés, recherche pour renforcer ses équipes

Ingénieurs d'Affaires

réf : XL13285

□ Intégré dans l'une de nos équipes commerciales, vous assurez l'ensemble des prestations nécessaires à la mise en production de l'un de nos progiciels (Taux d'intérêt, change, actions, matières premières) : installation, configuration, formation des utilisateurs, assistance technique, intégration dans l'environnement du Client. Par la suite, vous prendrez la responsabilité de la relation avec le Client, et de la prospection de nouveaux comptes.

□ Ingénieur ou diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, spécialisé en finance de marchés, vous maîtrisez parfaitement l'anglais à l'écrit comme à l'oral, et vous justifiez d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans, qui vous a fait participer à l'analyse et à la mise en place d'un système d'information dans une salle de marchés.

Ingénieur de Développement

réf : JPS15029

□ Sous la responsabilité d'un chef de Projet, vous participez à la conception et à la réalisation d'applicatifs de gestion de Front et Back-Office sous UNIX et Windows NT. Vous maîtrisez le langage C et les bases de données.

□ Ingénieur de formation avec un très bon niveau en mathématiques, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire, réalisée idéalement en salle des marchés ou au sein d'une société spécialisée en informatique financière.

Votre rigueur et votre goût pour la finance vous aideront à réussir dans ce poste.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Jean-Pierre Scandella et Xavier Logez, Michael Page France, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence chlois.

Michael Page France
N°1 du recrutement français



Société Américaine de service spécialisée dans la location de véhicules recherche pour sa filiale française située à Choisy le Roi (94)

Location de véhicules

Programmeur

réf. (MCA15468)

Vous serez chargé, avec les analystes programmeurs et les utilisateurs, de réaliser et de mettre en place les applications de gestion de la société. Vous possédez 2 à 3 ans d'expérience en programmation dont au minimum un an en RPG 400, CL 400, ILE 400 et avez une expérience significative de la programmation micro (WINDOWS, EXCEL, WORD, VISUAL, BASIC, ODBC). Par dessus tout, vous êtes habilité à utiliser des méthodes de développement.

Anglais courant impératif.

Support Hot-Line

réf. (MCA15917)

Vous serez chargé du premier niveau de maintenance téléphonique. Doté d'un excellent relationnel et d'un fort esprit d'analyse, vous êtes en contact avec les utilisateurs en agences. Votre objectif sera d'améliorer le cycle des appels en gérant les priorités et les transferts aux niveaux 2 et 3 situés dans les Agences. Ce poste s'adresse à un candidat souhaitant acquérir d'excellentes connaissances techniques AS 400 et micro. Votre disponibilité sera récompensée par une rémunération attractive.

Anglais courant impératif.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Michel Canseret, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence chlois.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique



Assurance Maladie
des Professions Indépendantes

La Caisse Nationale
d'Assurance Maladie
des professions indépendantes
recherche un

Analyste de Conception

UNIX/ORACLE

Directement rattaché à un chef de projet études, vous serez en charge de l'analyse des besoins de vos utilisateurs, intervenant essentiellement dans le domaine de la gestion administrative.

A 25/28 ans environ, vous possédez une première expérience de conception fonctionnelle et technique en environnement client/serveur et Merise. Vos qualités relationnelles et votre sens du service vous garantiront une évolution rapide au sein d'une structure motivante.

Pour ce poste, une disponibilité immédiate est impérative.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Stéphane Amiot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence SAM15981.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Groupe Cosmétique International
Leader sur son marché recherche son

Responsable Réseaux Telecom

Ouest

Votre mission consiste à être le garant de la fiabilité et de la cohérence de notre architecture réseaux et telecom et de son évolution. Véritable interlocuteur de nos directions utilisatrices, que ce soit en France ou à l'international, vous définissez leurs besoins et veillez à ce que les solutions proposées correspondent aux exigences de notre métier (mise en place de « call centers », groupware, intranet, infrastructure LAN & WAN). Vous gérez en ce sens des projets à forte valeur ajoutée.

Pour ce faire, vous négociez avec les différents opérateurs et prestataires de service, en veillant à ce que les projets soient réalisés dans les délais. Vous animez une équipe de cinq collaborateurs. Ingénieur de 30/32 ans, votre sens de la communication, aussi bien en langue anglaise que française est une qualité que l'on vous reconnaît.

Vous avez le goût des études complexes que vous aimez mener jusque dans leur phase opérationnelle.

Cette mission à forte valeur ajoutée représente une véritable opportunité.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Arnaud Bioul, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carnet 3 681 664) sous la référence ABL16227.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

مكتبة الامم المتحدة

Communications

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

Hot-Line

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

ir Informatique

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

sponsable aux Telecom

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

sponsable aux Telecom

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

sponsable aux Telecom

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

sponsable aux Telecom

Recherche de candidats pour des postes de techniciens et de techniciennes de maintenance et de réparation des équipements de télécommunications.

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 18 MARS 1997 / XIII



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> WINTEL : 3615 cadresonline (2.22 franc) WINTEL : 3615 LE MONDE (2.22 franc) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Informatique Réseaux Télécommunications

Entreprise multinationale, leader dans le secteur de la logistique, recherche pour sa nouvelle organisation française son :

DIRECTEUR INFORMATIQUE & ANALYSTE DE PROCESS (I.T. manager)

De formation supérieure, vous justifiez d'une solide expérience dans un même poste. Responsable du développement dans des projets internationaux, vous serez le garant de la fiabilité et de la cohérence de notre système d'information. Avec votre équipe de programmeurs spécialisés sur UNIX et AS/400, vous serez une véritable force de proposition et chercherez en permanence à apporter les solutions les plus efficaces et les plus évolutives.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous la référence 108539, à EURO RSCG Futurs, 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

MICROSOFT CONSULTING SERVICES

La vocation de Microsoft Consulting Services est d'apporter un conseil à l'ensemble de ses clients (grands comptes et administrations) ainsi qu'à ses partenaires (constructeurs, intégrateurs, SSI) pour bâtir leurs solutions informatiques. Nos consultants (50 personnes en France), intervenants experts, sont présents dans le monde entier et proposent des prestations de planification, de conception et de mise en œuvre tirant pleinement parti des technologies Microsoft. Nous renforçons nos effectifs et recherchons des

CONSULTANTS ARCHITECTES DE SYSTÈMES

Ingenieur de formation, à 30/35 ans environ, vous êtes un spécialiste de l'architecture et de la conception de systèmes d'information. Vous maîtrisez les technologies client/serveur et réseau. Vous intervenez sur des projets stratégiques de refonte de systèmes d'information et d'architecture. Reconnu pour votre compétence technique et votre professionnalisme, passionné de l'innovation technologique, nous vous offrons la possibilité d'évoluer au sein d'une équipe performante engagée dans la qualité et la réussite de ses missions. Notre environnement international nécessite un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, C.V. et prétentions) sous réf. 3141/01 à notre Conseil : ALPHA CDI - 20 avenue André Malraux - 92309 Levallois-Perret cedex.



JUSQU'OU IREZ-VOUS ?

Le leader de la mesure d'audience de la télévision et de la radio en France recherche son :

Chef de Projet "Mesure d'audience des services en ligne"

Futur responsable de cette nouvelle activité, vous serez chargé de la lancer et de la développer (mise au point du projet - prospection - établissement des propositions et vente du service - suivi de l'évolution du service - suivi technique et veille technologique...).

Ingenieur réseaux et télécom, vous avez quatre à cinq ans d'expérience professionnelle acquise dans l'informatique et les télécoms, dont au moins deux ans dans un poste en rapport avec l'Internet (exploitant de site ou éditeur). Vous connaissez bien l'univers des réseaux TCP/IP, les architectures de réseaux, les OS : UNIX - WINTEL (Windows 3.95 et NT) - MAC syst.7+. Si vous êtes passionné par les nouvelles technologies de l'information, mais aussi capable de développer de façon autonome une activité, et de commercialiser un service qui, à terme, doit devenir un point fort de notre société, nous vous apporterons les autres bases de la réussite de votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence MYM à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE Consultants

Responsable des systèmes d'information

TRANSGENE

TRANSGENE est une société de biotechnologie dont la vocation est de transformer les gènes en médicaments, en vue de mettre à disposition des patients des produits innovants de thérapie génique pour traiter le cancer, la neurodégénérescence, les maladies héréditaires et le sida.

Pour accompagner notre développement, nous recherchons notre

RESPONSABLE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Rattaché au Directeur Général Adjoint, vous serez chargé de définir et de mettre en œuvre la politique informatique de la Société. Dans le cadre d'un environnement informatique performant (un historique client/serveur, réseau local avec 150 PC, 9 serveurs SI/NI/MI, Internet et Intranet), vous devrez également veiller à satisfaire nos besoins en informatique scientifique.

De formation supérieure de type Ingénieur option Informatique, vous êtes âgé d'environ 35 ans et justifiez d'une expérience de plusieurs années en tant que Responsable au sein d'une Direction des Systèmes d'Information ou dans un rôle équivalent. Vous avez acquis une véritable expertise dans un environnement similaire.

Organisé, rigoureux et dynamique, vous gardez un esprit ouvert aux nouvelles technologies et vous avez des capacités relationnelles et managériales reconnues tant en tant qu'opérateur. De plus, vous avez une expérience d'une société de biotechnologie innovante correspondant à votre esprit d'entreprise et à votre point de vue.

Habitué à évoluer dans un contexte international, vous maîtrisez parfaitement l'Anglais.

Pour ce poste basé à Strasbourg, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à TRANSGENE S.A. - Direction des Ressources Humaines - 11, rue de Wolfheim - 67082 Strasbourg Cedex.

Au service du développement de 45 000 entreprises la

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR

850 salariés, 20 établissements gérés (ports - aéroports - centres routiers - établissements d'enseignement supérieur et de formation) recrutés dans le cadre de la montée en charge des développements multimédia du Groupe un

CHEF DE DEPARTEMENT MULTIMEDIA

Au sein de la Direction Informatique et Télécommunications et en liaison avec le Directeur, vous définirez la stratégie du Groupe dans ce domaine et prendrez en charge la maîtrise d'œuvre et le pilotage d'importants projets multimédia. Vous assurerez les relations avec l'ensemble des partenaires au niveau national et international, ainsi que le montage des contrats et le suivi des prestations extérieures.

De formation Grande Ecole ou équivalent, vous avez une expérience d'environ 10 ans, si possible en SSI, comme chef de projet ou gestionnaire d'affaires. Décidéur, à la personnalité vive et réactive, vous avez déjà été confronté à la gestion de projets importants dans le multimédia. Vos dernières expériences se sont déroulées dans ce domaine. Méthodique et organisé vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions sous référence 8308/M à Marie-Françoise ALETTI - CEGOS - Département Recrutement Tour Chénouneaux - 92516 BOULOGNE Cedex.



Le Monde Economie le lundi *
Le Monde Emploi le mardi **
et la rubrique
Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi



Groupe SILICOMP est le holding de SILICOMP INGENIERIE, SILICOMP FORMATION, GEX INFORMATIQUE, SILICOMP AMERICA (Boston), SILICOMP ASIA (Singapour). Création : 1984.

Nos domaines de compétences sont le développement de logiciels, l'intégration de solutions innovantes, la formation et le conseil en informatique industrielle et temps réel. Pour soutenir notre forte croissance, les sociétés du groupe recrutent pour les régions Rhône-Alpes, PACA, Parisienne et l'étranger, des

"Vivez la passion en temps réel"

ingénieurs Grandes Ecoles - Groupe 1

Vous avez 1 à 5 années d'expérience ou vous êtes expert et maîtrisez au moins l'une des techniques suivantes : UNIX, HP-RT, WINDOWS NT, Méthode objet, C++, ADA, JAVA dans les environnements suivants :

- Informatique, temps réel et embarquée (réf. 01) • IHM, SGBDR (réf. 02)
- Télécom et réseaux (réf. 03) • Administration système UNIX et Windows (réf. 04)
- Internet ou Intranet (réf. 05) • Réseaux locaux industriels (réf. 06)

Pour tous ces postes, indiquez-nous vos prétentions salariales, votre préférence géographique et votre disponibilité.

Envoyez votre candidature en indiquant la réf. choisie à GROUPE SILICOMP 195 rue Lavoisier - BP 1 - ZIRST - 38330 Montbonnot St Martin.

Informations Groupe SILICOMP <http://www.silicomp.com> E-mail : bpa@silicomp.com

مکان العمل

**CADRES
ON LINE**

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

<http://www.cadresonline.com> <http://www.lemonde.fr/emploi>

Sciences et Santé

Ingenieur Biotechnologies Vegetales



Centre régional de recherche en biotechnologie pour les cultures légumières et horticoles, nous recrutons un ingénieur pour contribuer au développement de nos prestations de recherche pour le compte des entreprises du secteur végétal.

Vous analysez le marché, prospectez et recherchez nos futurs clients, définissez la politique de prix après analyse des coûts, négociez les contrats. Vous suivez les prestations au cas par cas avec nos chercheurs responsables de projets et assurez éventuellement le pilotage de projets faisant

intervenir de multiples partenaires au niveau national ou européen.

De formation bac + 5 minimum en biologie moléculaire, vous possédez idéalement une première expérience en gestion de projets de R & D qui vous ont familiarisé avec les principaux acteurs du monde des biotechnologies végétales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle et souhaitée à notre Conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS, BP 1233, 29102 QUIMPER Cedex et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS (3,48 F/mn).

RH PARTNERS

Institut Pasteur

recherche

INGENIEURS EN BIOLOGIE

Pour l'un de ses laboratoires de services chargé de la réalisation d'expertises de virologie pour le compte de l'industrie du médicament et des biotechnologies (validation de médicaments et mise en œuvre de projets de R & D). Ces postes (CDI et CDD) s'adressent à des candidats(les) :

- de niveau BAC + 5 en virologie
- titulaires d'un doctorat en virologie ou biologie moléculaire et justifiant d'une première expérience en laboratoire acquise dans le milieu industriel.

Maîtrise de l'outil informatique et de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la D.R.H. - 28, rue du Docteur Roux - 75724 PARIS CEDEX 15.

Responsable achats de production

PHARMACIE

Nous recherchons pour notre site de Production pharmaceutique et chimique de 670 personnes en région parisienne, Fontenay-sous-Bois (94), un Responsable achats de production.

Ce site est un centre de production d'excellence pour les formes injectables du Groupe. Rattaché à la Direction Logistique du Site, votre mission sera d'assurer l'achat de matières premières (excipients) pour la production chimique et pharmaceutique. Vous assurerez également l'achat d'articles de conditionnement pour la production pharmaceutique.

En relation étroite avec l'Assurance Qualité et la Production, vous serez responsable du choix des fournisseurs. Vous serez chargé de développer des relations de partenariat, dans le meilleur rapport qualité/prix, dans un souci de qualité optimale et de mener à bien les négociations.

Agissant en conformité avec notre culture et notre stratégie générale Achats, vous serez le garant des règles et procédures que vous mettrez en place.

De formation supérieure, vous avez, nécessairement, une expérience d'Acheteur Industriel en milieu pharmaceutique.

Vous serez amené, à terme, à prendre la direction d'une équipe. Manager et négociateur, vous êtes aussi un homme de terrain, à l'écoute des réalités de la Production et de la Qualité.

Vous avez un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Produits Roche, Division Ressources Humaines, Service Recrutement, 52 boulevard du Parc, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Roche

UNE VOCATION DE RECHERCHE POUR METTRE À DISPOSITION DE NOS PARTENAIRES DES PRODUITS INNOVANTS

DES COMPÉTENCES AU CŒUR DE NOTRE ACTION

UNE ENTREPRISE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Parce que la nature ne fait pas toujours si bien les choses.

...BAXTER a su mobiliser l'énergie de ses 30 000

collaborateurs répartis dans

120 pays sur

un objectif majeur

de santé publique :

repousser sans cesse

les frontières de la

technologie et

maîtriser

les dépenses.

Leader mondial

de l'industrie

médico-chirurgicale,

BAXTER a également

su s'imposer comme

le véritable partenaire

du monde hospitalier

grâce à des solutions

globales

et innovantes.

Baxter

EXIGER LA VIE

Nous recherchons pour le Centre de Recherche & Développement mondial de la Division Clinac Parentéral, spécialisée dans les solutés massifs injectables destinés à la nutrition clinique

2 Attachés de Recherche Clinique

Idéalement, Pharmacien ou de formation scientifique Bac + 5 minimum, vous avez, si possible, une expérience dans une fonction similaire. Une connaissance de la nutrition serait un plus.

Vous prenez en charge la mise en place et le suivi des essais cliniques multicentriques de nos produits de nutrition dans plusieurs pays.

Le caractère fortement international de cette mission implique de fréquents déplacements à l'étranger, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible d'une deuxième langue européenne.

Postes basés proche Paris.

Veuillez adresser votre candidature en précisant la référence ARC à Baxter SA - Jean-Noël Thiollier - 6 avenue Louis Pasteur - BP 56 - 78311 Maurepas cedex.

Le Monde Economie le lundi *

Le Monde Emploi le mardi **

et la rubrique

Le Monde des Initiatives Locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi

** daté mercredi

*** daté samedi

مكتبة الأمل



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Ingénieurs Commerciaux

CORNING

Jeune Ingénieur commercial

Verre et matériaux spéciaux

Notre société est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des verres spéciaux.

Aujourd'hui, nous renforçons notre division internationale chargée de commercialiser en Europe des produits verriers, céramiques et autres composants techniquement sophistiqués, fabriqués dans les usines du groupe.

Rattaché au chef des ventes pour l'Europe du Sud, vous avez la responsabilité du développement des ventes de nos produits pour les pays du bassin méditerranéen. Sur des marchés très techniques (optique, optronique, espace...), vous participez aux études de marketing industriel, à l'évolution de nos produits et assurez le suivi de la clientèle, les offres de prix... A 26/28 ans, de formation ingénieur, vous faites preuve d'une grande ouverture pour des responsabilités commerciales. Vous possédez si possible une première expérience dans une fonction technique ou de marketing industriel. Ce poste opérationnel implique à la fois une forte curiosité pour les technologies nouvelles et un très bon relationnel. Il doit vous préparer à une évolution dans notre groupe en France ou à l'international. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Localisation : Fontainebleau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 40284 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Filiale d'un grand groupe français, notre société a pour mission d'assurer le transport et la vente de gaz naturel auprès des distributions publiques, et des établissements industriels grands consommateurs de gaz du Grand Sud-Ouest : notre réseau représente à ce jour environ 4000 km de canalisations et 400 points de livraison. Nous recrutons un :

INGENIEUR technico-commercial

Vous serez chargé des relations avec la clientèle directe, existante ou potentielle, et plus particulièrement des questions relevant de l'assistance technico-économique à cette clientèle en ce qui concerne l'utilisation du gaz.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'Etat d'ingénieur spécialisé dans les domaines thermique ou énergétique. Une expérience de quelques années dans l'exploitation des matériels thermiques ou en matière de conseil en utilisation industrielle des énergies est requise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la référence ITC/GSO, à G.S.O., 49 Avenue Dufau, B.P. 522, 64010 Pau Cedex.



Progressez avec nous dans les télécoms de demain

Groupe international opérant dans le secteur des télécommunications, nous recherchons, dans le cadre de notre développement :

Ingénieurs grands comptes

De formation Ingénieur et/ou Grande Ecole de Commerce (Bac + 5/6), vous justifiez d'une expérience significative (5 ans minimum) de négociation à haut niveau auprès de grandes entreprises privées et publiques de la région parisienne, si possible dans le domaine des produits et services télécoms et/ou informatiques. Un bon niveau en anglais est souhaité.

Garants du développement et de la fidélisation de la relation commerciale dans un environnement complexe, fortement concurrentiel et en constante évolution, vous concevez et mettez en œuvre une approche stratégique performante, détectez et identifiez les besoins en produits et services télécoms des principaux acteurs du marché, élaboriez et négociez l'offre commerciale adaptée, suivez la réalisation des contrats.

Les postes sont basés à Paris et en région parisienne.

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence IGC, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Secteurs de Pointe



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

BERTIN, Société de service en technologie (350 personnes) recherche un :

INGENIEUR EN CONSEIL TECHNOLOGIQUE

Vous souhaitez aujourd'hui contribuer activement au développement d'une structure jeune et dynamique. Une première expérience significative, 3 ans environ, en Conseil (marketing industriel, organisation ou stratégie) auprès ou au sein d'entreprises à forte dominante technique est indispensable. Vos missions : Le conseil technologique, la gestion de la R&D et de l'innovation. En responsable de contrats et en parfaite collaboration avec votre hiérarchie, vous êtes directement impliqué dans les missions commerciales : relation avec les prospects, rédaction des offres et participation aux négociations. De formation Ingénieur complétée par un 3ème cycle type MBA, vous êtes bilingue anglais. Poste basé en région parisienne.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Nathalie MORANT SYMA CONSEIL, 5 avenue du Maréchal Juin - 92100 BOULOGNE.

SYMA CONSEIL

Ingénieurs systèmes d'information

Ingénieur d'études en informatique de recherche pour le département informatique et calcul scientifique (BAP 1). Pour ce poste, vous possédez une expérience dans la conception de systèmes d'information pour la gestion, ainsi que des systèmes de gestion de base de données relationnelles (SGBDR) et du langage SQL. Vous êtes diplômé d'un DEA, d'un DESS ou d'un diplôme équivalent à la licence ou qualification professionnelle jugée équivalente.

Pour tous ces postes, merci de retirer votre dossier avant le 27 mars 1997 et de le déposer avant le 28 mars 1997 auprès du CNRS, Bureau des concours.

Ingénieur d'études en documentation biologique

Pour le département informatique, diffusion, communication (BAP IV), votre mission est de concevoir, réaliser et maintenir un service documentaire axé sur l'utilisation des nouvelles technologies liées à l'information scientifique et technique dans le domaine de la biologie. Pour ce poste, vous êtes diplômé d'un DEA, d'un DESS ou d'un diplôme équivalent à la licence ou qualification professionnelle jugée équivalente.

Assistant statisticien

Assistant ingénieur en technique quantitative de gestion pour le département gestion scientifique et technique (BAP VI). Sous la responsabilité du chef de bureau, vous êtes en charge de la réalisation complète d'études statistiques sur les carrières des ingénieurs, techniciens et administratifs. Vous possédez un BTS/DUT ou diplôme de qualification professionnelle équivalent.

CONCOURS

• Bâtiment - 1 place Aristide-Briand, 92100 Moulon.
Renseignements au : 01 45 07 56 50, ou 01 45 07 56 63, ou 01 45 07 56 32 ou sur Minitel en 3614 CNRS.



EPITECH est une société de haute technologie, spécialisée dans la fourniture de plaquettes de silicium épitaxiées pour la fabrication de composants de puissance. La société a connu depuis ses origines, un développement remarquable, et s'adresse aux grands groupes multinationaux du semi-conducteur en Europe, aux USA et au Japon. Filiale aujourd'hui de Sumitomo Srix, leader mondial, elle dispose d'un extraordinaire potentiel de croissance et envisage la création d'un nouveau site de production. Dans ce cadre, elle recherche :

Rémunération motivante

Mantes-la-Jolie

Chef de Projet Nouvelle Usine

LE POSTE

- Sous la responsabilité du PDG fondateur, vous :
- dirigez un projet d'investissement considérable (plusieurs dizaines de millions de dollars),
- coordonnez l'intervention de plusieurs corps de métiers (architectes, bureaux d'études, sociétés d'ingénierie, entreprises de BTP...),
- veillez à respecter des contraintes de délais, de prix et d'efficacité.

PROFIL RECHERCHÉ

- 40 ans environ, excellente formation supérieure type grande école d'ingénieurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rém. actuelle en précisant sur lettre et enveloppe la réf. 70206/LM à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS. E mail : NBS_France@compuserve.com

- Expérience très significative de la conduite de projets industriels d'envergure, si possible dans l'industrie micro-électronique.
- Votre domaine d'expertise est multiforme mais vous connaissez plus particulièrement les contraintes liées aux processus gazeux.
- Méthode, rigueur, maturité... et créativité.
- Tempérament opérationnel soucieux des résultats concrets, dans un environnement de PME.
- Une forte culture internationale ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont impératives.

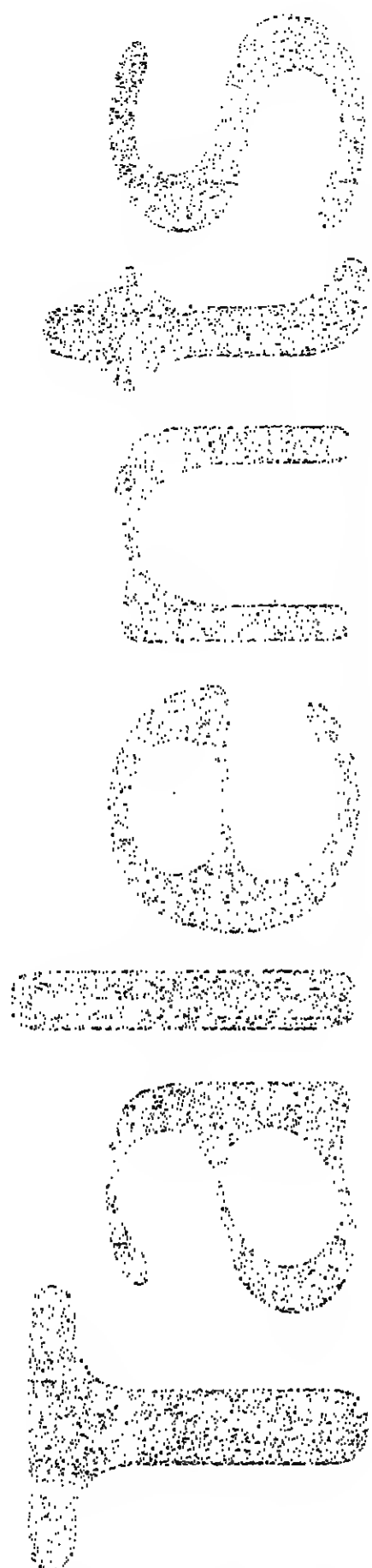
NBS SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris • London • Aberdeen • Birmingham
Bristol • City • Edinburgh • Glasgow • Leeds
Manchester • Stough • Madrid

مكتبة الأهل

Secteurs de Pointe



Au-delà des frontières technologiques, géographiques, culturelles et au cœur des progrès les plus spectaculaires dans tous les secteurs d'activités, le talent des 26 000 hommes et femmes de SGS-THOMSON dans le monde, permet de relever chaque jour les défis sans cesse renouvelés de notre métier : la micro-électronique.

STI. SGS-THOMSON MICROELECTRONICS



s a n s f r o n t i è r e s

Nous, SGS-THOMSON, sommes pour l'impertinence des idées, pour l'expression des talents, pour le risque, pour l'action, pour l'innovation.

Dans un marché mondial en pleine mutation, SGS-THOMSON Microelectronics est reconnu pour sa capacité de réaction et d'anticipation. De ce défi permanent, nous tirons notre force, celle d'être une société qui ne craint ni l'exigence ni les risques. Nous opérons au sein d'une industrie stratégique qui a enregistré une croissance moyenne de 15% par an au cours des 10 dernières années.

D'une entreprise européenne, nous avons fait une entreprise mondiale.

I N G É N I E U R S, avec vous, le meilleur reste à accomplir. Rejoignez une société qui réussit.

- Pour nos sites industriels, nous souhaitons intégrer des ingénieurs confirmés en management de production, en process de fabrication (technologie, caractérisation, contrôle particulière), en équipements et automation.
- Pour nos divisions produits (micro-contrôleurs, vidéo, telecoms, puissance, mémoires, smartcards), nous recherchons des ingénieurs spécialisés en conception de circuits intégrés orientés architecture et systèmes, en engineering produits et test, en qualité, planning et marketing.

Si votre ambition rejoint la nôtre, écrivez-nous à la Coordination recrutement, 7 av. Galliéni, BP 93, 94253 GENTILLY Cedex ou par e.mail (CV en format texte) à simone.bernhard@st.com



Service et Technologie

محکمات الذم